



LE

SECRET DU PEUPLE

DE PARIS

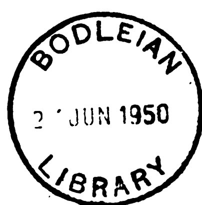
AGIS. — IMP. SIMON RAÇON ET COMP. RUE D'ERFURTH, 1.

A. CORBON

LE SECRET DU PEUPLE DE PARIS



PARIS
PAGNERRE, LIBRAIRE-ÉDITEUR
RUE DE SEINE, 18
—
1863



INTRODUCTION

I

En dépit de tout ce qui a été écrit sur le peuple de Paris, à propos de nos agitations sociales, le caractère de ce peuple est encore, à bien des égards, un mystère.

Assurément, on peut trouver dans quelques études sur la classe populaire de fines et utiles observations, certains indices exacts de tempérament, des appréciations judicieuses de mœurs privées, et, parfois, des aperçus lumineux sur les tendances sociales. Les vues de détail abondent. J'ai même été très-frappé de la pénétration de quelques écrivains qui, vivant tout à fait en dehors des masses ouvrières, ont été néanmoins bien plus près de deviner leur secret que beau-

coup d'autres, de souche purement prolétaire. Cependant la pénétration des mieux inspirés n'a pas été jusqu'à rencontrer la pleine lumière. Ils n'ont soulevé que des coins du voile, et ils ont laissé dans l'ombre, sans paraître s'en douter, certains aspects essentiels, sans la compréhension desquels il est impossible d'expliquer la manière d'être générale et persistante du peuple.

Mais j'aime à reconnaître que le fil conducteur a été fort allongé en ces derniers temps par deux ou trois observateurs plus clairvoyants que leurs prédécesseurs. S'ils n'ont pu pénétrer jusqu'au fond de l'âme populaire, ils en ont du moins facilité les abords, et s'il est réservé à d'autres de pouvoir pousser plus loin, c'est grâce à cet allongement du fil.

Quant à la nécessité de pousser plus loin les observations, de dissiper ce qui reste d'ombres, de dégager les dernières inconnues, elle n'est que trop facile à démontrer. Quel est l'homme politique, quel est le moraliste, le philosophe, l'économiste, ou même le socialiste, qui n'ait été maintes fois dérouté par la manière d'être de la classe populaire, et qui, tantôt avec admiration, tantôt avec amertume, ne se soit écrié : « Ce peuple de Paris est vraiment incompréhensible ! » Le fait est qu'il a trompé, sans le vouloir, bien des prévisions, et déjoué, sans le savoir, bien des calculs. Cela ne prouve pas que le peuple soit incompréhensible; mais tout simplement

qu'il est incompris. C'est de la méconnaissance de son caractère que viennent la plupart des malentendus qui enfantent les crises révolutionnaires ou réactionnaires. Ces malentendus ont engendré des déceptions assez amères, ce semble, pour faire naître l'impérieux besoin de plonger au fond de l'instinct populaire. Il faut, enfin, dérober au peuple son secret, pour le révéler à ses amis comme à ses adversaires, et surtout à lui-même;

Car c'est surtout pour lui-même que le peuple est un mystère...

II

Est-ce à dire que ce mystère, qui ne s'est pas complétement dévoilé à la perspicacité des observateurs les plus sympathiques et les plus pénétrants, se soit laissé mettre à nu par un philosophe d'atelier, par un publiciste d'occasion? Serait-il vrai que je fusse en mesure de faire lire, enfin, au plus profond de l'instinct populaire, et que je pusse facilement faire comprendre ce peuple au milieu de toutes nos crises sociales? Le titre du présent écrit, accuse, je l'avoue, cette prétention, et l'écrit lui-même dira si elle est quelque peu fondée. Il est possible que je me fasse illusion; mais mon illusion, si elle était entière, ne ferait de

mal à personne, et, si elle ne l'était pas, elle aurait son bon côté. Je suis en garde contre tout entraînement illusoire; mais j'aurais grand'peine à croire que je me sois trompé du tout au tout. Si, en fin de compte, je ne parviens à allonger que d'une coudée le fil conducteur, j'aurai du moins, en frayant une nouvelle section du sentier qui mène à l'âme populaire, provoqué à nouveau l'attention, et suscité de plus heureux observateurs.

Puisque je suis amené à parler de moi-même pour justifier ma témérité, je tiens à compléter ma confidence.

On sait, dans un certain monde, que je suis chair de la chair de ce peuple dont il s'agit de deviner le secret. On s'y souvient encore, peut-être, que j'étais de la phalange de ces ouvriers qui ont créé autrefois la presse du prolétariat, et qui, sincèrement, croyaient être l'expression la plus exacte de la classe dont ils se constituaient les organes. On sait, enfin, que je suis l'un des trois hommes d'atelier que Paris a envoyés à l'Assemblée Constituante pour y exprimer les vœux des masses laborieuses. Ce sont là des titres qu'on ne discuterait pas dans le cercle de plus en plus restreint où je suis un peu connu. On y veut bien, grâce à ma condition et à mes antécédents, faire cas de mon opinion touchant l'état moral de la population ouvrière du grand centre; on suppose assez volontiers que le

peuple ne peut avoir de secret pour moi, et que, lorsqu'il me plaît de regarder en son âme, j'y dois voir parfaitement clair...

Eh bien! j'avoue que, jusqu'à ces dernières années, cette supposition flatteuse, fondée sur mon apparente compétence, était gratuite pour plus de moitié. J'étais, en réalité, beaucoup moins compétent qu'on était disposé à le croire, et que je le croyais moi-même. Cela prouve qu'il ne suffit pas d'être du peuple pour le comprendre, ni même, étant du peuple, de s'être appliqué, pendant longues années et avec la plus entière sincérité, à formuler ses sentiments. J'avoue donc sans peine que j'ai été bien longtemps sans y voir plus clair que le commun des observateurs. Les traits essentiels de la classe populaire parisienne m'échappaient comme à tant d'autres, sans que j'eusse conscience des inconnues. Quand j'étais dérouté, ce qui arrivait souvent, au lieu de me mettre en garde contre mon propre jugement, et de chercher un point de vue plus élevé, d'où je pusse mieux voir et comprendre le peuple, je portais, sans hésiter, au compte de ses travers tout ce qui, dans ses manifestations, échappait à ma sagacité. Comme bien d'autres, je braquais sur la personne populaire le petit bout de la lunette, et à trop courte distance, ce qui m'empêchait d'embrasser dans son ensemble la grande figure dont je croyais pouvoir expliquer les faits et gestes.

Ce que je faisais, hélas ! je le vois faire journellement par bien des personnes non moins désireuses de servir efficacement la cause démocratique ; je le vois faire surtout par des esprits d'élite, devenus esprits chagrins, trop disposés à rejeter sur les masses populaires la responsabilité de l'amoindrissement de nos libertés. Cette disposition amère, assez commune dans un certain monde, tendrait à faire croire que les travers du peuple atteignent d'énormes proportions. Si je tenais pour exact tout ce que j'ai entendu dire sur ce sujet depuis plus de dix ans déjà, je devrais croire que l'ouvrier parisien n'est qu'un grand enfant terrible, jouant au jeu de la révolution pour le seul plaisir de rompre la monotonie de son existence ; qu'il n'a qu'une très-imparfaite conscience de ses devoirs, et de ses droits une estime si petite, qu'il les vend volontiers pour un plat de lentilles, sauf à tenter de les reprendre plus tard, pour les céder encore, à vil prix.

Bref, les opinions défavorables que j'entendais journellement exprimer sur les masses ouvrières ont fini par me blesser au vif. Il était évident pour moi qu'on allait beaucoup trop loin ; et, par esprit de corps non moins que par esprit de justice, j'ai senti l'invincible besoin de réagir.

Certes, je me suis permis, à l'occasion, de dire publiquement des duretés à ma propre classe, et peut-être ai-je été parfois plus sévère que de raison. Mais,

par un sentiment naturel que chacun comprendra, je ne souffre guère que d'autres, qui ne sont pas de cette classe, se permettent aussi des sévérités envers elle, encore moins puis-je souffrir qu'ils se montrent gravement injustes. Or, il m'était démontré par des renseignements précis, que les critiques les plus vives de la conduite du peuple tombaient à faux, ou, tout au moins, dépassaient de beaucoup la mesure. Sans pouvoir m'expliquer bien clairement encore son attitude au milieu de toutes les crises que nous avons traversées, je me l'expliquais bien, je crois, dans la situation particulière que lui faisait le régime intronisé à la suite du 2 décembre, et si je n'y trouvais rien qui excitât l'admiration, je n'y trouvais rien non plus qui justifiât le reproche de défaillance.

De cette disposition personnelle à réagir en faveur de ma classe résulta l'impérieuse obligation de rechercher, non-seulement les circonstances justificatives ou atténuantes de tout ce qui, chez le peuple, paraissait défaillance, mais encore de reviser d'anciens ou de ouveaux jugements défavorables prononcés contre d'anciennes ou de nouvelles manifestations populaires. J'ai eu à me demander si, dans bien des cas, les motifs apparents n'étaient pas trompeurs, et si, dans tous les cas, la pensée qu'on attribuait au peuple était bien sa vraie pensée. Et, par cela même que j'en étais venu à me poser cette question, j'entrevoyais déjà des in-

connues à saisir et à dégager. C'est alors que je me suis remis à étudier le peuple plus sérieusement que je ne l'avais fait, tant sur le terrain du travail que sur celui de la politique ou de la morale; en un mot, dans toutes ses manifestations d'ordre social. J'avais, d'ailleurs, l'esprit mieux disposé qu'aux jours où les militants de la démocratie, ayant large carrière, manquaient, par cela même, de temps pour méditer. Il leur a été fait depuis des loisirs dont je sais qu'ils ont profité, pour la plupart. A quelque chose malheur est toujours bon. J'ai médité aussi dans mon coin, tout en façonnant des ornements de bois, et je publie le résultat de mes méditations. Comme on peut bien s'y attendre, ce résultat sera très-favorable à la classe populaire de Paris.

Cela ne veut pas dire que tout ce qui, autrefois, apparaissait dans le peuple comme travers, va se transformer en vertus; non. S'il ressort de mes explications que l'endroit de la médaille populaire est admirable, il en ressortira aussi que l'envers de cette médaille est très-accentué. Le fait est que les reliefs, des deux côtés, sont vigoureux, comme dans toute figure humaine largement douée. Si admirable, à quelques égards, que puisse être celle-ci, elle a toujours, pour ceux qui l'étudient de près, les défauts de ses qualités et les qualités de ses défauts. La nature humaine est ainsi constituée que, si l'on pouvait supprimer chez un individu tel défaut saillant, on

supprimerait, probablement, du même coup, une qualité non moins saillante. On peut être indulgent pour certains défauts inoffensifs qui sont souvent le débordement d'une qualité. Lorsque je vois une personne très-expansive, je ne me sens pas disposé à lui confier un secret; mais, parce qu'elle a le défaut correspondant à sa qualité, c'est-à-dire la tendance à l'indiscrétion, il ne s'ensuit pas que les natures expansives ne soient les plus aimables. Je me suis donc demandé, chaque fois que je tombais sur un travers du peuple, si ce travers n'était pas le trop-plein d'une qualité précieuse; et, toutes investigations faites, j'ai dû, dans beaucoup de cas graves, répondre affirmativement à ma question. Si d'un défaut bien accusé nous ne pouvons conclure une grande qualité correspondante, nous pouvons, du moins, toujours conclure d'une qualité brillante un travers correspondant : il n'y a pas de médaille sans revers.

III

Disons maintenant à l'observateur qui voudrait saisir le sens exact de toute manifestation en temps de crises sociales, qu'il doit se prémunir contre l'expression verbale des mouvements populaires. Ces mouvements sont presque toujours déterminés par des causes

profondes, qui trouvent difficilement leur expression dans le mot d'ordre du jour. Ce mot, d'ailleurs, ne peut sortir que d'une inspiration individuelle, et il est fort rare qu'il reproduise convenablement, non pas toute la pensée mère de l'agitation, mais seulement l'un des aspects de cette pensée.

Je ne nie pas qu'un individu, profondément imprégné du sentiment populaire, ne puisse, sous le coup d'une heureuse inspiration, trouver le mot juste et éloquent d'une situation donnée; et si l'on écoutait bien attentivement les voix de la foule, peut-être trouverait-on plus souvent de ces formules si puissamment expressives. Mais la vérité est, dans la plupart des cas, qu'au lieu de demander avec sollicitude à la foule la raison véritable de sa manifestation, on lui en prête une plus ou moins fausse. Ce sont souvent des hommes étrangers au peuple, et n'ayant pas le secret de son émotion, qui font, pendant ou après la manifestation, le mot qui lui servira d'étiquette; puis, sur cette étiquette, les partis broderont chacun selon son tempérament.

En supposant d'ailleurs que le mot juste d'une situation agitée soit trouvé, il ne peut guère répondre qu'à un besoin du moment; et pour peu que le mot de l'agitation du lendemain soit moins heureux que celui de la veille, le peuple semblera pris en flagrant délit de contradiction, lors même qu'au fond il y au-

rait un lien étroit entre l'agitation de la veille et celle du lendemain.

Il faut donc se méfier des apparences, des traductions verbales des émotions populaires, et surtout des semblants de contradiction. Avant de juger, il faut entrer bien avant dans le sentiment des masses, chercher les causes déterminantes, se rendre compte des tendances du peuple, et se demander ensuite si telle manifestation est ou n'est pas dans l'ordre de ses aspirations persistantes, quel que soit, d'ailleurs, le mot de ralliement.

On s'exposerait encore à de graves méprises si, négligeant d'étudier le peuple dans son ensemble, on croyait pouvoir trouver son secret dans l'étude de quelques individualités. Bien que l'ouvrier de Paris soit fort expansif, et laisse voir facilement dans son âme, j'ai bien des raisons de croire qu'on ne trouverait pas, dans des observations sur des individus, le secret de la personne collective. Il est des phénomènes, d'une importance extrême, qui ne se produisent qu'au sein des masses, qui ne sont saisissables que dans les masses, dont les individus n'ont pas la pleine conscience, et dont ils ne gardent, par conséquent, qu'une impression plus ou moins affaiblie.

Ce n'est pas tout. Les individualités populaires auxquelles on s'adresserait le plus volontiers pour avoir des renseignements sont naturellement celles dont

l'intelligence est le plus éveillée et exercée. Or, ce sont précisément les hommes de cette catégorie qui sont le moins en état de laisser lire dans leur instinct le secret de la foule, parce que ce sont eux qui, parmi le peuple, vivent le moins de la vie instinctive. Ces hommes-là remplissent bénévolement une fonction extrêmement utile et honorable : ils apportent dans leur milieu les connaissances qu'ils parviennent à dérober à la société savante; ils sont, dans une large mesure, les initiateurs de leur classe; mais, par cela même qu'ils empruntent à la classe éclairée ce qu'ils rapportent à la leur, ils sont loin de croire qu'ils puissent demander quoi que ce soit à celle-ci, fût-ce une inspiration instinctive. Le rôle même qu'ils remplissent éloigne d'eux cette idée qu'on puisse tirer une lumière quelconque de l'instinct populaire : ils ont le défaut de leur qualité.

Ce défaut est particulièrement celui des personnes savantes. Elles professent, explicitement ou implicitement, l'opinion que la foule n'a qu'à recevoir, et n'a rien à fournir, en échange, à la philosophie sociale. Parfois, et pour le besoin passager d'une thèse à soutenir, quelques publicistes répètent bien le vieil adage : « La voix du peuple est la voix de Dieu; » mais la plupart ne le prennent pas au sérieux. Règle générale, les publicistes qui traitent des sciences sociales ne demandent jamais leurs inspirations au sentiment

populaire; et c'est pourquoi le peuple est encore, à tant d'égards, un mystère.

Je dis donc que les ouvriers qui ont pu s'approprier quelques connaissances générales, et qui se complaisent à les propager dans le milieu où ils vivent, sont entraînés à partager le préjugé du monde savant, et que, par conséquent, ils ne sont pas dans la disposition d'esprit nécessaire pour fournir des révélations sur les tendances instinctives de la masse populaire; à moins que l'observateur ne mette la main sur quelque homme du peuple qui aura réagi contre ce préjugé, et qui aura voulu, lui aussi, trouver le secret que j'ai cherché. Ce que j'ai fait, d'autres ont bien pu le faire. Cependant je ne les crois pas nombreux; et j'estime qu'en l'état présent des esprits, un observateur habile tirerait plus de lumière de gens qui reçoivent les impressions plus qu'ils ne les raisonnent.

Mais j'insiste sur ce point : c'est surtout la personne collective qui doit être étudiée dans son ensemble, et à distance. J'ajoute qu'on aura encore grand'peine à voir clair dans l'âme du peuple, si l'on ne remplit une condition essentielle, celle d'avoir été intimement et longtemps mêlé aux agitations de la foule, afin de pouvoir, en se retournant sur soi-même, retrouver, dans les impressions et les souvenirs personnels, de nombreux points de repère.

Je pouvais, du moins, remplir cette condition, et je

l'ai remplie de mon mieux. Je me suis prémuni aussi le mieux que j'ai pu contre l'esprit de corps, pour le cas où il m'aurait poussé à glorifier le peuple quand même. Mais ce peuple, tel qu'il m'apparaît maintenant, me donne moins que jamais le droit de me tenir pour humilié d'être de sa chair. Et si nous voyons qu'il laisse beaucoup à désirer, nous n'aurons pas moins l'esprit très-frappé de la persistance de ses tendances, de la sûreté de son instinct et de la grandeur de ses aspirations.

PREMIÈRE PARTIE

PHYSIOLOGIE

DE LA

POPULATION OUVRIÈRE DE PARIS

CHAPITRE PREMIER

NÉCESSITÉ DE DIVISER EN CLASSES DISTINCTES LA POPULATION OUVRIÈRE DE PARIS

Il y a peuple et peuple dans Paris, ne l'oublions pas; et n'allons pas demander à toute la population ouvrière ce qui est à peu près exclusivement le secret d'une de ses parties. Nous cherchons la raison déterminante de la manière d'être du populaire dans les agitations sociales; or, une notable partie de la population ouvrière demeure plus ou moins étrangère à ces agitations. Il y a, en un mot, dans Paris, un peuple qui s'intéresse passionnément à la chose publique, et un autre qui s'en désintéresse autant que possible.

C'est du premier qu'il s'agira particulièrement dans cet essai de livre. C'est celui-là, d'ailleurs, qui donne sa physionomie au grand centre où naissent et se

tière, où la classe supérieure est de beaucoup la moins nombreuse et où l'inférieure absorbe la grande majorité de la nation, dans notre classification du peuple de Paris, c'est l'élément inférieur qui ne forme qu'une infime minorité, tandis que l'élément supérieur est de beaucoup le plus nombreux.

Mais si l'opinion commune, dépouillant enfin ses vieux préjugés, se plaçait au point de vue de l'utilité réelle, de la vie active et féconde, pour opérer le classement de la société, il se ferait un singulier remue-ménage dans les couches dont on la compose encore aujourd'hui. Que de gens prétendant occuper les plus hauts degrés de l'échelle descendraient à zéro, et que d'autres, que le préjugé porte à peine aux premiers degrés au-dessus de zéro, monteraient aux plus élevés!... Cela viendra lorsque l'obligation de travailler ne sera plus tenue pour signe d'infériorité relative, et que l'on sera moins disposé à s'incliner devant le riche parasite.

En attendant ce progrès de la raison publique, ai-je besoin de justifier la qualification de supérieure que je donne à la classe doublement utile, et par son travail professionnel et par ses aspirations civiques?... Je n'imagine pas qu'aucune personne, à peu près saine d'esprit, ose contester un instant la qualification dont s'agit.

Je sais bien ce que pensent au fond de leur âme — au fond de leur stupide égoïsme, veux-je dire — nombre de gens rentés et peureux, étroits d'esprit autant que de cœur, dont la quiétude est souvent troublée rien que par le soupçon des aspirations popu-

le point de vue plus général où nous sommes. Je divise, en conséquence, en deux classes la population utile, et je réunis en une seule tous les éléments volontairement inutiles ou nuisibles.

La classe populaire supérieure est celle qui, outre qu'elle produit, par son travail professionnel, plus qu'elle ne consomme, est encore utile par sa vive sollicitude pour tout intérêt général, et par la force qu'elle acquiert aussi sur les gouvernants en les obligeant à marcher dans la voie du progrès, ou tout au moins en les empêchant de dérailler trop fortement. Elle peut laisser à désirer, sans doute; mais si le poids dont elle pèse faisait défaut, la société serait encore bien loin, et pour bien longtemps, du point qu'elle occupe sur le chemin de la civilisation.

La classe moyenne est celle qui n'est à peu près utile que par son travail professionnel, se croyant incompétente à s'occuper des intérêts généraux, et n'étant guère sensible, d'ailleurs, qu'à ce qui la touche immédiatement.

Dans la classe inférieure nous placerons d'abord les inutiles *volontaires*, comme producteurs et comme citoyens; puis tous les éléments nuisibles que peut fournir la population dite ouvrière.

On a compris que ce n'est pas seulement la classe inférieure, mais aussi la classe moyenne qu'il s'agira d'écarter lorsque nous chercherons le secret du peuple politique.

Ce premier point convenu, voyons approximative-

ment le nombre qu'on peut attribuer à chacune de ces classes.

Faisant abstraction, pour un moment, de la valeur civique d'une grande partie de la population ouvrière de Paris, et ne considérant cette population qu'au point de vue de son utilité professionnelle, il ne me sera pas difficile, je pense, de faire admettre que les huit dixièmes produisent plus qu'ils ne consomment. On acceptera d'autant plus aisément ce chiffre, que j'entends parler de la population valide exclusivement, et hors des temps de crise.

Si cette proportion était notablement moindre, que deviendraient, je le demande, non-seulement la foule des personnes incapables de produire, mais surtout la classe dispensée de travailler, et qui consomme d'autant plus largement?

Je conviens qu'il y a, dans le populaire parisien, plus de gens inutiles et de gens nuisibles, toutes proportions gardées, que dans le populaire des petites localités. Mais voici la compensation : il est hors de toute contestation que la classe laborieuse de Paris est beaucoup plus active au travail, et produit beaucoup plus que celle de province, bien que ce soit la province qui renouvelle incessamment la population ouvrière du grand centre; et l'on sait qu'en général, malgré la supériorité du salaire, on ne ferait nulle part, à si peu de frais, ce qui se confectionne à Paris, sans compter la valeur de goût.

Il est donc permis de porter à huit dixièmes la popu-

lation ouvrière donnant bénéfice à la société, et à deux dixièmes seulement la partie du peuple qui, de zéro inclusivement, descend tous les degrés de l'infériorité et de l'immoralité. C'est bien déjà trop.

Maintenant, si nous voulons distinguer, dans la classe vraiment laborieuse, la partie accessible à la passion politique et capable de vertus civiques, de la partie plus ou moins fermée à cette passion et à ces vertus, quelle sera la proportion de chacune?

J'ai déjà dit qu'à mon estime la classe professant des sentiments politiques formait au moins la moitié de la population totale appelée communément classe ouvrière; c'est-à-dire cinq dixièmes. J'ai ajouté que c'est le chiffre des temps calmes, et qu'il s'augmente considérablement aux temps de crises sociales; je maintiens ce que j'ai dit. Pendant la période de 1848 à 1851, cette classe comprenait au moins les sept dixièmes de la masse populaire. Il est même, en ce temps-ci, certaines questions morales ou de politique extérieure qui ont le privilége de passionner à ce point le personnel de l'atelier parisien, qu'il me serait très-permis de grossir considérablement ce chiffre.

Je suis donc d'une modération extrême, et peu flatteuse pour le peuple, en me bornant aux cinq dixièmes.

A ce compte, la classe moyenne prendrait trois dixièmes environ, puisque nous évaluons à deux la classe inférieure.

Contrairement aux résultats que donne la classification communément appliquée à la société tout en-

tière, où la classe supérieure est de beaucoup la moins nombreuse et où l'inférieure absorbe la grande majorité de la nation, dans notre classification du peuple de Paris, c'est l'élément inférieur qui ne forme qu'une infime minorité, tandis que l'élément supérieur est de beaucoup le plus nombreux.

Mais si l'opinion commune, dépouillant enfin ses vieux préjugés, se plaçait au point de vue de l'utilité réelle, de la vie active et féconde, pour opérer le classement de la société, il se ferait un singulier remue-ménage dans les couches dont on la compose encore aujourd'hui. Que de gens prétendant occuper les plus hauts degrés de l'échelle descendraient à zéro, et que d'autres, que le préjugé porte à peine aux premiers degrés au-dessus de zéro, monteraient aux plus élevés!... Cela viendra lorsque l'obligation de travailler ne sera plus tenue pour signe d'infériorité relative, et que l'on sera moins disposé à s'incliner devant le riche parasite.

En attendant ce progrès de la raison publique, ai-je besoin de justifier la qualification de supérieure que je donne à la classe doublement utile, et par son travail professionnel et par ses aspirations civiques?... Je n'imagine pas qu'aucune personne, à peu près saine d'esprit, ose contester un instant la qualification dont s'agit.

Je sais bien ce que pensent au fond de leur âme — au fond de leur stupide égoïsme, veux-je dire — nombre de gens rentés et peureux, étroits d'esprit autant que de cœur, dont la quiétude est souvent troublée rien que par le soupçon des aspirations popu-

laires. Ces gens-là préfèrent de beaucoup la moyenne classe à la supérieure, parce que celle-là est aussi portée à la résignation que celle-ci y est peu disposée. Donc, on est pour celle-là contre celle-ci. Aussi bien, ces gens qui préfèrent la classe moyenne ne sont-ils qu'une variété de mollusques, vivant dans la crainte perpétuelle qu'une tempête populaire ne les arrache du rocher auquel ils ont attaché leur coquille. Ils ne valent vraiment pas qu'on discute les inspirations de leur esprit atrophié.

Donc, jusqu'à démonstration sérieuse qui puisse entacher d'erreur notable la classification ci-dessus, soit quant aux chiffres proportionnels, soit quant à la qualification ou désignation de chacune d'elles, je la maintiens.

Et je dis que, eu égard à son nombre et à sa qualité, la classe à laquelle ce livre est particulièrement consacré peut prendre, à bon droit, le titre de peuple de Paris; d'autant mieux qu'il s'agira beaucoup moins des mœurs privées que des mœurs publiques de la classe populaire.

A ce point de vue, en effet, les deux éléments moyen et inférieur disparaissent d'eux-mêmes; il ne reste devant nous que la classe supérieure. Où serait donc le peuple de Paris, qui donne tant à penser au monde politique, s'il n'était tout entier dans cette classe?

Mais j'ai dit qu'avant d'écarter les catégories qui n'ont que faire sur le terrain où nous nous plaçons, je dirais ce que je sais d'elles. C'est ici le lieu.

CHAPITRE II

CLASSE INFÉRIEURE DU PEUPLE. — SES ÉLÉMENTS DIVERS. — POURQUOI LES MORALISTES SONT IMPUISSANTS A ASSAINIR LES BAS-FONDS DE LA SOCIÉTÉ.

Notre plan exige que nous commencions par la classe inférieure. En conséquence, nous allons, en descendant tous les degrés, passer successivement de l'élément inoffensif à l'élément démoralisé, et de celui-ci au coutumier du crime.

La classe inférieure a cela de particulier que ses éléments les plus mauvais sont ceux-là précisément qui nous offrent le plus d'intérêt. C'est la partie la plus dangereuse qui, naturellement, préoccupe au plus haut degré les moralistes; c'est elle qui fournit les sujets les plus émouvants aux dramaturges et aux romanciers; enfin, c'est celle-là qui, par son caractère redoutable, inquiète au plus haut degré. Elle est un

problème vivant, posé depuis bien longtemps, mais que la lenteur des progrès de la science sociale n'a pas encore permis de résoudre, tant s'en faut.

La classe inférieure étant composée d'éléments très-dissemblables, il y a justice et nécessité de les distinguer soigneusement les uns des autres. Il nous faut donc la subdiviser en trois catégories : l'une *inoffensive*, l'autre simplement *vicieuse*, la troisième *offensive*.

I

La première renferme tout ce qui ne donne guère ni profit ni perte, matériellement parlant. Elle produit peu et consomme peu. Sa manière de se sustenter et son hygiène générale sont aussi mal entendues que possible.

Cette partie de la population est généralement native de Paris, et est ordinairement le fruit très-appauvri de plusieurs générations parisiennes. Quoique la misère soit prolifique, et qu'à ce titre cette population particulière ait le droit de pulluler, ce phénomène ne se produit pas, ou se produit peu parmi elle. Nécessairement aussi, la mortalité est bien plus grande là que partout ailleurs.

Les ateliers qui demandent de l'activité musculaire ou intellectuelle et de l'assiduité sont fermés à cette catégorie de la classe ouvrière, si ce n'est pour y faire quelques corvées en temps de presse. Elle exerce la

plupart du temps, en plein air, une foule de petites industries qui fatiguent peu le corps et encore moins l'esprit. La plus pénible de toutes est celle de chiffonnier. Celui qui l'exerce se couche fort tard et se lève avant le jour; mais il a une grande moitié de la journée pour se prélasser. La majorité de cette catégorie inoffensive, peu nombreuse, s'adonne au commerce des petites friperies, des petits outils, des ferrailles, etc. Elle se recrute parmi les jeunes ouvriers manqués et parmi les vieux dont on ne veut plus. Il arrive souvent aussi que les enfants continuent la « profession » de leurs pères, parce qu'elle a ses attraits pour ces natures appauvries : elle n'exige jamais de grands efforts, et laisse beaucoup plus de liberté qu'une profession exercée dans les ateliers de la sérieuse industrie.

L'intelligence de cette catégorie est très-médiocre. Les amateurs de saillies singulières, pittoresques, et parfois heureuses, peuvent s'y laisser prendre, et croire qu'il y a là l'esprit fin du Parisien. A dire vrai, la verve caustique du natif de Paris ne se retrouve ici que par exception.

D'autre part, on est fort peu accessible parmi ce petit monde à la passion politique. On ne demeure certainement pas étranger à tous les événements sociaux : cela n'est pas possible à Paris; mais il est à remarquer que la sollicitude pour la chose publique est, à quelques exceptions près, d'autant plus vive qu'on remonte plus haut l'échelle de la valeur ouvrière; et

qu'elle s'efface graduellement à mesure qu'on descend vers zéro et au-dessous. A zéro, on trouve encore une lueur de cette sollicitude ; au-dessous, on n'en trouve plus, si ce n'est de la part de quelques rares individus entraînés depuis peu de temps dans la voie vicieuse.

II.

Ce dernier mot nous mène naturellement à la seconde catégorie. Elle se compose de gens qui, par paresse simple, mais irremédiable, ou par paresse aggravée d'ivrognerie incorrigible, consomment plus qu'ils ne produisent, et qui néanmoins n'ont pas recours au vol pour combler le déficit résultant de leur insuffisant travail. Toutefois, le déficit ne pouvant se combler que par des moyens plus ou moins entachés d'immoralité, nous sommes fondés à infliger l'épithète de vicieuse à cette catégorie.

Le plus innocent des moyens employés, pour vivre, par ceux qui en font partie, est d'épuiser toutes les bonnes volontés autour de soi pour en tirer quelques ressources, ou bien de mendier, tantôt d'une manière un peu déguisée, tantôt ouvertement, alors qu'on en est venu à « passer la jambe à l'amour-propre. » Dans ce dernier cas, on cesse tout à fait de produire, tout en trouvant le moyen de consommer plus que ne le peut un ouvrier honnête.

L'institution orphéonique, excellente en soi, qui

Cette catégorie, quoique peu nombreuse relativement, et dans laquelle on peut tomber sans avoir passé par la spécialité ci-dessus indiquée, supplée au nombre par l'activité et l'audace. Si bien que, soit pour la surveiller préventivement, soit pour rechercher ceux des siens qui ont des comptes à rendre à la justice, soit pour réprimer leurs méfaits, elle exige un personnel de fonctionnaires divers plus nombreux qu'elle-même... Non-seulement elle entreprend de vivre sans produire rien qui vaille; non-seulement, pour vivre, elle amoindrit la vie autour d'elle, en semant le mal sous toutes ses formes; mais encore elle oblige le corps social à d'énormes dépenses de valeurs humaines et de valeurs matérielles pour se défendre contre elle!...

L'un des plus grands écrivains de ce siècle s'est imposé la difficile tâche de faire connaître cette petite société ténébreuse qui fait une guerre incessante à la grande société. L'auteur des *Misérables* a plongé un regard d'aigle dans les bas-fonds parisiens du vice et du crime; il en a décrit, comme il sait le faire, c'est-à-dire d'une manière palpitante, les mœurs dépravées et le redoutable tempérament. Il a dit tout ce qu'il fallait dire à la société pour qu'elle prît enfin souci d'elle-même, de son bien, de sa sécurité, de son honneur, et pour qu'elle sentît plus que jamais la suprême urgence de remédier radicalement à cette plaie qu'elle cache en son sein.

Déjà Eugène Süe et d'autres habiles peintres de

mœurs avaient très-bien décrit les aspects principaux de cette variété malfaisante; si bien, que je renvoie aux livres des maîtres le lecteur curieux d'être initié aux us et coutumes de ce monde à part... Le mal ayant été rendu parfaitement sensible, il reste à voir si les moralistes ont bien saisi ses causes premières, et s'ils sont capables d'y porter remède.

L'auteur des *Misérables* demande que, de toutes manières, on s'efforce de faire pénétrer la lumière dans ces obscures régions. On peut dire qu'il n'a pas indiqué les moyens pratiques; mais outre que son plan général ne comportait pas nécessairement la solution positive du problème, il n'est pas juste que chacun se décharge sur autrui du devoir de se préoccuper des moyens d'améliorer les conditions sociales. Il faut donc que chacun se demande quelle est la lumière dont il est nécessaire de faire projeter les rayons dans les bas-fonds de la société, et par quels intermédiaires ce difficile et délicat travail peut s'accomplir.

Devons-nous entendre que cette lumière est l'instruction proprement dite, et que c'est sur l'instituteur primaire qu'il faut surtout compter pour prévenir dans la jeune génération les principales causes de chute?

Soit! A condition que l'instruction primaire sera non-seulement accessible à tous les enfants du peuple, mais qu'il y aura obligation pour les parents de les envoyer à l'école; à condition encore que les enfants la

fréquenteront généralement deux ou trois années de plus; à condition surtout que l'enseignement sera complet, c'est-à-dire qu'il développera simultanément les sentiments moraux, les facultés intellectuelles et les aptitudes professionnelles... Alors l'enfant du peuple entrera fort et prémuni dans les ateliers; il y entrera possesseur du plus solide instrument de travail : la capacité morale, intellectuelle et professionnelle; et il sera, par conséquent, dans une large mesure, garanti contre les trop nombreuses causes de découragement et de chute qui agissent sur lui dans les conditions actuelles de l'apprentissage.

Car, en supposant que tous les enfants du peuple soient obligés de fréquenter l'école primaire, le remède sera illusoire, ou à peu près, si l'enseignement demeure ce qu'il est aujourd'hui, c'est-à-dire très-insuffisant.

La preuve que l'instituteur primaire, restant enfermé dans son cadre étroit, ne suffit pas, c'est que la plupart des vauriens qui composent les catégories plus ou moins vicieuses, et particulièrement la pire catégorie, ont au moins autant de connaissances acquises que la moyenne de la classe vraiment laborieuse. Ne nous faisons pas illusion : savoir lire, écrire et calculer, n'est pas, dans le milieu parisien, une garantie efficace contre les occasions de chute. Ce ne sont pas, en vérité, les intelligences les moins exercées qui grossissent les rangs des malfaiteurs.

Mais l'action du moraliste étant combinée avec celle

de l'instituteur tel quel, la garantie serait-elle plus sérieuse? J'ai le regret de répondre négativement. La caste des moralistes officiels ou officieux, clercs ou laïques, est fort nombreuse; et s'il est vrai de dire qu'il y a dans les catégories démoralisées un certain nombre d'individus que n'a pu atteindre, dans leur jeunesse, l'enseignement moral, il est également vrai de dire qu'il y en a beaucoup plus qui ont reçu cet enseignement. En définitive, et quoi qu'en disent les sermonneurs, le monde vicié saurait très-bien, s'il le voulait, distinguer le bien du mal; il fournirait même assez facilement des individus capables de faire un cours de morale : il pèche peu par ignorance.

En consultant mes souvenirs, il me revient que dans les milieux populaires où j'ai vécu depuis plus de quarante ans, j'ai vu bien des individus dont l'éducation morale avait été plus que négligée, qui avaient subi de fort mauvais contacts, qui, en cas de chute, eussent provoqué nécessairement l'admission de circonstances très-atténuantes, et qui, néanmoins, se maintenaient honnêtes à tous égards. Et, en regard de ceux-là, mes souvenirs m'en fournissent un plus grand nombre, élevés dans d'assez bonnes conditions pour qu'on ne pût invoquer, en leur faveur, en cas de chute, les circonstances atténuantes, qui, cependant, sont tombés pour ne plus se relever, ou ne se sont relevés que d'une manière fort douteuse.

Il y a là des mystères qui échappent complétement

causes et pour les combattre sans relâche[1]; mais ses recherches ne paraissent pas encore avoir porté sur la plaie particulière dont nous nous occupons. Espérons qu'elle appellera la sollicitude de cet honorable écrivain. En attendant, je continue d'exprimer franchement ma pensée sur les moralistes, dût-on en trouver l'expression brutale.

Je dis donc qu'ils n'ont pas le secret de ces forces vives qui, sous le nom général de passions, agissent si puissamment en nous; et que, n'ayant pas ce secret, ils ne peuvent apprécier l'intensité du trouble produit inévitablement, soit par la compression excessive, soit par l'anormal emploi de nos énergies. Il est évident qu'ils ne se rendent pas compte des terribles maladies morales que peut déterminer la contrainte imposée aux aptitudes naturelles, la violence faite aux vocations. Ils ne peuvent que constater la maladie quand elle a causé la déchéance du sujet; mais ils n'en connaissent pas la cause vraie, la cause profonde. S'ils la connaissaient, leur enseignement serait tout autre. Le caractère pauvret de celui-ci n'atteste que trop leur méconnaissance des secrets de la nature humaine. Aussi, quand ils s'essayent à guérir les maladies morales nées des causes que je viens de dire, me font-ils l'effet d'appliquer des cautères sur des jambes de bois...

La recette unique, invariable, des moralistes est de

[1] *L'Ouvrière*, par M. Jules Simon.

faire appel à la volonté pour réfréner la passion, ou la force vive, qui, mal gouvernée, menace de produire une perturbation. Ils paraissent croire naïvement que la passion n'est qu'un enivrement passager, une sorte de caprice de l'organisme, dont on peut toujours avoir raison en l'étouffant en soi... S'ils consentaient à nous dire leur secret personnel, nous saurions combien de fois par jour leur volonté fléchit.

Entendons-nous bien : aussi fermement que personne, je professe que l'être humain est le garde-frein des forces vives dont il est doué. C'est là ce qui fait sa grande supériorité sur tout ce qui se meut autour de lui; c'est là ce qui prouve tout à la fois et sa liberté et sa responsabilité; c'est là ce qui implique pour l'homme une haute fonction à remplir dans le monde. S'il n'était le garde-frein, et par conséquent le directeur des forces précieuses dont il est doué, il ne se distinguerait du reste du règne animal que par la forme et par les appétits. Mais autre chose est de gouverner ses forces, autre chose de vouloir les refouler. Il faut en réfréner l'abus et non en supprimer l'usage.

Que, sous le coup de circonstances imprévues, la passion, menaçant de produire un fâcheux effet, soit matée par la volonté, très-bien. Mais cela ne suffit pas : il faut à la force contenue un prompt dérivatif. Lorsque le préposé à l'émission d'une force-vapeur a des doutes sur l'opportunité de l'émission immédiate, il n'éteint pas le foyer pour cela; il ne fait pas condenser la vapeur; il fait tout simplement dériver le trop-plein

pour éviter une explosion. Ainsi devraient s'ingénier à faire les professeurs de morale.

Il est donc parfaitement absurde de croire que les énergies qui se développent en nous sous l'action de mille influences diverses sont des caprices de notre organisme. Ce sont des forces qui nous poussent à une action extérieure *nécessaire;* et si la volonté, la raison doivent toujours intervenir pour deviner le secret de ces forces mystérieuses, c'est pour leur donner une saine direction, et non pour entreprendre l'œuvre vaine du refoulement.

Qu'arrive-t-il, en effet, de cet inintelligent traitement de la passion proposé par le commun des moralistes? De deux choses l'une : ou la passion sera plus forte que la volonté, et n'étant plus dirigée, elle fera dérailler l'individu en qui elle agit, en causant des dégâts proportionnels à sa puissance; — ou la volonté s'efforçant de comprimer des énergies qui veulent s'épandre, celles-ci troubleront inévitablement l'économie générale de l'individu. L'ignorance de l'appropriation des forces qu'on porte en soi produit, dans le premier cas, un malaise immédiatement offensif; dans le second cas, un malaise inoffensif; mais en apparence seulement. Car tout individu dont l'économie générale est troublée par un refoulement de quelques-unes de ses forces vives finit toujours par porter dommage autour de lui. La pratique du refoulement fait qu'on amoindrit la vie en soi, et par suite autour de soi, par la tristesse, la morosité, l'irritabilité, qui résultent

infailliblement de la contrainte faite à des expansions nécessaires. Je suis disposé à me tenir sur mes gardes quand je me trouve en rapport avec des gens qui sont dans ce cas du refoulement volontaire. La passion trouve toujours des fissures pour s'échapper; et elle s'échappe en égratignant autrui, si elle ne fait pis. A plus forte raison, le refoulement forcé, inconscient, doit-il produire de détestables effets au dehors.

Mon défaut presque absolu d'érudition m'interdit de demander aux docteurs ès sciences anthropologique et sociale à quoi ils ont pensé depuis qu'ils pensent. Mais je suis enclin à croire qu'ils ont fort négligé le principal au profit de l'accessoire. En tout cas, je ne vois pas dans les faits les résultats évidents d'une recherche suffisamment persévérante de la nature intime et de l'appropriation féconde des énergies qui se développent en nous [1].

C'est à peine si l'on commence à soupçonner que toute passion qui se révèle est l'expression d'une force qui veut être employée; car, si l'on ne savait pas son appropriation normale, on s'appliquerait du moins à la faire dériver le plus heureusement possible.

Par exemple : voici un individu jeune, nerveux, évidemment passionné, que le hasard, la nécessité, la méconnaissance de ses propres aptitudes, ont conduit

[1] A ma connaissance, Ch. Fourier est celui de tous les chercheurs qui a le mieux deviné le jeu des passions. Quand on aura écarté toutes les conceptions bizarres nées du besoin de donner une idée de jeu harmonique des passions, on trouvera dans son système des aperçus très-ingénieux et des idées qui ne demandent qu'à être triées et fécondées.

à exercer une profession qui ne lui dit rien, qui ne « l'empoigne pas; » parce que, ne répondant nullement à ses aptitudes naturelles, elle n'en sollicite ni le développement ni l'emploi. Cet individu ne sait ordinairement ni pourquoi le métier où le hasard l'a jeté ne lui va pas, ni quel métier lui conviendrait mieux — et c'est là le cas ordinaire! — Il résultera de là un travailleur sans goût, sans zèle, pour lequel le travail obligatoire sera une corvée d'autant plus ennuyeuse qu'il y a, en l'ouvrier qui n'a pas trouvé son joint, quelque chose qui proteste. La force méconnue n'entend pas s'évanouir : elle tourmente son maître; elle veut s'épancher, et elle s'épanchera d'une manière quelconque, souvent d'une manière déplorable. En attendant, elle produit dans l'économie intime ce désordre dont j'ai parlé, ce malaise que déterminent les essais de réfrènement; puis vient le découragement qui fait lâcher le frein. Alors l'individu est sur le bord de l'abîme. Et il y tombera d'autant plus irremédiablement qu'il sera doué d'une sève plus vigoureuse. Pour qu'il n'y tombe pas, et n'aille pas grossir les rangs des classes malfaisantes, il faut qu'il soit pris, en dehors de son travail professionnel, par quelque grande et durable passion; par exemple, pour une femme qui en soit digne, ou pour quelque œuvre extra-professionnelle, répondant plus ou moins à ses aptitudes intimes, et qui lui soit un moyen de dépenser agréablement son trop-plein de sève; ou bien encore, il faut que certaines idées rénovatrices, s'emparant de son esprit,

lui ouvrent une de ces larges perspectives qui consolent de l'insuffisance de la vie professionnelle... Les agitations politiques et sociales ont été certainement, pour beaucoup de natures énergiques de la classe populaire, un tout-puissant préservatif contre la démoralisation.

Eh bien! si les moralistes, qui appartiennent tous à la bourgeoisie, et qui ont si grand'peur des agitations sociales, avaient eu un conseil à donner aux hommes du peuple qui déversaient dans l'œuvre politique leur surabondance de séve, ils eussent certainement cherché à les détourner... Si, encore, ils eussent pu leur indiquer, au cas où le conseil eût été écouté, un autre honnête dérivatif! Mais non. Le moraliste ne fait que leur dire à peu près ceci : — « Ne vous occupez pas de politique; ne songez qu'aux devoirs de votre profession. Enfermez-vous dans ce cercle, et n'ayez jamais la pensée d'en sortir. Soyez bien sages, bien économes, ne vous occupez que de vos petites affaires, et vous vous en trouverez bien!... » et toutes recommandations de ce goût-là, qui glissent sur les natures ardentes, comme la brise légère sur le rocher de granit. Mais, si, au lieu de glisser ainsi, elles pénétraient, qu'arriverait-il dans la plupart des cas? Je l'ai dit d'avance.

N'oublions donc pas que toute violence faite à nos forces vives conclut à une maladie tout à la fois morale et physique; que, de même, leur anormal emploi détermine des désordres proportionnels.

Et reconnaissons que c'est un pauvre expédient, celui qui, négligeant les causes, consiste à dire invariablement : « Serrez le frein ! refoulez ! »

Mieux vaut, tous comptes faits, que le malade ne guérisse pas sous l'influence du remède prescrit par le commun des moralistes. Mieux vaut, j'ose le dire, que le mal persiste et nous scandalise... Toutes ces énergies, devenues malfaisantes sous l'empire de causes mal définies, sont un reproche incessamment adressé à la classe qui, à des titres divers, cultive les sciences sociales ; et, plus le reproche sera sanglant, plus actif sera l'excitant à la recherche hardie. Or, qui oserait dire que la recherche hardie, persévérante, ne doit toujours conclure à la réalisation d'un progrès ?

D'ailleurs, puisque la maladie résiste au traitement des moralistes, c'est qu'elle exige un remède d'une tout autre nature et bien autrement radical que le leur.

Mais je veux insister sur l'impossibilité de ramener l'homme déchu par des sermons. Je dis d'abord que les plus touchants ne sont bons qu'à réconforter les âmes honnêtes, qui ne sont point aux prises avec de trop grosses difficultés. Ils glissent sur les natures aigries, et particulièrement sur celles qui sont ouvertement dépravées !

Certes, jamais sermonneur n'atteindra au sublime et au terrible de l'éloquence de Jean Valjean[1] essayant

[1] *Les Misérables.*

de moraliser un jeune voleur. Non ! jamais on ne s'élèvera à pareille puissance de paroles, ou, du moins, jamais on ne la dépassera, lorsqu'il s'agira de détourner un individu qui, ne voulant pas travailler pour vivre honnêtement, croit pouvoir vivre paresseusement au moyen du vol. Non ! jamais l'éloquence humaine ne démontrera d'une manière plus terrifiante l'affreuse perspective que s'ouvrent les déserteurs de la vie laborieusement honnête... Eh bien ! cette maîtresse manière de moraliser, qui a si profondément ému les âmes pures, glisserait sur les âmes souillées. Dans tous les cas, l'impression ne serait pas durable.

Le grand penseur qui a écrit *les Misérables* a si bien senti lui-même l'inutilité, en pareil cas, des remontrances les plus éloquentes, qu'après nous avoir montré le jeune voleur, d'abord décontenancé, puis un peu rêveur, il le fait se réveiller, et dire avec mépris de son moraliste qui s'éloigne : « Vieux serin ! » Et plus tard, nous retrouvons le « moralisé » associé, comme devant, à une bande de coupe-jarrets, nous laissant sans espoir de sa conversion.

L'homme perverti peut se faire hypocrite devant le moraliste, s'il en veut tirer quelque faveur ; mais il a toujours au service de son sermonneur le mot du jeune bandit : « Va donc, serin ! »

Aussi bien, est-ce perdre son temps, en pareille entreprise, de mettre l'existence tourmentée du criminel en regard de l'existence calme de l'homme honnête.

D'abord, l'individu qui a été flétri se sent écrasé par sa flétrissure. Il la croit indélébile; et il s'épouvante à l'idée seule des efforts de vertu patiente et terre-à-terre dont il lui faudrait faire preuve pour essayer, sans espoir de succès, d'effacer sa faute aux yeux du monde.

Ensuite, — et ceci n'est pas moins grave, — les deux existences étant mises en opposition, celle de l'ouvrier et celle du voleur, l'individu qui a déjà commencé la seconde existence, n'eût-il encore subi aucune flétrissure officielle, et pût-il rentrer dans la vie honnête sans crainte d'être reconnu, persistera presque toujours dans la mauvaise voie. Tout ce que peut lui dire le moraliste, il le sait d'avance; il se l'est dit lui-même. La comparaison s'est imposée souvent à sa pensée. Il a même eu plusieurs fois des velléités de retour. Mais ces bonnes résolutions cèdent à la première tentation un peu forte. Et Dieu sait si la tentation manque à qui s'est déjà exercé dans l'art de dépouiller autrui, avec ou sans violence!

J'ai dit que les individus composant la catégorie malfaisante sont des natures très-énergiques. Or, c'est le propre de ces tempéraments de n'aimer pas la vie calme, la vie casanière; ils aiment les aventures, bonnes ou mauvaises. La vie héroïque dans le bien ou dans le mal; et pour si peu qu'ils n'aient pas la chance d'être encadrés dans un milieu honnête qui leur offre un moyen de dépenser honorablement leur exubérance de séve, ils déserteront bientôt l'atelier,

courront les aventures, se livreront à tous les genres de débauche, et, de degrés en degrés, descendront jusqu'aux plus bas... Dans les intervalles de cette marche descendante, la réflexion, nous l'avons déjà dit, amène parfois le regret au cœur du déchéant; mais au regret succèdent bientôt les récriminations contre l'intolérance de la société honnête, qu'il veut croire aussi pervertie que lui-même. Ensuite il se rappelle que l'existence de l'ouvrier est bien précaire, et encore plus monotone. Enfin, il songe que la vie de voleur, si elle a ses dangers sérieux, a bien ses charmes aussi. Et, de fil en aiguille, il en vient à se démontrer qu'il n'y a pas trop lieu de regretter sa propre chute. Maintenant, vienne une occasion de faire un coup, de prouver qu'il a du nerf, de se venger d'une humiliation sur laquelle il ne peut, quoi qu'il dise, se donner le change; il la saisira avec une sorte de joie amère. Il savoure d'avance, en grinçant les dents, la sombre volupté du crime; et si une voix criait à ce misérable : « Arrête, il y va de ta vie, peut-être! » il répondrait : « Eh bien! si j'y laisse ma peau, tant pis! je m'en fiche pas mal! »

Allez donc sermonner des gens de cette trempe, qui est la trempe commune à la société du « troisième dessous! »

Le moraliste dira : « Que voulez-vous? ce sont là des natures essentiellement perverses sur lesquelles glisse, sans les pénétrer jamais, toute idée morale. »

Cette raison n'est pas acceptable. Il n'est pas du

tout démontré que ces natures soient essentiellement perverses. Pour mon compte, je ne le crois pas; ce que je crois, c'est qu'elles sont perverties sans retour. Mais je demande qu'on remonte aux causes premières. Nul doute pour moi que, si on le faisait intelligemment, on ne découvrît que la profession exercée d'abord, mal choisie, mal enseignée, mal pratiquée, ne sollicitant pas l'emploi des facultés prédominantes, a été le point de départ du désarroi moral. On verrait que la séve, exubérante, ne trouvant pas à s'épancher d'une manière féconde, et demandant invinciblement son expansion, créait des besoins incompris, mais ardents; des appétits mal définis, mais indomptables. On verrait enfin que des forces précieuses, exigeant impérieusement leur action normale, mais n'étant devinées ni de ceux en qui elles étaient, ni du milieu où ces individus vivaient, et ne pouvant être contenues, de fécondantes qu'elles pouvaient être, sont devenues destructives.

Il en est exactement ainsi des forces répandues dans la nature. Elles blessent l'homme jusqu'à ce qu'il sache les comprendre et les utiliser. C'est la manière de la Providence de stimuler le génie humain, qui est ainsi fait, qu'il ne cherche obstinément à découvrir les lois du monde physique ou moral que sous le coup de pareils excitants. Jusqu'à ce que l'homme ait trouvé le secret de l'une de ces forces de la nature, il la maudit, cette force; elle est son ennemie. Puis, quand il l'a comprise et utilisée, il la bénit avec effusion. Eh

bien, celles qui sont en nous, et que nous appelons passions, sur lesquelles on a tant écrit depuis qu'on écrit, ces forces, dont les utopistes modernes ont commencé à entrevoir le caractère précieux, les moralistes les traitent encore en ennemies!...

On voudra peut-être, pour justifier ces derniers, dire que la science sociale, ayant ses spécialités, celle des moralistes consiste moins à s'attaquer aux causes premières de la démoralisation qu'au réfrénement pur et simple des excès de la passion ; que la recherche des carrières fécondes à ouvrir à toutes les énergies est du ressort de l'économie politique, et que c'est aux savants de cette spécialité qu'incombe le devoir de résoudre la question du développement et du bon emploi des forces humaines.

Je réponds par avance qu'il n'est pas possible de s'en tenir à l'une ou à l'autre des deux spécialités de la science sociale ; la preuve, c'est que tous les moralistes laïques font à chaque instant irruption sur le domaine de l'économie générale, et que les économistes, usant de réciprocité, saisissent toute occasion de sermonner les classes ouvrières. Il est positif que chacune des deux spécialités emprunte à l'autre ses rengaines.

Toutefois, soyons juste, l'action générale des économistes a été bien autrement sérieuse que celle des moralistes ; et, quoiqu'il reste beaucoup à leur demander, et même que nous ayons gros à leur reprocher, nous serions bien plus disposé à fonder des es-

pérances sur les économistes proprement dits que sur les moralistes. Mais, pour réaliser ces espérances, il faudrait que, moins exclusivement préoccupés des valeurs matérielles, les économistes s'occupassent un peu plus des valeurs humaines; que, moins exclusivement soucieux de remédier à la déperdition des forces de la nature, ils se montrassent un peu plus soucieux d'arrêter l'énorme et continue déperdition des forces de l'homme; en un mot, il faudrait que, plus osés et mieux inspirés, ils missent, dans leur estime, le producteur au-dessus du produit, et qu'ils considérassent la science sociale comme ayant pour premier objet le développement et le bon emploi des énergies humaines.

Mais ne désespérons pas. Si les moralistes sont notoirement impuissants à résoudre le problème, si les économistes ne parviennent pas à baser leur science sur des principes plus élevés, et qui tiennent plus grand compte des masses laborieuses, la lumière ne se fera pas moins. D'autres amis du bien public, plus ardents, plus osés cent fois que les moralistes et que les économistes, ont déjà essayé de répondre à l'insuffisance radicale des uns et à l'insuffisance relative des autres. J'ai nommé les socialistes.

C'est leur parti qui révolutionnera la science sociale, qui brisera le cercle dans lequel s'enferment les deux autres partis, qui finira pas leur communiquer un peu de sa robuste foi en la possiblité de guérir, ou tout au moins d'amoindrir considérablement les plaies

diverses qui sévissent sur les parties inférieures du peuple.

Que la critique la plus malveillante s'en donne à cœur joie sur le compte des socialistes; qu'elle fasse gorge chaude de leurs plans de régénération sociale; nous pouvons lui laisser les coudées franches. Mais ce qu'elle ne leur contestera pas, c'est de savoir forcer la société à se retourner sur elle-même pour sonder ses propres misères; c'est d'avoir provoqué de toutes manières, à l'étude des plus hautes questions sociales, nombre d'esprits qui, sans eux, fussent demeurés engourdis... Ce sont là, ce semble, des titres assez valables, que la critique la plus malintentionnée ne peut leur contester. Peut-être, en cherchant bien, leur en trouverait-on encore d'autres. Mais je m'en tiens, pour le moment, à ceux-ci, qui sont de très-grande valeur.

Eh bien! si les socialistes persévèrent imperturbablement dans leur foi au progrès, — et je sais de source certaine qu'ils persévèrent, — s'ils continuent, soit par leurs négations hardies, soit par leurs audacieuses affirmations, à provoquer à l'étude des problèmes sociaux, — et ils y sont parfaitement disposés; — s'ils persistent particulièrement à réclamer des institutions protectrices pour la classe laborieuse, et notamment, pour les jeunes générations ouvrières, une forte éducation tout à la fois intellectuelle, morale et professionnelle, — et leurs tendances sous ce rapport sont plus accentuées que jamais; — en un mot,

si les socialistes gardent leur caractère, dussent-ils proposer encore des plans impossibles, éveiller dans le peuple des espérances illusoires, s'attirer à nouveau l'animadversion des partis conservateurs, ils n'auront pas moins rendu un immense service à la société.

L'humanité ne fait pas de progrès sans qu'il lui en coûte, et avant de trouver la lumière féconde, il faut traverser bien des ombres. Gloire à qui ose les traverser !

Ces audacieux, qui ne doutent de rien, finissent toujours par entraîner à leur suite des esprits ingénieux, mais timides, très-propres à élucider les questions embrouillées, mais qui ne débrouilleraient rien si les hardis pionniers de la pensée ne leur taillaient de la besogne. Ceux-ci trouvent le minerai précieux, les autres le lavent.

Quiconque ne comprend pas cette nécessité et ne s'incline pas devant elle n'a pas le droit d'opiner en de si graves questions.

Bref, si les socialistes ne savent pas faire la lumière, ils sauront du moins la faire faire, et ils auront leur large part dans l'œuvre particulière de l'assainissement des bas-fonds où nous venons de plonger.

Résumons-nous.

Les trois catégories de la classe inférieure n'absorbent guère, avons-nous dit, que les deux dixièmes de la masse totale de la population prolétaire.

Si l'on demandait à la première son secret, et qu'elle pût le dire, elle nous avouerait qu'elle n'a pas grande ambition; que son tempérament affaibli, et son sang pauvre ne sont pas faits pour produire de violentes passions; que son imagination n'atteint guère l'idéal; qu'elle prend le temps comme il vient, la soupe comme elle peut la faire; et qu'elle se contenterait parfaitement du paradis des petits théâtres.

Nous avons vu que la seconde catégorie a deux éléments distincts : l'un, démoralisé par la paresse et l'ivrognerie; l'autre, par la débauche crapuleuse.

Le secret du premier serait de mener l'existence du lézard au soleil, et d'être dispensé de ce dont le lézard ne l'est pas, c'est-à-dire de pourvoir à ses besoins physiques. Il n'est, du reste, difficile ni pour le manger, ni pour le boire, ni pour le coucher; mais encore faut-il qu'il mange un peu, qu'il boive plus que de raison, et qu'il puisse passer les nuits ailleurs qu'en plein air.

Le secret du second, son idéal, c'est d'être très-fort, très-habile à donner un mauvais coup, et, par-dessus tout, d'être le chéri d'une « femme » qui soit indépendante, qui gagne beaucoup d'argent et qui lui en fournisse à gogo. Son ambition peut aller jusqu'à l'envie de se « ballader » sur un cheval, en compagnie de « sa femme, » dans les avenues aristocratiques du bois de Boulogne. Il serait heureux de « s'y esbrouffer » un peu. Au delà, c'est la nuit : le monde n'existe plus.

Le secret de l'homme de la troisième catégorie,

c'est de faire un bon coup, qui lui permette de mettre la main sur un riche magot; puis de fuir bien loin, à l'étranger, pour s'y abriter contre toute poursuite, et y vivre « honnêtement » avec le trésor volé. C'est là son rêve doré...

Et maintenant que nous connaissons le secret de chacune des trois catégories; que nous n'avons nul espoir que le personnel dont elles se composent puisse remonter la pente fatale; que nous avons indiqué les causes générales de la déviation des énergies; que nous en avons montré les détestables effets; que nous avons fait appel à la science sociale pour qu'elle s'ingénie à concevoir des institutions sérieusement protectrices des jeunes générations ouvrières,

Quittons la région malsaine où nous venons de plonger, et remontons aux classes utiles.

CHAPITRE III

MOYENNE CLASSE POPULAIRE. — SON ESPRIT GÉNÉRAL. — SES ÉLÉMENTS DIVERS. — LES ÉCONOMISTES PRIS A PARTIE A PROPOS DE L'UN DE SES PRÉJUGÉS. — CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES SUR D'AUTRES PRÉJUGÉS.

Nous avons vu déjà que plus on descend l'échelle de la valeur sociale, plus s'effacent les sentiments politiques et les aspirations qui caractérisent la classe supérieure du peuple. Ces sentiments et ces aspirations sont déjà trop effacés dans la classe moyenne, et le sont presque tout à fait dans certaines de ses parties. C'est là précisément ce qui fait que cette classe réalise en elle l'idéal que rêvent la plupart des hommes d'État : c'est-à-dire un peuple pas remuant, pas exigeant, ne manifestant aucune prétention à exercer une pression quelconque sur le gouvernement, et disposé à se désintéresser de la chose publique... Aussi la plupart des gouvernants, s'ils savaient

distinguer de la masse cette classe moyenne, la porteraient-ils en leur cœur!

C'est que, sur dix hommes appelés par les événements « au gouvernail du vaisseau de l'État, » à peine y en a-t-il un qui ne soit pas d'avis de jeter l'ancre au point où il trouve le vaisseau, et qui ne soit porté à s'irriter contre l'équipage qui manifesterait le désir de céder au vent qui pousse en avant. On dit communément que les plus embarrassés sont ceux qui tiennent la queue de la poêle; c'est le cas de ceux qui tiennent le gouvernail : ils ne savent sur quel point de l'horizon mettre le cap. Le moindre vent leur semble toujours présager des tempêtes; et, de là, le désir de jeter l'ancre, ou le refus de la lever, si elle est jetée, en déclarant bien haut que ceux du bord qui veulent aller de l'avant sont les ennemis du bien public. Cela s'appelle *gouverner*...

Sans doute les *gouvernants* de cette trempe sont des hommes d'État au procédé Ruolz. Mais la classe populaire, dont nous allons nous occuper, leur sourirait particulièrement. Ils voudraient que tout le peuple lui ressemblât; elle n'exige pas qu'on lève l'ancre, celle-là...

Elle convient également, et pour la même raison, aux conservateurs, partisans de l'immobilité quand même.

Elle fait encore, ou du moins plusieurs de ses éléments font encore la joie des moralistes, des philanthropes et des économistes. Nous verrons comment, si nous la décomposons.

Nous devons donc, pour le besoin de notre exposition, et comme nous l'avons fait pour la classe inférieure, opérer une subdivision de la classe moyenne en trois catégories.

I

La meilleure, à mon sens, et la plus intéressante des trois, est la seule qui donne quelque souci aux personnes de la bourgeoisie qui, par sympathie vraie ou par prudence, se préoccupent de la situation des classes souffrantes. Elle est en effet souffrante et digne d'intérêt. Elle est généralement composée de familles d'ouvriers de province attirées à Paris par l'espoir d'y vivre moins péniblement qu'en leur pays. Cette catégorie est laborieuse et peu intempérante; mais elle arrive assez rarement à pouvoir équilibrer le budget de ses recettes et celui de ses dépenses, et plus rarement encore à épargner. Ses mœurs sont assez régulières; mais, ce qui est remarquable, c'est qu'elle fournit bien plus que les deux autres catégories des sujets à la classe supérieure du peuple et même à la classe inférieure, voici comment :

Elle n'a pas dans le mariage cette réserve que recommandent si fort les économistes-philanthropes-moralistes; aussi, est-ce elle qui, des trois catégories, donne le plus d'enfants à la société.

C'est elle qui, par conséquent, a les plus grandes peines à vivre; elle n'y parvient qu'à la condition de

se contenter de peu, et non sans être obligée d'avoir recours, de temps à autre, à l'assistance publique.

Comme elle est aussi saine de corps et de cœur qu'on peut l'être en des conditions très-dures, ses enfants sont les mieux venus, les plus vigoureux et les plus intelligents de tous ceux de la classe moyenne.

Ce qui est très à remarquer, ce qui m'a frappé souvent, c'est que la jeune génération qui sort de cette catégorie a un esprit tout autre que celui de ses pères : elle n'est pas du tout portée à la résignation. D'une part, les énormes difficultés de vivre dont elle est témoin, et dont elle subit les effets; d'autre part, les excitants de toutes sortes qui agissent incessamment sur la jeunesse ouvrière de Paris, fouettent à la fois son esprit et ses appétences. Elle lit, d'ailleurs; elle raisonne; et puis, elle entend raisonner dans les ateliers. Si bien que, tout doucement, sans avoir conscience du phénomène, elle se laisse pénétrer par les idées courantes; et si des influences très-mauvaises n'agissent pas sur elle, elle ne se fera remarquer que par la générosité de ses aspirations. Malheureusement les mauvaises influences exercent aussi leur empire sur une partie de cette jeunesse. C'est ainsi que cette catégorie fournit des recrues à la classe supérieure du peuple et à la classe inférieure; mais incomparablement plus à la première qu'à la dernière. Elle contribue fort peu à entretenir la moyenne classe. Celle-ci ne se renouvelle guère par voie de générations.

II

La seconde se compose exclusivement de gens de province, qui ne viennent à Paris qu'avec l'espoir du retour au pays natal; et le grand nombre n'y retourne qu'avec l'espoir de revenir à Paris, où une plus grande partie finit toujours par se fixer définitivement. Elle est plus sobre et aussi laborieuse qu'aucune autre fraction de la classe ouvrière. Elle épargne autant qu'il est possible de le faire, se nourrissant, se vêtant et se logeant à si peu de frais que possible. L'argent qu'elle soutire à la grande ville par son dur labeur, elle le rend à la terre, à laquelle tant d'autres enlèvent ses capitaux. A ce point de vue, son travail humble et patient, qui conclut à améliorer la terre, est très-honorable, quoique peu honoré. Si l'on songe au mal que se donne cette variété de travailleurs, rendant des services tout à la fois à la ville et à la campagne, consommant moins qu'aucune autre population, ne gaspillant rien, s'interdisant tout plaisir un peu coûteux; si l'on songe à tout cela, on ne pourra lui refuser l'estime que l'on doit à qui est à la fois modestement et grandement utile.

Elle laisse, sans doute, beaucoup à critiquer sous le rapport de l'instruction; mais pas plus que la moyenne de la population française, moins même, grâce à ses stages dans la capitale. Quant à son âpreté bien

connue au gain, elle est le défaut de sa qualité. D'ailleurs, ce n'est pas elle-même qui consomme ce qu'elle gagne, puisqu'elle consomme aussi peu que possible : c'est tout le monde.

Sans s'imposer la prudence dans le mariage, tant recommandée par certains conseillers du peuple, elle produit néanmoins moins d'enfants que la moyenne de la population française. Cela s'explique par plusieurs raisons, dont la plus simple est que le mari est à Paris une partie de l'année, quelquefois pendant des années entières, tandis que, généralement, la femme demeure au pays.

Inutile de dire que la pensée de cette catégorie de travailleurs s'exerce dans un cercle d'une étroitesse extrême, qu'elle ne comprend à peu près rien au mouvement des choses politiques, et qu'elle ne se croit pas faite pour y voir clair.

III

La troisième, au contraire des deux autres, se compose généralement de natifs de Paris. Elle est la plus déliée d'esprit, la plus instruite, la plus aisée, et, à beaucoup près, la plus élégante des trois. Elle pourrait être appelée l'arrière-ban de la bourgeoisie laborieuse. Elle est honnête, active et prévoyante.

Si la classe moyenne, en masse, est l'idéal du peuple rêvé par les gouvernants incapables, la troisième caté-

gorie de cette classe est l'idéal du peuple rêvé par nos économistes, nos philanthropes et nos moralistes. Elle ne demande rien au philanthrope; elle ne fait pas peur au moraliste; et elle a un titre précieux à l'estime de l'économiste : elle est prudente dans le mariage.

Ici, en effet, comme dans certaines fractions de la bourgeoisie, on a la science parfaite des amours stériles. On se dit : « Nous n'aurons pas d'enfants, » et l'on n'en a pas; ou bien : « Nous n'aurons qu'un enfant, » et l'on n'en a qu'un. Si, par imprudence, un second survient, on ne lui souhaite pas toujours la bienvenue; et, lorsqu'elle se sent mère, la femme hésite avant d'oser annoncer à son mari la fâcheuse nouvelle... Bien entendu qu'il y a des exceptions; mais ce que je dis est la règle dans la catégorie que nous tenons. Cette manière d'être est le résultat d'un grand développement de l'amour de soi.

Comme on aime le bien-être réel et apparent dans ce petit monde, on est absorbé par les besoins; et comme on ne demande qu'au travail le moyen de les satisfaire, on est, — homme et femme, — ouvriers assidus et généralement habiles. Encore la qualité du défaut.

C'est là que se perpétue le petit côté de l'esprit parisien, c'est-à-dire le côté moqueur. D'ailleurs le Parisien de cette catégorie est un fanfaron de scepticisme : à peine s'il laisse voir qu'il croit à la fatalité du nombre treize, et qu'il craint d'entreprendre

une affaire le vendredi. A cela près, il est d'humeur facile, peu accessible aux grandes passions, et surtout à la passion politique... Comme il n'est pas possible, étant de Paris, et ayant un peu d'instruction, d'être réfractaire à toute idée de progrès, il se fait remarquer par ses connaissances, relativement supérieures, touchant le mouvement scientifique. Mais c'est le théâtre qui satisfait le mieux ses besoins intellectuels.

Maintenant que nous avons vu les traits distinctifs de chacune des trois catégories, s'il fallait formuler l'idéal de chacune d'elles, je dirais :

Celui de la première est tout simplement d'avoir du travail assuré ;

Celui de la seconde de pouvoir envoyer bon an mal an cinq ou six cents francs au pays ;

Celui de la dernière, d'avoir assez d'aisance pour jouer au bourgeois, et se donner une bonne qui parlerait à ses maîtres à la troisième personne.

IV

Comme on vient de le voir, il n'y a ici ni ambitions effrénées, ni aspirations d'un caractère inquiétant pour le gouvernement ou pour les classes favorisées.

Cependant, nous ne nous en tiendrons pas là sur le compte de la moyenne classe populaire. Nous en avons dit assez, sans doute, pour justifier notre dessein de l'écarter du champ de nos prochaines observations :

mais pas assez pour faire connaître à fond certain esprit, propre à toute la population ouvrière, et qui a son expression bien plus accentuée dans la classe moyenne que dans les deux autres.

Cet esprit, je le dis tout d'abord, ne fait pas honneur à une population qui vit au foyer où s'élaborent les idées rénovatrices, et qui passe pour être, de toutes les populations ouvrières du monde, la plus accessible aux idées de progrès. Là est la résultante d'une série de préjugés dont nous allons examiner les principaux pour voir s'ils ne soulèvent pas des questions d'un intérêt de premier ordre.

Quiconque a vécu longtemps de la vie du peuple a pu entendre plus d'une fois, dans les fréquentes causeries sur les difficultés de l'existence, exprimer l'opinion suivante : « Il faudrait de temps en temps une bonne guerre pour empêcher qu'il y ait trop de monde. »

Cette opinion, tant soit peu barbare, est toujours donnée de la façon la plus placide, et comme si rien n'était plus naturel. Elle accuse moins une lésion morale que les énormes difficultés de la vie : « Si la guerre éclaircissait nos rangs, pensent les ouvriers, — ceux surtout qui ont charge d'âmes et de corps, — nous ne nous ferions pas une si funeste concurrence. Au lieu d'être obligés d'aller, de porte en porte, quêter l'ouvrage, on viendrait nous l'offrir. Nous en aurions autant que nous en pourrions faire, et bien plus convenablement rétribué. Alors nous pourrions vivre en

travaillant, et même, avec de l'économie, gagner un morceau de pain pour nos vieux jours. Tandis qu'aujourd'hui, impossible!... »

Un économiste qui entendrait énoncer purement et simplement ce moyen de limiter la population ouvrière, hausserait les épaules, ou trouverait des paroles indignées contre la « sauvagerie » des gens du peuple, qui, pour échapper aux effets de la concurrence qu'ils se font, souriraient à la perspective de vastes tueries d'hommes...

Mais pourquoi vais-je prendre à partie, à propos d'une aberration populaire, un économiste plutôt que toute autre personne des classes éclairées? Parce que l'économiste, — j'entends l'économiste pur sang, portant Malthus en son cœur, — voit une poutre dans l'œil du peuple, quand lui-même a plus qu'une paille dans le sien.

On sait qu'un des grands soucis de l'école est de trouver le moyen sûr d'arrêter l'accroissement du genre humain. Presque tous les adhérents à la doctrine des fondateurs de la science acceptent comme parfaitement exacts les calculs de Malthus et autres, desquels calculs résulterait cette certitude absolue: l'accroissement du genre humain prenant des proportions qui dépassent énormément l'accroissement possible des moyens de subsistance, il arrivera un moment où l'humanité, ayant tiré de la terre tout ce qu'elle peut donner, les besoins surpasseront au delà de toute mesure les moyens de les satisfaire, et

l'excédant de population devra mourir de faim...

En conséquence de cette prévision, tenue pour infaillible, les économistes se montrent fort soucieux de tout ce qui a trait au mouvement de la population ; et s'ils ont un conseil à donner aux populations ouvrières, ce n'est, certes, pas celui de Jéhovah au premier couple humain; ils le corrigeraient, du moins, en disant : « Croissez peu; ne multipliez guère! » Et s'ils avaient, par miracle, le don de se faire obéir, ils arrêteraient à peu près court l'accroissement du genre humain.

L'un d'eux, qui n'est plus, étant préfet, peu après 1830, avait profité de l'autorité que lui donnait sa fonction pour écrire aux maires de son département une lettre-circulaire dans laquelle il les invitait expressément à déconseiller le mariage à la jeunesse ouvrière; et, dans le cas où elle passerait outre, de lui recommander instamment de multiplier le moins possible. Le préfet économiste n'y allait pas par quatre chemins, comme on le voit. Il fermait les yeux sur les désordres moraux qui pouvaient naître de sa recommandation; et, en homme qui ne laisse pas fléchir les principes, il choisissait de deux maux celui qui paraissait le moindre; le plus grand, à ses yeux, étant de laisser s'accroître imprudemment le genre humain.

Si mes souvenirs ne me trompent, Sismondi, frappé, comme tant d'autres, des calculs de Malthus, a écrit qu'il serait fort désirable qu'on réglementât le mariage par des lois sévères, qui l'interdiraient d'abord

à tous individus n'ayant pas atteint un certain âge, plus élevé que l'âge actuellement exigé; puis à tous ceux qui n'offriraient pas les garanties jugées indispensables pour créer une famille... Sismondi voulait tout à la fois limiter l'accroissement de la population et éviter qu'une foule d'enfants tombassent à la charge de la société.

En rapportant ici les expédients proposés par ces deux notables personnages, je n'entends pas appeler sur leur mémoire le moindre sentiment de réprobation. Tous deux avaient, d'ailleurs, des titres qui peuvent faire passer sur certaines abberrations; circonstance atténuante, applicable à presque tous ceux des économistes qui ont volontiers recours aux moyens indiqués par l'économiste-préfet et par l'historien-économiste. Il n'en est pas moins vrai que tous sont soucieux de l'excessif accroissement de la population, et que, s'il leur était donné de pouvoir rendre la femme stérile après un premier enfant, ils le feraient sans hésiter.

En sorte que leur opinion a le même point de départ que celle d'une partie du peuple, et que les deux opinions ne diffèrent que sur l'expédient.

Sans doute la guerre est un moyen plus barbare que la stérilisation; mais, vraiment, qui s'arrête au second procédé n'a guère le droit de s'indigner du premier. En effet, supposons qu'un économiste, apôtre de la stérilité dans le mariage, soit membre d'un jury appelé à décider d'un cas d'infanticide par avorte-

ment : osera-t-il condamner? La logique rigoureuse de sa doctrine le lui interdirait... Voilà où mènent des billevesées qu'on élève à la hauteur d'un principe... Les économistes, en recommandant aux époux d'être prudents,— on ne peut pas sérieusement leur demander plus, — croient de deux maux choisir le moindre; ils se trompent : ils choisissent le plus grand.

Et puisque j'ai dû aborder cette question, je veux dire toute ma pensée.

Il est une sorte de folie orgueilleuse, propre exclusivement à certains savants : c'est de faire parade d'une prévoyance générale qui dépasse les limites imposées à l'esprit humain; et c'est particulièrement le cas des économistes malthusiens. Leurs calculs, fondés sur des données en apparence exactes, peuvent être infirmés par une foule de causes qui leur échappent. Et lorsque de leur enseignement, tendant à stériliser plus ou moins le mariage, résultent des inconvénients graves, ils déterminent un mal certain, immédiat, pour éviter quoi? un mal problématique.

Or, s'il est vrai de dire que l'humanité doit payer, par des efforts soutenus et souvent douloureux, chacune des vérités qu'elle découvre, il est absolument contraire au sens moral qu'elle puisse se garder d'un mal futur par une immoralité présente... « Le monde marche, » comme a si bien dit l'un de nos libres penseurs[1], et il marche, selon le mode rationnel du

[1] E. Pelletan, *le Monde marche*. Paris, Pagnerre, éditeur.

progrès, par l'accroissement de vie dans l'humanité. Eh bien! que proposent les économistes, relativement à la population? une diminution de vie. Ils sont donc hors du vrai... Mais j'insiste particulièrement sur ce fait, qu'il est contre toute logique et toute morale qu'on puisse éviter le mal à venir en faisant le mal dans le présent.

On peut, certes, approuver l'économiste qui, soucieux de voir se former une vigoureuse génération, et préférant la qualité à la quantité, conseille aux classes laborieuses de n'être point trop prolifiques. Mais autre chose est de faire cette recommandation, autre chose est de détourner du mariage ou de recommander l'extrême circonspection aux époux. Dans le premier cas, il y a réserve sans débauche; dans le second, c'est la débauche qui sera le dérivatif; et, dans beaucoup de cas moins inavouables, ce dérivatif, de la part des hommes, se traduirait en augmentation du nombre des filles-mères et des enfants abandonnés... Sans doute, la mortalité étant énorme parmi ces enfants, la population diminuerait sous l'effet des pratiques amoureuses encouragées par les malthusiens; mais la belle race que cela donnerait!

Prenons à un autre point de vue cette question.

C'est une disposition naturelle au grand nombre d'être casanier. Ce n'est que sous l'empire d'impérieuses nécessités, ou par l'effet d'attractions toutes-puissantes, celle de l'or, par exemple, que l'espèce humaine se décide à irradier; et, naturellement, ce

sont ses éléments les plus vigoureux, les plus hardis, par conséquent les moins nombreux, qui vont au loin, mais trop lentement encore, agrandir le domaine terrestre. L'Europe et l'Asie regorgent de population, tandis que d'immenses et riches continents sont à peine connus du genre humain... L'œuvre la plus élevée du programme des économistes devrait être de provoquer incessamment au dégorgement du trop-plein, et de pousser à la prise de possession successive du domaine confié à l'homme par Dieu. Au lieu donc de penser à arrêter les progrès de la reproduction de l'espèce, — qui, en définitive, ne sont pas excessifs, — ils feraient beaucoup mieux de pousser à la dérivation du trop-plein, qui irait au loin développer l'instrument de travail du genre humain. Quant à ce qui arrivera dans des centaines de siècles, lorsque tout le sol sera occupé et fécondé, nul ne peut le prévoir, si bon calculateur qu'il soit. C'est le secret de Dieu. Il est permis, à coup sûr, de vouloir le deviner; mais les lumières humaines n'en sont pas encore à porter si haut qu'il soit permis, même à des savants, de proposer, dès ce jour, de ralentir la reproduction de l'espèce. N'en déplaise à l'école, le moindre défaut de cette prétention est d'être parfaitement ridicule.

Sous le bénéfice de ces observations, disons encore un mot du préjugé populaire qui les a motivées.

Il accuse moins, ai-je dit, une lésion du sens moral que les énormes difficultés de l'existence parmi

la classe ouvrière. Le fait est que, par moments, la concurrence que se font les bras, dans les grands centres industriels, est telle, que non-seulement le prix de la main-d'œuvre s'avilit, mais que le travail manque à un très-grand nombre d'ouvriers, vivant au jour le jour, et que la plus affreuse misère atteint dès que commence le chômage. Je voudrais voir, pour un moment, à la place du peuple tous ces docteurs qui lui font la leçon, pour m'assurer s'ils sauraient mieux que lui se défendre contre les mauvaises pensées.

Je ne doute pas, du reste, qu'on ne puisse faire honte aux ouvriers qui professent l'opinion dont il s'agit. Mais après? La situation aura-t-elle changé? Les difficultés sans cesse renaissantes n'engendreront-elles pas d'autres pensées non moins mauvaises?

Un autre préjugé très-commun parmi le peuple, et qui vient de la même source que le précédent, consiste à faire regarder d'un mauvais œil tout individu qui, pouvant se dispenser de travailler pour vivre, ne s'en dispense pas. Celui-là passe pour une sorte d'usurpateur du moyen d'existence d'un autre ouvrier.

On en est généralement là, même à Paris, même parmi la classe supérieure du peuple, à plus forte raison dans la classe moyenne, de croire que le travail doit être réservé exclusivement à cette immense majorité qui n'a que son intelligence et ses bras pour vivre. En conséquence, on considère comme blâmable tout individu qui, étant assez renté pour vivre sans travailler, n'abandonne pourtant pas l'atelier.

On aurait quelque peine à comprendre que cet individu, qui, volontairement, sans nécessité, continue, par son travail, de mettre à la masse générale, fait beaucoup mieux que s'il vivait sans produire.

C'est donc là encore un gros préjugé, et bien fait pour scandaliser quiconque a la moindre notion des vraies lois économiques. Mais aussi pourquoi faut-il que le travailleur en soit là souvent de savoir que sa place est convoitée, ou d'être poussé à convoiter celle d'un autre, fût-ce la place du dernier manœuvre? Pourquoi faut-il que, résigné aux fonctions les plus humbles et les plus indispensables à la conservation de l'espèce, il soit exposé à chômer? La société ne se porte-t-elle pas préjudice à elle-même, et ne diminue-t-elle pas son revenu quand elle laisse chômer des bras? Ce fait n'accuse-t-il pas un défaut de prévoyance générale?

Eh bien! par cela même que le préjugé populaire scandalise, il amène l'esprit à se poser ces grosses questions, et à s'efforcer à les résoudre.

C'est une bonne méthode de rechercher la cause génératrice d'une erreur quelconque. L'erreur populaire joue presque toujours le rôle du chien qui jappe autour de son maître pour lui donner l'éveil. Plus elle est criante, mieux se fait sentir la nécessité de remonter à sa source.

Puisque j'énumère les principaux préjugés de la population ouvrière, lesquels ont leur expression la plus tenace dans la classe moyenne, signalons encore celui

qui consiste à croire que l'obligation de travailler pour vivre est une marque d'infériorité originelle dont on ne peut guère se relever. Ce préjugé n'est plus, à vrai dire, que l'expression effacée de la doctrine de la chute et de l'expiation, doctrine que les savants disent avoir été celle de presque toutes les antiques sociétés humaines.

Il était admis, en fait ou en principe, que les classes dispensées des humbles travaux portaient par là même le signe de leur rédemption, et que celles sur lesquelles pesaient les lourds fardeaux portaient par cela même aussi la marque de l'indignité et de l'infériorité.

Cette idée, contre laquelle l'esprit moderne commence à protester, est assez loin d'être déracinée, non-seulement dans les classes vouées aux humbles travaux, mais même dans les classes qu'on suppose éclairées. La protestation est dans les esprits : elle n'est pas encore, tant s'en faut, dans le sentiment et dans les mœurs.

Je trouve à chaque instant des preuves de cette assertion dans toutes les relations de la vie ; dans le roman, au théâtre, partout où se reflètent les mœurs de la société présente.

Au théâtre, par exemple, ou dans le roman, la fiction roule-t-elle sur un enfant de naissance mystérieuse, recueilli par « de braves paysans » ou « d'honnêtes mais simples ouvriers ? » Cet enfant, qui est toujours de souche aristocratique, ne laisse jamais de doutes sur

la supériorité de sa naissance. La race choisie parle haut en lui; elle se révèle de toutes manières : on sent bien qu'il n'est pas né pour servir, mais pour être servi; c'est une nature distinguée, généreuse, ne portant rien, en un mot, du péché originel, et commandant par cela même la déférence aux pauvres gens qui l'ont élevé sans savoir même d'où il venait.

Il n'est pas possible de plaider mieux que ne le font les auteurs de ces fictions la doctrine de la rédemption des castes aristocratiques, ni de contredire mieux la philosophie qui entreprend de glorifier le travail. Je ne fais cette observation que pour montrer quelles profondes racines ce préjugé conserve encore. On appréciera mieux la ténacité de ces racines si l'on songe que la plupart des écrivains qui plaident ainsi cette thèse, et qui la plaident sans arrière-pensée, sont d'origine toute plébéienne, et, parfois des plus humbles conditions de la plèbe.

La population ouvrière de Paris accuse, je le reconnais, un certain esprit de révolte contre le préjugé en question; la réaction est sensible quand on compare la tenue générale des ouvriers faits aux mœurs de la capitale avec celle des ouvriers de province. Néanmoins, cet esprit de révolte qui se manifeste de temps à autre, et qui est surtout le propre de la classe supérieure du peuple, fléchit fort souvent, même chez celle-ci, sous le coup du préjugé, qui s'est presque fait chair.

A plus forte raison doit-il parler haut dans la classe

moyenne, surtout dans ses deux premières catégories, qui gardent mieux l'esprit de la province.

Au fond, la population ouvrière de Paris ne se croit pas propre à être autrement que vouée aux travaux manuels. Les modifications qui se sont faites dans l'esprit du peuple, depuis la Révolution, n'ont pas effacé tant qu'on le croirait l'habitude invétérée de l'humilité. S'il est vrai qu'on trouverait parmi les ouvriers de Paris de nombreux protestants, disons aussi qu'ils font toutes sortes de raisonnements pour se persuader qu'un travailleur vaut bien un rentier. Entre eux, les protestants s'enhardissent, et vont jusqu'à prétendre que l'ouvrier pouvant tenir tête à un bourgeois lettré sur des questions générales, est supérieur à celui-ci, par cette raison que l'ouvrier n'a pu que dérober à grand'peine ses petites connaissances, tandis qu'elles se sont imposées en quelque sorte au lettré de la bourgeoisie... Mais tout ce qu'ils se disent pour se donner réciproquement le sentiment de leur valeur ne tient pas fort dans les relations. Le préjugé, quoique combattu, est toujours là, posant sa griffe sur la tête qui veut se relever, et la forçant à se baisser... On ne s'imagine pas ce qu'il faut de courage à un homme du peuple seulement pour appeler par son nom tout court un bourgeois de quelque importance, alors que celui-ci a commencé par appeler tout court l'ouvrier par son nom. Quand il y parvient, sans trop d'efforts, c'est qu'il a la chance d'avoir affaire à des hommes distingués, qui font eux-mêmes des efforts pour déraci-

ner en eux et autour d'eux le préjugé en question. Car j'ai toutes sortes de raisons d'affirmer qu'il a encore de plus fortes racines dans la classe ouvrière que dans la bourgeoisie.

Et j'en trouve la preuve dans ce fait, que celle-ci serait plus disposée à confier le soin d'intérêts généraux considérables à un homme du peuple qu'elle aurait remarqué, que le peuple lui-même n'y serait disposé. Il est exact de dire de celui-ci qu'il n'a nulle confiance en lui-même, ni en aucun des siens, dès qu'il s'agit de sortir du cercle des œuvres manuelles. Ainsi, en 1848, c'est la bourgeoisie avancée qui a eu la pensée d'envoyer des ouvriers à l'Assemblée constituante; et si le suffrage universel n'en a donné qu'une dizaine pour toute la France, ce n'est pas la faute des bourgeois démocrates, qui en proposaient beaucoup plus; c'est la faute, — si faute il y a, — des ouvriers eux-mêmes.

A Paris, le droit de suffrage les faisait à peu près maîtres de la situation. Ils avaient renoué le lien corporatif; ils avaient leurs représentants officiels à la Commission du Luxembourg; cette Commission, en masse sortie de la classe laborieuse, avait dressé avec soin et recommandé à la classe ouvrière une liste de candidats sur laquelle la moitié des noms étaient ceux de travailleurs choisis, et tenus pour très-déterminés à faire valoir les droits du travail. Eh bien, de tous les noms d'hommes du peuple que contenait cette liste, un seul passa, et ne passa que grâce à ce fait

qu'il était porté sur celle de la bourgeoisie libérale : c'était le nom de Perdiguier. Les trois ouvriers nommés à Paris furent bien plus les élus de la classe aisée et intelligente que ceux des masses populaires.

La bourgeoisie libérale a donc meilleure opinion du peuple que celui-ci n'en a de lui-même.

On a cru voir, dans la manière d'être de la population ouvrière, le résultat d'un mauvais sentiment, celui de la jalousie; je reconnais et je suis payé pour savoir que ce sentiment s'est manifesté dans le peuple, comme il se manifeste inévitablement en toutes les classes lorsqu'il s'agit d'élections; mais ni plus ni moins. C'était le fait de quelques individualités hargneuses, et point du tout celui du grand nombre.

Non, ce n'est pas par jalousie que les ouvriers de Paris, comme ceux d'ailleurs, ne confient pas volontiers à des hommes de leur classe un mandat de quelque importance. C'est, je le répète, parce qu'ils sont très-pénétrés encore du sentiment de leur infériorité, de leur incapacité. La classe ouvrière croira difficilement qu'un individu, vivant de sa vie à elle, soumis aux conditions communes, puisse avoir les qualités nécessaires pour remplir une fonction publique un peu élevée. Ayant à donner son suffrage, elle cherchera bien plutôt ses candidats parmi la bourgeoisie que dans ses propres rangs.

J'aurais fort mauvaise grâce de dire qu'en ceci le peuple est mal inspiré. Je crois au contraire qu'étant donné l'état général des esprits, il fait bien. Il compte

d'ailleurs dans la bourgeoisie libérale bon nombre d'amis sincères, de défenseurs dévoués; et, de longtemps encore, il ne sera en mesure de se passer de leurs incessants services. Le peuple serait donc ingrat au premier chef, s'il prétendait n'être défendu et représenté que par des hommes qui soient siens à tous égards. Il ne serait pas seulement ingrat, il serait malavisé; car il ne trouverait pas, en cherchant dans ses propres rangs, la compensation désirée; et cela, non pas seulement à cause du défaut de connaissances générales, mais surtout à cause du préjugé en question, qui pèse encore lourdement, je l'ai dit, même sur les hommes les plus avancés de la classe ouvrière.

Tout ce que je voulais tirer des considérations qui précèdent, c'est la preuve bien claire que pris en masse, le peuple est encore assez éloigné de croire que la rédemption est venue pour lui, et qu'il n'est pas réellement classe inférieure, de fait et de nature. La protestation commence; je m'en félicite; je voudrais la rendre unanime; mais je constate l'état des choses, et je dis qu'elle est bien loin d'avoir l'énergie qu'on lui suppose. De ce fait résulte la contradiction singulière qu'offre ce peuple de Paris, rêvant l'affranchissement du monde, et ayant tant de peine à s'affranchir lui-même d'un préjugé qui l'amoindrit à ses propres yeux...

Il faudrait un demi-siècle de démocratie pratique pour donner à tout ce peuple laborieux la pleine

conscience de son utilité, et partant, le ferme sentiment de sa dignité.

Un demi-siècle! ce n'est pas trop pour déraciner un préjugé qui remonte aussi loin que peut remonter l'histoire des sociétés humaines...

Et maintenant que nous connaissons l'esprit commun et les tendances particulières des diverses catégories de la moyenne classe populaire, passons à celle dont, à partir de ce moment, nous aurons à nous occuper exclusivement, ou à peu près, et à laquelle nous donnons le nom de peuple, tant à cause de son nombre que de son caractère.

CHAPITRE IV

CLASSE SUPÉRIEURE. — SA VALEUR RELATIVE DANS LE TRAVAIL PROFESSIONNEL. — UN CONTRASTE CHOQUANT DANS SON ESPRIT. — SES MŒURS COMPARÉES. — SON CARACTÈRE SOCIAL BIEN DÉCRIT PAR UN ÉCONOMISTE.

I

La classe supérieure du peuple comprend, avons-nous dit, la moitié au moins de la population ouvrière agglomérée dans Paris; la moitié en temps calme. Aux époques agitées par la discussion de grandes questions sociales, elle augmente nécessairement. J'ai vu des moments où la passion politique était si générale, que la plus grande partie de la classe moyenne pouvait être comprise dans la supérieure.

Celle-ci est mêlée de natifs de Paris et de gens originaires de la province, mais généralement façonnés de longue date aux mœurs parisiennes. Avant de com-

munier complétement, au point de vue des aspirations générales, avec l'ouvrier du grand centre, celui de province a besoin d'être acclimaté; il lui faut un certain temps de résidence.

Qu'il soit bien entendu, du reste, qu'en posant une règle, j'ouvre toujours la porte aux exceptions. J'ai connu, d'ailleurs, des ouvriers de province qui arrivaient munis de tout ce qu'il fallait pour avoir plein droit d'être rangés d'emblée parmi les plus distingués. Mais personne ne peut douter que ceux-là font exception à la règle.

Cela dit sur le nombre et la composition de la classe supérieure, esquissons ici sa physionomie générale, pour faire valoir ses titres à une étude toute particulière.

Considérée dans l'atelier, et du point de vue de l'utilité professionnelle, elle n'est pas sensiblement supérieure à la moyenne classe. Elle n'est pas plus laborieuse, d'abord, et peut-être pourrait-on dire qu'elle est moins tenace au travail, par suite de ses préoccupations des choses extérieures. En revanche, elle est plus habile, et elle met plus de goût à ce qu'elle fait.

Très-passionnée pour le progrès, en toutes choses générales, la classe qui pose devant nous offre ce singulier contraste que, dans la pratique, elle est hostile au progrès, en sa chose particulière. Ainsi, tel ouvrier qui suit avec une vive sollicitude les heureuses transformations qui s'opèrent dans une industrie étrangère à la sienne, est étonnamment porté à croire qu'en la

sienne aucune heureuse transformation ne peut se faire...

Cette manière d'être est commune aux deux classes laborieuses; elle est naturellement plus prononcée dans la moyenne; mais, dans la supérieure, elle contraste d'une manière choquante.

Cette disposition à sourire au progrès qui s'opère dans les autres industries et à le repousser dans la sienne, cette disposition très-accentuée, même chez l'ouvrier d'élite, est un assez grand obstacle aux améliorations dans les procédés du travail pour que nous en disions, en passant, la vraie cause.

La cause immédiate de cette disposition de l'ouvrier, on la connait; toute transformation qui s'opère dans les procédés d'un travail donné crée toujours, pour les travailleurs de la spécialité, une crise plus ou moins longue et pénible à traverser. Ceux-ci, naturellement alarmés à la seule pensée qu'on puisse révolutionner les choses et habitudes de leur profession, se cramponnent à ce qui est; se refusent à croire qu'il y ait lieu à perfectionnement, et sont, au point de vue professionnel, aussi obstinément conservateurs-bornes que peuvent l'être, au point de vue social, les bourgeois bien rentés qui veulent jouir en toute quiétude.

Blâmer la classe ouvrière pour cette disposition antiprogressive est chose facile, assurément; mais tel ardent ami du progrès qui la blâme hautement, fermerait peut-être lui-même la porte à une ingénieuse invention, si elle le menaçait, en annulant son savoir

professionnel, de le faire passer par la crise que ne traverse jamais sans longues douleurs l'ouvrier déplacé par une transformation de son industrie.

J'ai vu de mes yeux, et entendu de mes oreilles, des savants renommés réprouver avec une passion extrême, au moment où elles commençaient à se faire jour, plusieurs des plus glorieuses découvertes scientifiques de notre temps. C'est le propre de l'homme, savant ou ignorant, quand il a fait son siége, de n'aimer pas qu'on le dérange. L'inventeur d'aujourd'hui réagira demain contre celui qui menacera de le dépasser... En sorte que je ne vois pas qui aurait droit de montrer au doigt l'ouvrier réagissant contre une invention qui menace de le plonger dans la misère.

Blâmons, néanmoins; mais cherchons ensuite s'il n'y a pas quelque autre raison qui aggrave la disposition dont il s'agit.

Si nous cherchons bien, nous trouverons qu'elle est surtout le fruit d'un préjugé consistant à croire que l'apprentissage d'un métier est la plus grosse affaire de la vie, et qu'on ne la renouvelle pas, ou, du moins, qu'on ne la renouvelle qu'avec les plus grandes difficultés... Supposez que ce préjugé n'existe pas, et la résistance au progrès est diminuée de plus de moitié.

J'ai déjà essayé ailleurs[1] de lui faire une rude guerre, et si ce n'est pas ici le lieu de recommencer une charge à fond, je tiens à dire, en passant, qu'il

[1] *De l'Enseignement professionnel*, petit traité faisant partie de la *Bibliothèque utile*. Paris, Dubuisson, rue Coq-Héron, 5.

est le résultat inévitable de la détestable manière dont se fait l'apprentissage. Cette manière n'est pas seulement détestable par les dégoûts qu'elle inspire à un grand nombre de jeunes ouvriers, qui, par suite, vont renouveler le personnel des classes vicieuses; elle est détestable parce qu'elle est une odieuse exploitation des jeunes gens voués aux travaux manuels; elle l'est surtout, parce que, dans le monde des ateliers, ni maîtres, ni ouvriers n'ont conscience du mal. Ouvriers et maîtres vous diront, avec la meilleure foi du monde, que l'apprentissage ne peut guère se faire autrement qu'il se fait. Mieux encore! évertuez-vous à dénoncer ce mal : c'est parmi la classe qui en souffre le plus que vous rencontrerez la plus tenace incrédulité!... Dites à un jeune ouvrier : « Ce que vous avez appris avec grand'peine en trois ou quatre années, voire même en cinq, vous auriez pu, en d'autres conditions d'enseignement professionnel, l'apprendre en six mois, au plus une année... » Il vous regardera avec un étonnement railleur, et vous dira d'un air narquois : « Vous croyez ça, vous? » Si, vous adressant à un père, vous essayiez de le prémunir, dans l'intérêt de son fils, qu'il va mettre en apprentissage, il vous répondrait : « A d'autres! On n'apprend pas un métier en si peu de temps que vous croyez... »

En attendant qu'on parvienne à ouvrir les yeux à la classe la plus directement intéressée à la réforme des conditions de l'apprentissage; en attendant que l'opinion publique, éclairée sur l'état des choses;

veuille réagir; en attendant que la société, bien inspirée, fasse le meilleur des placements, en dépensant quelques millions pour organiser un enseignement professionnel accessible à la jeunesse vouée aux travaux industriels, — toutes révolutions qui se feront longtemps attendre, malheureusement; — en attendant que la société comprenne mieux ses intérêts, constatons bien les réalités suivantes:

L'ouvrier considère comme la pire des calamités qui puisse l'atteindre, celle d'être obligé de faire un nouvel apprentissage;

C'est, d'ailleurs, une disposition naturelle à l'homme d'estimer d'autant plus son savoir professionnel qu'il lui en a plus coûté pour se l'approprier, tant mal que bien;

Cette disposition exclut généralement de l'esprit de l'ouvrier la pensée d'une transformation possible des procédés en usage, déterminant presque toujours, au contraire, un vif sentiment de résistance à toute innovation.

Et toutes ces causes réunies font que cet ouvrier de Paris, qui lit, qui écrit; qui a des élans de poëte; qui ouvre son âme aux plus hautes aspirations; qui se fait, au besoin, le soldat intrépide et l'apôtre dévoué du progrès général dans l'humanité; qui, à cause de cela même, est si redoutable aux partis attardés, légitimistes, rétrogrades et obscurantistes..., est lui-même, vu dans les choses de son métier, routinier, légitimiste, attardé, obscurantiste!...

II

J'ai dit que je ne dissimulerais pas l'envers de la médaille populaire, même en ce qui touche la classe supérieure. On peut voir déjà que je suis disposé à tenir parole.

Elle me fournira encore, dans le cours de cette étude, et toujours en ce qui concerne les choses d'atelier, plus d'une occasion de signaler d'autres erreurs, dont l'énoncé et l'examen ne seraient pas, d'après mon plan, à leur place ici. Il est, en effet, telle erreur du peuple, comme celle ci-dessus, qui ne s'explique pas par une qualité correspondante, et telle autre qui s'explique très-bien de cette manière. Je n'ai donc entendu parler, jusqu'à présent, que de ceux de ses travers qui ne se justifient point par des qualités correspondantes, et je réserve pour la partie suivante ceux qui s'expliquent par des préoccupations respectables.

Sous le bénéfice de ces réserves, disons ici quelques mots des mœurs privées et comparées de cette classe choisie.

De même qu'au point de vue de la valeur professionnelle, elle ne dépasse guère le niveau de la classe moyenne ; de même, elle ne dépasse guère, non plus, le niveau de celle-ci quant aux mœurs privées. La vie est moins colorée, naturellement, dans le moyen élé-

ment populaire, et y est peut-être un peu plus régulière. Tous comptes faits, on serait embarrassé d'avoir à démontrer, au point de vue de ce qu'on appelle la bonne conduite, la supériorité réelle d'une classe sur l'autre.

Cela ne veut pas dire que les mœurs privées de la population ouvrière parisienne ne laissent rien à désirer, même quand on a fait abstraction des éléments inférieurs; elles laissent beaucoup à désirer, au contraire. Mais quelle est au monde la population qui n'en soit là? Quelle est, en France comme ailleurs, la classe pauvre ou riche, laborieuse ou dispensée de travailler, qui ne donne des regrets au moraliste le moins sévère?

Sans qu'on soit fondé à prétendre que l'esprit de corps m'aveugle, je dis hautement que le peuple dont il s'agit, comparé aux classes élevées, ne leur cède en rien sous le rapport des mœurs privées; et si l'on y regardait de bien près même trouverait-on que ce sont elles qui lui sont inférieures, en faisant, toutefois, une réserve pour la bourgeoisie laborieuse, dont les mœurs ne provoquent point visiblement les lamentations des moralistes.

Du reste, pour le dire en passant, les moralistes se scandalisent bien plus volontiers des infractions à la morale commises par les gens du peuple que de celles commises par les gens des hautes classes... Mais je ne leur en veux pas pour cela.

Le peuple choisi dont nous parlons peut bien, sous

l'empire de certaines circonstances politiques et d'une foule d'excitants particuliers, se détendre moralement, et se laisser aller à des habitudes fâcheuses à tous égards. Ce peuple parisien, dont le système nerveux est si étonnamment développé, qui a l'imagination si active, de si grands besoins d'épanchements, et qui est, à cause de cela, si facile aux entraînements, exige un certain état général extérieur qui ne le laisse point se retourner sur lui-même. Il lui faut, à ce peuple, une large participation intellectuelle au mouvement général des choses, et si elle lui est refusée, il gaspillera sa généreuse séve.

Ce besoin de vie publique était autrefois beaucoup moins développé; et, quand il n'était pas satisfait, le mal était, par conséquent, moins dommageable qu'aujourd'hui aux mœurs privées. Ce besoin grandit chaque jour, grâce au progrès de l'idée démocratique; et s'il ne trouve l'ample satisfaction voulue, il conclut d'abord à un malaise moral, puis à la recherche d'une compensation quelconque, laquelle peut être mauvaise dans bien des cas. Nous nous sommes déjà longuement étendu sur ce fait que, lorsque la séve, abondant, ne trouve pas à se dépenser par en haut, elle trouve toujours des fissures pour s'épancher par en bas.

Les hommes appelés à gouverner la société, et les moralistes qui la sermonnent, peuvent se faire illusion sur ce phénomène, et croire que sevrer le peuple d'une large vie politique, lorsqu'il commençait à en

prendre l'habitude, ne peut pas conclure à mal : on ne saurait trop leur rappeler que c'est une grave erreur.

Heureusement qu'en ce temps-ci, à défaut d'une suffisante participation aux débats de nos intérêts nationaux, d'immenses questions européennes ont surgi, qui ont le privilége de passionner le peuple, et de faire remonter la séve qui, faute de mieux, pouvait trouver de basses fissures. La réaction se fait, dis-je, et les mœurs privées y gagneront.

Nous aurons plus loin l'occasion de revenir sur l'action que peut avoir un système de gouvernement sur le tempérament moral du peuple. Pour le moment, disons que ce tempérament, un peu plus déréglé qu'autrefois, peut se racheter de ses côtés défectueux par certaines heureuses dispositions que nous ferons connaître, lesquelles étaient beaucoup moins accentuées autrefois que maintenant. Le passé, qui me sert de point de comparaison, ne va pas au delà de trente à trente-cinq ans. Je n'ai qu'à consulter mes souvenirs, et loin que les années, en s'accumulant sur ma tête, me portent à préférer le peuple que j'ai vu en mon jeune âge à celui que je vois en mon âge mûr, c'est celui-ci que je préfère à celui-là.

III

Je ne cède pas volontiers la parole à autrui quand il s'agit, comme on l'a vu, d'attaquer un préjugé po-

pulaire; mais je la cède de tout cœur quand il s'agit de mettre en relief les grands traits de caractère du peuple. Surtout si la personne qu'il s'agit de laisser parler ne peut être suspectée d'obéir à l'esprit de corps ou au besoin d'attirer à elle la popularité. Je laisse donc la parole à un publiciste très-évidemment sympathique à notre classe ouvrière; mais qui, tout partisan qu'il soit du progrès dans la science, jure devant un autre dieu que celui de la démocratie et du socialisme.

Le publiciste dont s'agit est l'auteur du livre intitulé: *les Populations ouvrières de la France*[1]. Il constate d'abord, comme je l'ai fait moi-même, que le personnel de l'atelier parisien se renouvelle incessamment de recrues qui lui viennent de toutes les parties de la province, si bien que toute la population laborieuse de la France a, par le fait, sa représentation permanente dans l'atelier du grand centre. Puis il ajoute: « Une « résidence un peu longue dans la capitale finit par « créer au sein de cette immense agglomération un « fonds commun de sentiments et d'idées, et par déve- « lopper dans les âmes des germes analogues...

[1] Par M. Audiganne, 2 vol. Deuxième édition. Paris, 1860.

L'auteur de ce livre n'a pas cru devoir dégager le peuple dont il parle de ses éléments inférieurs; et il semble que toute la population dite ouvrière de Paris ait droit au bénéfice du portrait qui va être tracé. Le lecteur sait qu'il doit distinguer. M. Audiganne n'a pu s'y tromper plus que nous.

Cette observation faite, je recommande le livre en question. On y trouvera de très-utiles renseignements sur tous les ateliers de France, et sur les mœurs et habitudes de nos diverses populations ouvrières.

« Ces analogies morales, tout en étant mélangées « d'éléments hétérogènes, offrent des caractères géné- « raux assez singuliers pour qu'on les signale.

« On remarque, par exemple, dans la population « ouvrière de Paris des instincts de sociabilité plus « prononcés qu'en aucune autre; un esprit plus ou- « vert, *des idées plus larges*, et un sentiment philan- « thropique qui engendre le désir de s'aider mutuel- « lement, et développe des habitudes de réciproque « tolérance... D'un autre côté, on reconnaît chez elle « des goûts irrésistibles pour la dissipation et la dé- « pense, une soif ardente de plaisirs, un amour pas- « sionné pour les changements.

« Tout ce qui diversifie l'existence plaît à cette po- « pulation mobile et altérée d'émotions... Quand on « poussait, jadis, les ouvriers dans les émeutes, on « les voyait s'y précipiter avec le même entrain qu'à « des fêtes, heureux d'avoir une occasion de rompre « l'uniformité de leurs journées, et sans s'inquiéter du « lendemain...

« Il est facile de les émouvoir dès que l'on fait appel « à l'un ou à l'autre des grands sentiments qui consti- « tuent le noble apanage de l'âme humaine. On peut « s'en convaincre en voyant les ouvriers dans les « représentations théâtrales. Les spectacles où l'on « montre l'homme assailli par le malheur, et portant « vaillamment son adversité sont ceux qu'il recherche « de préférence à tous autres...

« Le sentiment national, qu'on ne sépare point, en

« France, de l'idée militaire, possède, à Paris, chez la « population laborieuse, une remarquable et intelli- « gente vivacité... Il semblait, durant les jours de « nos déchirements publics, recéler le feu sacré des « âmes... Le culte de l'égalité, uni au sentiment na- « tional, forme, dans le domaine de la vie publique « des ouvriers de Paris, le trait de caractère le plus « saillant et le plus universel...

« Ce n'est pas par ses mœurs que la population ou- « vrière, au point de vue où nous sommes placés, se « prête le plus à des observations particulières, non : « *c'est par la manière dont elle a entendu la question* « *du travail qu'elle nous offre un sujet d'études singu-* « *lièrement significatif...* Sollicitée par les excitations « les plus diverses, instrument des révolutions poli- « tiques, victime des secousses sociales, placée dans « un foyer ardent, où l'on s'était accoutumé à voir « trancher, par des soulèvements périodiques, la des- « tinée des gouvernements, *elle conserve toujours un* « *esprit qui lui est exclusivement propre...* Soit qu'elle « se range sous le drapeau d'une erreur périlleuse, soit « qu'elle acclame une idée féconde, *elle se préoccupe* « *toujours par une sorte de vague, mais irrésistible* « *instinct, du côté le plus général des questions...* Quand « elle n'en comprend pas les détails, quand elle en mé- « connaît les dangers, *elle en saisit encore les aspects* « *grandioses...* Ce sont ces aspects qui la fascinent et qui « l'entraînent... Tandis qu'ailleurs, et même à Lyon, « où la politique avait pourtant fini par dominer les

« mouvements de la cité, les manifestations extérieures « conservent un certain caractère local, et se relient « plus ou moins à des considérations toutes particu- « lières, dans la capitale, au contraire, on ne s'occupe « jamais de tel ou tel intérêt isolé... Sur cet immense « théâtre, les problèmes prennent de prime-abord un « air de généralité qui vient en accroître les périls, « mais qui, en même temps, *élargit les perspectives*... »

IV

Ne demandons pas à notre observateur, après avoir lu cette judicieuse et sympathique appréciation, de nous donner la raison supérieure des étonnantes dispositions qu'il vient de décrire. Rien dans le reste de l'étude sur le centre parisien ne montre que l'auteur ait voulu avoir la clef du mystère qu'il constate. Il ne nous donne aucune explication de « ce vague instinct qui pousse *irrésistiblement* le peuple à se préoccuper toujours du côté le plus général des questions, qui lui en fait saisir les aspects grandioses, même quand il n'en comprend pas les détails, et qu'il en méconnaît les dangers... » Il ne nous donne, non plus, aucune explication de la manière « singulièrement significative dont la classe ouvrière a entendu la question du travail ; » ni même un essai de définition de l'esprit particulier que conserve le peuple au milieu des excitations les plus diverses...

Évidemment, en étudiant son sujet, M. Audiganne avait donné, pour un moment, sa démission de bourgeois économiste et moraliste. Mais, aussitôt l'esquisse tracée, aussitôt les mystérieuses dispositions du peuple constatées, l'économiste doublé du bourgeois moraliste, reparaît avec ses rengaines. Je n'ai pas besoin de dire qu'elles sont absolument négatives de tous ces traits saillants de caractère qu'il nous décrivait tout à l'heure en termes qui laissaient percer l'admiration...

Je ne fais, certes, pas une supposition gratuite en disant que les économistes-philanthropes-moralistes rempliraient avec bonheur, sur cet ardent foyer populaire, le rôle de pompiers; et, à voir les conclusions de M. Audiganne, on pressent qu'il travaillerait lui-même de son mieux à éteindre la flamme que tout à l'heure il admirait.

Cela prouve une fois de plus que nous ne sommes pas d'une pièce, et que les esprits les plus fermes n'échappent pas à tout entraînement... Il est sensible qu'ici le cœur a dominé l'esprit de système; et je ne sache pas que beaucoup de membres de l'école pèchent de la sorte.

Malgré qu'il nous ait laissé sans explication aucune des étonnantes dispositions du peuple de Paris, nous devons être reconnaissants à notre publiciste de les avoir si bien saisies et si sympathiquement énoncées; je n'ai guère qu'une réserve à faire relativement au besoin d'égalité, qu'il suppose être l'un des

premiers de l'ouvrier-type de Paris. A cela près, M. Audiganne est certainement l'un des observateurs contemporains qui aura le mieux mis sur la voie ceux qui ont à cœur de dérober au peuple son secret.

Et ce qu'a négligé l'auteur des *Populations ouvrières*, je veux l'entreprendre. J'essayerai de définir « ce vague, mais irrésistible instinct » qui pousse la classe ouvrière supérieure à se préoccuper avant tout des intérêts généraux ; cet instinct qui lui fait saisir les aspects les plus grandioses des formidables questions soulevées par l'esprit du siècle, et se passionner pour elles, même alors « qu'elle n'en comprend pas les détails, et qu'elle en méconnaît les dangers. »

Aussi n'est-ce pas seulement « par la manière dont elle a entendu la question du travail qu'elle offre un sujet d'études singulièrement significatif; » c'est également par la manière dont elle entend la question politique; c'est aussi par la manière dont elle entend la question morale et religieuse.

C'est donc à tous ces grands points de vue qu'il va falloir l'étudier, pour savoir d'abord d'une manière précise quel est, sur chacun de ces points capitaux, la manière de voir du peuple; puis pour savoir s'il y a réellement un lien entre chacune des solutions vers lesquelles tendent les aspirations populaires...

Nous nous ouvrons là une bien large carrière; mais, si nous n'y faisons pas la pleine lumière, nous parviendrons bien, il faut l'espérer, à dissiper quelques ombres.

DEUXIÈME PARTIE

LA QUESTION DU TRAVAIL

SELON LE PEUPLE



CHAPITRE PREMIER

COMMENT LE PEUPLE A ACCUEILLI LE SOCIALISME.

I

Il est exact de dire qu'au milieu de l'agitation pour la réforme sociale, la classe ouvrière a gardé un esprit qui lui est exclusivement propre.

Mais nous comprendrions difficilement quelle fut alors son attitude, si nous ne commencions par quelques considérations générales sur le socialisme. Il nous faut donc remonter au temps où les écoles rénovatrices formulaient et essayaient de résoudre les grands problèmes qui s'imposent à l'esprit moderne, c'est-à-dire remonter à cette période qui s'ouvre après 1830 et se ferme vers 1850.

Avant d'entrer dans les détails de cette agitation, reconnaissons tout d'abord qu'elle a été un phénomène trop considérable pour n'avoir pas une cause supérieure à la volonté même des écoles socialistes. Le sens commun dit qu'il n'y a pas d'effet sans cause, et que l'effet est proportionnel à la cause. Or, l'effet du socialisme ayant été immense, — au point de vue critique surtout, — il y a lieu de croire qu'il avait sa cause, immense aussi...

Ce serait d'un bien pauvre esprit de penser que ce mouvement de réformation n'a été qu'une sorte d'épidémie morale et intellectuelle.

Secondement, reconnaissons que ce n'est jamais en vain que, dans une société en progrès, les esprits se passionnent et que les luttes ardentes s'engagent sur le terrain de l'idée,... et disons encore que le produit du débat sera proportionnel à sa grandeur.

Enfin, sachons bien ceci : jamais une idée ne se montre pour la première fois dégagée de tout alliage impur. Elle se présente toujours plus ou moins amalgamée d'éléments hétérogènes qui ne permettent pas d'en apprécier tout d'abord la valeur. Elle est à l'origine comme une sorte de minerai où la matière précieuse, mêlée à des corps grossiers, laisse à peine deviner sa présence. Seulement, un instant suffit pour opérer le lavage de l'or, tandis qu'il faut bien du temps, quelquefois des siècles, pour tirer à clair une idée sociale, et la faire entrer pure dans les intelligences...

Disons donc hardiment que la longue agitation socialiste a été un grand effet qui avait sa grande cause; que les luttes intellectuelles provoquées par elle ont laissé des germes féconds; et que, lorsqu'une nouvelle génération de réformateurs reprendra l'œuvre ébauchée, s'appliquant à dégager les matières précieuses de leur gangue, elle trouvera des trésors que les ouvriers de la première heure n'ont pu faire entrevoir qu'à un très-petit nombre d'esprits de leur génération.

Avouons aussi que le temps des applications n'était pas venu; que la société française, prédestinée au rayonnement de la pensée de la Révolution, avait mieux à faire qu'à se perdre dans l'exclusive préoccupation des réformes économiques; que l'œuvre de la politique générale doit nécessairement précéder l'œuvre dite sociale, parce que celle-ci est à celle-là ce qu'est le semage au labour.

Il était indispensable, sans doute, que l'agitation intellectuelle eût lieu, et préparât de longue main les esprits à chercher la solution des grands problèmes suscités par la Révolution. Mais ce n'est pas l'événement seul qui démontre que les essais d'application étaient prématurés; ce n'est pas non plus l'insuffisance notoire de l'élaboration des idées : c'est, encore une fois, qu'il fallait labourer avant de semer, ou semer avant de vouloir récolter.... En un mot, il était indispensable que la réforme politique fût à peu près réalisée à l'extérieur pour assurer la sécurité intérieure.

Telle est, en effet, la situation singulière de la France, qu'elle n'a pas le droit de se replier sur elle-même, de semer et de récolter pour elle seulement. Quand, par malheur, elle s'y essaye, elle se perd...

Nous aurons de ce fait une preuve tristement éloquente !

Les socialistes, qui poussaient jusqu'à l'exagération la plus extrême le principe de la solidarité, n'ont pas compris en ce temps-là, comme ils comprennent aujourd'hui, que les sociétés européennes sont solidaires; qu'une amélioration matérielle de la condition des masses laborieuses en France est absolument impossible, si pareille amélioration n'est réalisée en même temps au profit des masses laborieuses des pays avec lesquels nous sommes en concurrence. Il nous est interdit, par la force des choses, de nous enfermer dans notre individualité nationale; il nous est interdit, par la force des choses, de nous élever sans tendre en même temps la main aux autres familles ouvrières. En un mot, toutes les tentatives de réforme sociale seront vaines si elles n'embrassent à peu près le monde européen. D'où il suit que, s'il est utile d'étudier les problèmes économiques et de proposer des solutions quelque peu radicales, on ne doit songer à les appliquer que lorsque l'œuvre politique de la fédération sera près de se réaliser.

Il doit être entendu qu'il s'agit surtout ici des réformes par lesquelles on augmenterait le bien-être matériel des classes laborieuses. Quant à tout ce qui

pourrait augmenter la valeur morale et intellectuelle du peuple, il faut le faire sans retard pour atteindre plus sûrement le but.

Sous le bénéfice de ces observations, revenons aux socialistes.

Pris en masse, ils n'ont donné à personne le droit de mettre en doute l'excellence de leurs intentions. Ils ont pu se fourvoyer; mais ils étaient mus par la conviction profonde de l'efficacité de leurs systèmes, et plus encore par un ardent désir d'améliorer le plus promptement possible la condition des classes infériorisées. Le peuple, sûr de leurs intentions, ne pouvait manquer de leur en être reconnaissant, tout en se montrant sceptique à l'égard des panacées, et tout en chansonnant certaines de leurs doctrines.

Il serait difficile, d'autre part, de dire que l'intelligence et le savoir leur faisaient défaut : ils se recrutaient parmi la fine fleur de la jeunesse savante. Le groupe saint-simonien et la phalange fouriériste ne comptaient guère que des lettrés pour apôtres ou adhérents; la plupart même étaient des capacités intellectuelles de premier ordre... Le communisme égalitaire n'avait pas, à beaucoup près, un état-major aussi brillant; cependant il comptait bon nombre d'esprits distingués.

Ce n'étaient donc ni les bonnes intentions ni l'intelligence qui manquaient.

Des critiques malveillants et nombreux ont fort durement reproché au parti socialiste d'avoir aggravé

les misères par ses prédications, en donnant au peuple la conscience de ses maux, sans pouvoir, en définitive, y porter remède.

Ces accusations, mille fois renouvelées, n'ont pas de fondement ; il est bien temps de le dire.

En effet, ce n'est pas le parti socialiste qui a mis à nu, le premier, la plaie du paupérisme, et provoqué douloureusement l'attention générale; c'est le parti des économistes. Ceux-ci avaient déjà fait ce travail quand le socialisme s'affirmait à peine. Si donc c'était un méfait d'avoir éveillé la sollicitude publique sur la pénible situation des masses laborieuses, ce serait à cette école, dont les membres se qualifient indifféremment de moralistes, de philanthropes, ou d'économistes, qu'il faudrait s'en prendre avant tout... Mais, chose incroyable! ce sont eux, principaux auteurs de ce « méfait, » qui le reprochent aux socialistes!... Leur titre le meilleur à l'estime publique, ils le rejettent, comme une faute, sur la tête des socialistes!

Ils ont donc précédé ces derniers dans l'enquête sur l'état moral et physique des populations laborieuses. Ils ont fait leur œuvre avec tant de zèle, ils ont décrit la plaie avec une si navrante éloquence, que le socialisme, ne dût-il pas naître de lui-même, serait nécessairement né de cette ferme constatation de l'état déplorable des *classes souffrantes*. Le parti des économistes-philanthropes-moralistes est donc, quoi qu'il sise, le précurseur immédiat du parti de la réforme dociale.

Voici, maintenant, en quoi le premier diffère du second :

Le premier, après avoir constaté le mal dans toute son étendue, a manqué de cœur, ou plutôt d'audace, quand il s'est agi d'aviser au remède. Effrayé de la grandeur de la plaie, il l'a considérée comme chose fatale, qui défiait toutes les puissances de l'esprit humain. Il a conclu qu'il faudrait s'estimer heureux si l'on pouvait seulement arrêter les progrès du mal par l'application de certains palliatifs.

Plus osés mille fois, les socialistes ont repoussé avec énergie cette idée fataliste, désespérante, d'un mal immense, sans curatif possible. Ils ont protesté de toutes leurs forces contre la conclusion des économistes-philanthropes, et ils se sont mis audacieusement à la recherche du moyen radical de guérison.

Ce moyen, ils ne l'ont pas trouvé, ou, pour mieux dire, ils n'ont pas su le dégager encore de la masse des projets qui ont surgi... Ce qui est différé n'est pas perdu.

Mais, lors même que le socialisme aurait arraché un cri de douleur au peuple en lui donnant conscience de son état relativement misérable, il n'y aurait pas lieu à blâme ; bien au contraire. S'il fallait se résigner à rejeter le voile sur la plaie, sous prétexte que la science est impuissante, l'esprit de recherche manquerait des excitants nécessaires. Tandis que, si la plaie est rendue visible, béante, douloureuse, elle est un reproche incessant fait à l'âme humaine, à la

science sociale; c'est un défi porté à la générosité publique. Or ce n'est jamais que sous de pareilles incitations que l'esprit cherche, cherche encore, et finit par trouver... Le socialisme trouvera.

II

La première des écoles socialistes qui se soit adressée au public, celle qui a eu le plus d'éclat, l'école saint-simonienne, n'a guère été vue qu'à travers les excentricités de sa seconde phase; et elle a fait rire le peuple beaucoup plus qu'elle ne l'a séduit.

Cependant elle avait jeté dans la circulation, dès ses premières heures, des formules si conformes au pur esprit de la Révolution, qu'elles étaient entrées immédiatement dans le programme du parti démocratique; par exemple, celle-ci : « La science sociale a pour objet le développement de la capacité physique, morale et intellectuelle de la classe la plus pauvre et la plus nombreuse; » puis cette autre : « Faire cesser l'exploitation de l'homme par l'homme. » Toute la Révolution est en germe dans ces deux formules, et il ne se pouvait pas qu'elles n'allassent droit au cœur du peuple. Je me souviens parfaitement qu'elles couraient les ateliers, et qu'on les y commentait.

La seconde école, fondée par Ch. Fourier, avait aussi ses formules révolutionnaires, mais peu saisis-

sables, comme celle-ci : « Les attractions sont proportionnelles aux destinées. » Aucune d'elles n'entra dans le programme de la démocratie militante : elles ne furent pas comprises. L'école phalanstérienne n'eut aucune action sur l'esprit du peuple.

Puis vint le communisme, à qui était réservé une certaine popularité.

Il est remarquable que les trois principales doctrines n'entendaient pas seulement réformer la société; mais bien la transformer radicalement, et à tous les points de vue.

Elles partaient toutes de cette idée que la Révolution, de 89 à 95, n'avait été qu'une œuvre critique, une sorte de déblayement des institutions de l'ancien régime; qu'elle n'avait pas su fonder; que tout était provisoire dans la société, et qu'il y avait urgence absolue à procéder le plus tôt possible à l'œuvre organique... De là cette manie singulière d'*organiser* toutes choses, qui se manifeste incessamment au sein du socialisme.

Elles avaient encore cela de commun, qu'elles concluaient toutes trois à la communauté des biens.

Mais, outre que la très-grande majorité du peuple ne croyait pas à la possibilité d'un pareil état social, les communautés saint-simonnienne et phalanstérienne ne pouvaient lui sourire.

La première avait, dans sa constitution, un double titre à la répugnance populaire; elle était aristocratique, par la hiérarchie réglementaire des capacités,

et théocratique, par la constitution d'une papauté résumant en elle tous les pouvoirs.

Or, le peuple n'est pas tendre à l'endroit des papautés, quelles qu'elles soient; et, sans être aussi niveleur qu'on le représente parfois, il n'aime pas la hiérarchie réglementaire des capacités.

L'école phalanstérienne a seule résisté à cet entraînement de la classification hiérarchique. Elle ne pouvait, du reste, tomber dans cette grande ornière, puisqu'elle professait la théorie des attractions. Elle voulait que chacun pût aller là où sa nature l'appelait; pensée féconde, qui ne fut comprise ni parmi le peuple ni ailleurs.

On peut dire du fouriérisme qu'il n'exerça pas une attraction proportionnelle à sa valeur.

Les deux doctrines se dépouilleront à la longue de tout ce qui choquait à bon droit le sens commun, et l'on pourra voir alors qu'elles répondaient l'une et l'autre, dans leur donnée première, et abstraction faite de tous plans de réalisation, à de très-hautes nécessités.

III

Abordons maintenant celle des trois doctrines qui a le plus ému la société, celle qui a fourni le plus d'armes aux partis antidémocratiques, et qui a exercé le plus de séductions sur le peuple : le communisme proprement dit.

S'il fallait considérer comme converties au système de la communauté des biens toutes les personnes qui, dans la classe ouvrière de Paris, et particulièrement dans la partie supérieure, ont été séduites passagèrement par certaines formules propres au communisme, il y aurait lieu d'avouer que l'immense majorité lui a été acquise... Par exemple, rien ne souriait plus au sentiment populaire que cette devise des propagateurs du système : « De chacun selon ses forces, à chacun selon ses besoins. » Quoi de plus séduisant pour une classe qui porte le plus lourd du fardeau social, et dont les besoins sont si médiocrement satisfaits!... Mais, si la qualification de communistes doit être appliquée à ceux-là seulement qui ont cru fermement à la possibilité de réaliser tôt ou tard ce système social, il faudra singulièrement diminuer le nombre des adhérents. Ils étaient en très-faible minorité dans la classe dont nous étudions le caractère, et leur nombre s'est encore beaucoup amoindri depuis le temps de l'agitation socialiste.

Il faut savoir distinguer les communistes déterminés, conséquents, des communistes sans le savoir et sans le vouloir. Ceux-ci sont, je le reconnais, assez nombreux. En étudiant l'esprit de la classe ouvrière de Paris, nous verrons certainement la tendance communautaire se manifester par une propension marquée à alléger considérablement la prévoyance et la responsabilité individuelles, pour charger d'autant la responsabilité sociale. En supposant que rien ne fasse

résistance à cette propension, il est bien évident que, de proche en proche, on arriverait à la fusion de tous les intérêts privés dans le suprême intérêt social: on serait en pleine communauté.

Mais il faudrait être bien ignorant des dispositions générales de la société et de la force même des choses pour croire que ces tendances populaires puissent aller jusqu'à leurs conséquences dernières. Il est une limite assez proche que le peuple ne dépasserait pas lui-même; et, à défaut d'une réaction de la part des classes aisées, il réagirait lui-même contre sa propre tendance. Nous verrons d'ailleurs qu'il porte dans son propre caractère le remède au mal.

Les partisans décidés du système se divisaient en deux classes : l'une comprenait les communistes immédiats, c'est-à-dire ceux qui croyaient à la possibilité d'une réalisation prochaine et d'une pièce; l'autre, ceux qui, n'ayant pas cette croyance, voulaient procéder par voie de transition.

Les communistes immédiats se divisaient eux-mêmes en deux branches : l'une comprenant ceux qui songeaient à appliquer révolutionnairement le système à la société française; l'autre, ceux qui ne prétendaient qu'à le réaliser entre eux, et en dehors de toute compression sur la société. Ces derniers se rangèrent, pour la plupart, autour de Cabet. Ce ne fut pas d'ailleurs le centre parisien qui fournit à ce chef socialiste la majorité de ses adhérents; les *Icariens* se recrutèrent dans toutes les villes de France. Les plus déter-

minés allèrent fonder une communauté au sud des États-Unis, à Nauvoo, lieu précédemment occupé par les Mormons.

Les communistes de transition s'attachaient à deux moyens, l'un de l'ordre économique, l'autre de l'ordre politique.

Le moyen économique consistait à créer des « ateliers sociaux, » sous la direction et aux frais de l'État, pour commencer à le constituer directeur suprême de la production et de la distribution égalitaire des produits.

Le moyen politique consistait à agrandir progressivement le droit de l'État sur la propriété privée[1].

Je dois faire remarquer, avant d'aller plus loin, que toutes ces tendances n'étaient pas, tant s'en faut, le fruit de l'esprit populaire, et qu'il est fort douteux qu'elles se fussent accusées avec quelque énergie en l'absence d'excitations venues du dehors. J'ai assez bien connu le monde communiste; j'ai pu suivre la filière de l'idée; j'ai observé de près le travail d'initiation et de propagande; et l'on me croira quand je dirai que ni les initiateurs ni les plus osés des propagandistes n'étaient de la classe ouvrière.

Du reste, c'est à un préjugé que le système doit de n'avoir pas exercé une plus grande séduction.

On professe généralement, parmi les communistes

[1] On trouvera de nombreux renseignements sur les divers partis socialistes et sur leurs moyens d'action dans l'excellente *Histoire de la révolution de* 1848, de Garnier-Pagès.

Voir aussi un livre d'une haute portée intitulé : *Traité d'économie sociale*, par A. Ott. Paris, Guillaumin.

de toutes nuances et de toutes conditions, que le plus grand obstacle à la réalisation de l'idéal est la corruption de nos mœurs. Cette corruption, selon eux, se révélerait par le développement de l'esprit individualiste. Ce serait là le signe accusateur de notre dépravation. Ils disaient donc que le sentiment de la personnalité, si excessif en nous tous, serait pour longtemps un obstacle, soit à l'établissement de la communauté, soit au bon ordre dans la société communautaire. Ceux qui persistaient, néanmoins, nourrissaient la pensée d'instituer un enseignement qui fût de nature à détruire dans les jeunes générations le germe corrupteur qui s'oppose au règne de la fraternité dans la communauté, c'est-à-dire le sentiment de la personnalité... Par suite de ces rabâchages sur notre dépravation, on en était venu à se dire, dans la classe ouvrière : « Quel dommage qu'on ne soit pas assez vertueux pour vivre dans cet état de société où tout est à tous; où tous les droits et tous les devoirs sont également partagés! Mais c'est impossible; nous sommes trop personnels pour un état si parfait!... »

Cette opinion que l'individualisme nous a corrompus était si générale, qu'on ne pouvait guère causer avec un ami des réformes sociales sans qu'elle servît à justifier la nécessité d'une « forte éducation publique, » qui fît aux générations nouvelles un autre tempérament. C'est qu'en effet, pour réaliser les systèmes nouveaux, il fallait une humanité tout autre que l'humanité réelle.

Je demandais un jour au gérant d'une association ouvrière comment le salaire y était réglé. Il me répondit, presque en rougissant, et d'un air fort embarrassé : « Citoyen, je suis obligé de vous avouer que nous avons dû renoncer, bien malgré nous, croyez-le, à l'égalité du salaire... C'était notre idéal. L'inégalité du salaire, ce n'est pas de la fraternité, nous le savons bien ; mais, que voulez-vous? il a fallu faire cette concession à l'égoïsme général. Nous sommes si corrompus par l'individualisme !

« — Mon cher ami, lui dis-je, je vous félicite sincèrement, non pas des idées que vous m'exprimez, mais de la résolution que vous avez prise de rémunérer le travailleur en raison de son travail. Ni vous, ni vos co-associés, n'êtes corrompus le moins du monde, au contraire; votre entreprise témoigne d'une haute moralité. Vous vous calomniez bel et bien. Vous n'avez fait aucune concession à l'égoïsme; vous n'avez cédé qu'à la stricte justice, et vous avez fort bien fait...

« — Vraiment ? me répondit-il d'un air heureux, comme si je venais de le débarrasser d'une pensée qui l'oppressait.

« — Mais, oui, vraiment ! Laissons donc ces niaiseries sur notre prétendue corruption par l'individualisme. Si nous avons un défaut, c'est de faire trop bon marché de notre droit personnel, de notre dignité... Soyons d'abord pour les droits de l'homme; efforçons-nous de les lui garantir en tout et partout, dans l'atelier comme sur le terrain politique. Que

chacun de nous sache, en toute occasion, faire respecter son droit, et le reste nous viendra par surcroît, croyez-le bien... Où a-t-on vu, d'ailleurs, que le sentiment du droit personnel fût négatif du droit d'autrui? négatif du devoir envers la société? C'est le contraire qui est vrai... »

Je n'eus pas besoin d'en dire davantage pour avoir raison d'une opinion d'emprunt, et sans racines... Mais je n'ai pas eu souvent succès si facile.

Le fait est que nous partons tous de la proclamation des droits de l'homme; que nous sommes tous à la recherche des institutions les plus propres à développer la valeur de l'homme; et que, par la plus monstrueuse des contradictions, nous avons une disposition très-marquée à conclure à l'effacement de la personnalité, à l'extinction de l'originalité individuelle!...

Ce que l'esprit de la Révolution tend à développer en nous, — le sentiment du droit personnel, — chacun de nous le combat volontiers dans autrui. Au temps de l'agitation socialiste, ce n'était guère que par exception ou par contradiction que nous stipulions pour les droits de l'individu. Nous étions encore, à notre insu, dominés par le vieil esprit de la société mystique bien plus que par le pur esprit de la Révolution. Car c'est le propre de la vieille société mystique de vouloir étouffer la personnalité, tandis que c'est le propre de la Révolution d'en provoquer les développements.

On tenait donc généralement pour corruption de

l'âme ce qui est le glorieux résultat du sentiment de la dignité humaine.

Et il ne faut pas que les ergoteurs prétendent qu'il ne s'agissait pas, dans la communauté, de porter atteinte à la dignité humaine; qu'entre le sentiment dit personnel et celui de la dignité personnelle, il y a toute la différence qui sépare le vice de la vertu. Sans doute la préoccupation excessive de soi-même, la disposition à ne voir que soi, à sacrifier tout à soi, est un vice. Mais la disposition à l'impersonnalité, à l'effacement de soi-même, à l'abdication du moi, est également un vice. Celui-ci nous choque moins que l'autre : il n'est pas moins déplorable.

Mais le sentiment du droit personnel, le besoin pour chacun d'être comme il lui plaît, sans attenter à la liberté d'autrui; ce sentiment fécond, ce besoin légitime, seraient nécessairement sacrifiés dans la communauté. Elle ne peut exister que par l'effacement de toutes les volontés, de toutes les originalités, de toutes les valeurs individuelles...

Voici, au reste, les résultats éloquents de l'observation historique.

Les sociétés les plus bas placées sur l'échelle de la civilisation sont précisément celles où le sentiment de la personnalité est le moins développé. Par contre, c'est par le besoin d'indépendance et de dignité personnelles qu'on juge du degré d'élévation d'un peuple. D'où il suit rigoureusement que moins un peuple est propre au régime de la communauté, plus il est

avancé... Pour rendre le peuple français « capable » de la communauté, il faudrait éteindre en lui tout ce qui fait sa supériorité, son individualité, pour en faire le plus effacé, le plus lâche, le plus misérable des peuples...

Les plus ardents parmi ceux qui se croyaient assez maîtres de « leur vice » pour pratiquer la communauté, les disciples de Cabet, ont essayé d'en fonder une au loin, si loin, qu'elle pût être « hors du souffle impur » de la vieille société individualiste... Au bout de peu de temps, l'expérience réussissait si bien, que les expérimentateurs liquidaient la communauté à coups de fusil...

Voilà où mène la fraternité contrainte.

Du reste, à la manière près dont s'est faite la liquidation, l'avortement de l'entreprise fait beaucoup plus d'honneur aux expérimentateurs que ne leur en eût fait la durée.

Et, d'autre part, si la société française n'est pas beaucoup plus avancée, à tous égards, c'est précisément parce que le sentiment de la liberté, du droit personnel, n'est pas assez développé. C'était donc bien un préjugé des plus grossiers qui faisait prendre pour un signe de dépravation ce qui est le symptôme de la capacité civique...

Mais que devenait, pendant cette expérience lointaine, le parti communiste demeuré au milieu de nous?

Il s'amoindrissait de jour en jour. J'ai pu constater,

plusieurs fois et publiquement, pendant cette période de 1848 à 1850, où toute idée, si bizarre ou si hardie qu'elle fût, pouvait librement se produire, que le communisme ne s'était jamais affirmé nettement et hautement. Soit que ses partisans n'eussent plus qu'une foi médiocre en leur doctrine, soit qu'ils craignissent l'*impopularité*, ou qu'ils ne voulussent pas embarrasser la république naissante d'une question difficile, ou pour toutes ces raisons ensemble, ils s'abstinrent sur toute la ligne de déployer leur drapeau.

Cette prudente réserve, ils ne l'eussent probablement pas montrée huit ou dix ans plus tôt. Et c'est ici l'occasion de faire remarquer que le communisme, dont les progrès avaient été assez rapides de 1831 à 1840, avait commencé à décroître sensiblement à partir de cette dernière date. Voici comment :

Il s'est fait à cette époque une petite révolution dans la manière d'être d'une partie du peuple. Vers 1840 un certain nombre d'ouvriers prirent la résolution de plaider directement leur cause devant l'opinion publique, et de substituer à l'action occulte l'action au grand jour. Ils fondèrent une publicité régulière, et se firent journalistes à leurs heures de repos. De ce moment, il leur fallut compter avec la raison publique et subir la contradiction; de ce moment aussi, le communisme, qui avait jusque-là pris l'offensive, se tint prudemment sur la défensive.

Des quatre publications mensuelles rédigées par

autant de groupes d'ouvriers socialistes, une seule prêchait la communauté, et ce fut celle qui eut le moins de durée. Elle n'existait plus dès 1846. Celle qui eut le plus de retentissement était précisément celle qui réagissait le plus ouvertement contre le système dont il s'agit[1].

Cette constatation, je la fais moins ici pour établir un fait dont l'histoire peut faire son profit, que pour en tirer la conclusion suivante, d'une importance extrême :

C'est dans l'ombre, en dehors de toute contradiction sérieuse, que naissent et que se propagent les fausses idées. C'est au grand jour de la publicité que se redressent toutes les erreurs ; que l'esprit humain se fortifie, et que les lumières pénètrent l'intelligence populaire... Les hommes d'État sérieux, qui font passer avant tout autre l'intérêt public, doivent s'appliquer avec un zèle soutenu à faciliter l'expansion générale des sentiments et des idées... Les idées et les sentiments dont l'expression est refoulée se transforment inévitablement en erreurs et en haines... Le communisme a commencé à poindre aux mauvais jours de notre grande crise révolutionnaire, parmi un groupe de conspirateurs. Le plan d'application a été élaboré dans une prison d'État, en vue de l'échafaud.

[1] C'était *l'Atelier*. L'organe des communistes s'appelait *la Fraternité*. La troisième publication due à des plumes ouvrières était *l'Union*, et la quatrième, qui parut la première, mais fit moins d'effet, fut *la Ruche populaire*.

L'idée, se cachant ensuite, pendant trente années et plus, au fond de la pensée d'un proscrit, a commencé, après la Révolution de 1830, à chercher des adeptes dans la classe laborieuse ; et c'est par les sociétés secrètes de 1831 à 1840 qu'il s'est quelque peu propagé parmi la partie la plus ardente du peuple... Nous avons vu tout à l'heure qu'il avait cessé de progresser, qu'il avait même battu visiblement en retraite du moment où il a dû supporter les conséquences du débat contradictoire et au grand jour.

Qu'il n'y ait donc pas lieu à sociétés secrètes, que chacun puisse dire tout haut sa pensée, réfuter celle d'autrui, et l'erreur ne sera jamais ni persistante ni dangereuse.

En attendant que les hommes d'État fassent leur profit de cet exemple, ou plutôt, en attendant qu'ils en fassent profiter la société, disons, pour nous résumer, que le socialisme, surtout celui de la première phase, doit être apprécié sous deux faces différentes : celle par laquelle il proteste contre les imperfections sociales, et celle par laquelle il se veut montrer organisateur. Autant il a été puissant par le côté critique, autant il s'est montré faible dans ses plans de refonte de la société. Ce qu'il y avait de juste dans ses protestations et ses revendications a fait dépôt dans les esprits, et y germera ; tandis que personne ne songe plus à cette heure, ni à l'église saint-simonienne, ni au phalanstère ; à peine quelques vieux sectaires rêvent-ils encore la communauté niveleuse.

CHAPITRE II

SOCIALISME DE LA SECONDE PHASE. — ASSOCIATION. — DROIT AU TRAVAIL.

I

De tous les enseignements sur la réforme sociale il résultait cependant que la classe ouvrière croyait à la possibilité d'une certaine organisation du travail. Mais comment entendait-elle qu'on pût l'organiser, ou plutôt comment ses inspirateurs officieux l'entendaient-ils?

Trois systèmes se sont produits, qui sont du socialisme à sa moindre puissance, car ils ne touchent qu'aux conditions du travail manuel, et n'ont guère à voir en dehors des intérêts d'atelier.

Ces trois systèmes sont : l'*association ouvrière*, le *droit au travail* et l'*institution corporative*.

Les deux premiers sont venus au peuple par les écoles socialistes. L'idée de réinstituer les corporations est née dans l'atelier parisien même.

Des trois systèmes entre lesquels la classe ouvrière pouvait choisir, celui de l'association dans le travail est, à coup sûr, le plus radical et le plus conforme aux tendances modernes. Les ouvriers le considéraient comme tel. Il a eu même, pendant la période de 1848, le privilége d'attirer fortement l'attention populaire, et il a pu déterminer des efforts considérables pour être mis en pratique. Cependant je dois reconnaître que l'enthousiasme pour les associations s'est bientôt refroidi, qu'à beaucoup près les efforts n'ont pas été persistants sur toute la ligne, et que ce beau mouvement n'a guère été qu'un feu follet... Cela ne veut pas dire qu'on rejette l'idée; non. L'idée paraît excellente, mais d'une application trop difficile en ce temps-ci; et on l'ajourne indéfiniment.

Le droit au travail, qui a causé en 1848 une si vive agitation, conviendrait mieux que l'association, pour le présent, à la masse de la population ouvrière.

Enfin, l'idée corporative est celle qui va le mieux au cœur des ouvriers, sans qu'il faille en conclure que la généralité des travailleurs parisiens se passionne énormément pour ce retour à une institution brisée par la Révolution.

Ce que je dis des préférences de la classe ouvrière de Paris justifierait médiocrement la disposition qu'on lui prête, de saisir toujours le côté grandiose des

questions, et de se passionner pour tout ce qui élargit les perspectives... On peut, sans doute, lui rendre cette justice, qu'au milieu « des excitations les plus diverses elle garde un esprit qui lui est exlusivement propre; » mais la manière dont elle entend la question du travail ne nous peut fournir « un sujet d'études singulièrement significatif » qu'à la condition de connaître le motif secret de ses préférences. Car, abstraction faite de ce sécret, les préférences, appréciées en elles-mêmes, feraient singulièrement descendre le personnel de l'atelier parisien du piédestal que lui a élevé l'auteur des *Populations ouvrières*...

Ce secret, nous le trouverons en temps et lieu. Mais nous ne devons point passer sur les trois modes d'organisation du travail désignés plus haut sans entrer dans quelques considérations générales sur chacun d'eux.

II

Ou la démocratie ne sera jamais que nominale, ou l'association ouvrière sera la grande institution de l'avenir. Tant que l'ouvrier ne sera pas propriétaire de tout ou partie de son instrument de travail, la liberté, l'égalité, seront des rêves pour lui; et la démocratie serait un leurre si elle ne concluait un jour, et par les efforts des travailleurs eux-mêmes, à faire que dans la plupart des ateliers, sinon dans tous ceux où il y avait un

maître et des salariés, il y ait désormais un gérant et des associés... La démocratie dans l'ordre politique, et la monarchie à peu près absolue dans l'atelier, sont deux choses qui ne peuvent co-exister longtemps.

Aussi bien la contradiction devient-elle de jour en jour plus frappante. En effet, les développements de l'industrie ont profondément modifié la maîtrise au détriment de l'égalité. Autrefois, il n'y avait que de petits entrepreneurs, travaillant de leurs mains, et vivant sur le pied d'égalité avec leurs « compagnons. » Ce temps est déjà bien loin, et il n'est regrettable que sous le rapport des bonnes relations entre maîtres et compagnons. Autrement, non. Mais le progrès ne s'est pas fait sans donner naissance à plus d'un grave inconvénient. Les grands ateliers ont nécessité d'autres allures, une discipline plus sévère, et marqué plus évidemment la distance entre le maître et le salarié. On citerait de nombreux ateliers où le patron n'adresse jamais la parole à ses ouvriers.

Le régime de la grande fabrique est presque calqué sur celui de la caserne : le compagnon d'autrefois n'est plus qu'un numéro parmi la foule réunie dans la manufacture.

Personne ne conteste, et je serais le dernier à contester l'utilité de la règle dans les ateliers. La démocratie a ses lois aussi, et, de même que l'ordre peut être maintenu dans une cité libre, il peut l'être également dans un atelier où le maître ne joue pas au Louis XIV.

Malheureusement, c'est le penchant de l'homme d'aimer à dominer ses semblables. Il en cherche avidement le droit; et de l'exercice du droit il passe d'autant plus volontiers à l'abus qu'il n'a pas de comptes à rendre.

Ces réflexions ne me sont inspirées ni par un sentiment hostile aux chefs d'industrie, ni par un sentiment de sympathie pour la classe ouvrière, mais par intérêt pour *les valeurs humaines que ces procédés altèrent.* L'intimidation exercée sur le soldat, quand elle est excessive, l'amoindrit d'autant : un homme dont le caractère est brisé ne sera pas un héros sur le champ de bataille. Il en est de même de l'ouvrier. Si l'on établit dans l'atelier des coutumes humiliantes pour les travailleurs, elles tourneront inévitablement au préjudice du travail. Les meilleurs ouvriers étant nécessairement les plus intelligents, et les plus intelligents étant ceux qui ont le plus vif sentiment de leur dignité, il s'ensuit que, si l'on refoule le sentiment de la dignité dans le travailleur, on amoindrira certainement dans la même proportion la vivacité de son esprit. Si l'ouvrier tient bon, c'est en maudissant tout bas sa situation, et en donnant le moins possible de son esprit au travail. Alors c'est le feu insurrectionnel qui couve.

Au point de vue économique donc, le meilleur moyen de développer les valeurs humaines et d'en tirer parti, c'est d'établir dans l'atelier, entre travailleurs et directeur du travail, les meilleurs rapports

possibles. Le procédé est connu et déjà pratiqué; il consiste à tranformer le salarié simple en associé. Que cela se fasse sur une large échelle, et les rapports se modifieront heureusement, non-seulement dans l'atelier où il n'y a que des associés, mais, par contre-coup et par nécessité, dans celui où il n'y a que des salariés et un patron. De roi absolu, celui-ci se fera nécessairement roi constitutionnel.

Enfin, ne perdons point de vue cette vérité bien acquise, savoir : que plus l'ouvrier s'éloigne de l'état d'esclave, mieux vaut son travail. Par conséquent tout ce qui l'élève est bon, tout ce qui l'abaisse est détestable.

Maintenant, d'où est venue cette idée, et comment entendait-on organiser les associations ouvrières?

Inutile de dire que l'idée est vieille comme le monde, et que l'association a été pratiquée depuis le jour où deux personnes ont réuni leurs efforts pour soulever un fardeau quelconque.

Les associations ouvrières permanentes ne sont pas même un fait nouveau. Il y en avait un grand nombre au moyen âge dans toute l'Europe. Mais, outre qu'elles avaient à peu près disparu, celles qu'il s'agit d'instituer procèdent d'une pensée tout autre et plus générale. D'ailleurs, les anciennes étaient complétement oubliées; et, si le parti des économistes prêchait ardemment l'association des capitaux, il ne songeait nullement à l'association des bras; que dis-je! il lui fut positivement hostile. Il semblait que la « science » avait dit

son dernier mot en faisant de la capacité du travailleur une simple marchandise, exposée, comme toute marchandise, aux conditions de l'offre et de la demande. Quant à croire que, sur le terrain du travail, on pouvait être autre chose que salarié ou salariant, c'était s'exposer aux risées de ces messieurs.

La théorie de l'association a dû sa renaissance à l'esprit démocratique ; elle est sortie, dès 1831, d'une école réformatrice, dérivée de la pensée pure de Saint-Simon, et le premier essai d'application date de 1833. C'est à M. Buchez que revient l'honneur de cette bonne inspiration [1]; et lorsque, quelques années plus tard, je fus mis à même de profiter des enseignements de l'école fondée par l'éminent publiciste que je viens de nommer, je n'eus pas d'autre préoccupation plus grande que celle de populariser une idée qui me semblait si propre à faciliter l'affranchissement des travailleurs. Ce fut principalement en vue de vulgariser la théorie de l'association ouvrière que se constitua le journal *l'Atelier*.

La théorie, telle que nous la donnâmes tout d'abord, se ressentait encore beaucoup trop de la tendance générale du socialisme d'alors ; c'est-à-dire de la tendance communiste.

Ce qui est bizarre, c'est que, tout en ayant le parti pris de réagir contre cette tendance, nous commencions par propager une idée qui, comprise comme nous parais-

[1] Voir *l'Européen*, revue mensuelle, 1831 à 1838.

sions la comprendre, et menée jusqu'à ses dernières conséquences, nous lançait dans le communisme.

La théorie reposait, en effet, sur ce principe, que l'association devait détruire toute concurrence dans l'avenir. En conséquence, la première association fondée devait se considérer comme le noyau de l'association universelle. Elle devait être absorbante, unique, autant que possible, dans une profession donnée; et toutes, convergeant vers le même but, devaient se tenir étroitement solidaires. En un mot, nous voulions constituer la communauté de l'instrument de travail; et, comme l'instrument de travail, dans la langue économique, comprend les machines, outils, capitaux mobiliers ou immobiliers, nous tendions donc bien positivement à la communauté de la propriété générale. Notre théorie de la première heure ne se distinguait de celle des communistes purs qu'en ce sens seulement, que, hors de l'atelier, chacun disposait à sa guise de son avoir.

Pour donner aux associations ouvrières une grande faculté d'absorption, on avait déclaré qu'elles seraient *perpétuelles*, et qu'une partie du capital social serait *impersonnel* et *inaliénable;* conditions contraires à la loi civile, et surtout à la loi du progrès, qui exige la mobilité dans les institutions. Mais nous ne comprenions pas cela.

En conséquence de notre erreur, tout associé devait faire l'abandon d'une portion de ses bénéfices pour accroître indéfiniment le capital social impersonnel,

et permettre à la société de recevoir de nouveaux membres, au fur et à mesure de l'augmentation du capital...

Enfin, comme c'était une grande œuvre de transformation sociale qu'on se proposait, et qu'il s'agissait moins pour les fondateurs de s'affranchir personnellement que de se dévouer à l'affranchissement du peuple entier, c'était à un véritable apostolat qu'on les appelait. Aussi regardions-nous comme condition essentielle de succès la parfaite concordance des opinions politiques et morales entre les associés... C'était quelque chose comme un ordre religieux et socialiste institué au sein de la société civile, et pour la régénérer...

J'ai dit déjà que jamais une bonne idée ne se produit sans être emmaillottée d'oripeaux qui dissimulent sa valeur réelle.

Mais n'oublions pas que toutes les erreurs du socialisme sont nées d'un sentiment tout à fait honorable, d'une sympathie profonde pour les classes laborieuses, unie à un violent désir de leur ouvrir le plus promptement et le plus largement possible la voie de l'affranchissement.

Ainsi, M. Buchez avait posé à ses ardents collaborateurs ce problème : Trouver le moyen le plus sûr et le plus rapide de rendre la propriété accessible à la classe laborieuse sans porter atteinte à la propriété privée, comme sans intervention de l'État... Posé en ces termes, ce seul problème était déjà un grand progrès sur les théories communistes.

Après l'avoir posé, M. Buchez le résolvait lui-même en ajoutant : Le moyen, c'est l'association ouvrière.

Les jeunes collaborateurs de l'éminent publiciste se chargèrent d'étudier les conditions les meilleures pour atteindre rapidement le but. Plus pénétrés qu'ils ne le croyaient de l'esprit commun aux écoles socialistes, ils arrêtèrent que toute association serait perpétuelle, et que son capital, impersonnel, s'accroissant toujours, serait comme une pompe aspirante, mise en jeu sans relâche par le dévouement des ouvriers associés, et finissant par amener tout le capital aux mains du travailleur; si bien qu'on entrevoyait le jour où nul individu valide ne pourrait plus se dispenser de travailler pour vivre... Rien n'était si radical, assurément, que la conclusion entrevue.

Mais on avait compté sans le tempérament humain, qui ne se prête point à de telles expériences. Il aurait fallu, en effet, de la part des fondateurs de cette œuvre immense, et pendant plusieurs générations, un dévouement de tous les jours, un héroïsme terre-à-terre, dont aucun homme n'eût pu donner l'exemple.

Le groupe d'ouvriers qui a emprunté ce plan d'organisation du travail, et qui l'a propagé le mieux qu'il a pu, semblait avoir conscience de l'impossibilité de réaliser un système qui exigeait tant d'abnégation et d'efforts soutenus. La preuve, c'est qu'il ne fit pas de grands efforts pour prêcher d'exemple. J'en sais quelque chose. Je me rappelle parfaitement que je sentais, et que j'ai dit tout haut, plus d'une fois, que j'aurais

grand'peine à me plier aux exigences d'un pareil ordre de choses... C'est ainsi, malheureusement, que nous sommes toujours disposés à demander à autrui de faire ce dont nous nous dispensons personnellement. Nous pensions donc avoir rempli notre tâche en propageant l'idée. Si nous l'avions mise sérieusement en pratique, les impossibilités nous eussent frappé bien plus tôt.

L'association qui a servi de modèle à toutes les autres, et qui a bientôt trente ans de durée, a fait de son mieux pour se tenir dans les termes de la théorie. Elle n'a pu y réussir complétement. Elle a partagé, au bout de dix ans, son capital impersonnel. D'autre part les conditions rigoureuses de sa constitution en font, par le fait, un cercle fermé. Les autres associations, fondées en 1848 et depuis, ont renoncé au capital impersonnel, et ont enlevé de la sorte au système tout ce qui devait donner à l'association le caractère absorbant. Malgré quelques essais pour établir entre elles un lien de solidarité, le principe de l'indépendance de chacune d'elles a prévalu dans la pratique; et ce qui devait conclure, d'après l'idée-mère, à la communauté de l'instrument de travail, n'a conclu, par la force des choses, qu'à de petites sociétés ouvrières, opérant chacune à sa manière, et admettant, en fait, le principe de la concurrence.

Dès 1842, nous avions proclamé, dans l'*Atelier*, ce principe de la concurrence, et quoique nous l'ayons admis fort timidement, et sous toutes réserves, nous

fîmes scandale au sein du socialisme militant : nous étions des hérétiques.

« L'hérésie » a fait bien des progrès depuis dans la pensée socialiste ; et par cela même qu'on reconnaît l'absolue nécessité de la concurrence, la théorie primitive de l'association ne peut plus avoir, in les vertus si rapidement émancipatrices que lui supposait l'école réformatrice d'où elle est sortie, ni, par le même fait, les conséquences communistes qu'elle eût eues si elle eût été réalisable telle quelle. Mais les modifications que l'expérience lui a fait subir ne peuvent diminuer en rien la reconnaissance que les amis du progrès doivent à celui qui a eu l'initiative de la remise en lumière de l'idée. Si, en l'état des choses, la classe ouvrière est peu disposée à en faire son profit, ce n'est que partie remise, et le principe ne perd rien de sa valeur [1].

Pour mon compte, je n'encouragerais ni ne découragerais aujourd'hui les efforts tendant à constituer des associations. Mais, au cas où de nouvelles expériences seraient faites, je me crois obligé de dire ici à quelles conditions générales les associations ouvrières me paraissent devoir vivre et prospérer. J'y suis obligé en ce sens que j'ai contribué autrefois à faire insérer dans les modèles de contrats des clauses que je con-

[1] Après M. Buchez, les amis des améliorations populaires qui ont montré le plus de sollicitude effective pour les associations ouvrières, il faut citer MM. Garnier-Pagès, H. Feugueray, Goudchaux, Hubert-Valleroux, Cochut, A. Ott, Ch. Beslay, Leblond, Marie, Fr. Morin, Huet.

sidère aujourd'hui comme tout à fait défectueuses.

Bien entendu, je repousse maintenant celle du capital impersonnel et inaliénable, non-seulement parce qu'elle n'est pas utile, mais encore parce que la force des choses en ferait un mensonge; et rien n'est si déplorable pour une association que de vivre sur un mensonge.

Je repousse également la longue durée des sociétés. La longue durée n'est protectrice que de la routine. Le progrès veut la mobilité en toutes choses, et particulièrement dans les conditions du travail.

Je vois sans plaisir les associations plus nombreuses que de stricte nécessité. Plus leur personnel s'accroît, plus la gérance devient chose délicate, et moins l'associé peut prendre une part directe aux affaires de l'association : il n'a guère que le rôle d'un salarié simple. Les gérants voudront presque toujours un grand personnel : ils inclinent facilement à devenir des rois qui veulent un peuple nombreux.

Règle générale, il vaut beaucoup mieux que la porte de l'association ne s'ouvre qu'avec ménagement au nouveau venu, que de s'ouvrir avec peine à l'associé qui veut sortir. Un associé retenu malgré lui, sera une pomme de discorde.

Certainement un atelier d'ouvriers associés sera supérieur à un atelier d'ouvriers salariés; mais à la condition expresse que l'esprit d'initiative y sera excité de toutes manières. L'association doit se garder religieusement de tout ce qui atténuerait l'originalité des

caractères et l'énergie des aptitudes; elle doit, au contraire, en provoquer la manifestation et les développements.

Telles sont les principales recommandations que je me permets de proposer aux ouvriers qui penseraient à fonder une association, ou aux personnes qui seraient appelées à donner des conseils aux fondateurs.

Nous savons du reste que, malgré l'impulsion donnée par le crédit de trois millions, voté par l'Assemblée constituante de 1848, le mouvement qui portait les ouvriers à s'associer s'est bientôt ralenti, et qu'il s'est arrêté depuis une dizaine d'années, sans cause extérieure. Les ouvriers disent eux-mêmes, comme ils disaient à propos de la communauté, qu'ils sont trop personnels pour pratiquer l'association. Le fait est qu'ils ne savent pas bien la cause réelle de leur incapacité présente à réaliser cette radicale réforme des conditions du travail. Nous verrons plus loin la vraie cause de cette incapacité, et peut-être trouverons-nous que l'ouvrier de Paris n'a pas trop à en rougir.

III

L'association ouvrière était conçue pour assurer le droit *du* travail. Mais la disposition des esprits est telle, qu'on lui préférerait, quant à présent, le droit *au* travail.

Voyons donc comment cette seconde idée s'est produite, et pourquoi elle a plus passionné que la première.

La formule fameuse : « droit au travail ! » qui a causé une si vive agitation en 1848, était sortie de l'école phalanstérienne; dès 1844, les ouvriers rédacteurs de *l'Atelier* la critiquaient très-vertement, lui reprochant de ne conclure à aucun changement de la condition des classes laborieuses.

Cette formule revint naturellement sur le tapis en 1848, au moment où l'on venait de dissoudre les ateliers nationaux, et où l'on était sous l'impression des misères privées et des embarras publics que causent inévitablement les grandes crises sociales.

Le parti radical aurait voulu que la loi fondamentale de la République contînt la reconnaissance de ce droit; mais le parti de la réaction ne voulait pour rien au monde que cette reconnaissance eût lieu.

Dans la pensée de la grande majorité de la classe ouvrière, le droit réclamé n'impliquait pas le moins du monde que l'État serait obligé, à première réquisition, de donner du travail à tout individu qui en manquerait, sans le faire sortir de sa spécialité. On ne voyait là, pour l'État, que l'obligation d'être prévoyant, et de se mettre en mesure, au cas de nécessité absolue, d'offrir un travail quelconque aux bras inoccupés qui le réclameraient. Ce désir n'avait, certes, rien d'exorbitant. On peut bien comprendre qu'il ait été celui d'une population qui vit au jour le jour, et qui, dès

que le travail lui fait défaut, est exposée aux plus terribles souffrances.

Pour un petit nombre d'ouvriers à tendances communistes, le *droit au travail* avait un autre caractère. Il s'agissait, pour ceux-ci, de transformer les ateliers nationaux en *ateliers sociaux*, et, d'une institution passagère, limitée dans son action, faire une institution définitive et illimitée dans ses extensions. C'est-à-dire qu'en prenant les ateliers nationaux pour point de départ, on voulait que l'État se fît le suprême organisateur du travail, ouvrant une carrière à chaque spécialité, et se tenant prêt à recevoir, à occuper sans cesse et à rétribuer convenablement tout travailleur qui se présenterait...

Les ouvriers qui manifestaient cette tendance pensaient échapper, par ce moyen, à la domination des entrepreneurs privés, aux difficultés nées de la concurrence et aux souffrances du chômage...

L'idée n'était pas heureuse! mais j'insiste sur ce fait, que c'était le très-petit nombre qui s'en nourrissait; et elle lui avait été soufflée.

De même, elle n'était partagée que par très-peu de membres de ce qu'on peut appeler l'état-major du parti démocratique; la grande majorité la repoussait énergiquement, et définissait le droit au travail une simple garantie contre le chômage en temps de crise, une sorte d'assistance honorable.

Il y avait donc deux courants très-distincts au sein de la démocratie ; l'un, qui n'affectait nullement la

liberté de l'industrie; l'autre, qui tendait à la supprimer. Mais ce dernier était sans force, je le répète, et ne méritait pas qu'on en tînt sérieusement compte.

Cependant, soit pour soulever perfidement les hostilités contre le nouvel état de choses, soit par peur réelle de voir la minorité socialiste gagner bientôt la majorité démocratique, soit sous l'impression de ces deux sentiments, le parti de la réaction fit du *droit au travail* la grande question du temps, la plus irritante de celles qui furent posées alors, et il crut avoir remporté une éclatante victoire en faisant décider que la Constitution ne le consacrerait pas.

En cette circonstance, comme en beaucoup d'autres, le parti réactionnaire fut fort mal inspiré. De son côté, le parti de la Révolution ne l'était pas mieux en provoquant le combat sur un terrain aussi étroit.

Le groupe d'ouvriers représenté par *l'Atelier* avait sa raison de faire bon marché de la réclamation populaire, ou, pour dire plus juste, de l'idée qui servait de prétexte à la lutte entre le parti démocratique et le parti réactionnaire. Voici un fragment d'article qui montrera ce qu'il pensait :

« ..... Ah! si cette garantie avait été réclamée par de simples citoyens, en dehors de toute préoccupation révolutionnaire, comme auraient pu le faire des hommes sympathiques, navrés des misères qui atteignent la classe ouvrière, nous aurions pu nous associer à leur philanthropique réclamation.....

« Mais ce n'est pas de cette manière modeste qu'elle

s'est produite. Elle s'est produite avec tout l'éclat, toute la solennité qu'on pouvait donner à une question qui, prétendait-on, contenait à elle seule toute la révolution de février. On déclarait hautement que le droit au travail, reconnu ou méconnu, c'était la Révolution triomphante ou la Révolution vaincue!

« Y avait-il, dans la pensée de ceux qui réclamaient si haut la consécration constitutionnelle de ce droit, un sens plus radical que nous ne disons? Point. Qu'on lise les discours des orateurs et les articles des journaux, et l'on verra que, sauf deux opinions isolées, ce qu'on entendait généralement par droit au travail était bien ce que nous avons dit : *la garantie assurée à tout travailleur qu'à défaut du travail privé il aura droit à un travail quelconque d'utilité publique.*

« ..... Car il a été bien entendu, par la généralité des promoteurs de l'idée, qu'en principe l'État ne peut être tenu de se faire chef d'industries et donner à tout ouvrier inoccupé un travail exactement conforme à sa capacité professionnelle... Ainsi, d'après la grande majorité des partisans passionnés du droit au travail, ce dont il s'agissait, c'était d'établir en droit ce qui était depuis longtemps établi en fait.

« Ainsi, ces grands et terribles bouleversements sociaux, ces luttes sanglantes, ces nombreuses existences brisées, ces troubles profonds dans l'économie générale, ces misères si longues et si héroïquement supportées, tout ce qu'ont exigé de sacrifices dix-huit années de préparation révolutionnaire, tout ce qu'a

coûté de peines l'enfantement de l'institution républicaine ; en un mot, tout ce que devait donner de plus élevé, de plus radical, de plus démocratique, l'esprit si audacieux du siècle,... tout cela devait se résumer dans la reconnaissance du droit au travail ! C'est-à-dire dans la garantie constitutionnellement donnée à tout prolétaire que, le jour où le travail privé lui fera tout à fait défaut, l'État, le département ou la commune, lui tiennent en réserve des tas de terre à brouetter et des cailloux à casser sur la route ! »

Voilà qui prouve que toute la portion de la classe ouvrière engagée dans le socialisme ne se passionnait pas pour ce droit, réclamé en son nom, faute de trouver mieux, par les socialistes de la bourgeoisie.

Nous étions, nous autres, du groupe de *l'Atelier*, d'autant moins favorables à cette revendication que nos préoccupations se concentraient sur la question bien autrement radicale des associations ouvrières.

Mais je dois dire que notre manière de voir n'était pas celle de la grande majorité de notre classe. Elle préférait évidemment à l'association, qui assurait au travail son plein droit, l'idée qui semblait devoir la garantir contre le chômage.

En sorte que la classe laborieuse était flanquée de deux petits partis nés d'elle-même, qui parlaient pour elle, sans que ni l'un ni l'autre exprimassent son véritable sentiment. C'était, d'une part, le parti de *l'Atelier*, qui prêchait l'association volontaire, et d'autre part le groupe qui voulait la constitution des ate-

liers sociaux. Tiraillée ainsi, contradictoirement, par ses deux petits états-majors, la grande majorité de la classe laborieuse a fermé l'oreille aux sollicitations du groupe de ses conseillers intimes qui voulaient la passionner pour les « ateliers sociaux, » et elle ne s'est passionnée qu'un moment pour l'association ouvrière, que lui proposait l'autre groupe.

Tels sont et l'esprit et les préoccupations de l'ouvrier de Paris, que son premier besoin est d'être assuré de travail.

Dira-t-on que ce besoin accuse des tendances antisociales?

En faisant abstraction des événements qui troublent plus ou moins profondément l'économie sociale, on peut dire, d'abord, d'une société où les bras sont plus offerts que demandés, qu'elle révèle par là même un vice de prévoyance générale. Car, les bras qui demandent du travail sont des forces qui sollicitent de coopérer à l'accroissement de la richesse publique, puisque le travailleur produit généralement plus que pour lui. Par conséquent la société se nuit à elle-même quand elle ne fait pas tous les efforts nécessaires pour avoir toujours du travail à offrir. Ceci soit dit, non pour critiquer tel ou tel gouvernement; mais pour affirmer le devoir de la prévoyance générale incombant à quiconque est préposé à la direction de la chose publique.

Secondement, le travailleur, vivant au jour le jour, est exposé aux plus effroyables souffrances quand le

travail lui fait défaut; et, quoi qu'elle veuille, la classe aisée est solidaire de ces souffrances... Par conséquent, ce n'est pas seulement le sentiment d'humanité qui fait un devoir rigoureux de l'ordre de prévoyance dont nous parlons, c'est l'intérêt positif, immédiat, de toutes les classes de la société.

Ce que je dis là est devenu lieu commun; mais n'est pas plus observé pour cela.

On ne songe pas assez que les classes ouvrières n'ont aucune prévoyance générale à exercer. Elles sont tout à fait passives; elles subissent les mauvais effets des fluctuations du marché sans rien y pouvoir.

D'autre part, on ne peut pas s'en rapporter uniquement aux chefs d'industrie et aux commanditaires du travail du soin de la prévoyance sociale. Sur le terrain de la vie active, chacun agit pour son compte, et il n'est pas exact de croire que les intérêts privés sont assez bien inspirés pour que de l'ensemble de leur libre jeu résulte une suffisante prévoyance... Les intérêts privés sont souvent fort aveugles, et la société peut être entraînée à leur suite dans des crises fréquentes et parfois très-douloureuses.

De là naît la nécessité d'une haute, ferme et incessante prévoyance générale. La société est à beaucoup d'égards une communauté. Il ne faut certes pas demander qu'elle le devienne davantage. Mais, même en simplifiant autant que possible les attributions de l'État, en lui interdisant d'intervenir partout où la prévoyance privée suffit à l'œuvre, il lui restera en-

core, et nécessairement, d'immenses intérêts communs à sauvegarder. Et, selon que la fonction de la prévoyance commune sera exercée avec ou sans génie, la société sera ou ne sera pas garantie contre les crises...

Le droit au travail, inscrit dans la loi fondamentale, n'était donc qu'une manière de dire au pouvoir public : « Sois prévoyant! »

Cela n'était pas, on le voit, très-compromettant pour l'ordre social.

CHAPITRE III

SYSTÈME CORPORATIF. — ESPRIT DE RÉSISTANCE COLLECTIVE.

Jusqu'à ce moment, nous avons vu le peuple de Paris ne donner que par exception et passagèrement dans les systèmes de transformation plus ou moins radicale, et garder en définitive son caractère propre. Sa sympathie est acquise aux socialistes, sans doute; mais il ne leur prête qu'une oreille distraite, en même temps qu'il ferme les deux oreilles aux conseils des économistes, quoique, tous comptes faits, il soit, en pratique, moins éloigné de ceux-ci que de ceux-là.

Nous allons voir cependant se manifester dans l'atelier parisien une tendance que les socialistes désapprouvent formellement, en même temps qu'elle est énergiquement réprouvée par les économistes. Il s'agit de la tendance à reconstituer la corporation.

Vouloir refaire ce que la Révolution a défait! Regretter cette odieuse institution de la vieille société monarchique! Rêver la renaissance de ce détestable instrument de gêne qui, pendant des siècles, a étouffé le génie industriel de la France! La camisole de force, dont la Révolution avait délivré le travailleur, redemandée par celui qui passe pour le plus éclairé et le plus dévoué à l'œuvre générale de la Révolution! Il faut qu'il y ait là-dessous quelque chose d'inexpliqué, autrement ce serait scandaleux, ce serait à n'y pas croire!...

Cherchons donc ce qui peut se cacher sous ce mouvement d'apparence rétrograde.

I

C'est un fait, d'abord, que la suppression des corporations n'a jamais souri qu'à la classe directrice du travail, et que la tradition a perpétué parmi la classe ouvrière de Paris le regret de l'institution corporative. Dès 1791, ce regret s'exprimait sous forme d'une coalition générale de tous les corps de métier. Les masses laborieuses voyaient déjà les inconvénients du laisser-faire, tandis que la classe des entrepreneurs profitait des bienfaits du nouveau système. Le temps n'a point changé sensiblement les opinions des deux classes.

En ce qui regarde les masses laborieuses, le regret

d'une institution qui avait, à leurs yeux, un caractère protecteur ne veut pas dire, toutefois, que la corporation rêvée par eux serait de tout point organisée comme l'était l'ancienne.

Quoi qu'il en soit, de tous les systèmes tendant à organiser le travail, celui qui donnerait une existence légale à la corporation serait celui qui répondrait le mieux au sentiment des ouvriers; et j'ajoute que là où cette institution est le plus vivement désirée, le plus hautement demandée, se trouvent précisément les travailleurs dont l'intelligence est le plus exercée, et qui sont les plus ardents partisans du progrès démocratique.

Cela fait contradiction, va-t-on dire. Je le veux bien; mais qui est exempt de contradiction en ce monde? Quelle grande intelligence de notre temps ne pourrait être prise en flagrant délit d'affirmations contradictoires? Parce qu'on est ouvrier, faut-il être infaillible? Je pourrais d'ailleurs citer des publicistes contemporains qui ont encouragé les travailleurs à persister dans cette contradiction, entre autres, un journaliste célèbre, ultra-libéral, qui, vers 1850, voyant l'insuccès de tous les systèmes socialistes, déclarait, dans *la Presse*, qu'en définitive le seul remède efficace à opposer aux ravages du laisser-faire à outrance, c'était la reconstitution des corporations. Personne alors, que je sache, n'a crié au scandale. Cet encouragement s'est renouvelé depuis, de la part d'un rédacteur du *Journal des Débats*, non dans ce journal,

mais dans *le Courrier du Dimanche*... Ce qui est toléré chez le publiciste sera-t-il sans circonstances atténuantes chez l'ouvrier?

Au reste, si cette tendance scandalise, tant mieux! elle ramènera au jour la formidable question que l'esprit conservateur voudrait toujours mettre sous le boisseau. L'erreur qui fait scandale force la vérité à se découvrir. Et puisqu'il faut incessamment de nouveaux excitants à l'esprit, mieux vaut une grosse erreur que pas d'excitant du tout.

Étant admis que la tendance à reconstituer la corporation est une erreur, celle-ci est-elle absolue? ne se justifie-t-elle d'aucune manière?...

D'abord, qu'y a-t-il au fond de la pensée des ouvriers qui songent à ressouder le lien corporatif? Je l'ai déjà dit plus haut : il y a le besoin d'une résistance collective à l'avilissement des salaires, et, par suite, à l'avilissement du travailleur.

Maintenant l'état des choses est-il de nature à légitimer cet esprit de résistance? Y a-t-il, comme on dit, péril en la demeure, pour avoir recours à un moyen si contraire « aux principes de la science économique? »

C'est ce qu'il nous faut voir :

A l'époque, déjà éloignée, où le système du laisser-faire commençait à porter ses fruits amers en étiolant, en éreintant les enfants employés dans les manufactures, l'opinion publique s'étant émue, il fallut songer à opposer une digue à ce mal profond que causait le régime nouveau. Les chambres édictèrent, au profit

de la jeunesse ouvrière, une loi, qui fut pour les économistes un brandon de discorde. Tandis que les uns, le plus grand nombre, s'associaient au vœu public, les autres jetaient les hauts cris. A entendre ceux-ci, la loi portait atteinte aux principes; elle atteignait gravement et la liberté des familles et celle des chefs d'industrie; c'était une hérésie des plus dangereuses; et n'était pas véritable ami de la science l'économiste qui ne protestait pas contre la loi projetée...

Autant valait dire : « Périssent les enfants plutôt que les principes! »

Reconnaissons, en passant, que c'est la maladie des logiciens sans génie de vouloir élever à la hauteur de principes inflexibles des conceptions qui, par cela même qu'elles sont humaines, sont essentiellement relatives. Tel de ces esprits qui se révolte justement contre la prétention à l'infaillibilité de ceux qui se disent gardiens des lois divines, se constitue sans sourciller l'infaillible interprète des lois humaines... Il semble qu'il n'y ait plus qu'à s'incliner, lorsque l'un de ces logiciens fanatiques a déclaré que telle ou telle tendance est conforme ou contraire à « la science. »

Par exemple, la science, en économie sociale, proclame avec raison que la liberté dans le travail est le meilleur excitant au progrès. La liberté va donc devenir pour nous le principe essentiel de tout notre ordre économique. Admettons-la de grand cœur, et faisons-lui les coudées aussi franches que possible. Mais si, dans certaines applications, la liberté a ou-

trance a pour effet d'amoindrir, de démoraliser, d'avilir toute une nombreuse classe de la population, faudra-t-il s'incliner devant le principe proclamé par les savants? Est-ce le genre humain qui est fait pour les principes, ou les principes pour le genre humain? En mon gros bon sens, j'imagine qu'ils doivent fléchir dès que leur application est excessive; c'est-à-dire dès qu'elle a pour résultat l'amoindrissement d'une partie de l'humanité. Et qui conclut autrement me semble n'avoir droit qu'à la sollicitude des aliénistes...

Si « la science » est en désaccord avec le sens commun, tant pis pour elle. Qu'elle aille à l'école de l'expérience, où elle apprendra qu'elle a pour premier objet de grandir, de fortifier, et non de détériorer l'humanité dans la personne du travailleur.

J'ai dit que le grand nombre parmi les économistes, — et je ne crois pas me tromper, — par une apparente et très-heureuse inconséquence, avait pris parti pour les enfants contre la logique du système. Par quelle considération y ont-ils été amenés? Blanqui l'aîné le disait bien haut : « Nous avons fait fléchir les principes de la science en vue d'un intérêt plus élevé : il s'agissait, en protégeant cette intéressante classe d'enfants employés dans les manufactures, de sauver d'une déperdition certaine et rapide une grande partie du *capital moral* de la France. »

Voilà la vraie, la saine doctrine. C'est à l'appliquer largement que les économistes en masse devraient employer leur logique, et surtout leur influence... Faire

céder le système toutes les fois qu'il altère le capital moral, dans ce cas bien démontré, et dans ce cas-là seulement, telle est assurément la meilleure manière d'entendre la liberté dans le travail.

Eh bien, où veux-je en venir? A faire voir, premièrement, que les économistes n'ayant montré qu'une seule fois une heureuse inconséquence, et le système ayant été pratiqué à outrance, le « capital moral » de la France s'est énormément amoindri; — secondement, que cet instinct qui pousse l'élite des travailleurs de Paris à opposer une résistance collective et légale aux excès du laisser-faire, est un instinct conservateur du capital humain.

La démonstration du premier point n'est malheureusement que trop facile. Je dis plus : elle est inutile : je ne prêcherais que des convertis. Personne n'ignore l'état, déplorable à tous égards, de la plupart des populations de nos grands centres industriels, et notamment des diverses industries de tissus. Les économistes eux-mêmes, loin de dissimuler la plaie, l'ont décrite nombre de fois, plaidant ainsi, sans s'en douter, contre l'application sans frein de leur système. Au reste, il faut bien dire à leur décharge que, n'eussent-ils pas fait la théorie, la pratique n'eût pas été autre. On n'était pas prémuni par l'expérience, et il n'y a lieu à récriminer contre aucune classe...

Mais au moins faut-il savoir profiter des leçons de l'expérience.

Quant au second point, c'est-à-dire quant à la ques-

tion de savoir si la résistance collective, dans la mesure où elle est permise, est conservatrice du capital humain, nous n'aurons pas de peine à la résoudre affirmativement.

Quiconque connaît les conditions diverses du travail industriel en France sait parfaitement, d'abord, que, partout où les ouvriers sont côte à côte dans les ateliers ou sur les chantiers, le salaire se maintient plus élevé que là où ils sont isolés les uns des autres, et où chacun stipule pour soi devant l'entrepreneur... Dois-je ajouter que les plus hauts salaires étant à peine suffisants, les bas salaires doivent nécessairement causer un appauvrissement de vie physique, et par suite de vie intellectuelle et morale?

Ensuite, partout où existe soit un restant d'institution corporative, comme le compagnonnage, soit un certain esprit de corps, une tradition, le salaire se soutient mieux que là où ne subsiste ni compagnonnage ni tradition, ni esprit de corps.

Il n'est pas besoin, en vérité, d'avoir étudié de près les phénomènes du mouvement industriel pour les comprendre; il suffit d'un peu de réflexion. — Mais ce qu'on sait moins, c'est que, d'une manière générale, le taux convenable du salaire n'est pas seulement une condition de conservation du travailleur, il est encore, et surtout, la condition conservatrice du bon travail et du bon marché de la main-d'œuvre [1].

[1] Entre autres exemples, je veux citer celui-ci : La façon d'un mètre cube de maçonnerie coûte moins cher à Paris et est meilleure que dans

Le compagnonnage nous fournit une preuve éclatante de cette assertion. Voici, en effet, ce que personne ne peut contester : partout où va le compagnonnage, l'ouvrier est habile, même s'il n'est pas compagnon ; le travail est relativement bien fait ; et, quoique le salaire soit plus élevé qu'ailleurs, la main-d'œuvre est en définitive moins chère, sans compter que l'ouvrier est généralement sain de corps et de cœur.

Au contraire, partout où le compagnonnage ne pénètre pas, ou bien où l'esprit de corps fait défaut, l'ouvrier est moins habile, le travail est plus mal fait, le prix de revient est relativement plus élevé, et le travailleur est à un niveau plus bas que là où l'esprit de corps a conservé sa puissance, c'est-à-dire là où la résistance collective est à peu près permanente.

Si l'on faisait une carte de l'état physique, moral et intellectuel de la France industrielle, au point de vue de la valeur humaine, on verrait du premier coup d'œil la confirmation de ce que j'essaye de démontrer : savoir, que l'esprit de résistance a été aussi puissamment conservateur du capital humain et du bon travail, que le laisser-faire illimité a été fatal à la capacité et au tempérament du travailleur.

La conclusion de tout ceci n'est pas, certes, qu'il faille à tout jamais s'incliner devant cet esprit de ré-

tout le reste de la France, à peu d'exception près. Or, l'ouvrier maçon de Paris gagne, en moyenne, le double de ce que gagne celui de province, et sa journée de travail est de dix heures dans les grands jours, tandis qu'en province elle est de douze et quatorze heures.

sistance collective, et lui laisser prendre tous les développements qu'il est dans sa nature de vouloir prendre. Pour éviter un grand mal, ne tombons pas dans un mal aussi grand. Mais d'assez puissants intérêts sont là pour refréner cette tendance, et elle ne se développera pas davantage. Il n'y a donc pas à s'émouvoir de ce désir de voir les corporations se réinstituer. Ce dont il faut s'émouvoir, c'est de la détérioration du capital moral de la société; et, au lieu de déblatérer contre les atteintes que portent les ouvriers aux principes de « la science, » on ferait bien mieux de s'ingénier à trouver une institution qui pût tout à la fois obvier aux inconvénients du régime du laisser-faire et à ceux de la résistance collective. L'institution des prud'hommes, par exemple, modifiée, élargie, pourrait remplir ce grand rôle de protectrice de la liberté du travail aussi bien que des droits du travailleur[1].

En attendant, poursuivons notre démonstration tendant à prouver que, partout où elle peut s'exercer, la résistance des ouvriers sauvegarde positivement le capital humain d'un rapide abaissement.

Aussi bien avons-nous à nous occuper d'un fait récent de résistance collective qui a ému quelque peu le monde « éclairé, » sans lui donner à penser, bien

[1] Un projet conçu dans ce sens avait été présenté à l'Assemblée constituante. Il avait été élaboré à l'Hôtel de Ville, en avril 1848, par le ministre du commerce, M. Bethmont, et quelques-uns des ouvriers rédacteurs de *l'Atelier*. La commission parlementaire, chargée de l'étudier, lui a enlevé son caractère primitif.

que ce fait remît à l'ordre du jour plusieurs des plus formidables questions que puisse avoir à résoudre la science sociale. Il va nous donner ample matière à prouver déjà que « la manière dont le peuple de Paris entend la question du travail offre un sujet d'études singulièrement significatif... »

II

Il s'agissait, dans l'atelier typographique, de substituer les femmes aux hommes. Ceux-ci ont essayé de résister collectivement. Mais, sur les plaintes portées par quelques patrons, la justice est intervenue, et, le délit de coalition paraissant incontestable, une dizaine de ceux qui avaient pris l'initiative de l'opposition ont été emprisonnés, jugés et condamnés. De ce que la justice a cru devoir faire, je n'ai mot à dire. La loi est formelle; on n'a fait que l'appliquer... Il doit être bien entendu, pour tout ce qui va suivre, que je ne fais en rien allusion au caractère délictueux de la résistance. Ce n'est pas au point de vue légal qu'il convient d'étudier ici la question; c'est au point de vue économique et moral.

Indépendamment des peines infligées par la loi aux ouvriers typographes, ils ont eu à subir de la part de l'opinion bourgeoise toutes sortes de jugements défavorables. On croyait pouvoir s'étonner à bon droit de voir les ouvriers les plus intelligents de Paris s'insur-

ger à la seule pensée que leur industrie allait être accessible à la femme ; on disait qu'ils faisaient preuve d'un égoïsme aussi brutal que scandaleux. Bref, on leur reprochait de vouloir interdire à l'ouvrière le droit de vivre en travaillant.

Les moralistes et les économistes n'avaient point d'expressions assez amères pour essayer de faire honte à ces ouvriers de leur grossière manière d'être en cette affaire. « Mais vous ne comprenez donc pas, malheureux, que ces femmes que vous repoussez, ce sont vos épouses, vos sœurs, vos filles; ou du moins les épouses, sœurs ou filles de vos frères ! Si l'ouvrier veut fermer partout la porte de l'atelier à la femme, que deviendra-t-elle? Elle n'aura plus que la prostitution pour ressource, et elle en usera. Et ce ne sera pas seulement la moralité publique qui souffrira de votre égoïsme ; c'est vous-mêmes, les premiers, qui serez punis, qui aurez à gémir de voir la plaie de la démoralisation s'étendre sur chacune de vos familles... Vous ne portez donc pas seulement atteinte aux principes essentiels de l'économie sociale ; vous portez encore et surtout atteinte à un droit sacré, au droit qu'ont les faibles comme les forts de vivre en travaillant. Vous violez scandaleusement dans la femme le droit des faibles... Nous ne reconnaissons plus en vous le généreux et intelligent peuple de Paris : vous êtes des barbares !... »

Tel est à peu près le résumé de tout ce que j'ai lu ou de ce que j'ai entendu dire à propos de la résistance

des ouvriers typographes à l'introduction des femmes dans leurs ateliers.

Vainement ils ont fait appel à l'opinion, disant qu'on se méprenait gravement sur les mobiles de leur opposition; qu'ils stipulaient beaucoup moins pour eux personnellement, ou pour leur corporation, que pour la classe laborieuse dans son ensemble, la femme y comprise; que deux motifs principaux les déterminaient : premièrement, le besoin de résister à un amoindrissement considérable du budget des recettes de la classe ouvrière; secondement, celui de s'opposer à une cause nouvelle de démoralisation pour la femme. On n'a tenu nul compte de ces allégations; on n'y a pas cru. On n'a voulu voir au fond de cette opposition qu'un brutal refus de l'ouvrier de partager son pain avec l'ouvrière.

L'opinion ayant été généralement égarée, et, par suite, s'étant montrée complétement injuste, j'ai le devoir non de plaider ici les circonstances atténuantes ou l'acquittement, mais bien de prouver qu'on doit rendre hommage au sentiment qui animait les travailleurs dont il s'agit!...

Certes, je ne demande pas qu'on approuve en toutes leurs manifestations les ouvriers qui depuis quelque temps ont eu à stipuler pour le bien de leur corporation. On doit savoir, d'ailleurs, que je ne suis pas disposé à l'admiration quand même. Mais, dans la question qui nous occupe, et en ne considérant que les mobiles déterminants des ouvriers en ques-

tion, nous allons voir que la saine raison est de leur côté.

Je concède très-volontiers que le travail de composition typographique pourrait être parfaitement exécuté par des femmes; et, en réservant aux hommes certaines fonctions qu'on ne peut leur enlever, les quatre cinquièmes ou les cinq sixièmes du personnel employé à la composition pourraient être féminins.

Sous le rapport de la capacité, il n'y a aucune objection sérieuse à opposer à l'admission de la femme. Elle a fait ses preuves d'ailleurs depuis longtemps.

Mais s'il ne s'agit que d'ouvrir de nouvelles carrières aux femmes ouvrières de Paris, nous ne serons pas embarrassés. Quand nous aurons laissé à l'écart les travaux de bâtiment, la grosse mécanique, et que nous pénétrerons dans les autres ateliers, nous trouverons une foule d'industries qui demandent plus d'adresse que de force, plus de goût que de science, et que les femmes exécuteraient aussi bien, et quelquefois mieux que les hommes. Si j'avais à cœur d'appeler en plus grand nombre les femmes dans les ateliers, je ferais ici la nomenclature d'une vingtaine de métiers à leur offrir. On serait, à ce point de vue, en droit de demander à une grande moitié des ouvriers occupés à l'article-Paris de céder la place aux femmes. Sans compter qu'elles pourraient remplacer plus avantageusement les trois quarts des commis du commerce des tissus, tous les commis de banque, et tous les em-

ployés aux écritures des grandes et petites administrations publiques et privées. Pourquoi les économistes et les moralistes ne demandent-ils pas à ces classes d'employés efféminés de céder leur place aux femmes?...

Restons toutefois sur le terrain du travail manuel. Il y a donc là une masse de besogne qu'à la rigueur la femme pourrait faire. Supposons que l'élément féminin se substitue dans un grand nombre d'ateliers à l'élément masculin;... qu'arrivera-t-il de cette substitution? Rien que du mal. Nous allons voir.

Vous dites bravement : il faut ouvrir de nouvelles carrières aux femmes.

Mais avez-vous songé à en ouvrir une aux hommes que vous voulez mettre sur le pavé?

On concevrait qu'on dît aux ouvriers : « Vos bras sont demandés ailleurs, là où votre virilité pourra se manifester plus utilement. Cédez donc aux femmes votre présent travail, relativement doux, et qui leur conviendra mieux qu'à vous... »

Si les économistes étaient en mesure de tenir pareil langage aux ouvriers, ils n'auraient encore raison qu'à moitié. Mais cette moitié de raison, l'ont-ils, du moins? Non, ils ne l'ont pas. En effet, où les bras d'hommes sont-ils plus demandés qu'ils ne sont offerts, même en faisant abstraction des arrêts de travaux causés par la crise américaine? Avant cette crise, les bras s'offraient-ils moins qu'ils n'étaient demandés? Non. Prévoit-on que, la crise passée, ils seront plus demandés qu'offerts? Aucun économiste que je sache n'a pensé à ces

questions, et aucun n'oserait répondre affirmativement à la dernière.

Alors je renouvelle ma demande : que deviendront les ouvriers remplacés par les ouvrières?

Comment et avec quelles ressources s'ouvriront-ils de nouvelles carrières?

Leur conseillerez-vous de refluer vers l'agriculture? Mais tâchez donc d'abord de détourner le travailleur agricole de sa tendance à affluer vers les grands centres; tâchez donc d'abord de faire que les capitaux retournent à l'agriculture, et non-seulement l'ouvrier des champs ne voudra plus tant déserter, mais encore vous pourrez dire à l'ouvrier de la ville : « Va t'embaucher à la ferme! »

Avez-vous trouvé ce moyen tant cherché de rappeler les capitaux à la terre? Non. Eh bien, cherchez-le avant de pousser imprudemment les hommes en dehors des ateliers, sous prétexte d'ouvrir un nouveau débouché pour le sexe faible.

Étant donné qu'il n'y a de travail que pour dix personnes, par exemple, quel avantage y a-t-il à ce que ce travail se fasse par les femmes au lieu de se faire par les hommes? Ceux-ci se croiseront donc les bras pendant que celles-là porteront le poids? La belle invention!

Il y aurait avantage, à certain point de vue, j'en conviens. Le travail étant exécuté par les femmes, le serait au rabais, nécessairement, et les consommateurs y gagneraient d'autant.

Prenons donc la question à ce point de vue. Il est certain que, moins le produit est cher, plus il est accessible aux classes malaisées. Mais c'est ici qu'il faut se garder de la logique à outrance; car on arriverait à dire que plus le salaire baisse, plus les objets consommables sont à la portée de la classe ouvrière. On a déjà singulièrement dépassé la mesure dans cette logique; si bien que le salaire est, en une foule de cas, tellement minime, qu'il interdit à l'ouvrier toute consommation qui n'est pas de la plus rigoureuse nécessité pour faire semblant de vivre. Il arrive donc que le bas prix excessif de certains produits les rend inaccessibles aux classes nécessiteuses par cela même que le salaire est trop réduit. On se jette donc là dans le cercle le plus abominablement vicieux.

Combien de fois n'ai-je pas vu des « consommateurs » se pâmer d'aise en voyant le fabuleux bas prix de certains produits, sans se soucier le moins du monde de la manière déplorable dont le producteur porte le poids de la vie!... Que de belles dames resplendissent dans les salons avec des atours façonnés par des ouvriers et des ouvrières qui meurent de misère!... Mais le consommateur et l'économiste lui-même ne voient que le produit... Tant pis si la marchandise humaine appelée travail n'a pas de chance sur le marché.

Eh bien! pour en revenir à nos typographes, quel sera le résultat net de la substitution des femmes aux hommes dans leurs ateliers? Et, d'une manière géné-

rale, quel serait le résultat de cette substitution dans la plupart des industries de l'article-Paris? Tout simplement de diminuer, comme cela a été dit, le budget des recettes de la classe ouvrière... Évidemment le besoin s'en faisait vivement sentir : les ouvriers de Paris ont si peu à dépenser par le temps qui court, et leur salaire est si élevé!

Et puis, voyez comme il est de bon goût de caractériser de sentiment grossier, brutal, sauvage, celui qu'ont montré les typographes. L'ouvrier de cette industrie, comme tout autre, n'a qu'une seule fortune : son métier. C'est là tout son capital. Retirez-le-lui; il est ruiné. On conçoit qu'on le sacrifie volontiers lorsqu'il s'agit de l'introduction d'un mécanisme nouveau; on cause un mal passager pour un plus grand bien futur, parce que c'est un fait constant que toute machine qui abrége le travail sur un point, ouvre, sur d'autres points, une plus large carrière. Rien de semblable dans le cas qui nous occupe. Il s'agit tout simplement de remplacer un travailleur par un autre. Seulement le remplaçant sera plus docile et moins exigeant que le remplacé... Et, par ce beau résultat, on aura exproprié, — pour quelle cause! — une foule d'ouvriers de leur seule propriété, de leur unique instrument de travail, de leur savoir professionnel... Car nous savons quelle grosse affaire c'est pour l'ouvrier d'apprendre un métier, et combien il est éloigné de croire qu'il en puisse apprendre un nouveau au milieu de sa vie.

Trouverait-on indécent, scandaleux, barbare, le cri d'alarme de petits rentiers, menacés de perdre leur rente, leur unique moyen de vivre? Non, assurément, lors même que leur rente, quelque peu réduite, serait offerte à une autre catégorie de personnes. Pourquoi se scandaliser du cri d'alarme d'ouvriers menacés de perdre leur capital industriel, leur unique propriété, leur métier?

Résumons donc ce premier point de notre plaidoyer, avant d'aborder la question du fond :

Ce n'est pas une nouvelle carrière que l'on ouvre à la classe ouvrière en appelant les femmes dans l'imprimerie; c'est la simple substitution de l'élément féminin à l'élément masculin.

L'ouvrage que l'on propose à la femme, on le retire à l'homme, sans qu'on ait rien à offrir à celui-ci en compensation; et la réforme projetée aurait pour effet certain et rapide de diminuer le budget de la famille ouvrière.

A ce seul point de vue, qui n'est pas le plus important, la résistance des ouvriers typographes était donc bel et bien inspirée par un sentiment conservateur du capital humain, — et les moralistes, les économistes, et toutes les personnes « éclairées » qui leur ont jeté la pierre auraient, assurément, beaucoup mieux fait de s'instruire... ou de s'abstenir.

III

Abordons maintenant le côté le plus délicat et le plus difficile de notre sujet; et, puisque c'est à propos de la résistance des ouvriers typographes qu'on a remis à l'ordre du jour la question du travail des femmes, nous trouverons peut-être dans les faits de cette résistance des lumières dont la science sociale pourrait faire son profit.

Demandons-nous d'abord quel a été, en cette affaire, le mobile véritable et supérieur de la conduite des ouvriers qui ont pris l'initiative de la résistance. Coloraient-ils d'un sentiment élevé la seule crainte d'être déplacés par les femmes et expropriés, par le fait, de leur savoir professionnel? Ou, s'ils n'avaient cette crainte, obéissaient-ils purement et simplement à l'esprit exclusif de corporation? Ou, enfin, cédaient-ils réellement à une pensée morale en excluant la femme?

J'ai déjà dit que, si la substitution se faisait complétement en deux ou trois années, terme nécessaire, on pourrait remplacer les cinq sixièmes des compositeurs par des compositrices; mais qu'un sixième à peu près de compositeurs devrait demeurer à toujours pour certains travaux qui exigent à la fois des efforts intellectuels et musculaires qui dépassent la capacité de la femme..

Or, ceux qui ont pris l'initiative sont, au dire de leurs confrères et de leurs patrons, les ouvriers les plus habiles, connaissant le plus à fond leur métier, et tellement posés, que, s'il n'avait fallu garder qu'une cinquantaine d'hommes au lieu de cinq à six cents, les dix ou douze mis en cause eussent été les premiers choisis. Leur position était parfaitement assurée, et la révolution qu'il s'agissait de faire ne pouvait que l'améliorer.

Posons donc d'abord ce fait : ce ne sont pas les ouvriers menacés d'être mis sur le pavé plus ou moins prochainement qui ont pris l'initiative de la résistance, mais bien ceux qu'elle ne menaçait en aucune manière, au contraire.

Voilà déjà qui milite en leur faveur, ce semble.

Ces ouvriers se sont-ils dévoués purement et simplement, en cette circonstance, à l'intérêt corporatif? Oui, dans une certaine mesure. Ils voyaient, je l'ai dit, dans la substitution de la femme à l'homme un moyen d'avilir le salaire, et ç'a été l'une des raisons déterminantes de leur opposition... Non qu'ils pensassent que le salaire des hommes conservés pût s'amoindrir; ils comprenaient très-bien qu'il ne pouvait, au contraire, que s'élever; mais ils stipulaient pour l'intérêt de toute la famille typographique, et par suite pour toute la famille ouvrière.

Or, quoique ces hommes soient évidemment très-disposés à défendre l'intérêt de leurs confrères menacés d'être expropriés de leur savoir professionnel,

ce mobile n'eût pas été assez puissant pour les passionner comme ils l'ont été. Il y en avait, en effet, un autre; ils l'ont dit : c'était de ne pas laisser ouvrir à la femme ouvrière une nouvelle carrière qu'elle ne pourrait essayer de parcourir sans d'incessants dangers pour sa moralité; c'était, en un mot, d'éviter le règne d'une dangereuse promiscuité dans l'atelier typographique.

Non, ces hommes ne se seraient pas tant passionnés s'ils n'avaient pas été poussés par « ce vague mais irrésistible instinct qui porte l'ouvrier de Paris à saisir le caractère le plus élevé des questions. » En outre de l'intérêt matériel, et le dominant, il y avait dans ces opposants la haute préoccupation d'un intérêt moral. Il est, en effet, archi-absurde de croire qu'ils proscrivent la femme dans l'ouvrière, ou l'ouvrière dans la femme. Il sont hommes, d'ailleurs et la perspective que leur ouvrait la transformation projetée eût été des plus attrayantes pour d'autres, qui eussent eu moins à cœur l'honneur et la moralité de la famille laborieuse. Diriger des ateliers de jeunes filles! entrevoir la possibilité des faciles amours! Combien, à leur place, eussent fait taire tout autre sentiment que celui de l'égoïsme, et eussent laissé accomplir la substitution, s'ils n'y eussent aidé activement!...

Et voilà ceux dont on a prétendu qu'ils faisaient preuve de l'égoïsme le plus brutal!...

On s'imagine qu'ils ne veulent pas que la femme travaille! On dit qu'en lui fermant la porte de leurs

ateliers ils lui enlèvent un moyen de vivre avec honneur, et qu'ils la poussent indirectement mais nécessairement à se prostituer pour vivre... C'est-à-dire qu'avec toutes les apparences de la sagesse, on bat la campagne.

Les ouvriers dont s'agit sont chefs de famille pour la plupart, et, très-laborieux eux-mêmes, entendent bien que le travail soit, pour la femme comme pour l'homme, le moyen de l'existence honorable. Mais ils ont une expérience qui fait défaut aux érudits de cabinet. Ils savent la vie, que nos savants moralistes ignorent plus ou moins; et quand ils déclarent qu'il y a danger pour la femme à entrer dans un atelier, et que, pour soutenir leur opinion, ils font les sacrifices que nous connaissons, ils méritent bien, ce semble, qu'on tienne compte de leur parole et de leur sentiment.

Que les savants économistes, ou philanthropes, ou moralistes apprennent ceci : ils ne trouveront pas dans la classe ouvrière un homme au cœur sain qui ne gémisse de voir les sexes mêlés dans les ateliers, et qui ne soit prêt à résister énergiquement à toute extension de ce mélange. C'est l'instinct de la conservation du *capital moral* qui inspire cette résistance.

Moi, qui ai une certaine expérience de la vie d'atelier, et qui n'ai nulle envie d'être qualifié de moraliste, je vais plus loin : je dis que, si c'est un grand danger pour la jeune fille d'être jetée dans un atelier où les deux sexes sont mêlés, c'en est encore un non

moins grand d'être jetée dans un atelier exclusivement féminin, à moins que, — chose assez rare, — cet atelier ne soit dirigé par une femme de tête et de cœur, bien résolue à évincer de chez elle toute brebis galeuse.

Je n'ai pas à justifier ici mon opinion. Toute personne qui sait un peu la vie me comprendra. Quant aux moralistes qui douteraient, je ne peux que leur conseiller à nouveau d'apprendre la vie.

Tel de ces conseillers de la classe ouvrière qui veut pousser les filles du peuple dans les grands ateliers, sous prétexte de les sauver de la démoralisation, ne voudrait pas laisser sortir, en plein jour, sa fille, à lui, sans qu'elle fût accompagnée au moins par une servante... Il lui a pourtant fait donner une éducation qu'il croit excellente, et dont, à ses yeux, la fille du peuple est tout à fait sevrée... Que dirait-il, s'il nous prenait fantaisie, à nous autres, de prétendre que les filles de la bourgeoisie doivent s'utiliser aussi; et, puisqu'elles reçoivent ou peuvent recevoir quelque instruction, qu'il faut les envoyer, par exemple, suivre les cours de médecine, de droit, etc., en compagnie de la jeunesse masculine... Oui, que dirait-il de pareille idée, et en songeant au milieu où se trouverait sa fille? Pourquoi l'ouvrier aurait-il moins de répugnance en pensant au milieu dans lequel on veut précipiter sa femme, sa fille, sa sœur?

Puisque j'ai parlé déjà (p. 40) de l'auteur de *l'Ouvrière*, ce moraliste de bon aloi que j'ai dû opposer

aux autres, c'est ici l'occasion de le leur opposer encore, et victorieusement. Celui-là ne marchande ni ses pas ni ses démarches pour voir clair au fond des choses. Il a voulu s'assurer, de ses propres yeux, de l'état physique et moral de l'ouvrière dans tous nos grands centres industriels, Paris excepté. Esprit pénétrant autant que sympathique, se tenant en garde contre tout ce qui, pour le monde optimiste, aurait l'apparence de l'exagération, il a bien vu (quoiqu'il déclare n'avoir pas tout vu) ; et il a dit assez (quoiqu'il n'ait pas dit tout ce qu'il savait), pour navrer le cœur le plus fermé aux émotions, et pour montrer à quels abîmes peut mener le régime du laisser faire, quand la résistance collective du travailleur ne peut lui opposer aucun frein.

L'auteur de *l'Ouvrière* n'hésite pas à reconnaître que l'éloignement obligé des femmes du foyer domestique, et leur existence dans les grands ateliers sont mortels à la moralité de la classe laborieuse, et destructifs des devoirs et de l'amour de la famille. Après avoir décrit d'une manière saisissante toutes les causes de démoralisation de la femme et de la mère, M. Jules Simon conclut que l'immense plaie sur laquelle il appelle instamment la sollicitude publique ne peut être limitée, amoindrie — il n'ose dire guérie, — que par une série d'efforts prolongés de la part de tous les intéressés au bien général, tendant à permettre à la fille et à l'épouse de travailler chez elles, ou non loin de chez elles ; mais jamais, si faire se peut, dans les grands ateliers...

Je recommande chaudement *l'Ouvrière* aux moralistes qui ont cru pouvoir blâmer les typographes; quand ils auront lu cet excellent livre, ils comprendront peut-être, enfin, que l'opposition de ces derniers à l'entrée des femmes dans leurs ateliers n'était qu'une manière d'empêcher la plaie de grandir...

Qu'on ne vienne donc plus nous dire que nous interdisons de fait le travail au sexe faible, lorsqu'il ne s'agit que d'interdire à certains entrepreneurs le moyen d'avoir le travail à meilleur marché en substituant la femme à l'homme, et en diminuant par là les ressources de la famille ouvrière.

Aussi bien, n'est-ce pas le travail qui manque à l'élément féminin : c'est une rétribution qui suffise à le faire vivre. Quoi qu'en disent les statisticiens, il est très-peu de femmes de la classe ouvrière de Paris qui n'aient un métier. Elles peuvent au moins faire de la lingerie. Ce qui trompe les statisticiens, c'est que la plupart de celles qui sont ramassées dans les lieux suspects, ou qui sont suspectées de faire commerce de leur corps, invoquent cette circonstance atténuante qu'elles n'ont pas de métier : elles mentent souvent.

Non, ce n'est pas le travail qui manque à l'ouvrière : c'est le suffisant salaire. Or, quelle garantie que dans dix ans et même moins, celui des ouvrières, dans la typographie, n'aura pas subi la pente d'avilissement qu'il a subi dans les autres spécialités féminines? Tout porte, au contraire, à croire qu'il en serait ainsi, les femmes ne sachant pas se défendre comme les hommes.

Non, encore une fois, ce n'est pas tant le travail qui leur fait défaut que le suffisant salaire; et ce n'est pas le désœuvrement involontaire qui pousse la jeune ouvrière à l'inconduite : c'est, d'une part, la difficulté et parfois même l'impossibilité absolue de vivre du produit de son travail, et, d'autre part, les excitants sans nombre, directs et indirects, qui agissent incessamment sur son esprit comme sur ses sens, et qui la font souvent trébucher.

Dieu merci! j'ai toutes raisons de croire et de dire que la grande majorité des femmes de la classe laborieuse de Paris sait résister aux nombreuses et puissantes causes de chute; et cela ne fait pas médiocrement leur éloge. L'ouvrière jeune et quelque peu jolie qui se conserve pure contre tant de tentations, est plus que vertueuse : elle serait une héroïne, si l'héroïsme en ce genre n'était chose commune à Paris, quoi qu'en dise la province.

Mais ce qui frappe les regards de l'observateur superficiel, ce n'est pas la femme luttant silencieusement, modestement, contre les énormes difficultés de l'existence; ce qui le frappe naturellement, c'est la femme qui se met en évidence; celle qui renonce à la lutte, qui jette son bonnet par-dessus les moulins, et se met en quête d'un individu, jeune ou vieux, beau ou laid, qui puisse et veuille la faire vivre, ne fût-ce qu'une semaine, un jour, une heure...

Quand la femme en est là, le mal est à peu près irrémédiable. Mais, à la vue de celle-là, il faudrait

penser un peu plus à celles qui, en bien plus grand nombre, supportent sans faillir les immenses difficultés de la vie. N'y ajoutons pas pour elles la douleur d'avoir à livrer leurs filles à la promiscuité des grands ateliers, qu'ils soient ou non mélangés d'hommes. Ne faisons pas trop bon marché de ce qui peut arriver, même quand nous ne sommes pas de la classe populaire. Et si nous sommes mus réellement, sincèrement, par le désir d'augmenter tout à la fois la moralité et le bien-être de la classe laborieuse, ingénions-nous à trouver un autre moyen que celui de remplacer l'homme par la femme, sans avoir rien à indiquer en échange à l'homme exproprié. Ne fermons pas bêtement — si nous ne sommes perfides — la carrière à celui-ci pour y lancer celle-là. Quelques exploiteurs y gagneraient dans les premiers temps; la société tout entière y perdrait énormément... Efforçons-nous bien plutôt à créer, pour le travail de la femme, de nouveaux débouchés, afin qu'elle puisse demeurer chez elle ou tout près de chez elle, en bonne compagnie... Et si notre imagination est stérile, si nous n'osons briser le cercle étroit des données actuelles de « la science, » si nous n'entrevoyons rien au delà, ne nous en prenons qu'à notre couardise intellectuelle et morale, et... taisons-nous. Cela vaudra beaucoup mieux que de blâmer des ouvriers dont les déterminations instinctives dominent de mille coudées notre pauvre sagesse...

IV

Le caractère de cet acte de résistance étant défini, revenons au système corporatif, et essayons de nous expliquer comment l'ouvrier de Paris en est venu à redemander la reconstitution de ce vieux joug.

Lorsque l'esprit est sur une pente, il la descend toujours plus que de raison. Rien n'est, paraît-il, si difficile et si rare que de garder la mesure... De même que les économistes, en général, par esprit de système, n'ont pas su s'arrêter sur la pente qui conduisait à sacrifier le producteur au produit, de même, les ouvriers les plus engagés dans la lutte contre les effets de la concurrence n'ont pu s'empêcher de tomber en Charybde pour éviter Scylla. Ils poussent donc la réaction jusqu'au rétablissement de la corporation; c'est-à-dire jusqu'à la négation de toute liberté dans le travail. Les économistes, pour avoir trop bon marché du travailleur, ont porté celui-ci à faire trop bon marché du libre concours dans l'œuvre de la production.

Mais il est dans l'ordre des choses que les partis, toujours disposés à dépasser la mesure, se limitent les uns par les autres comme ils s'excitent les uns les autres. Toutefois, la science sociale ne paraît guère devoir s'élargir par suite de l'action des économistes

sur les ouvriers, et de la réaction de ceux-ci sur ceux-là. C'est le cas de dire que les uns sont la thèse, et les autres l'antithèse. D'où viendra la synthèse? Du socialisme, certainement; mais plus tard : son heure n'est pas venue encore.

Il est bien entendu que la corporation, telle qu'on la désire, ne serait pas de tous points ce qu'était l'ancienne, notamment en ce qui regarde la maîtrise, et que le simple travailleur y jouerait un rôle moins effacé que par le passé.

Mais elle ne serait pas moins que par le passé un obstacle insurmontable au libre concours. Elle est voulue, en effet, par un esprit de haine contre la concurrence, et elle tendrait inévitablement à la détruire. Non-seulement chaque corporation voudrait pouvoir fixer elle-même le prix de son produit d'une manière uniforme; mais elle ne souffrirait pas qu'il y eût dans son sein plus de travailleurs qu'elle ne le jugerait nécessaire. Par conséquent, chaque corporation limiterait sur ses besoins présumés, et en vue de la sécurité du travailleur, le nombre des apprentis qu'elle consentirait à admettre.

Toutes ces tendances ont été exprimées nombre de fois, en ces dernières années, par un groupe d'ouvriers marchant intrépidement dans cette voie réactionnaire, avec la conviction parfaite que la suppression des corporations a été la grande erreur de la Révolution, et que cette erreur doit être réparée, non pas seulement dans l'intérêt du peuple travailleur, mais dans l'in-

térêt même des progrès généraux de la société tout entière. Il semble que ce soit là le grand moyen de féconder les principes de 89...

Au reste, s'il est exact de dire que la grande majorité de la classe laborieuse gémit des effets de la concurrence, et voudrait pouvoir la limiter, il ne serait pas exact de dire qu'elle redemande formellement la corporation; mais elle ne la repousserait pas. Les ouvriers qui s'agitent pour elle sont en minorité, et ils seraient moins ardents à la vouloir s'ils n'appartenaient à certaines industries où il est à peu près interdit au salarié de devenir patron.

Quoi qu'il en soit de la pensée intime du grand nombre, et bien que les vœux de ceux qui redemandent la corporation ne doivent pas être exaucés, nous ne devons pas passer légèrement sur des tendances injustifiables.

Par exemple : on tient beaucoup dans les ateliers à limiter le nombre des apprentis aux besoins rigoureux de la corporation. Les ouvriers de chaque profession, se trouvant trop nombreux, et se plaignant de la concurrence qu'ils se font, se montreraient nécessairement très-peu disposés à recevoir des élèves. Ils voudraient pouvoir resserrer autant que possible leur cercle, afin que les bras y soient toujours plus demandés qu'offerts.

S'il ne s'agissait d'une population justement réputée pour sa largeur d'esprit et sa générosité, cette tendance étonnerait peu, et il n'y aurait qu'à la refouler

sans la discuter. Mais ici elle est bien faite pour surprendre, et il y a lieu de la discuter avec espoir de la faire abandonner.

Supposons donc le vœu des amis de la corporation réalisé, et tous les métiers organisés corporativement. Ce sont autant de cadres fermés. Puisqu'on veut limiter partout le nombre des apprentis, il en résultera qu'une foule d'enfants qui, aujourd'hui, trouvent accès dans les ateliers, ne l'y trouveront plus. Que deviendront tous ceux pour lesquels la porte sera fermée, quand la corporation aura son nombre réglementaire d'élèves? Il faudra donc les garder dans l'oisiveté, ou les envoyer quêter le travail ailleurs qu'à Paris? Voyez-vous des enfants de douze à quinze ans, séparés de leur famille, petits parias cherchant au loin un atelier qui veuille les recevoir?

Et pourquoi ce que l'égoïsme a jugé bon de faire à Paris, l'égoïsme ne jugerait-il pas bon de le faire partout, même dans les travaux agricoles? Le cercle fermé ici, appellerait la fermeture du cercle corporatif partout. En sorte que la classe ouvrière frapperait tout simplement sur elle-même, sur ses éléments les plus intéressants : sur les pères de familles et sur leurs enfants... Les célibataires seuls profiteraient de cette belle institution...

Entraînés par l'ardeur de la lutte, les ouvriers qui ont demandé la limitation réglementaire des apprentis n'ont pu, à coup sûr, en envisager les inconvénients monstrueux; si, par impossible, l'institution qu'ils

réclament pouvait fonctionner pendant six mois seulement, elle leur inspirerait, à eux les premiers, une telle horreur, qu'ils n'hésiteraient pas à s'exposer à toutes les persécutions pour en délivrer la classe laborieuse!

Bien que je ne connaisse pas personnellement les hommes qui forment le groupe dont je parle, je sais, de source certaine, que ce sont gens de cœur et d'intelligence. Quelques-uns d'entre eux sont de ceux qui ont pris l'initiative de l'opposition à la substitution des femmes aux hommes dans la typographie. Ils ont donné, pour la plupart, des preuves de dévouement, non-seulement à leur corporation, mais à toute la classe laborieuse... Ce n'est donc pas en vue d'eux-mêmes qu'ils stipulent.

Comment alors expliquer que de tels hommes aient pu se passionner pour une si grosse erreur?

Comment? je ne me chargerais pas de l'expliquer, si, au temps de la grande agitation socialiste, nous n'avions tous vu les esprits les plus puissants propager des systèmes qui, dépouillés de leur apparat, hurlaient contre le bon sens, au moins aussi haut que celui-ci. Moi-même qui, à cette époque d'agitation, n'étais qu'un petit sectaire à la suite, je pourrais offrir une large revanche aux hommes dont je critique franchement, à cette heure, les tendances involontairement rétrogrades... Il n'y a que ceux qui ne cherchent rien qui ne s'égarent pas.

Si l'on se rappelle le portrait de l'ouvrier de Paris,

tracé par M. Audiganne[1], et qui, à très-peu de chose près, est parfaitement exact, on comprendra que le tempérament, les aptitudes, les aspirations de cet homme à part, le rendent impropre à la discussion de ses intérêts terre à terre. Il y a du don Quichotte (ce personnage typique pris par son grand côté) dans l'ouvrier de Paris. Or, figurez-vous don Quichotte, condamné à se retourner sur lui-même, s'occupant de pot-bouille, et voulant régler les conditions matérielles de la vie, c'est-à-dire faire l'œuvre de Sancho! Soyez sûr que son ardente imagination, absorbée par ces soucis, lui inspirera les idées les plus baroques, les plus saugrenues, les plus impossibles... Ainsi fait notre ouvrier.

Voilà, soyons-en convaincus, l'explication la plus rationnelle de la choquante contradiction que nous offrent les natures intelligentes, généreuses, passionnées pour le progrès, réagissant contre le progrès au nom d'un système qui semble inspiré par le plus inintelligent égoïsme.

C'est en cela encore que « la manière dont l'ouvrier de Paris entend la question du travail offre un sujet d'étude singulièrement significatif. »

Nous savons, en effet, que ce qui distingue le travailleur-type de Paris de celui de province, c'est un besoin dévorant de vie extérieure. Il a une activité d'esprit et une excitabilité sentimentale extrêmes. C'est un

[1] Voir pages 91 et suivantes.

effet nécessaire de l'atmosphère morale dans laquelle il vit, et à laquelle échappe naturellement l'ouvrier de province.

Il y a donc en lui une surabondance de séve et un besoin irrésistible de la dépenser d'une manière quelconque. Mais il ne la dépensera pas dans l'exercice quotidien de sa profession. La pratique d'un métier ordinaire n'a pas assez d'attraits pour absorber toutes les facultés d'un esprit toujours surexcité, et l'ouvrier de Paris ne s'y absorbe généralement pas.

Cela étant, pour si peu que la libre expansion des sentiments civiques soit gênée, et que, d'autre part, l'occasion se présente de prendre en main l'intérêt compromis de sa corporation, il la saisira avec empressement, avec passion, et il mettra toutes les puissances de son âme à essayer de sauvegarder cet intérêt, auquel son imagination voudra donner les proportions les plus grandioses...

Je dois dire que c'est le petit nombre qui prend cette voie. Mais ceux qui y entrent ne se rebutent pas volontiers. Une fois qu'ils y sont, toute autre cause que celle de leur corporation devient pour eux secondaire. Et ce penchant à réglementer le travail sera d'autant plus prononcé, qu'ils croiront avoir trouvé un système avec l'application duquel la corporation ouvrière se garantirait contre tout chômage et tout avilissement de salaire. Il leur semblera qu'en dehors de ce besoin de garanties, il n'y a plus rien dans le monde qui mérite d'intéresser sérieu-

sement... Tel a été l'effet qu'a produit sur les ouvriers dont nous parlons la pensée de réinstituer légalement la corporation. Ils croient sincèrement que ce système est le dernier mot de la science sociale, et ils feraient taire, pour sa réalisation, toute considération d'un autre ordre...

J'ai dit qu'il n'est pas dans la capacité des âmes ardentes de pouvoir garder la mesure, quand elles sont engagées à fond dans la lutte, et surtout quand elles joignent, comme celles dont il s'agit, à la parfaite conscience de leur désintéressement, l'absolue conviction qu'elles servent une cause légitime...

La mesure, dans le cas qui nous occupe, c'était de s'en tenir à conserver le sentiment de solidarité, comme moyen limitatif de l'application à outrance du système des économistes... Mais le conseil est plus facile à donner qu'à suivre, d'autant que la résistance collective s'exerce bien difficilement sans infraction plus ou moins flagrante à la loi; et l'esprit, fatigué des difficultés et des dangers de la lutte, incline naturellement au moyen d'en supprimer la cause par la réinstitution légale des corporations. Il conviendrait de se borner à demander avec instance l'abrogation des articles 414, 415 et 416 du Code, qui définissent la coalition et la punissent. Cette abrogation serait d'autant plus justifiée qu'il est fort difficile de saisir les entrepreneurs en coalition flagrante, tandis que rien n'est si facile que de prendre en défaut les ouvriers...

Tout en montrant jusqu'à quelles erreurs ont été

induits ces trop ardents amis de la corporation, il faut pourtant reconnaître que s'ils s'étaient moins passionnément préoccupés de l'intérêt corporatif, celui-ci serait probablement plus compromis qu'il ne l'est. Ils ont eu, en définitive, le défaut de leur qualité, et puisqu'ils ne pouvaient faire de tort qu'à eux-mêmes en sortant de la mesure, passons-leur le mal qu'ils n'ont pu faire en faveur du mal qu'ils ont empêché.

Je n'insiste pas moins sur ce point, que toutes les fois que l'ouvrier-type de Paris, entraîné à donner le change à l'instinct mystérieux qui le pousse à se préoccuper par-dessus tout des intérêts généraux, s'enfermera dans le cadre restreint des intérêts de corporation, à ce point de ne plus rien voir qui vaille au delà, il y apportera sans doute la ferme intention d'agrandir ce cadre : il ne pourra qu'y dépenser inutilement ses énergies.

Il ne faut pas forcer la nature; et l'on ne remplace pas sans dommage les grandes aspirations par les petites...

CHAPITRE IV

RÉSUMÉ ET CONCLUSION DE LA PREMIÈRE PARTIE.

I

Nous avons dit que le peuple n'avait donné que par exception, et passagèrement, dans le socialisme organisateur; que, des trois doctrines mères, une seule, la doctrine communiste, avait exercé quelque séduction; mais dont le temps et l'expérience avaient eu raison à ce point que rien n'est si rare aujourd'hui qu'un ouvrier rêvant encore tout haut de communauté.

Il faut reconnaître, ajoutions-nous, que par sa vigoureuse critique de l'état des choses, le socialisme a exercé une notable influence sur le peuple laborieux. Le principal effet de cette critique a été de faire con-

sidérer l'état économique présent comme un fait provisoire, une pierre d'attente, un expédient de transition.

Les plans d'une refonte générale de la société ayant été repoussés sur toute la ligne, abandonnés même par la plupart des apôtres de la rénovation, nous avons vu surgir trois systèmes plus modestes, n'affectant point les bases présentes de la société, et n'ayant pour objet que d'améliorer la condition des classes laborieuses.

Ces systèmes, accueillis tour à tour avec un certain empressement par le peuple, puis quelque peu délaissés, n'étaient considérés dans l'atelier parisien que comme de simples palliatifs, imaginés pour rendre supportable ce qu'on regarde comme l'époque de transition. Au plus, accordait-on un caractère sérieux et durable au système de l'association ouvrière. Mais les travailleurs, en général, répugnent à croire que l'association soit réalisable d'une manière définitive en ce temps-ci, admettant toutefois qu'elle est un moyen de l'avenir, et montrant même quelque sympathie à ceux qui s'efforcent de la pratiquer dès maintenant, reconnaissant que ceux-ci créent des exemples bons à imiter plus tard.

La théorie de l'association, ainsi réservée, restaient deux autres moyens : l'un accepté par la classe ouvrière : le droit au travail ; et l'autre conçu par elle : l'organisation de la corporation.

Nous savons que le droit au travail n'avait point,

pour la grande majorité du peuple, un caractère négatif de l'ordre économique présent. C'était une simple garantie contre le chômage.

Enfin, si nous faisons abstraction d'un groupe d'ouvriers qui ont rêvé la réinstitution légale de la corporation, et qui, peut-être, à cette heure commencent à abandonner leur rêve, nous ne trouvons plus dans la tendance corporative que le restant d'esprit de corps nécessaire pour opposer une digue aux excès d'une concurrence effrénée...

Et c'est ici le lieu de rendre cette justice à l'ouvrier parisien, qu'en général ses prétentions sont fort modestes, et qu'au point de vue du salaire il s'est constamment tenu sur la défensive. Il suffit, pour avoir la preuve de cette assertion, de mettre ses exigences en regard de l'énorme enchérissement des loyers et des denrées alimentaires[1].

Ainsi, rejet des plans d'organisation du socialisme,

[1] On ne peut pas estimer à moins de 70 pour 100, en moyenne, l'augmentation de prix des petits loyers, et à moins de 25 pour 100 l'augmentation de prix des denrées alimentaires. En faisant entrer toutes choses en ligne de compte, celles qui ont augmenté de prix comme celles qui n'ont pas augmenté, on est très-modéré en évaluant à 35 pour 100 la surélévation du prix des moyens d'existence pour la famille ouvrière. Or, la plus grande surélévation du salaire a été, pour certaines professions, de 25 pour 100, et c'est le cas exceptionnel. Dans le plus grand nombre de celles où il y a eu augmentation, la surélévation varie entre 10 et 15 pour 100. Dans plusieurs industries, le salaire est resté stationnaire, et, dans d'autres, il a diminué. L'industrie du coloris, par exemple, a subi une dépréciation de plus de 50 pour 100 au préjudice de la femme ouvrière. Pour ces appréciations, je ne remonte pas au delà de vingt-cinq à trente ans.

et acceptation, à titre provisoire, de l'état économique actuel, sauf à essayer de se garantir contre ses excès, telle est, en résumé, la manière la plus générale dont la classe ouvrière de Paris a entendu la question du travail.

II

Maintenant, en quoi cette manière offre-t-elle « un sujet d'étude singulièrement significatif? »

Peut-on induire de l'apparente résignation du peuple laborieux à supporter l'état économique actuel, qu'il n'y a rien de possible au delà, et que malgré toutes les aspirations à élargir le cercle créé par la science contemporaine on n'en pourra jamais sortir? Faut-il considérer, de la part du peuple, le rejet ou le délaissement provisoire des théories rénovatrices ou réformatrices comme un aveu tacite de l'impuissance radicale du socialisme, et comme une reconnaissance involontaire de la valeur absolue du système tel quel des économistes?

Sans aucun doute, ceux-ci sont disposés à répondre affirmativement à cette question.

Mais cette conclusion, fût-elle fondée, par impossible, ne nous donnerait nullement l'explication du caractère singulier de l'ouvrier-type de Paris. Nous ne verrions point comment « il sait toujours saisir le côté grandiose des questions sociales, même quand il

en ignore les détails et qu'il en méconnaît les dangers. » Nous ne saurions rien de « ce vague, mais irrésistible instinct » qui détermine en lui l'ardent désir de pousser toujours au delà de ce qui est...

Ou sa manière d'être ne nous offre point un sujet d'études singulièrement significatif, ou elle tend bien sérieusement à sortir de l'état présent, « en élargissant les perspectives! »

Le second terme seul est acceptable. Il serait parfaitement absurde, en effet, de conclure que les aspirations si ardentes et si persistantes du peuple n'ont point leur haute raison d'être.

Mais quelle est cette raison d'être? Je pourrais dire dès maintenant que le sentiment populaire est l'expression de la force mystérieuse qui pousse l'humanité à ne s'arrêter jamais dans ses développements, et à conclure toujours d'un progrès accompli à un progrès nouveau.

Mais il nous faut une définition plus précise, particulièrement en ce qui touche la question du travail.

Je disais plus haut : Ce qui distingue l'ouvrier-type de Paris de l'ouvrier-type de province, c'est un besoin dévorant de vie extérieure ; c'est une extrême susceptibilité nerveuse, jointe à une activité d'esprit non moins extrême. J'ajoute que lorsque la personne de l'ouvrier-type fonctionne dans l'atelier, c'est miracle si son esprit n'est pas au dehors, suivant avec la plus vive sollicitude les grands événements qui surgissent dans le monde politique, ou, à défaut des grands dra-

mes de la vie réelle, se passionnant pour quelque petit drame de la vie fictive, dont le roman ou le théâtre lui fourniront les données principales. Réel ou illusoire, il faut à cet homme à part une sorte d'atelier extérieur où dépenser sa séve et jeter ses feux. Autrement, le cabaret, le jeu, les femmes faciles deviendraient les objets de sa passion, la cause de sa démoralisation certaine,— et par malheur le fait n'est que trop fréquent.

J'ai eu la naïveté un jour[1] d'emboiter le pas des moralistes, et de morigéner cet ouvrier-type, dont l'esprit vagabond ne veut pas demeurer dans le terre-à-terre de l'atelier, et s'absorber dans la confection d'un bâton de chaise, ou d'un revêtement de chapeau, ou d'un paquet de composition, ou d'un soulier, ou de n'importe quelle division ou subdivision du travail... Je n'avais pas encore saisi son secret. J'étais dans une disposition à ne pas me rendre compte de ce grand et légitime besoin de vie extérieure qui caractérise l'ouvrier de Paris, et je manquais d'indulgence pour le petit travers qui lui fait chercher dans les fictions, à défaut de puissantes réalités, un refuge contre le découragement et la démoralisation.

Si cet ouvrier avait pu se faire tel que je le voulais, il n'y serait parvenu très-probablement que par l'étouffement de ses grandes aspirations, et serait des-

[1] A propos de la déperdition des valeurs humaines. Voy. *De l'Enseignement professionnel.*

cendu dans la troisième catégorie de la classe moyenne du peuple [1], à moins qu'il n'eût pris rang dans la bourgeoisie, ce qui, à notre point de vue, revient au même. Quand, par exception, l'ouvrier-type est résolu à faire ses affaires, il est bien rare que ses généreuses aspirations persistent. Entre beaucoup de cas à ma connaissance, il en est quelques-uns pourtant où elles ont persisté.

Mais maintenons-nous dans la règle.

Le travail quotidien n'est donc pour notre ouvrier que la corvée de chaque jour; et n'ayant généralement point d'amour sérieux et durable pour son travail, il n'y consacre que la moindre partie de sa valeur intellectuelle. Les produits qui font le plus d'honneur à l'atelier parisien sont loin encore d'attester l'emploi de toutes les facultés du travailleur. Celui-ci n'est pris tout entier que passagèrement, pour une difficulté à vaincre. Il opère par-dessous la jambe, pour ainsi dire. D'ailleurs il est une foule de travaux qui rebuteraient son esprit, si de lui-même il n'était prodigieusement enclin à courir le monde.

Cette disposition caractéristique engendre chez l'ouvrier un très-vif et très-persistant besoin de simplifier les questions relatives au travail, lorsque surgit quelque crise dans l'atelier. Ce qui est au fond de ses exigences, c'est le désir d'une garantie contre toute éventualité qui l'obligerait à quêter de la besogne ou à

[1] V. page 63.

disputer son salaire, et généralement contre tout ce qui l'oblige à des efforts d'esprit pour « ce qui concerne son état. » Ce besoin le conduit parfois à s'attacher à des combinaisons qui donneraient de son esprit la plus triste idée, si l'on ne savait à quel point il est, en général, impropre à l'entente des affaires positives.

Les solutions qui lui vont le mieux sont donc celles qui semblent devoir le dispenser de se préoccuper incessamment de ce qu'il considère comme étant le côté inférieur, la corvée de la vie.

C'est, sans aucun doute, à ces dispositions singulières et persistantes qu'il faut attribuer l'insuccès des associations ouvrières. Elles réussiraient, je crois, beaucoup mieux en province, si elles y étaient encouragées avec autant de zèle qu'à Paris. Au reste, l'ouvrier de la capitale a une secrète conscience de son inaptitude aux affaires; et c'est là ce qui l'a refroidi par la combinaison dont nous parlons. A part le moment d'entraînement de 1848, quand on offre au travailleur parisien ce moyen de s'émanciper par essaims, il le reçoit avec un empressement plus apparent que réel. Il semble qu'une voix intime lui dise qu'il ne se rendrait capable de pratiquer l'association qu'en perdant une capacité d'un autre ordre, et d'un ordre supérieur. Certainement, il ne se rend pas compte de sa répugnance instinctive; mais nous, qui commençons à voir au fond de son âme, nous nous rendons mieux que lui compte de ce qui se passe en lui.

Tenons donc pour certain que tout système, promît-

il beaucoup plus de beurre que de pain, qui tendrait à *river* à l'atelier la personne tout entière de notre ouvrier-type lui répugnera profondément, qu'il l'avoue ou qu'il ne l'avoue pas, qu'il s'explique sa répugnance ou qu'il ne se l'explique pas.

Il ne veut pas bâtir sa maison comme on le lui conseille et sur le terrain qu'on lui propose d'acquérir. Il préfère camper sous la tente, comme s'il entrevoyait vaguement, dans le lointain, l'objet de ses ardentes aspirations, la cité radieuse, où règne son idéal de justice...

Qu'on dise, si l'on veut, qu'il se nourrit d'illusions : c'est à des illusions de ce genre que l'humanité présente doit tous les efforts qui l'ont amenée au point de civilisation où elle est.

Et voilà comment la manière dont a été entendue la question du travail dans l'atelier parisien nous offre un large sujet d'études.

Outre que la résistance de nos ouvriers a pour effet de sauvegarder, dans une certaine mesure, le capital humain, elle est en elle-même une force qui oblige souverainement les esprits à sortir de la sphère étroite où l'on prétendait nous enfermer de par les arrêts d'une science à peine née. Cette force fait à l'esprit moderne une obligation absolue de chercher bien au delà du terrain purement économique ces perspectives élargies sous le coup de nos agitations sociales, et à préciser les « aspects grandioses » des choses pressenties par l'instinct populaire.

Et comme il y a au fond des choses présentes toute une révolution à opérer dans les conditions intimes de la société moderne, et que notre peuple est la force instinctive qui y pousse, son secret est de demeurer disponible.

TROISIÈME PARTIE

LA POLITIQUE DU PEUPLE

CHAPITRE PREMIER

LE TEMPÉRAMENT POLITIQUE DU PEUPLE.

Je ne sais pas s'il est un homme d'État en exercice, en retraite ou en disponibilité, qui n'ait la conviction profonde que le peuple de Paris est extrêmement difficile à gouverner. Nous savons ce qu'en pensait l'oracle du parti conservateur, au temps de Louis-Philippe : « Vous n'avez, disait-il, contre la disposition révolutionnaire de ce peuple, indépendamment de la force légale, qu'une seule garantie efficace, puissante, le travail, la nécessité incessante du travail,... et encore ce frein peut-il manquer tel jour. »

Il est aussi des hommes politiques, et en assez grand nombre, qui pensent qu'on aurait raison de lui avec du pain et des fêtes.

Voyons donc si ces deux opinions sont fondées, ou plutôt montrons qu'elles sont aussi peu fondées l'une que l'autre. Ce nous sera la meilleure manière de nous fixer sur le tempérament politique de la population dont il s'agit. D'ailleurs nous aurons, dans ce chapitre, à réfuter d'autres opinions plus ou moins entachées d'erreur.

I

Il est hors de doute que si l'on se propose d'avoir raison de la disposition révolutionnaire du peuple, on trouvera celui-ci très-difficile à gouverner; on pourra craindre que « le frein d'un incessant travail manque tel jour. » Aussi quand je dis *gouverner*, je prends le mot dans son sens exact; j'entends *diriger* l'activité d'une nation conformément à son génie propre. Lorsque l'action du pouvoir public s'exerce de manière à *comprimer* plutôt qu'à *exprimer* le génie de la nation, cela peut s'appeler du refoulement; mais non du gouvernement.

Mais l'homme d'État bien inspiré, qui comprendrait le génie de la nation, et qui s'appliquerait à l'exprimer ou, mieux, à le faire s'exprimer, serait suivi avec amour, avec passion même, par ce peuple qu'on prétend si fantasque et si ingouvernable...

Je vois poindre une grosse objection au-devant de laquelle je veux aller.

« S'il est vrai, sera-t-on tenté de dire, qu'il soit si facile à diriger, lorsqu'on gouverne dans le sens de ses aspirations, comment se fait-il que pendant les quatre premiers mois du régime républicain de 1848, le gouvernement, si essentiellement démocratique d'alors, ait eu à passer par de si grandes crises causées par les exigences et les soulèvements populaires? De deux choses l'une : ou les hommes d'État de la République gouvernaient à contre-sens des aspirations populaires, ou le peuple n'est qu'un grand enfant terrible, ne sachant ce qu'il veut; toujours prêt à se soulever, même contre le gouvernement qui lui est le plus dévoué... »

L'objection a un grand semblant de valeur, et elle embarrasserait fort quiconque connaîtrait moins bien que je ne le connais le fond des choses de ce temps-là. Nous allons voir que ces crises peuvent s'expliquer sans qu'il en résulte un amoindrissement ni pour le pouvoir d'alors ni pour notre classe populaire.

D'abord on peut comprendre qu'une tempête révolutionnaire ne s'apaise pas en un jour, et que les esprits, si puissamment surexcités, ne se calment pas dès le lendemain de la victoire. Au contraire, au lendemain d'une grande victoire populaire, les passions s'enflamment de plus en plus, les imaginations, exaltées par le triomphe, s'ouvrent en tous sens les plus vastes horizons. Il semble que les aspirations nationales, longtemps refoulées, vont avoir enfin toutes les satisfactions désirables; et si le gouvernement, né de

la crise même, ne trouve pas à donner large carrière à la passion qui fermente, on pourra s'attendre à des conflits plus ou moins terribles entre lui et le peuple.

Mais, avec la meilleure volonté du monde, le gouvernement improvisé au milieu de la tempête de février ne pouvait être en mesure d'ouvrir immédiatement à la passion du peuple la grande voie où il eût pu dépenser utilement sa surabondance de séve. D'un autre côté, par suite de circonstances que je vais dire, le peuple fut circonvenu et influencé de telle sorte, qu'il semblait à l'observateur superficiel n'avoir plus d'autre soin que celui de faire tourner la révolution à son profit matériel.

Pour avoir la clef de cette situation fausse, il nous faut remonter à sa cause.

On sait de reste comment l'établissement de juillet, pendant toute sa durée, s'était appliqué à développer les intérêts matériels, et comment la bourgeoisie, qui exerçait alors la souveraineté, à l'exclusion des classes laborieuses, pratiquait la maxime : « Moi, d'abord. » Cette manière d'être grossièrement égoïste du « pays légal » eut pour effet de déterminer la création d'un parti qui se fit l'avocat des classes laborieuses, et qui réclama pour elles aussi des satisfactions matérielles. Mais, comme ce parti n'espérait qu'en une révolution, c'était chose bien convenue que « la prochaine » serait tout à la fois politique et sociale; c'est-à-dire qu'outre le droit politique étendu à l'universalité des citoyens, de sérieuses garanties de bien-être seraient données

aux classes ouvrières. La nécessité d'améliorer la condition du peuple était si généralement sentie, même en dehors du parti de la Révolution, qu'un homme d'État, chef des conservateurs, et économiste par-dessus le marché, avait solennellement déclaré qu'il y avait « quelque chose à faire » dans le sens des réclamations exprimées au nom des classes souffrantes.

Lors donc qu'après la révolution de février le parti socialiste eut la parole haute, il proclama que le moment était venu de tenir les promesses depuis longtemps faites aux masses laborieuses, et de réparer toutes les injustices du passé. Tel fut d'ailleurs l'entraînement général vers les questions relatives aux intérêts des ouvriers qu'il semblait que rien en dehors de ces questions ne méritât de préoccuper sérieusement les esprits... La Révolution, se retournant sur elle-même, s'épuisait dans des questions de pot-au-feu. Elle s'y épuisait sans profit possible pour l'intérêt matériel du peuple, parce que, ainsi que je l'ai dit plus haut, la question sociale n'était pas élucidée, et que, d'ailleurs, le temps des réalisations n'était pas venu : on discutait autour d'une marmite vide.

Cette situation fausse, pleine de dangers, n'était ni la faute de la classe ouvrière, ni celle du gouvernement provisoire : elle était celle de tout le monde; mais particulièrement du pouvoir déchu qui, en s'appliquant à développer le besoin de jouissances positives, avait provoqué les impatiences du socialisme.

J'ai ma petite part de la faute commune, je dois l'avouer : j'ai cru, j'ai dit et écrit avec mes collaborateurs de *l'Atelier*, que le moment était venu de faire la révolution économique en faveur des classes laborieuses, quoique nous fussions tombés d'accord, quelque temps auparavant, que les populations ouvrières de toute l'Europe étaient solidaires, et qu'il fallait s'attacher avant tout à l'idée de la fédération politique des peuples. Comme tous les autres socialistes, nous méconnaissions cette vérité le lendemain du triomphe de février, c'est-à-dire juste au moment où elle devait nous préoccuper exclusivement; et nous contribuions, sans en avoir conscience, à donner le change au peuple sur le caractère que devait avoir la révolution... Notre erreur n'a pas été de longue durée : les événements du dedans et du dehors nous ont remis en mémoire la vérité que nous avions oubliée; mais le mal était déjà presque irréparable. D'ailleurs les autres groupes socialistes persistèrent à fermer les yeux sur les nécessités de la politique extérieure; pendant ce temps la foule des pêcheurs en eau trouble s'abritèrent sous le manteau du socialisme, et achevèrent de jeter le désarroi dans les esprits. Ces pêcheurs en eau trouble, qui sont la plaie des sociétés en révolution, sont toujours d'une activité sans pareille, ne reculant devant l'emploi d'aucun moyen, si perfide qu'il puisse être, pour arriver à leurs fins. Ils s'appliquèrent donc à fausser l'esprit de la classe ouvrière, sans que le gouvernement y pût rien, et parvinrent à provoquer les

déplorables soulèvements qui compromirent la durée de la République.

Quant à la masse du peuple, elle était mécontente d'elle-même et du monde officiel. Elle souffrait physiquement et plus encore moralement, sans pouvoir s'expliquer sa souffrance morale. Dans un moment où le pain lui manquait, ses imprudents amis et ses faux amis sollicitaient ses appétits matériels en s'évertuant, sans y réussir tout à fait, à donner le change à ses grandes aspirations. Elle croyait fort peu aux promesses de ses meneurs; mais elle croyait à la sincérité de leur sympathie, à l'excellence de leurs intentions; elle tenait pour incontestables les critiques outrées ou même les accusations calomnieuses qu'ils répandaient contre l'Assemblée constituante; tant et si bien qu'en l'état de surexcitation constante où était la classe populaire, il y avait toutes chances qu'elle cédât aux déplorables suggestions dont elle était l'objet; car les meneurs étaient parvenus à se placer si bien entre elle et les pouvoirs publics qu'il y avait une vraie solution de continuité entre elle et ceux-ci.

Un fait entre mille démontrera quel était l'état moral de la partie la plus énergique du peuple.

Le troisième jour de la formidable insurrection de juin, presque toutes les forces insurrectionnelles s'étaient concentrées au faubourg Saint-Antoine. Sur les instances de plusieurs représentants du peuple, prisonniers des insurgés, ceux-ci se décidèrent à envoyer des parlementaires auprès du gouvernement. Quatre

ouvriers du faubourg, choisis parmi les combattants, vinrent, en compagnie de l'un des représentants prisonniers (M. Larabit), apporter aux pouvoirs de la République l'expression des sentiments de la foule insurgée. Ils arrivèrent à l'Assemblée dans la mi-nuit du dimanche 23 au lundi 24. J'y étais seul. M. Larabit m'ayant dit l'objet de la démarche des hommes qui l'accompagnaient, je fis mander le président, M. Sénard, et nous nous mîmes à conférer avec les délégués de l'insurrection. Ils avaient surtout mission, — le croirait-on! — de s'assurer s'il était bien vrai que l'Assemblée constituante voulût la République!... Comme nous leur marquions notre douloureux étonnement, ils nous dirent: « Que voulez-vous? Tout le « monde nous dit que l'Assemblée n'est composée que « de réactionnaires, de royalistes; qu'elle ne veut pas « la République; qu'elle veut affamer le peuple pour « la lui faire détester; enfin, que l'Assemblée se gorge « pendant que nous jeûnons...

— « Mais comment pouvez-vous croire à de pareilles « infamies? Et comment une population aussi intelli« gente que celle de Paris, qui est à même de voir et de « savoir tout ce qui se fait, peut-elle donner créance à « des calomnies aussi odieuses?

— « Ah! quand on souffre de toutes manières, on « est mal disposé, voyez-vous! Et puis, nous ne vous « voyons pas, nous autres; nous ne savons rien que « par les journaux. Eh bien! ce sont eux qui nous « ont monté la tête; qui nous ont fait croire que

« si nous ne nous soulevions pas, tout était perdu pour « le peuple : il n'y aurait plus de République. Tous ces « temps passés, les journaux qui poussaient à l'insur- « rection nous arrivaient de tous les côtés. Il y en a qui « ont paru deux ou trois fois dans la journée de jeudi « et de vendredi, en demi-feuille, en quart de feuille. « On nous les donnait quand nous ne les achetions pas. « On nous recommandait bien de les lire... Si bien, « ma foi! que les émissaires venant, d'autre part, nous « exciter, nous avons fini par croire que tout ce qu'on « nous disait était vrai; d'autant que personne ne nous « disait le contraire... »

Ces journaux, dont je sais les noms, et les émissaires, sur lesquels j'ai été renseigné, n'étaient, bien entendu, ni les vrais journaux, ni les vrais agents de la démocratie...

Rien ne peut exprimer la douleur que laissèrent voir ces braves délégués lorsque, sans peine, nous leur eûmes donné, par les décrets de l'Assemblée, la preuve de ses sentiments républicains... « Mon Dieu! Est-ce « possible qu'on nous ait trompés à ce point? » s'écriaient-ils. « Mon Dieu! quel affreux malheur! Quel « abominable malentendu! » disaient-ils, les larmes aux yeux...

Et comme nous leur parlions encore des projets de loi ayant pour objet le bien de la classe laborieuse, entre autres celui des trois millions destinés à créditer les associations ouvrières, l'un des délégués nous interrompit en s'écriant : « Ah! tenez... Voulez-vous que je

« vous le dise? Ce n'est pas tout cela que nous vou-
« lons! On nous a embêtés avec toutes ces questions
« sociales. C'est avec ça qu'on a arrêté le travail et
« qu'on nous a jetés dans la misère et le désespoir...
« Ce que nous voulons, c'est la République d'abord, et
« du travail après!

— « Oui, on nous assomme, reprit un autre, avec
« toutes ces théories qui nous promettent le bonheur.
« Assez comme ça! La République pour tous et du tra-
« vail pour les ouvriers : voilà tout ce que nous vou-
« lons!... »

Les sentiments exprimés par ces délégués étaient, je l'affirme, ceux de l'immense majorité de la population insurgée; et la devise inscrite de la main des meneurs sur quelques-uns des drapeaux de l'insurrection : « République sociale! » n'avait point du tout pour les combattants la signification qu'on lui supposait.

L'insurrection de juin ne prouve donc pas que le peuple soit difficile à gouverner; elle prouve seulement qu'il est possible, dans certaines crises révolutionnaires, de le séparer pour un moment du gouvernement qu'il a lui-même acclamé.

L'insurrection de juin 1848 n'est, en définitive, qu'une sanglante démonstration de la nécessité de donner large carrière à la force morale qui se développe si prodigieusement dans l'âme populaire aux jours de révolution, sous peine d'explosions terribles.

Mais, en dehors des affreux malentendus qui eurent lieu en 1848, du moment qu'on ne refoule pas les as-

pirations du peuple, qu'on ne cherche pas non plus à leur donner le change, qu'on s'efforce, au contraire, de leur donner satisfaction, il devient le plus facile à gouverner, et le plus prêt à tous les héroïsmes pour servir la cause du progrès.

Ce peuple, qu'on a tant de peine à contenir avec des baïonnettes, on le contient parfaitement avec un ruban. C'est que le ruban implique la confiance, et la baïonnette la méfiance.

Je veux encore citer, entre bien d'autres qui me viennent en souvenir, deux exemples qui caractérisent cette population ouvrière de Paris.

Aux premiers jours de la renaissance de la République, un certain nombre de compagnons charpentiers allèrent délivrer de prison plusieurs de leurs camarades qui y expiaient depuis cinq ou six mois un délit de coalition. Le corps du compagnonnage auquel ils appartenaient blâma énergiquement cette démarche illégale, reconduisit en prison les ouvriers qu'on en avait tirés, et alla présenter au gouvernement provisoire ses excuses et ses regrets... On peut d'ailleurs trouver dans les journaux du temps, et l'on retrouvera dans l'*Histoire de la Révolution de* 1848 de M. Garnier-Pagès, une foule de faits qui montreront à quelle hauteur peut s'élever le sentiment populaire, quand il n'est pas troublé par de perfides incitations.

Le second exemple donne encore plus de relief à l'endroit de la médaille populaire :

J'avais été chargé, aux premiers jours de mars 1848,

d'aller visiter des blessés recueillis dans une maison hospitalière, située tout près de l'église Saint-Merry. Ils étaient une trentaine, dont quelques-uns mortellement atteints. J'avais été conduit tout d'abord auprès de l'un de ceux-ci, qui n'avait plus, me disait le médecin, que quelques heures à vivre. Il avait toute sa connaissance, et la conscience parfaite de sa mort très-prochaine. Il me montra sa poitrine, percée par une balle, et il me dit presque en souriant : « Je meurs sans regret, « puisque la République est fondée. » Sachant que je venais de la part du gouvernement consoler les blessés, et leur offrir des secours pour eux personnellement ou pour leurs familles, il me demanda la main, la serra affectueusement, puis, tournant la tête du côté d'un lit, placé à quelque distance du sien, et m'indiquant du doigt un autre blessé, il me dit : « C'est un muni-« cipal qui est là, avec nous... Pauvre diable! ce n'est « pas sa faute s'il a tiré sur nous... Il était commandé : « il n'y avait pas à dire... Il a bien du chagrin, allez!... « Est-ce que vous n'irez pas le consoler aussi? Il a une « femme, qui est dans la misère... Est-ce que vous ne « lui offrirez pas un secours comme à nous autres?... « Moi, je n'ai plus besoin de rien... J'ai une sœur; « mais elle a de l'ouvrage... Ça serait bien de votre « part d'offrir un secours au municipal... »

Je me montrais plus hésitant que je ne l'étais au fond, essayant de dissimuler mon émotion.

« Oh! je vous en prie, reprit-il, allez à lui! Que la « République lui pardonne comme je lui pardonne

« moi-même en mourant, et comme je pardonne à tous « les autres soldats qui ont tiré sur nous, sur le bou- « levard. Ils étaient commandés... Nous sommes tous « des frères maintenant, avec la République!... »

Je lui promis de faire selon son grand cœur.

« Ah, merci! » me dit-il.

Je dus le quitter, sur l'observation du médecin qui voulait lui épargner de trop vives impressions. Je n'allai pas directement au lit du garde municipal. Je voulais savoir si les autres blessés partageaient le sentiment de celui que je quittais, et qui suivait mes mouvements avec une inquiétude si marquée, que le médecin dut le rassurer sur mes intentions... Tous les autres m'exprimèrent le même désir, et quand j'arrivai au soldat, celui-ci, qui connaissait les généreuses dispositions de ses camarades de salle, se mit à pleurer abondamment. Puis, son émotion un peu maîtrisée, il me dit tristement : « Moi, je n'ai droit à rien!... J'ai tiré sur le peuple... Malheureux que je suis!... Non, je n'ai droit à rien... » J'eus de la peine à lui faire agréer pour sa femme une promesse de secours; et mon instance auprès de lui me valut un ineffable sourire de remercîment de la part de tous les blessés...

Voilà le peuple qu'on nous présente comme ingouvernable!

Ah! ceux-là qui le disent n'accusent qu'eux-mêmes!...

II

Après ce qu'on vient de lire, je pourrais parfaitement dédaigner l'opinion qui prétend qu'on aurait raison de notre peuple, comme on avait raison de celui du bas-empire : avec du pain et des fêtes. Mais, en la réfutant, elle me sera une occasion de dire certaines choses, dont les hommes d'État et les inspirateurs des classes aisées pourront faire leur profit, s'ils daignent lire ce livre.

Parlons d'abord du pain, et généralement de l'assistance matérielle.

Le pain que mange le peuple ne peut lui arriver que de deux sources : ou du travail, ou de l'assistance.

Or, à qui a-t-il donné le droit de croire qu'il mange de bon cœur le pain qu'il tient de l'assistance, publique ou privée, lorsque le malheur des temps le force à y avoir recours? Qu'on ne s'y trompe pas : ce pain est amer, même pour la partie inférieure du peuple, pour celle qui a, au moindre degré, le sentiment de la dignité; à plus forte raison, est-il amer à la classe dont nous nous occupons particulièrement.

Quant au pain gagné par le travail, il n'est ni assez abondant ni assez succulent pour ne laisser rien à désirer de plus que des fêtes.

On croit trop volontiers que, le travail appelant les bras à Paris et le salaire haussant un peu, l'ouvrier

s'estime très-heureux. Cette croyance est erronée. D'abord, quand le travail est notablement offert dans Paris, on y accourt de toutes parts, et l'offre des bras n'y est jamais inférieure à la demande. Ainsi, pendant qu'on a démoli et rebâti une grande partie de la capitale, c'est la population ouvrière flottante qui a le plus profité de la surélévation momentanée des salaires.

Puisque nous abordons cette question de l'intérêt matériel de la classe laborieuse de Paris, faisons justice d'une erreur qui n'est pas seulement celle des hommes d'État et des classes aisées; mais aussi celle de plusieurs des avocats dévoués de la cause populaire.

Il est hors de doute que si le peuple manque de pain, il accusera l'administration publique d'imprévoyance; la colère germera dans son cœur; il croira aux accapareurs et même à la connivence des hommes d'État. Il faudrait donc avoir perdu le sens pour ne pas reconnaître que le premier souci des gouvernants est de veiller à ce que, en échange de son travail, la classe populaire soit toujours assurée de la suffisante vie.

Un gouvernement, ne fût-il soucieux que de sa propre conservation, doit faire tout au monde pour éviter aux ouvriers les douleurs de la faim, et même l'humiliation de recourir à l'assistance publique. Non que l'insuffisance du strict nécessaire doive inévitablement déterminer des soulèvements populaires; mais parce que les privations s'inscrivent d'une manière indélébile dans l'âme du peuple, surtout celles dont il

lui semble, à tort ou à raison, qu'on aurait pu prévenir la cause, et cela fait à l'endroit des gouvernants une note très-fâcheuse...

Mais si l'on s'expose à cette mauvaise note, si l'on n'a su ou si l'on n'a pu conjurer une crise alimentaire, on se tromperait, d'autre part, en croyant s'assurer la reconnaissance populaire par des fondations philanthropiques; et c'est là l'erreur que je veux relever.

Des trois classes du prolétariat parisien, celle qu'on a le plus à cœur de toucher, est, assurément, celle qui a des préoccupations politiques. Or, c'est précisément celle-là qui est le plus antipathique aux institutions de la philanthropie officielle. Ce sont les classes moyenne et inférieure qui sont les plus disposées à en faire leur profit. Mais qui compterait sur une gratitude effective de leur part serait bien naïf... La classe inférieure, par cela même qu'il faut la nommer ainsi, n'est pas capable de reconnaissance. La classe moyenne le serait davantage; mais je l'ai dit : c'est toujours à regret qu'on a recours à l'assistance; le sentiment de la dignité en reçoit nécessairement une atteinte; et d'un autre côté, en dépit des recommandations faites aux agents inférieurs de l'administration spéciale, ceux-ci n'accomplissent pas toujours leurs fonctions avec une délicatesse telle que le besoigneux ne soit pas humilié... C'est ainsi que le pain reçu devient amer au point d'effacer la gratitude.

Je ne voudrais certainement pas décourager les efforts de la philanthropie; mais il faut qu'elle sache

bien le caractère du peuple auquel elle s'adresse; et ce que je dis peut être utile tout aussi bien au parti conservateur qu'au parti démocratique.

Si l'on s'expose fort à avoir la classe ouvrière contre soi quand elle manque de pain, on ne l'a pas nécessairement pour soi par cela seul que le pain lui est assuré, et qu'on lui fait même entrevoir la possibilité d'un bien-être plus réel : elle est très-incrédule à ce sujet. On peut toucher des populations rurales avec la perspective d'un dégrèvement d'impôt; le peuple politique de Paris est ainsi fait, qu'on ne le touche pas par l'intérêt matériel... Son instinct semble lui dire d'ailleurs qu'en ce temps-ci, et pour longtemps encore, toute promesse d'une sérieuse augmentation de bien-être pour lui sera une promesse fallacieuse, d'où qu'elle vienne. S'il s'est montré sceptique à l'égard du socialisme, quelle autre opinion le pourrait séduire?

« Celle, dira-t-on, qui lui donnera au lieu de lui promettre. » Mais quelle opinion est en mesure de lui donner immédiatement? Aucune, en l'état général des choses. On ne pourrait que le leurrer. Encore une fois, son instinct le met en garde contre les promesses illusoires.

Par conséquent, on n'a pas raison de ce peuple avec du pain, y ajoutât-on la promesse de beaucoup de beurre.

Quant aux privations, il les endure volontiers; mais seulement lorsqu'elles sont justifiées par quelque

grande œuvre nationale... On sait comment, aux grands jours, le peuple sait s'imposer un long et dur carême civique...

Je ne veux pas passer outre sans fournir encore un utile avertissement à la philanthropie bourgeoise et gouvernementale.

Le surenchérissement des logements, résultant de la démolition et de la reconstruction d'une partie de la capitale, a donné la pensée d'édifier des cités ouvrières. J'accorde parfaitement que cette pensée provenait d'un sentiment de sympathie pour la classe laborieuse, et qu'on cherchait très-sincèrement à atténuer en sa faveur l'excessive cherté des loyers, en même temps qu'on se proposait de lui offrir des demeures plus saines que celles d'autrefois. Je m'incline donc devant le bon côté de l'intention. Mais, cette réserve faite, je dis que c'est une idée malheureuse à tous autres égards que celle des cités ouvrières. Les inconvénients qui en résulteraient dominent de cent coudées les avantages. Le peuple a si bien senti que ce bien qu'on lui voulait faire ne répondait pas à ses sentiments, qu'il n'a montré nul empressement à habiter ces cités, au contraire.

Le peuple n'aime pas qu'on le parque. Il en voit l'intention même lorsqu'elle n'existe peut-être pas, et cela lui laisse une impression fâcheuse.

S'il est vrai qu'en l'état général des choses européennes on ne puisse rien faire de radical pour améliorer la condition matérielle de la classe laborieuse, il

faut se défendre au moins d'aggraver son état moral. Car, si l'on tient compte de la vivacité de son intelligence, et des excitations qui naissent incessamment de l'énorme différence entre son existence et celle de la classe aisée, on craindra de rien faire qui puisse lui rendre ce contraste plus frappant et plus amer. Qu'on songe bien d'ailleurs à ceci : le contraste est incomparablement moins sensible à l'ouvrier, incessamment mêlé à la bourgeoisie, qu'à l'ouvrier systématiquement tenu à distance d'elle... Il vaut mieux qu'il demeure dans la maison du bourgeois que de demeurer dans la cité ouvrière. Il sera beaucoup moins accessible à certaines mauvaises pensées, même en passant devant l'appartement du riche pour monter à son humble demeure, qu'en occupant un logement propret dans une cité peuplée exclusivement des gens de sa classe.

Qui ne comprend pas cela n'entend vraiment rien aux choses humaines. On peut n'avoir pas songé tout d'abord à ces graves inconvénients; mais la réflexion ne peut manquer de leur donner tout leur éloquent relief.

Les cités ouvrières n'ont pas réussi, heureusement; mais la transformation de Paris ayant fait refluer forcément la population laborieuse du centre vers les extrémités, on a fait de la capitale deux villes : une riche, une pauvre. Celle-ci entourant l'autre. La classe malaisée est comme un immense cordon enserrant la classe aisée... Bien mieux vaudrait que cela n'existât pas.

Cette réflexion ne m'est pas inspirée par le pur intérêt populaire.

Il n'est pas prudent, dans une époque travaillée comme la nôtre par l'esprit démocratique, c'est-à-dire par une force morale qui défie toutes les précautions, toutes les contradictions; qui est invincible, d'établir, d'une manière plus sensible, la ligne de démarcation entre les deux grandes classes. Il n'est pas de combinaison stratégique qui en puisse atténuer le danger.

Il serait de bonne politique, au contraire, d'effacer progressivement les vieilles lignes de démarcation... J'espère que le peuple ne cédera jamais à de haineuses suggestions; mais mieux aurait fallu éviter jusqu'au prétexte sur lequel peuvent s'appuyer de mauvais conseils aux temps de crise. On n'a qu'à se rappeler ceux qui ont été donnés aux populations des extrémités de Paris pendant les journées de juin 1848...

Pour en revenir au pain, c'est-à-dire à la vie matérielle, le peuple n'est certes pas difficile. Traversant chaque jour la cité fastueuse, travaillant à ses embellissements, à ses attraits de toutes sortes, témoin du luxe effréné qu'affiche le monde de la spéculation, l'ouvrier rentre dans sa demeure éloignée sans avoir donné prise à de jalouses pensées; cependant il lui est bien difficile de s'en défendre lorsque, en dépit de sa bonne volonté, il ne peut vivre du fruit de son travail...

Mais le jour où, sans tristesse et sans amertume au cœur, il mangerait le pain de l'assistance, on pourrait

dire de lui qu'il est un peuple déchu; et je ne voudrais pas me porter garant, comme je le ferais aujourd'hui, de la sécurité des classes aisées.

La question du pain me paraissant réglée, abordons celle des fêtes.

Comment supposer qu'un peuple si ardent, si avide d'émotions, de vie extérieure, ne soit pas prêt à saisir toute occasion de rompre la monotonie de son existence dans l'atelier? Oui, il aime les fêtes, et il lui en faut. Pauvres esprits sont ceux qui ne comprennent pas ce besoin.

Il est bien aisé à l'homme riche, qui est blasé de plaisirs de toutes sortes, de rire dédaigneusement du peuple, toujours prêt à saisir l'occasion de voir défiler une mascarade quelconque. Mais tel beau de la bourgeoisie, qui reproche à la multitude d'aimer les oripeaux, a, plus que personne, la passion des oripeaux, et ne recherche rien tant que les occasions de poser pour la foule. Non-seulement ce n'est pas le prolétaire qui les porte; mais partout où ils s'étalent en spectacle, la foule est composée de toutes les classes. En fin de compte, puisque oripeaux il y a, pourquoi les bourgeois n'en porteraient-ils pas, et pourquoi les ouvriers ne les regarderaient-ils pas? Ce qu'on appelle ainsi, c'est de la couleur variée et brillante; or, le peuple aime la couleur comme il aime le bruit. La couleur et le bruit, c'est la vie. Comment s'étonner du puissant attrait qu'ils exercent sur une population si vivante?

Si elle aime passionnément les fêtes, il faut faire remarquer pourtant que toute fête ne la passionne pas. Il n'est pas d'observateur qui n'ait pu remarquer comment la foule est froide dans ces « réjouissances publiques » où le mât de cocagne, le théâtre en plein vent et le feu d'artifice jouent les principaux rôles. Les fêtes qui enflamment le peuple sont celles où il joue aussi son rôle. Ainsi fut celle dite de « la fraternité, » en avril 1848, où toute la population virile de Paris, formée en une immense armée civique, allait recevoir ses drapeaux. Ce qui fit le caractère et la grandeur de cette fête, ce n'était seulement pas le formidable déploiement de force que la grande cité révolutionnaire pouvait montrer aux représentants de l'Europe, alors profondément émue : c'était surtout l'esprit de fraternité qui se manifesta pendant toute cette journée entre les divers éléments de la population...

Le gouvernement provisoire avait eu l'excellente pensée de diriger dès le matin vers la Bastille, pour y prendre rang, les légions des quartiers riches, tandis que celles des quartiers d'ouvriers allaient prendre rang vers la Madeleine, de sorte que ces légions devaient nécessairement se croiser... J'ai vu, de mes yeux, la rencontre de la huitième et de la deuxième légion, c'est-à-dire celle du faubourg Saint-Antoine et celle de la Chaussée-d'Antin, la plus pauvre et la plus riche. Jamais je n'oublierai l'enthousiaste effusion avec laquelle elles s'acclamèrent réciproquement. De

part et d'autre, les physionomies étaient rayonnantes de confiance et de bonheur... La chaleur des sentiments ne s'attiédit point de toute la journée, malgré la pluie qui ne cessa de tomber : elle ne put refroidir les cœurs. Ce fut le cri général qui nomma cette imposante manifestation Fête de la Fraternité : elle était bien nommée...

Et ce ne fut pas précisément la faute du peuple si les nobles sentiments qui se manifestaient si haut ce jour-là s'effacèrent bientôt...

Quoi qu'il en soit, si on le voit courir aux fêtes, il en revient souvent sans être ému; parfois il en revient mécontent. Toute fête ne lui plaît donc pas, et, Dieu merci! on le calomnie grossièrement quand on le compare au peuple du Bas-Empire. Non, on n'a pas raison de lui avec du pain et des fêtes.

III

Est-il plus exact de dire que la classe ouvrière de Paris n'a qu'une passion, celle de l'égalité?

J'ai répondu par avance et négativement à cette question[1]; et je répète ici qu'il est tout à fait inexact de dire que le premier besoin de notre classe populaire soit celui qu'on lui suppose. En m'élevant contre cette inexactitude, je ne fais pas l'éloge du peuple; au

[1] Pages 74 et suivantes.

contraire. Je préférerais donc que l'assertion fût fondée; mais elle ne l'est pas.

Sans doute, si l'on compare l'ouvrier de Paris à celui de Vienne, de Berlin, ou de Londres même, on lui trouvera des habitudes et des sentiments beaucoup moins humbles qu'à ceux-ci; mais nous ne devons le comparer qu'à l'idée qu'on se fait de lui, et elle est fausse.

Nous avons vu que l'auteur des *Populations ouvrières* donne lui-même dans cette erreur, commune aux écrivains politiques. Ceux-ci ne sont pas d'accord, toutefois, sur la légitimité du besoin d'égalité qu'ils supposent à notre classe; et tandis que les uns approuvent fort « ce trait saillant de caractère, » les autres le réprouvent à l'égal d'un vice odieux.

Pourquoi ces derniers réprouvent-ils ainsi ce prétendu trait saillant? Parce qu'il leur révèle, disent-ils, un sentiment de basse jalousie envers les classes favorisées, sentiment qui peut aller jusqu'au désir d'un despotisme qui s'appesantisse sur elles comme sur le peuple lui-même. Ne pouvant s'élever à elles, il voudrait les abaisser jusqu'à lui.

Si les premiers publicistes ne commettent qu'une erreur simple, les autres commettent une erreur compliquée d'odieuse calomnie.

D'abord, à quels signes a-t-on reconnu cette passion égalitaire?

Depuis les premières manifestations révolutionnaires de 89 jusqu'aux dernières de la seconde républi-

que, le peuple n'a jamais, que je sache, exprimé ce prétendu besoin dominant.

S'il était vrai qu'il fût si niveleur, il se serait attaché bien plus sérieusement qu'il ne l'a fait aux théories communistes; et s'il était tant porté qu'on veut bien le dire vers l'égalité bien entendue, il n'aurait pas de lui-même la défiance singulière que j'ai constatée dès le commencement de cette étude. La preuve qu'il n'a pas en lui-même la confiance que devrait engendrer la passion égalitaire, c'est qu'il cherche toujours en dehors de ses rangs des patrons, des conseillers, des initiateurs.

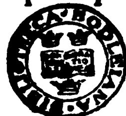
Non-seulement cette tendance égalitaire ne se manifeste hautement ni dans l'action politique, ni dans les relations privées; mais elle n'est pas même très-saisissable dans les aspirations, si ce n'est dans celles du très-petit nombre.

Je sais bien que certains groupes de socialistes mettaient l'égalité au-dessus de la liberté; mais le peuple n'est pas responsable de leurs divagations.

Si j'avais un reproche à lui adresser, ce serait donc de pécher par le défaut contraire au défaut qu'on lui suppose. Je le voudrais beaucoup plus pénétré qu'il ne l'est de ce besoin d'égalité qui procède du sentiment de la dignité personnelle.

Quant à l'erreur compliquée de calomnie qui présente le peuple de Paris comme disposé à subir avec bonheur tout despotisme, pourvu qu'il soit écrasant pour les classes favorisées, je ne daigne pas la discuter.

Je me bornerai à faire remarquer aux personnes dont l'esprit aurait été effleuré par cette opinion qu'aux époques d'élections générales, c'est dans les quartiers occupés par la population ouvrière que sont élus les plus fermes représentants des franchises publiques...



IV

Je reconnais cependant qu'un des traits les plus saillants du caractère du peuple, est de favoriser énormément les allures dictatoriales, pour si peu qu'elles lui paraissent répondre à ses aspirations.

Nos révolutions successives ont pu renverser les dynasties et briser les trônes : elles n'ont pu ruiner dans l'esprit des populations ouvrières, ni même dans celui de la classe populaire la moins infériorisée, le caractère omnipotent de cet être de raison qu'on appelle l'État.

Oui, ce peuple d'élite qui joue un rôle si actif dans la chute et la reconstitution des gouvernements, — dans la chute surtout — en est encore là de croire que l'État est le résumé de l'intelligence et de la puissance générales ; qu'il sait tout, qu'il peut tout; qu'il est l'expression la plus haute du droit, le chargé suprême du devoir; en un mot la providence visible de la société, et particulièrement celle des classes deshéritées.

Ce préjugé populaire est évidemment le vieux le-

vain d'une opinion qui remonte au moyen âge, et que la monarchie s'efforçait d'accréditer parmi les populations, opprimées par toutes les petites tyrannies féodales. Elle doit remonter au temps où se constituait l'unité de la puissance royale par l'écrasement de la féodalité. L'action du pouvoir central promettait alors de devenir bienfaisante; et, tant parce qu'elle était que parce qu'on supposait qu'elle pouvait être, la monarchie put s'idéaliser dans l'esprit des populations au point d'être l'image d'une providence sensible.

Les transformations de la puissance publique n'ont pas changé sensiblement la manière de voir du peuple; et quand il donne tête baissée dans une révolution provoquée par la bourgeoisie la plus avancée, c'est parce que le gouvernement contre lequel il se soulève a manqué d'une manière grave et persistante à ses devoirs de providence sensible et effective.

Et, — remarquons bien ce fait, de la plus haute importance, — lorsque la bourgeoisie libérale provoque une révolution pour restreindre les attributions du pouvoir dit exécutif, le peuple ne s'associe au mouvement que déterminé, au contraire, par la pensée d'élargir les devoirs, et par conséquent les attributions, du pouvoir à venir... Aussi, tel gouvernement qui satisfait à peu près les classes favorisées, peut-il ne convenir pas du tout aux classes infériorisées.

Aussi bien, entre l'état actuel des choses, au point de vue de la constitution intime de la société, et l'état des choses au moyen âge, la comparaison

est-elle possible, à certains égards. A la féodalité militaire et brutalement despotique a succédé une féodalité industrielle qui, pour avoir de moins graves inconvénients que l'ancienne, en a pourtant encore de très-graves, surtout en ce sens qu'elle pèse lourdement sur les classes laborieuses, et qu'elle est un nouvel et fort difficile obstacle à leur élévation. Les monopoles qui se créent de tous côtés, et pour toutes les branches de l'industrie, ferment aux classes ouvrières toutes perspectives, en même temps qu'ils diminuent d'autant la liberté dans le travail... Constatons, en passant, que les économistes, si amoureux de liberté, ont plutôt favorisé la tendance au monopole qu'ils ne lui ont résisté.

Or, ce phénomène, en se développant, n'est certes pas fait pour déraciner de la pensée populaire l'idée du recours à la Providence sensible; il ne peut, au contraire, que l'y entretenir.

Que l'idée de ce recours accuse une naïveté d'enfant, je le veux; qu'au point de vue des principes constitutifs de la société moderne, ce soit une erreur de demander à l'État ce qu il faudrait demander à la loi, je l'admets. Cependant, reconnaissons que cette aberration aurait beaucoup moins sa raison de persister si la société éclairée et soi-disant libérale n'avait pas si fort donné les mains à la constitution de la féodalité nouvelle... Dans tous les cas, l'erreur du peuple est tout à fait relative. Lorsque celui-ci s'adresse à la puissance publique pour qu'elle le protége

contre des tendances qui menacent de le maintenir dans l'infériorité, et dont il ne peut avoir raison par lui-même, il ne dit pas expressément que l'État doit mépriser la loi. En définitive, l'État, c'est l'ensemble des pouvoirs publics, législatif et exécutif; et lorsque ceux-ci le veulent bien, rien ne leur est si facile que de transformer en loi ce qui leur est démontré conforme au vœu public, dont le vœu populaire est l'expression la plus accentuée.

Mais je ne dissimule pas que dans tout conflit entre les deux pouvoirs, le peuple sera pour celui des deux qui lui semblera répondre le mieux à ses aspirations... Si c'était l'exécutif, celui-ci n'encourrait pas la haine populaire pour faire violence au législatif, et réciproquement.

Que cette disposition puisse avoir de grands inconvénients, je ne le nie pas; mais elle est ainsi, et nous n'y pouvons rien. Elle est, d'ailleurs, commune aux classes aisées et éclairées. Celles-ci sont toujours prêtes à sacrifier celui des deux pouvoirs qui contrarie leurs opinions ou leurs intérêts. J'ai vu, à la fin de l'Assemblée constituante, et d'autres ont pu voir à l'Assemblée législative, d'illustres parlementaires faire très-bon marché des prérogatives du pouvoir législatif, parce qu'une partie de leurs collègues ne partageait pas leur opinion... Si l'on peut invoquer pour ces hautes personnalités les circonstances atténuantes, on me permettra bien, je l'espère, de les invoquer à mon tour pour les gens de ma classe.

Ce qui me semble fâcheux, dans la propension du peuple, ce n'est pas qu'il soit de cœur pour celui des pouvoirs qui se prête le mieux à ses désirs, c'est qu'il peut se tromper ou être trompé, et favoriser, par suite, des tendances dont il serait puni tout le premier.

Quoi qu'il en soit, je ne conteste pas que la tendance à compter sur l'État, en tout et pour tout, ne soit le défaut d'un peuple enfant, longtemps tenu en une étroite tutelle; mais c'est aussi le défaut d'un peuple rêveur, et préoccupé de grands intérêts. Il n'est pas une personne qui, dominée par une constante préoccupation des choses extérieures, ne souhaite que quelqu'un veuille bien se charger de ses petits intérêts à elle. Le populaire parisien est exactement dans cette condition. Et quelle autre puissance pourrait, dans sa pensée, suppléer les pouvoirs publics pour un pareil soin? Il n'en est pas, bien entendu. Or, en tenant compte de ses défauts et de ses qualités, de son imprévoyance des nécessités terre à terre, et de son étonnante préoccupation des questions les plus élevées, on découvre bientôt que c'est moins à un maître qu'il entend confier le soin de ses intérêts qu'à une sorte d'intendant. Le peuple de Paris est un grand seigneur sans-culotte qui prend l'État pour son homme d'affaires.

Au point de vue politique, cet appel à la haute main gouvernementale révèle aussi l'espoir d'une direction générale qui donne satisfaction aux vœux in-

times, aux besoins expansifs de la nation : le peuple est une armée qui veut un général.

On peut concevoir que le citoyen suisse, par exemple, ne demande à l'État que de conserver précieusement les institutions démocratiques et fédérales de son pays, en faisant respecter au dehors les droits de la confédération helvétique : tout va bien quand la Suisse va bien.

La préoccupation du citoyen français est tout autre. Il ne s'agit pas seulement pour celui-ci de désirer que son pays jouisse des institutions les plus parfaites, les plus propres à faciliter le développement de toutes les valeurs morales et physiques, et que la nation française puisse servir de modèle à toutes les autres. Nous savons que le civisme français ne peut s'enfermer dans la limite de la frontière : il mène à pratiquer cette maxime : charité bien ordonnée est de commencer par les autres. Il nous fait embrasser presque tout le monde dans notre sollicitude; il ne nous donne rien tant à cœur que de rendre cette sollicitude effective; et, en conséquence, il nous pousse à désirer une direction vigoureuse, osée, et n'hésitant pas à mettre les forces vives de la France à la discrétion de tout peuple qui lui tend les bras.

C'est là particulièrement le civisme du peuple de Paris; et c'est, indépendamment de toute autre cause, ce qui détermine en lui l'invincible désir de voir le gouvernement se comporter en chevalier de la justice universelle .. Il est bien entendu que, si pleins de la

flamme expansive que puissent être les directeurs de l'activité nationale, ils ne pourraient aller jusqu'où les voudrait pousser le vœu populaire. Mais qu'il soit bien entendu aussi que le peuple est ainsi fait, que nul gouvernement ne trouvera le chemin de son cœur, s'il n'entre dans la voie que nous savons; et celui qui voudra y entrer obtiendra d'autant mieux assentiment complet et carte blanche qu'il y entrera plus franchement, plus résolûment...

En cela le peuple est logique; voulant la fin, il veut les moyens. Les moyens peuvent être dangereux, nous le savons de reste; mais faut-il, pour éviter les périls, renoncer au but? Est-ce que rien de grand se fait, dans le monde, sans danger? Traverserait-on jamais les mers, si l'on avait peur de sombrer en route? A-t-on renoncé à l'usage de la vapeur pour prévenir les explosions? Non! on fait mieux : on s'applique à trouver les moyens de maîtriser les tempêtes en mer et de rendre les machines inexplosibles. Ingénions-nous aussi à faire que la puissance publique réponde aux besoins d'une nation rayonnante comme la nôtre, sans compromettre en rien la liberté publique. Voilà le problème. Ce ne serait pas la doctrine de la souveraineté du but qui serait triomphante par suite du vœu populaire; mais bien la seule souveraineté consacrée par la Révolution : celle de l'opinion; car il faut toujours se rappeler que le sentiment du peuple de Paris est celui de l'immense majorité de la population française : il est beaucoup plus vif ici qu'ailleurs, voilà tout.

V

Nous savons pourquoi le peuple aimerait un gouvernement audacieux, faisant diverger au dehors l'influence décisive de la France. Un pareil sentiment ne naîtrait pas là où l'esprit belliqueux ferait défaut. Le peuple de Paris est donc belliqueux entre tous, et, par suite, très-impressionnable au bruit du tambour, très-friand de fêtes militaires. Il a le défaut de sa qualité : il est Chauvin, quoi!

On se rappelle encore avec quelle facilité merveilleuse on put former, après les journées de février 1848, les vingt bataillons de garde mobile, tous recrutés parmi la jeunesse ouvrière de Paris. On eût dit, de ces bataillons, après moins d'un mois d'exercice, que c'étaient de vieilles troupes; et personne ne doutait qu'ils n'eussent porté sur le champ de bataille l'invincible entrain qu'ils montraient dans leur service préparatoire.

Le peuple a donc un penchant très-prononcé pour la gloire militaire; mais ce penchant est-il plus à déplorer qu'à glorifier? Peut-on, sans scrupule aucun, le frapper de ridicule en le caractérisant de « chauvinisme? »

Je n'hésite pas à dire qu'on fait injure au peuple quand on prétend qu'il aime le fusil pour le fusil, la guerre pour la guerre, la gloire pour la gloire...

Toute guerre ne l'enflamme pas; il en est même certaines qui peuvent lui déplaire et l'attrister beaucoup.

La vérité est que nous aimons dans le fusil un redresseur de tort; redresseur brutal, sans doute, mais auquel il faut bien recourir quand le tort lui-même ne se fait faute d'y avoir recours, en prenant presque toujours l'offensive.

Je ne conteste pas qu'on ne puisse abuser de cette disposition belliqueuse. De quel sentiment ne peut-on abuser? Mais, on serait tout à fait injuste envers la classe dont nous parlons si l'on supposait qu'elle puisse se réjouir d'une guerre qui ne serait pas conforme aux principes; c'est-à-dire qui ne serait pas entreprise en vue d'étendre les conquêtes de la Révolution. Toute guerre est équitable à ses yeux, qui a pour effet d'aider à l'émancipation d'un peuple; toute guerre serait odieuse, qui aurait pour résultat l'amoindrissement d'un peuple.

Quiconque nous suppose une autre pensée nous calomnie.

Nous aimons la gloire militaire, sans doute; non celle qui résulte de l'écrasement d'une armée ennemie; mais celle-là seulement qui vaut à la France d'être appelée la nation libératrice.

Être chauvin de cette manière n'a rien, au fond, de bien ridicule, si ce n'est aux yeux de ceux qui professent et pratiquent imperturbablement la doctrine du « chacun pour soi. »

A considérer la persistance du sentiment militaire

dans le peuple, on peut affirmer que son instinct lui dit que ce n'est ni avec la diplomatie, ni par l'enchevêtrement des intérêts internationaux que l'intolérable situation de l'Europe sera dénouée. A l'action de l'idée, au poids des intérêts, le peuple paraît croire qu'il en faudra venir à ajouter l'éloquence du canon. Il pressent qu'on n'en finira de la guerre que par la guerre. Il a pris au sérieux cette maxime célèbre : « Voulez-vous la paix? préparez-vous à combattre. » Or, qui connaît notre classe sait très-bien que rien ne lui sourit tant que la perspective de la paix définitive, cimentée par l'alliance des nations émancipées.

Croit-on que la France pèserait de tout le poids dont elle pèse dans les conseils de la vieille Europe, si le peuple s'était guéri de son « chauvinisme? »

C'est la Révolution, et ce sont ses suites, qui ont amené le développement si énorme des armées permanentes dans toute l'Europe : c'est elle aussi qui sauvera la société européenne de cette immense plaie qui la ronge, et qui la tuerait si la « paix armée » devait durer encore un demi-siècle. Oui, il n'y a que la Révolution qui, en généralisant la démocratie partout, puisse détruire les causes de guerre, et créer entre les nations affranchies les liens d'une paix durable et féconde, par conséquent désarmée... De toutes les tendances du peuple, il n'en est peut-être pas une dont il se rende aussi bien compte que de celle-là, qui lui vaut l'épithète de chauvin. Il veut la guerre pour avoir la paix; et la garantie de la paix,

il la veut dans la sainte-alliance des peuples, dans la fédération des nations européennes.

Je sais tout ce qu'on peut dire contre la guerre : j'en dirais long moi-même, si c'était ici le lieu. Autant que personne je réprouve en principe ces duels gigantesques, cette effrayante manière de détruire de temps à autre la fleur de la jeunesse virile. Il arrivera certainement un jour où le sentiment humain, épuré, fera repousser avec horreur la nécessité de ces épouvantables tueries, et où la guerre ne se fera plus qu'entre peuples attardés ou peuples déchus. Mais nous n'en sommes pas là, malheureusement; le sentiment réprobateur de la guerre ne fait que de naître. C'est à peine si l'on commence à froisser la délicatesse de la société la plus avancée en lui chantant les refrains de guerre et l'amour des combats... Voyez, d'ailleurs : jamais la civilisation n'avait tant mis que de nos jours la science à contribution pour inventer des engins de destruction; jamais le système militaire n'avait pris d'aussi formidables développements qu'en ce temps-ci. On cultive beaucoup plus ardemment, dans le monde civilisé, l'art de détruire que celui de faire vivre... C'est que tous les esprits ont le pressentiment d'une guerre générale entre les représentants du vieux droit et ceux du droit nouveau... Ce n'est pas le peuple, à coup sûr, qui a créé cette situation; c'est la force des choses. Mais étant donnée cette situation, je regretterais amèrement qu'il eût perdu son tempérament belliqueux, puisqu'il ne s'enflamme que

pour les causes justes, et qu'il tend directement à supprimer la guerre.

VI

Nous connaissons maintenant, je l'espère, le tempérament politique du peuple de Paris; nous savons que c'est une calomnie au premier chef de dire qu'on aurait raison de lui avec du pain et des fêtes; que c'en est une autre de lui supposer cette basse jalousie, se traduisant en appel à un despotisme qui abaisserait les classes favorisées.

Nous avons vu que le besoin d'égalité n'est pas, à beaucoup près, aussi développé en lui que le supposent les publicistes; j'ajoute qu'il n'a pas non plus pour les libertés intérieures un culte aussi fervent que les amis du progrès pourraient le souhaiter. Mais, comme pleine compensation, toutes les puissances de son âme sont pour la fraternité des peuples.

Quant à le gouverner : nous savons qu'autant l'entreprise est pleine de difficultés et de périls lorsqu'on méconnaît et contredit ses tendances instinctives, autant elle est facile lorsqu'on s'y conforme.

Nous avons donc à nous demander si le gouvernement ferait bien ou ferait mal de conformer la politique générale au sentiment populaire. Si, les considérations qui vont suivre prouvent l'affirmative, il faudra en conclure que le peuple est d'autant plus

facile à diriger que le gouvernement est plus résolûment dans la voie du progrès.

En sorte que si la voix du peuple n'est pas la voix de Dieu, son instinct serait du moins l'indicateur certain de la meilleure politique à suivre.

CHAPITRE II

OÙ MÈNE L'INSTINCT DU PEUPLE.

I

Si l'on considère l'Europe au point de vue de la solidarité des intérêts, de la facilité des échanges et des communications, abstraction faite des gouvernements, on voit que jamais les diverses sociétés qui la composent n'ont paru plus désireuses de s'entendre et de se garantir réciproquement le droit de se développer chacune selon son génie propre. Tous les progrès scientifiques, tous les intérêts moraux et matériels mènent directement à effacer les frontières entre peuples, sans porter atteinte au caractère particulier de chacun d'eux. Les voies de fer, la télégraphie, tendent à constituer l'unité dans la diversité. C'est la tendance des

choses, c'est le grand courant moderne, c'est l'influence providentielle qui établissent un trait d'union entre des sociétés longtemps étrangères les unes aux autres; c'est la fédération européenne, — cette belle utopie qui a fait sourire tant d'esprits forts, — qui se constitue en dépit de toutes les volontés contraires.

Mais, — contraste bizarre! — si l'on considère l'Europe au point de vue politique, on trouve chacune des nations qui la composent armée jusqu'aux dents, et employant le plus fort et le plus pur de son revenu à créer des engins de destruction...

Partout on fait des vœux pour la paix, — et partout on se prépare à la guerre!

Les peuples se tendent réciproquement une main, en tenant de l'autre un revolver armé.

Les immenses forces que l'Europe entretient ne prennent pas seulement à chaque nation la plus grosse part de son revenu net; elles enlèvent à la production générale les plus vigoureux travailleurs, et, à la perpétuation de l'espèce, les reproducteurs les plus sains. Si bien que les armées ruinent à la fois et les finances et le tempérament des peuples.

C'est que la société européenne tout entière est sous la menace incessante d'une inévitable conflagration. La diplomatie fait, il est vrai, des efforts inouïs pour éloigner le moment de la crise suprême; mais personne ne se fait illusion : tout le monde sent qu'elle viendra. Tous comptes faits, mieux vaudrait tôt que tard! Car les moyens employés pour la retarder coû-

tent beaucoup plus à l'Europe laborieuse que ne lui pourraient coûter les conséquences de l'orage même...

II

Devant une situation si tendue, si anormale, si fatale à la prospérité des peuples, quel est donc le moraliste sérieux, le philanthrope sincère, l'économiste véritable, qui ne fassent des vœux ardents pour voir cesser un pareil état de choses?

Quel est donc l'homme d'État digne de ce nom qui ne mettrait sa gloire à pacifier l'Europe, en détruisant les causes factices de la guerre, et en favorisant l'œuvre que la science et les intérêts légitimes ont commencée : la fédération des sociétés européennes?

J'ignore ce qui se passe dans l'esprit des hommes d'État dirigeants; mais il est évident que toute politique à contre-sens du grand courant qui porte les peuples à se fédérer, est une politique fausse, dangereuse, et, par conséquent, frappée de nullité pour le bien... La politique selon l'esprit du siècle, la politique rationnelle, féconde, glorieuse, est celle-là seulement qui se conformera aux aspirations des peuples modernes... Celui-là seul parmi les hommes d'État aura droit à la reconnaissance de la postérité, qui aura hautement pris l'initiative de cette immense et bienfaisante évolution progressive : la constitution des États-Unis d'Europe.

Si la Révolution française n'avait été déroutée, troublée, comprimée, l'œuvre de la fédération serait réalisée depuis longtemps déjà. Cette idée est formellement dans son programme; et c'est à la France que devrait revenir la gloire de commencer cette salutaire entreprise.

III

Les esprits chagrins, s'appuyant sur ce qui se passe en Amérique, ne manqueront pas de dire que la fédération ne serait pas plus une garantie de paix durable pour les États européens qu'elle ne l'a été au delà de l'Atlantique.

L'objection n'est que spécieuse. Les États-Unis d'Amérique avaient en eux-mêmes la cause de l'inévitable et terrible conflit qui émeut aujourd'hui le monde entier. Ce qui arrive était prévu depuis longtemps : l'esclavage devait produire tôt ou tard la sanglante crise dont le vieux monde comme le nouveau sont solidaires. Pour le dire en passant, les sociétés humaines reçoivent à l'heure présente une effrayante leçon! Elles portent toutes la responsabilité du long crime commis par l'une d'elles... Malheureusement, ce sont les populations qui y pouvaient le moins qui portent le plus gros de la peine!

Mais, en Europe, les choses se présentent ainsi, que la fédération n'y est possible qu'après l'effacement

de la grande cause de conflagration. Comme l'Amérique, l'Europe est bien, en effet, divisée en deux camps; l'un représentant le vieux droit, et l'autre le droit nouveau; et c'est précisément parce que, de toutes parts, on pressent que l'heure est proche où l'un des droits sera forcé de céder l'empire à l'autre, que l'on est partout sous les armes, et qu'en aspirant à la paix, on se tient prêt à la guerre.

D'autre part, en considérant la marche des choses, il est évident que le droit moderne gagne chaque jour du terrain, et que l'avenir lui appartient.

Il doit donc être bien entendu que la réalisation de la fédération européenne implique d'abord, et nécessairement, la suppression de la grande cause de division entre les divers États. Cela fait, l'esprit ne peut plus entrevoir, de bien longtemps, la raison déterminante d'une crise qui mettrait une moitié de l'Europe en guerre avec l'autre. D'ailleurs, de tous les moyens imaginables pour conjurer les conflits sanglants entre les peuples, la fédération, qui implique le désarmement et l'enchevêtrement des intérêts, est à coup sûr le plus simple et le plus radical.

Aussi bien, faut-il répéter que la tendance des choses, non moins que la raison, poussent la société européenne à ce résultat. Le grand mouvement des nationalités n'est, en définitive, que le travail préparatoire à l'alliance des peuples. Les nations revendiquent l'usage de leur libre-arbitre pour disposer d'elles-mêmes, selon leur convenance. Or, leur convenance est évi-

demment de vivre en paix les unes avec les autres; de se développer, chacune conformément à ses aptitudes. Il est donc nécessaire qu'elles commencent par se débarrasser chacune de sa vieille camisole de force. Chacune, en effet, est en travail de rajeunissement ; Les nationalités font leur toilette, si j'ose ainsi parler, pour s'asseoir dignement au grand banquet de la fraternité.

C'est la Révolution qui les y convie, et c'est à la France qu'incombe le devoir et que doit appartenir la gloire de leur en faciliter l'accès.

IV

Tant d'intérêts détestables se jettent à la traverse des plus généreuses entreprises, qu'on ne saurait apprécier le temps nécessaire à la réalisation de ce progrès. Mais, au train dont vont les événements, on peut espérer que le siècle ne passera pas avant que la société européenne ne puisse jouir de cet immense bienfait.

Sans faire entrer en ligne de compte tout ce que les guerres détruisent d'hommes et de choses, et en n'énumérant que le bénéfice d'une paix sérieuse, par conséquent désarmée, nous pouvons bien admettre que, sur deux millions cinq cent mille hommes au moins que l'Europe entretient sous les armes, en temps de paix, elle pourrait facilement en rendre les neuf

dixièmes au travail productif; — et que, sur les trois milliards et demi, au moins, qu'elle dépense annuellement pour se garantir sur terre et sur mer, elle pourrait en restituer également les neuf dixièmes à la commandite du travail.

Imaginez tout ce qu'on pourrait faire en France, par exemple, avec trois cent soixante ou quatre cent mille hommes intelligents et robustes rendus à la vie laborieuse, et quatre cents millions et plus, peut-être, à laisser aux contribuables! ou, mieux, à dépenser pour universaliser les connaissances utiles, pour encourager le travail, en un mot, pour vivifier toutes les sources de la prospérité!

Et ce qui se pourrait faire en France se pourrait faire partout.

En attendant, nous nous débattons dans un cercle vicieux. Tant que nous demeurerons dans l'état présent d'antagonisme menaçant, il n'y aura véritablement aucune possibilité d'aviver le crédit, d'ouvrir de nouvelles carrières au travail, et de faire que les bras soient plus demandés qu'offerts. Les dépenses de la guerre interdisent les développements de l'instruction primaire, à plus forte raison, la réalisation, sur une vaste échelle, de l'enseignement professionnel; elles empêchent d'accroître la prospérité publique en mettant l'instrument du travail aux mains du travailleur; de telle sorte que toute espérance d'amélioration dans la condition des masses laborieuses et de réalisation de progrès général, est nécessairement ajournée au

temps où la paix, garantie par l'alliance des nations de l'Europe, permettra le désarmement partout.

Aussi, quiconque aspire à mettre fin à cette situation, déplorable à tous égards, doit-il répéter avec le poëte :

> Peuples, formez une sainte alliance,
> Et donnez-vous la main.

V

Est-il besoin de dire que c'est là le refrain chéri de la classe dont nous étudions le caractère? Il n'en est pas, assurément, qui puisse charmer plus ses oreilles, ni aller plus droit à son cœur, et l'enflammer davantage; il n'en est pas qui réponde mieux à ses persistantes aspirations. On peut même dire que ce refrain résume toute son opinion politique.

Oui! ce peuple, atteint et convaincu de chauvinisme, n'a point de rêve plus doux que celui de l'alliance des nations et de la paix désarmée, de la paix féconde; oui! ce peuple, dont le cœur palpite au son du tambour, dont le plus grand penchant est pour les spectacles militaires, ne tend pas à moins qu'à la suppression de l'énorme appareil de guerre des sociétés européennes. L'armée n'est pas autre chose, à ses yeux, que le symbole de la délivrance des nations, l'instrument de la future paix universelle.

Qu'il se rende bien compte de son sentiment, je ne le prétends pas. J'ai déjà fait remarquer nombre de fois qu'il est une force morale plutôt instinctive que raisonnée.

Les amis de la paix admettront facilement qu'il est bien inspiré, quant au but; mais quelques-uns sont fort disposés à croire qu'il l'est moins bien quant au moyen.

Certains esprits distingués, craignant par-dessus tout le jeu des forces brutales, et croyant que le but peut être atteint sans recours à la guerre, conseilleraient à la France de donner elle-même l'exemple du désarmement; sa seule puissance morale suffisant, pensent-ils, à l'œuvre de la pacification et de la fédération.

Cette opinion procède d'un sentiment fort honorable, à coup sûr; mais l'immense majorité ne la partage pas le moins du monde. On sent trop généralement que le rôle de la force armée n'est pas fini, par malheur; et que si la parole doit un jour vaincre l'épée, celle-ci est encore assez puissante pour refouler les réclamations les plus légitimes des peuples, ou indispensable pour leur ouvrir la voie du progrès...

La force morale, si patiemment, si admirablement manifestée par la malheureuse Pologne, n'a pas émoussé l'épée russe. Il ne faut pas douter que l'abominable oppression de ce peuple héroïque ne porte bientôt malheur à l'empire des tzars; mais, c'est à la

condition que l'épée polonaise aura raison de l'épée moscovite.

Puisque nous en sommes encore là que le vieux monde se rirait de la Justice moderne si elle n'avait un glaive à sa disposition ; et puisque, d'autre part, la nation française est prédestinée à faire triompher le droit nouveau, elle commettrait une imprudence extrême en brisant son glaive... Ce qui ne lui interdit pas de se mettre en garde contre le double tranchant.

On peut comprendre que les odieux abus de la force armée puissent dégoûter de l'usage. Mais, notre peuple est pour l'usage contre l'abus.

Aussi, lorsque les préposés au gouvernement de la France voudront peser sur l'Europe réactionnaire pour l'amener à compter avec le droit nouveau, leur parole aura-t-elle d'autant plus de poids qu'elle exprimera mieux le vœu populaire ; et le parti de la résistance sera-t-il d'autant plus près de se démoraliser qu'il doutera moins de la réalité des sentiments du peuple français. Outre que nos soldats sont invincibles lorsqu'ils savent être au service de la grande idée de la Révolution, le gouvernement pourrait tirer de sa conformité d'action avec le sentiment national, une force telle, qu'il pourrait sur l'Europe tout ce qu'il voudrait...

Ainsi donc, l'instinct populaire ne s'égare ni sur le but ni sur le moyen. Et le jour viendra où l'Europe, pacifiée, fédérée, laborieuse et prospère, bénira le chauvinisme français ; car ce sera en grande partie,

par la vertu des ardeurs belliqueuses de notre peuple que les adversaires du droit nouveau auront été vaincus.

VI

J'ai dit, dès le commencement de ce travail, au lecteur qui voudra bien me suivre, qu'il sera frappé de la persistance des tendances du peuple, de la sûreté de son instinct et de la grandeur de ses aspirations. On a déjà pu voir que je n'ai pas promis plus qu'il ne peut tenir.

C'est en effet dans la manière d'être de notre classe populaire, que la science sociale doit trouver ses plus précieuses indications, et l'homme d'État comme l'économiste, le philanthrope comme le socialiste, ne peuvent que s'égarer quand ils négligent d'aller puiser à cette source.

Nous savons déjà ce que ferait l'homme d'État résolu à demander conseil au sentiment populaire : il faciliterait le rayonnement de l'esprit de 89; il ferait une alliance intime avec les peuples déjà pénétrés de cet esprit; il favoriserait de son mieux le mouvement de renaissance des nationalités; il poserait enfin les premières assises de la fédération; c'est-à-dire il entreprendrait hardiment l'œuvre la plus méritoire qu'il soit donné d'entreprendre en ce siècle de rénovation.

L'économiste, si disposé à blâmer vertement l'im-

prévoyance personnelle du peuple, et à le détourner de « ses rêveries politiques, » regrettera bientôt de n'avoir pas compris qu'il avait dans le sentiment populaire l'auxiliaire le plus puissant. Que veut, en effet, et avant tout, ce savant spécial? Empêcher la déperdition des forces de toute nature; activer le plus possible la production; pousser jusqu'à ses dernières limites l'application du libre échange; effacer les frontières par l'enchevêtrement des intérêts... C'est-à-dire qu'il veut aller, par les nécessités de l'ordre économique, juste où conduit, par la voie politique, l'instinct populaire... Et cependant! s'il avait été donné à l'économiste d'éteindre la flamme du peuple, il l'aurait éteinte, sans scrupule. Il aurait détruit la précieuse force morale sans laquelle la fédération serait à tout jamais un rêve; à moins qu'un autre peuple ne pût reprendre le beau rôle dont ne serait plus capable celui dont nous parlons. Heureusement, il a tenu bon contre toutes fâcheuses influences; et l'économiste fera un jour l'aveu de son erreur passagère; il glorifiera ce qu'il déplorait...

Le philanthrope est peu digne de cette qualification s'il ne fait les vœux les plus ardents pour la suppression des causes principales de destruction d'hommes. Plus que personne, il doit être pour la paix générale, cimentée par l'union des sociétés européennes. Plus que personne il doit encourager, bénir, glorifier toutes les tendances vers ce but humanitaire. Cependant le philanthrope de profession est connu pour déplorer

amèrement les inclinations révolutionnaires du peuple de Paris. Peut-être ignore-t-il où elles nous mèneraient. En ce cas, nous ne pouvons que l'envoyer à l'école où nous envoyons et l'économiste et l'homme d'État.

C'est à cette même école qu'il nous faut envoyer aussi le socialiste qui n'aurait pas profité de l'expérience de 1848. Après une telle leçon, celui-là se montrerait médiocrement intelligent qui ne comprendrait pas que, toutes les nations étant forcées de se ruiner pour l'entretien de leurs armées, il n'y a point possibilité d'amélioration radicale à réaliser dans la condition des masses laborieuses. Celui-là, dis-je, se montrerait médiocrement intelligent qui provoquerait le peuple à s'absorber encore dans la préoccupation de petits intérêts matériels, au lieu de s'appliquer à faire converger toutes les pensées, toutes les espérances vers le but suprême où nous guide l'esprit de la Révolution, et où nous pousse cette force providentielle qui se manifeste par les aspirations populaires[1].

[1] Je ne prétends pas que l'idée de la fédération européenne ait pris sa source dans l'instinct de notre peuple contemporain. Je sais qu'elle remonte au dix-septième siècle, et peut-être au de là. Mais l'Europe n'était pas préparée à en faire son profit. La Révolution française, qui eût pu la réaliser si elle n'avait été elle-même enrayée, l'a remise en honneur, par l'organe de plusieurs de ses penseurs, dès que le parti démocratique a pu se reformer et s'affermir. Ainsi, une revue que j'ai déjà citée, et que publia de 1831 à 1838 l'école de M. Buchez, avait pour titre *l'Européen*, et pour objet la démonstration de la haute raison de constituer la fédération des sociétés européennes. Depuis ce temps, quelques-uns des publicistes de la démocratie ont repris cette pensée. M. Garnier-Pagès, notamment, s'en est fait l'infatigable apôtre, allant de capitale en capitale passionner les partis avancés pour l'alliance des nations...

VII

En résumé, l'opinion politique de la classe ouvrière de Paris est presque tout entière contenue dans le désir passionné de servir le mouvement de fédération des nationalités : c'est là l'objet de sa grande préoccupation; c'est de là que viennent et ses distractions dans l'atelier et sa répugnance invincible pour les intérêts terre à terre; c'est ce qui fait que, sans en avoir conscience, elle veut demeurer au moins disponible d'esprit; comme si elle était dominée par cette pensée qu'il se dégage d'elle une force morale qui pèse nécessairement sur la marche générale des choses. Cette force se dégage, en effet ; et l'on sait bien que ce n'est pas un médiocre inconvénient, pour qui gouverne, d'avoir contre soi le sentiment populaire, ou un médiocre avantage de l'avoir pour soi.

J'appuie sur ce fait que, tout ce qui, dans l'œuvre des hommes d'État, des économistes, des philosophes, des socialistes, contrarierait les aspirations popu-

Mais c'est indépendamment de l'action de ces généreux esprits que s'est développée la tendance du peuple. D'abord, elle est dans l'instinct de celui-ci bien plus que dans sa raison; ensuite il ignore presque absolument tout ce qui a été dit et écrit en ce sens .. Et, chose bien étonnante, la démocratie raisonneuse, intelligente, se laisserait plus facilement détourner de cette idée, ou l'ajournerait plus volontiers que le peuple! C'est que l'instinct n'est pas si variable que la raison... L'instinct, c'est la force providentielle; la raison, c'est la liberté, pouvant méconnaître même la force providentielle.

laires, serait nul de soi, ou tournerait directement contre le bien général. Tous, hommes d'État, économistes, philosophes, socialistes, qui font des vœux pour voir la société européenne mieux assise, la paix mieux garantie, les sources du travail plus abondantes, les bénéfices du travail servant exclusivement à ouvrir de nouvelles carrières au génie et à l'activité de l'homme; en un mot, quiconque veut le progrès réel doit rendre hommage à cet instinct populaire, à cette force mystérieuse qui pousse directement aux grands résultats que nous venons d'énumérer...

CHAPITRE III

LES PARTIS. — LEUR RAISON D'ÊTRE. — LE RÔLE NÉCESSAIRE DE CHACUN D'EUX.

Nous ne comprendrions pas complétement le peuple politique de Paris si nous n'étudiions aussi dans son ensemble le parti démocratique; et nous ne comprendrions que très-imparfaitement celui-ci si nous ne nous appliquions d'abord à définir le jeu nécessaire des partis divers. Faisons donc ce que raison demande.

I

Il est, de par le monde, une foule de sages qui semblent croire que le genre humain aurait grand besoin d'être revu et corrigé. S'il leur était donné, par mira-

cle, de revoir et de corriger « le chef-d'œuvre de Dieu, » ce ne serait pas pour l'augmenter, au contraire! car ils se plaignent tous de son exubérance de séve : ils le saigneraient à blanc, sans hésiter. Ils éteindraient en l'homme les forces vives qui sont le principe générateur de toutes les agitations de la vie; ils effaceraient toutes les diversités et toutes les vivacités de l'esprit pour réaliser leur idéal social : l'uniformité dans la simplicité!...

Si vous demandiez à l'un d'eux son sentiment sur les partis, par exemple, il vous dirait qu'ils lui causent une affliction profonde; il se répandrait en jérémiades sur « l'esprit de parti, » ce « fauteur de toutes nos discordes civiles, » cet « ennemi mortel de la paix publique, » etc., etc. Bref, s'il pouvait le tuer absolument, et pour toujours, il le ferait avec bonheur, et il se croirait grand devant Dieu et devant les hommes...

Ce sage, vous le trouverez partout, dans tous les rangs et dans tous les camps. Il est lui-même homme de parti; et il est peu de partisans qui, à leurs heures de découragement ou sous la préoccupation des crises provoquées par les opinions contraires, ne soient disposés à payer tribut à cette sagesse aux pâles couleurs qui s'effraye du bruit, du mouvement, et qui, volontiers, supprimerait la vie pour supprimer la lutte.

Je conçois qu'on se défende de cet esprit exclusif, haineux même, qu'on trouve assez communément sous tous les drapeaux; qu'on le réprouve même éner-

giquement ; je conçois encore que des personnes conciliantes, s'imposant le devoir de former le trait d'union nécessaire entre l'arrière d'une opinion et l'avant d'une autre, soient portées à gémir de la malveillance qu'elles se prodiguent réciproquement : rien de cela ne prouve contre le véritable esprit de parti.

Voici, au reste, la simple et victorieuse observation que le bon sens oppose aux « sages » qui se lamentent de « nos divisions : »

Les sociétés les plus élevées en civilisation, c'est-à-dire les plus fortes, les plus savantes, les plus morales, les plus actives, les plus prospères, sont précisément celles où les partis sont le plus accentués, partant, où ils jouissent de la plus grande liberté de se manifester.

Cette irréfutable assertion peut n'avoir pas frappé toute intelligence distinguée ; mais la moindre réflexion lui rendra éclatante cette vérité :

Tant les partis sont vivants, tant est vivante la société.

Débattez-vous contre ce fait, ou plutôt contre cette loi de la vie, vous y userez votre logique ; et, si vous n'êtes à jamais brouillé avec le bon sens, vous vous inclinerez devant une loi certainement providentielle...

II

Une société en progrès peut être comparée à un peuple en marche vers une terre promise dont il ne

sait que très-vaguement la route, et qui campe successivement aux lieux qui lui semblent propices. Si, continuant l'image, nous examinons de haut ce peuple, nous le voyons toujours précédé d'une sorte d'avant-garde et suivi d'une espèce d'arrière-garde.

L'avant-garde se compose des âmes les plus ardentes à trouver la terre promise, souffrant impatiemment les haltes prolongées, toujours à la recherche des voies nouvelles où il conviendrait de s'engager, et sollicitant sans cesse la multitude de lever le camp, pour les suivre sur un terrain plus fécond, et plus rapproché du but vers lequel tendent leurs aspirations.

Le rôle de cette avant-garde est d'ouvrir toujours de nouvelles et attrayantes perspectives.

L'arrière-garde se compose d'un parti qui avait su se faire, aux dépens du grand nombre, une si bonne position dans la halte précédente, qu'il lui est fort douloureux d'avoir été forcé de l'abandonner. C'était sa terre de promission, à lui, et il n'aspirait à rien de plus en ce monde. Il sait, d'ailleurs, qu'on ne le laissera plus se faire, comme autrefois, la part du lion, et que plus on avancera, plus il lui faudra se soumettre à la loi de justice distributive... En sorte que ce parti, autrefois privilégié, ne suit le gros de la nation que contraint et forcé, manifestant les plus amers regrets, se tenant toujours à l'arrière, sollicitant d'une manière incessante la foule de retourner sur ses pas, maudissant l'avant-garde, criant bien haut qu'elle

entraînera infailliblement la société vers les abîmes...

La grande majorité de cette société constitue le parti stationnaire. Il a pour trait caractéristique de vouloir demeurer en place aussi longtemps qu'il croit pouvoir féconder l'état présent. Tant qu'il ne lui est pas démontré de la manière la plus décisive que le campement nouveau, où l'appelle instamment l'avant-garde, offre des ressources beaucoup plus abondantes que celui où l'on se trouve, il résiste aux sollicitations; et, comme il est dans sa nature d'aimer mieux tenir que courir, et qu'il ne sait pas plus garder la mesure que les partis extrêmes, ce n'est jamais que sous le coup d'une crise intestine qu'il se laisse entraîner.

Lorsque cet entraînement a lieu, la portion la mieux partagée du parti stationnaire se joint, par dépit, à l'arrière-garde, et en réforme successivement le personnel; tandis que la portion la plus fatiguée, ou la moins aventureuse de l'avant-garde, deviendra la tête du nombreux parti moyen. Enfin le parti du mouvement se renouvelle en recrutant dans la foule les âmes jeunes et ardentes dont il a besoin.

Dans la durée du trajet, les générations se succèdent, les partis se modifient sensiblement; ils changent de nom; mais, sous un nom ou sous un autre, tant que la société n'aura pas épuisé son principe d'existence, accompli sa fonction particulière, il y aura nécessairement :

Un parti qui aspire à mieux que ce qui est;

Un autre, comprenant ou représentant l'immense majorité, disposé à se contenter de ce qui est, ne voulant pas quitter la proie pour l'ombre;

Enfin, un troisième, regrettant une bonne situation passée, et se vengeant de ses défaites en réagissant avec une invincible obstination contre les tendances de la marche en avant.

Si, de lui-même, le parti du progrès se décomposait, s'annihilait; ou s'il était vaincu définitivement par un despotisme quelconque, la société ne retournerait pas pour cela, d'étape en étape, à son point de départ, non : jamais société n'est retournée sur ses pas. Quand elle ne va plus de l'avant, elle sèche sur place. Elle s'immobiliserait donc fatalement au point où elle se trouverait, comme nous voyons qu'il est arrivé aux grandes sociétés du vieil Orient. Le parti d'avant-garde lui faisant défaut, ce serait l'élément même de toute vie progressive qui lui aurait échappé.

Dans la société française, cet élément de vie progressive est incarné dans la démocratie militante, laquelle revendique, à bon droit, la qualification de parti du progrès. Et sauf l'état-major, qui s'est à peu près exclusivement recruté jusqu'à ce jour parmi la bourgeoisie, le corps avancé de ce parti est formé par la classe supérieure de la population laborieuse de Paris.

III

Pousuivons notre démonstration.

Si nous pouvons affirmer que là où le parti d'avant-garde fait défaut par une cause quelconque, la société est condamnée à l'immobilité d'abord, puis à la décadence fatale, nous pouvons également affirmer que le progrès, impossible sans ce parti, ne se fait pourtant pas par lui tout seul, mais bien avec le concours des deux autres. Si nous parvenons à démontrer ce fait, nous aurons prouvé que les trois partis sont d'absolue nécessité, et que tous les trois doivent jouir de la complète liberté d'exercer leur action, en tant qu'elle est exempte de violence.

Ce n'est pas, certes, une médiocre besogne que d'avoir à démontrer à chacune des opinions la raison d'être des deux autres. Chacune d'elles, en effet, croit sincèrement avoir pour elle seule la vérité, toute la vérité, prétendant que les autres sont au service de l'erreur. En réalité, le vrai et le faux sont mêlés aux trois opinions, à doses inégales, sans doute; mais il est tout simple que chacune, admît-elle la nécessité d'être des autres, veuille s'attribuer la plus grande dose de vérité et la plus petite d'erreur. Il est excellent même que chaque parti ait la plus haute estime de lui-même, afin que le débat soit plus animé, plus sérieux, partant plus fécond.

Quoi qu'il en soit de la mesure réelle de vérité et d'erreur de chaque opinion, celle qui a le plus de confiance en elle-même le prouve en ne cherchant pas à imposer silence aux autres, et, mieux encore, en provoquant ses rivales à s'affirmer.

Mais il nous faut amener chacune d'elles à comprendre le rôle des autres. Je prends d'abord à partie l'ardent ami du progrès. Il ne saurait se refuser à croire qu'une société ne peut être toujours en évolution. Il faut bien qu'elle tire de chaque situation donnée ce qu'elle contient. Or ce n'est pas le propre du parti avancé d'être à l'œuvre du jour. Si la division du travail est nécessaire dans les détails de la vie industrielle, à plus forte raison est-elle nécessaire dans le grand travail du développement politique des sociétés. L'œuvre du jour répondant aux aptitudes prédominantes du nombreux parti moyen, il faut la lui laisser faire.

Mais, si le plus ardent ami du progrès peut admettre la nécessité du parti stationnaire, il lui sera bien difficile de comprendre la raison d'être de celui qu'il appellera rétrograde. Cependant celui-ci n'est pas plus une anomalie dans l'ordre des choses humaines que l'hiver, par exemple, n'est une anomalie dans l'ordre des saisons.

Il ne s'agit pas de nier ce qui est, ce qui a été dans le passé, ce qui sera dans l'avenir : il s'agit de l'expliquer.

Incontestablement le parti justement nommé rétro-

grade, parce qu'il veut toujours nous ramener en arrière, au moins par la pensée, représente des intérêts fort peu légitimes, bien qu'il aime à se qualifier de légitimiste. Mais soyons juste : les deux autres partis ne paraîtront pas tout à fait désintéressés si l'on veut les regarder par leur revers de médaille. Les intérêts d'ailleurs jouent leur rôle nécessaire dans le monde. Ils sont des excitants vigoureux qui s'ajoutent aux forces morales. Donc, sans nous départir de notre admiration pour les héros de désintéressement ; sans nous déshabituer du mépris pour qui ne cherche dans la mêlée que des satisfactions égoïstes, accordons leur part aux appétits naturels, et faisons entrer en ligne de compte toutes les forces qui, d'une manière ou d'une autre, concourent aux développements successifs de la vie des sociétés.

Aussi bien, le parti rétrograde n'est-il certainement pas, entre tous, le moins capable d'élans généreux et de sentiments chevaleresques. Laissons donc dans l'ombre son petit côté, pour nous demander quel rôle nécessaire il remplit dans la société.

Il justifie d'abord son existence en ce sens qu'il est, par nature, le parti de la tradition. On sait que la tradition touche médiocrement le parti moyen, absorbé qu'il est par les préoccupations des nécessités présentes. D'autre part, le tempérament du parti du mouvement le porte à vouloir toujours faire solution de continuité avec le passé. Son ardeur à s'élancer vers l'avenir est en raison directe de son ennui du présent

et de son horreur du passé. Il ne veut voir du présent et du passé que les côtés défectueux. S'il voyait autrement, il aurait moins de passion et moins de zèle à ouvrir de nouveaux horizons. Il est dans son rôle. Mais, s'il était seul à parler, l'humanité vivante pécherait par injustice et ingratitude envers l'humanité éteinte. Il faut d'ailleurs que l'homme d'aujourd'hui connaisse l'esprit et les œuvres de l'homme qui l'a précédé... Or, par sa tendance naturelle à regarder en arrière, le parti rétrograde, s'il ne peut faire reculer effectivement la société, ramène du moins les esprits à la méditation sur les choses d'autrefois. Il provoque incessamment, par sa seule manière d'être, à l'étude de l'histoire, dût cette étude tourner contre lui-même. Tenons pour certain que nos annales seraient bien moins connues et bien moins impartialement racontées si ce parti n'exerçait pas directement ou indirectement son action sur les études historiques, au moins sur la partie de l'histoire qui lui tient à cœur.

Mais le rôle véritablement caractéristique de ce parti, rôle qu'il remplit encore plus que l'autre à son insu, c'est d'être à l'avant-garde ce que serait à un explorateur de terres inconnues une sorte de génie inexorable qui l'aiguillonnerait sans cesse, en le mettant au défi d'éviter les abîmes... Très-positivement, le parti rétrograde tient en haleine la démocratie militante, et la pousse, sans en avoir conscience, à servir, contre lui-même, la cause du progrès.

Ceci peut avoir, au premier abord, l'apparence d'un paradoxe. Au fond, rien n'est moins paradoxal.

Les deux opinions extrêmes sont à l'opinion moyenne ce que seraient à un jury deux plaideurs opposés, s'efforçant chacun de le gagner à soi. Ils s'excitent l'un par l'autre; ils se provoquent réciproquement à révéler toutes les ressources de leur esprit et à développer tous les replis de leur pensée intime.

Et voici en quoi ce débat contradictoire doit tourner au profit du progrès : l'avocat de la société passée ne peut que ressasser ce que tout le monde connaît; mais, par la manière dont il aiguillonne l'avocat de la société à venir, il l'oblige à des efforts dont il se fût dispensé; il l'excite à faire l'opération spirituelle la plus difficile qui se puisse imaginer : il le force *à préciser ses aspirations*. Car soyons assurés que c'est à préciser successivement les aspirations de l'humanité que consiste principalement l'œuvre de la raison de l'homme.

Lorsque nous aurons à définir la mission actuelle du parti d'avant-garde de la société française, nous verrons de quelle immense dose d'activité et de hardiesse spirituelle il doit faire preuve pour se tenir à la hauteur de sa prédestination. Telle est la grandeur des problèmes dont le parti démocratique cherche la solution, qu'il ne la trouverait pas de bien longtemps sans l'énergique excitant d'une contradiction aussi incessante qu'impitoyable... Supprimez par la pensée l'action contradictoire qui s'exerce sur les remueurs d'idées de la démocratie, et l'esprit de ceux-

ci s'engourdira faute d'être aiguillonné; cela est de la dernière banalité. La contradiction sans relâche, sans merci, est à nos facultés spirituelles, pour leur faire jeter leurs flammes, ce qu'est le chauffeur au foyer d'une machine.

D'autre part, le parti démocratique, très-ferme, assurément, dans sa tendance générale, peut se fourvoyer partiellement, tantôt à la suite de l'un, tantôt à la suite de l'autre de ses hardis penseurs. Cela s'est vu, cela devait se voir, et cela se verra toujours. Mais ses écarts seraient bien plus graves, s'il n'existait un autre parti, dont le suprême intérêt est de le surveiller, et qui compte comme une bonne fortune toute occasion de dénoncer ses erreurs. Comme les représentants de l'opinion progressiste ne doivent avoir rien tant à cœur que de ne pas laisser amoindrir, aux yeux de la société, la valeur de leur opinion, ils s'efforcent, cent fois plus qu'ils ne l'auraient fait, d'avoir de leur côté la raison, le droit, la vérité.

Il est donc bien positif que l'action malveillante de notre adversaire est un aiguillon qui nous pousse à pénétrer plus résolûment au cœur des grandes questions soulevées par l'esprit nouveau, et que le parti rétrograde est non-seulement entraîné dans le mouvement; mais encore qu'il le sert, malgré lui, en provoquant l'accroissement de notre force attractive[1].

[1] Au temps de l'Assemblée législative (1849-50-51), on avait remarqué que, si les interruptions malveillantes pouvaient troubler fort les orateurs timides ou inexperimentés, elles étaient, au contraire, pour les



Ces luttes entre les deux partis tranchés, et même celles des progressistes contre les avocats de l'opinion stationnaire, qui se font parfois les auxiliaires du parti rétrograde, ces luttes intellectuelles ont encore cela d'excellent qu'elles entretiennent l'activité de la pensée générale, tenant constamment éveillé l'esprit du grand nombre. Il résulte naturellement de cette activité de toutes les intelligences un accroissement et une diffusion continus de lumières générales. L'opinion commune, de jour en jour plus éclairée par le débat, incline davantage chaque jour vers celle des deux opinions qui répond le mieux aux aspirations persistantes de la nature humaine; et c'est ainsi que s'opère le progrès.

Il est donc incontestable que le parti rétrograde joue un rôle absolument nécessaire. Il n'est pas le plus brillant, sans doute, à nos yeux. Mais il suffit que, pour ceux qui le remplissent, il soit le plus beau.

Un libre-penseur contemporain, M. Renan, disait, entre autres bonnes choses, dans son unique leçon au Collége de France :

« La marche de l'humanité se fait par la lutte de

vrais tribuns, des excitants qui doublaient leur éloquence. On avait si bien conscience de ce phénomène qu'il y eut, au sein des diverses opinions, de petites conspirations, soit pour troubler les impuissants par de perfides interruptions, soit pour éteindre, par le silence, la flamme des puissants. Mais telle est la force irrésistible de l'éloquence vraie, qu'elle a toujours déjoué la conspiration du silence. Je serais bien désolé que le parti d'arrière-garde, particulièrement, pût prendre sur lui de conspirer contre le nôtre de la manière que je viens de dire. Heureusement il jouit trop peu de son libre-arbitre.

« deux tendances contraires; par une sorte de pola-
« risation en vertu de laquelle chaque idée a ici-bas
« ses représentants exclusifs. *C'est dans l'ensemble que*
« *s'harmonisent toutes les contradictions*, et que la paix
« suprême résulte du choc des éléments en apparence
« ennemis. »

Je suis heureux de trouver à l'appui de mon explication du jeu nécessaire des partis une pareille autorité. Il en est cependant une plus grande encore, que je veux invoquer; c'est celle du sens commun, qui depuis longtemps avait dit : « La lumière naît du choc des opinions. »

IV

Il s'agit maintenant de savoir comment la lumière sortie du choc des opinions peut se traduire en institutions sociales. C'est-à-dire que nous allons aborder la question des rapports entre le gouvernement et les partis.

Commençons par dire qu'il est contre nature que l'homme d'État en exercice soit un *initiateur*. Il a pu l'être comme simple citoyen; il ne le peut plus à titre de gouvernant : l'initiateur ne se trouve que dans les rangs des progressistes.

D'abord, une idée ne peut se transformer en loi, qu'autant qu'elle a passé, de la minorité qui l'a élaborée, dans la circulation générale. C'est alors seulement

par le fait, conclure à un amoindrissement de vie et de prospérité publiques...

En résumé, rappelons-nous bien que le progrès est le fruit des grandes batailles de l'esprit; que les sociétés les plus fortes, les plus prospères, par conséquent les plus vivantes, sont celles où les partis jouissent de la plus grande liberté de se manifester; et, pour faire une variante à une pensée fameuse, disons: « Si les partis n'existaient pas, il faudrait les inventer. »

V

D'après l'image dont je me suis aidé pour expliquer le phénomène d'une société en progrès, on pourrait croire que la démocratie militante ne se compose guère que de l'élément social mécontent de la part qui lui est faite, et que l'incitation au mouvement est l'affaire de besogneux voulant aller de l'avant pour se faire la part meilleure... Pour l'honneur du peuple qui forme le corps du parti du progrès, et pour l'honneur de l'élite de la bourgeoisie qui compose son état-major, je dois aller au devant d'une fausse interprétation.

Pour ce qui est de l'état-major : qu'il compte, comme celui de tous les autres partis, des esprits troublés et des ambitions désordonnées, je ne veux pas le nier; cela est inévitable. Mais ce serait la plus grossière injustice de dire que le grand nombre en est là. Le

chemin, d'ailleurs, n'est pas semé de roses pour l'homme de la classe aisée qui se voue au triomphe de l'idée démocratique, et si celui-ci consultait son bien personnel, il demeurerait dans les rangs des conservateurs.

D'autre part, la portion du peuple engagée dans le mouvement, est la fraction relativement la moins malaisée du prolétariat français; et j'imagine qu'elle n'a donné à personne le droit de prétendre qu'elle est mue par l'espérance de se gorger à la faveur de quelque révolution. Il doit être bien démontré à qui a vu les choses de près qu'aux temps de crises révolutionnaires, le peuple n'a jamais *spontanément* manifesté d'exigences pour son bien à lui. Ses exigences ne se sont jamais manifestées que sous le coup d'incitations venues de ses conseillers de la bourgeoisie, et elles n'ont jamais été, de sa part, ni exorbitantes, ni persistantes.

Ceci soit dit, non pour appeler le blâme sur ses avocats; mais uniquement pour établir mieux la vérité.

Quant à ces amis du peuple qui l'ont poussé à se montrer quelque peu exigeant, comme après les journées de février, la justice nous commande expressément de reconnaître qu'ils étaient pour la plupart animés de la meilleure intention du monde, je ne saurais trop le redire. Si leurs conseils peuvent témoigner d'un égarement de l'esprit, ils ne témoignent certainement pas d'un égarement du cœur; au contraire. Ces conseillers ne stipulaient pas pour eux

personnellement ; et l'on peut bien excuser leur trop vive impatience de voir améliorée la condition des classes souffrantes...

D'ailleurs, il y a cela de bien remarquable dans tout le travail civilisateur, que l'initiative des réclamations et des améliorations n'est jamais prise par les parties les plus immédiatement intéressées. Sans remonter au delà d'un demi-siècle, c'est, en effet, à l'élite de la classe aisée qu'est due, en toutes circonstances, l'initiative des réformes à opérer en faveur des classes déshéritées ; et lorsqu'une partie du peuple en vient à imiter cette élite de la bourgeoisie, c'est surtout en vue de soulager des misères dont elle-même peut s'affranchir à peu près, ou dont elle est presque affranchie.

Il semble que le personnel de l'opinion réformiste se sente responsable de toutes les douleurs, de toutes les misères sociales. Il ressent, j'ose le dire, plus vivement que la multitude, l'effet de son mal-être, à elle ; il est plus humilié de l'état d'infériorité d'une grande partie de la famille ouvrière, que celle-ci ne l'est elle-même. Et cela est providentiel. Si ce parti généreux n'existait pas, qui donc prendrait l'initiative des réformes? La nombreuse classe des déshérités demeurerait à tout jamais dans son dénûment; et la classe aisée accepterait avec un placide égoïsme de jouir de ses biens sans souci de ce qui se passerait au-dessous d'elle... Grâce à Dieu, elle a donné elle-même naissance au parti réformateur ; et celui-ci a trouvé dans

le peuple le moins malaisé de corps et le plus éveillé d'esprit une force dès longtemps préparée, qui ne demandait qu'un appel pour se manifester.

Mais l'opinion démocratique embrasse, dans sa sollicitude, plus que les classes souffrantes. Sa fonction est plus étendue. Ce n'est pas encore le moment de la définir; mais nous pouvons dire en deux mots qu'il ne s'agit pas seulement, pour notre parti, de travailler à l'affranchissement des masses asservies autant par l'ignorance que par la misère : il s'agit d'affranchir toutes les classes de la société, riches ou pauvres, d'une foule de préjugés, qui sont comme autant de formidables barricades posées en travers de la route du progrès; plus encore : il s'agit d'étendre à toute l'humanité le bénéfice de nos principes rédempteurs.

Je suis donc bien aise, étant du peuple, d'avoir l'occasion de rendre à la bourgeoisie française cette justice, qu'elle a donné à la cause générale du progrès et à la cause particulière des classes souffrantes une glorieuse pléiade de fermes et éloquents défenseurs, qui se renouvellent incessamment, en augmentant en nombre, et dont le plus grand chagrin est certainement de ne pouvoir être constamment sur la brèche.

Ce beau titre à l'estime du peuple et de tous les vrais amis du progrès, la bourgeoisie en masse, ne le revendique pas, il est vrai. Elle voit même d'un œil chagrin ceux des siens qui donnent dans le mouvement révolutionnaire... Mais peu importe! D'ailleurs, la bourgeoisie, en tant que parti, a son rôle propre et

nécessaire dans le mouvement général de la société. Ce rôle, je l'ai défini dans le chapitre précédent, lorsqu'il s'est agi de l'élément social stationnaire. Elle ne le remplit pas, il faut le dire, avec la plus parfaite intelligence; mais quel parti remplit le sien avec une intelligence parfaite?

Revenons au nôtre. Il est, de fait, le pionnier du progrès et le guide de la société. Celle-ci trouve naturellement son guide trop pressé, trop aventureux; elle maugrée souvent contre lui; elle a les plus grandes peines à se décider à le suivre, parce qu'elle le voit trébucher quelquefois, lorsqu'il essaye d'affronter les immenses et inévitables difficultés de la route; mais elle ne peut se défendre d'une profonde estime pour lui; et, dans certaines occasions suprêmes, il exerce sur elle une si grande puissance d'attraction, qu'elle se décide, alors, à faire un pas décisif...

CHAPITRE IV

LA RÉVOLUTION. — SON CARACTÈRE. — LES LIBRES PENSEURS. — LA BABEL DÉMOCRATIQUE.

Le peuple de Paris est, avons-nous dit, le corps avancé d'un parti dont une élite de la bourgeoisie forme la tête. L'œuvre de ce parti consiste à développer les principes de la Révolution, à en favoriser l'extension universelle, et à en provoquer progressivement l'application.

Cette œuvre, il faudrait la définir de manière à en faire bien saisir le caractère et la grandeur. En attendant qu'une maîtresse plume se consacre à ce travail, essayons-nous à l'ébaucher.

I

La Révolution française n'est pas seulement le plus grand événement des temps modernes ; elle est, dans toute l'ampleur du mot, le principe générateur d'une nouvelle civilisation ; elle inaugure une ère nouvelle à tous les points de vue.

Le mot « Révolution » est définitivement passé dans la langue politique européenne comme expression de cet irrésistible courant d'idées qui agitent le monde moderne, et dont la source est dans la pensée de 89. Elle est un principe contagieux, dont on reconnaît les effets dans toutes les aspirations progressives des peuples ; dans toutes leurs tentatives d'émancipation ; dans toutes leurs protestations contre le vieux *droit divin ;* dans toutes leurs revendications du *droit humain...*

Ce grand mot n'éveille donc pas seulement le souvenir des terribles crises sociales par lesquelles a passé la société française pour s'affranchir d'institutions oppressives : il sert surtout à caractériser cet esprit général de rénovation qui souffle sur la société européenne, c'est-à-dire sur la partie la plus avancée du genre humain, et particulièrement sur les éléments les plus éclairés de cette société. Il faut insister sur ce fait, que c'est sur la portion la plus éclairée du monde que la Révolution exerce le mieux son en-

pire; tant il est vrai qu'elle répond bien aux aspirations humaines; ou, pour mieux dire : tant il est vrai qu'elle est l'effet nécessaire des tendances persistantes de l'humanité.

La Révolution française a une tout autre portée que n'eut celle d'Angleterre, par exemple, ou celle d'Amérique, lesquelles étaient exclusivement locales, et ne touchaient guère qu'à l'ordre politique. La nôtre ne se limite en rien. Elle touche à tout; elle va partout; elle renouvelle tout. Elle embrasse, dans sa sollicitude universelle, non-seulement toutes les classes et tous les besoins moraux et matériels de la société française, mais encore tous les peuples et toutes les conditions de leur existence civile et religieuse... Elle est française en ce sens seulement qu'elle a établi son foyer au cœur du peuple le mieux doué pour la faire rayonner jusqu'aux confins du monde; au cœur du peuple le plus expansif, le plus sympathique aux autres, et le mieux disposé au sacrifice de soi pour le salut de tous...

En rayonnant, elle avive la flamme languissante des nationalités; ou, pour parler plus juste, elle renouvelle le principe même de vie et la raison d'être des nationalités. L'Italie qui se fait, la Pologne qui se débat héroïquement contre ses bourreaux, la Hongrie, l'Espagne, l'Allemagne, la Grèce, quand elles se seront constituées conformément à leurs aspirations, seront aussi distinctes de ce qu'elles étaient avant le mouvement de rénovation, que le monde

chrétien du moyen âge était distinct du monde païen. Le mouvement actuel des nationalités est l'œuvre de sociétés qui se reconstituent pour entrer, chacune avec l'aptitude dont elle douée, dans le cercle nouveau et grandiose que la Révolution a ouvert à l'activité humaine.

Il suffit d'observer les phénomènes qui ont lieu au sein de la société européenne, tant dans l'ordre civil que dans l'ordre moral, phénomènes universellement attribués à l'esprit de la Révolution, pour avoir la certitude que celle-ci a bien tous les caractères d'une rénovation sociale, au point de vue religieux aussi bien qu'au point de vue politique. Elle inaugure donc une civilisation nouvelle, dans toute la valeur philosophique et historique du mot. Sans être négative du christianisme, dont elle conserve l'essence, elle ouvre une ère qui recevra des générations à venir une appellation particulière. L'ère qui commence est en progrès sur l'ancienne, autant que celle-ci l'était elle-même sur celle qu'elle remplaçait...

Le principe constitutif de la société qui s'éteint reposait sur le *droit divin*. Considéré dans son sens le plus élevé, il embrassait certainement, quoique sous condition, l'universalité du genre humain ; mais, conçu dans une pensée dédaigneuse des choses de ce monde, il ne disposait les esprits qu'à l'espérance de la *rédemption céleste*.

Le principe de la nouvelle société repose sur le *droit humain*, et, sans rien préjuger des choses de

lestes, il conclut positivement à la *rédemption terrestre* de tous les individus, de toutes les classes et de tous les peuples infériorisés d'une manière quelconque...

Le *droit divin* est basé sur cette donnée que toute vérité touchant la destinée des hommes vient directement de Dieu, et que les pouvoirs publics sont divinement institués pour diriger vers leurs fins normales les sociétés humaines. De là, une Église dépositaire de la pensée divine, et donnant l'investiture aux maîtres des peuples, ces maîtres tenant ainsi « de Dieu et de leur épée. »

Le *droit humain* est fondé sur cette donnée, bien différente, que toute vérité est une acquisition naturelle de la raison, et que les pouvoirs, relevant directement et exclusivement de la société même, ne sont et ne doivent être que des services publics...

C'est, en un mot, la souveraineté du sens commun qui se substitue à la souveraineté des « délégués de Dieu. »

II

Lorsque nous en serons à la question religieuse, nous aurons à préciser d'autres différences essentielles entre les principes de la société qui passe et ceux de la société nouvelle. En attendant, la définition que nous venons d'ébaucher est bien celle, osons le dire, qui est dans la pensée ou dans le sentiment de l'im-

mense majorité du parti démocratique, et qui contient l'explication la plus rationnelle des phénomènes sociaux dont nous sommes témoins, et plus que témoins.

Dès lors, on peut comprendre l'immensité de l'œuvre que se propose, et que doit accomplir avec le temps, le parti qui s'est consacré au triomphe des nouveaux principes.

Non-seulement les penseurs dévoués à la Révolution doivent s'appliquer à saisir et à préciser le sens du sens commun, si je puis ainsi parler; mais il faut encore qu'ils élaborent la doctrine tout entière de la civilisation nouvelle; qu'ils démontrent d'une manière certaine que le principe nouveau peut répondre aux nécessités de l'ordre moral aussi bien qu'à celles de l'ordre civil; qu'ils disent comment les besoins de l'âme peuvent être satisfaits aussi bien que ceux du corps.

Il se peut que sur ces points si importants quelques penseurs de la démocratie soient fixés; mais le grand nombre ne l'est pas. Il se manifeste toutefois en ce temps-ci une tendance très-marquée à la recherche de ces vérités essentielles. Cependant, la Révolution, quoiqu'elle touche à tout, et qu'elle doive répondre à tous les besoins, a été jusqu'à ce jour beaucoup plus civile que religieuse. Et il était tout simple qu'elle eût d'abord ce caractère.

La Révolution chrétienne a procédé tout autrement dès ses commencements, parce qu'elle se produisit

au sein d'une société profondément démoralisée. On comprend donc que le premier besoin des fondateurs du christianisme ait été de remédier à la suprême nécessité du moment : régénérer les âmes. De même on peut concevoir que, par suite de cette préoccupation exclusive des premiers jours, le christianisme ait gardé toujours l'empreinte profonde de la pensée primitive.

Tout autre était l'état de la société d'où est sortie la Révolution moderne. C'était le côté civil qui était déplorable, et non le côté moral, sauf parmi la petite classe des privilégiés; les grandes classes productrices étaient saines. Dès ses premiers pas d'ailleurs, la société nouvelle croyait pouvoir s'accorder parfaitement avec le principe religieux de la civilisation qui s'éteignait. La donnée nouvelle a donc répondu, elle aussi, à la suprême nécessité du moment, en s'attaquant d'abord au vieil ordre civil; et, elle aussi, paraît devoir garder l'empreinte profonde de la préoccupation du premier moment.

Mais, de même que la Révolution chrétienne, tout en conservant son caractère mystique, a eu sa très-sérieuse influence sur la société civile; de même la Révolution moderne, tout en demeurant fidèle à son rationalisme, doit avoir une influence décisive sur la société religieuse.

Ce n'est pas une opinion personnelle que j'exprime ici; c'est un fait que je constate, et qui crève les yeux; un fait immense déjà, et plein d'enseignements. C'est

la force des choses qui, évidemment, nous pousse à envahir le domaine religieux, pour opérer l'inventaire de ce qui y est, et pour en écarter tout ce qui semble de nature, soit à réfréner les hardiesses de l'esprit, soit à troubler les lois de l'entendement humain.

Il est donc bien exact de dire que la Révolution touche à tout, et qu'elle tend directement à renouveler toutes les institutions et croyances humaines.

III

Cela étant, a-t-on le droit de s'étonner que la petite phalange des libres penseurs n'ait pas encore élucidé tous les immenses problèmes de la rénovation commencée?

Qui donc serait fondé à lui adresser ce reproche? Ce n'est assurément pas le parti rétrograde, puisqu'il prétend qu'en dehors de ce qu'il tient pour la vérité il n'y a rien à trouver, et que tout est ténèbres. Ce n'est pas davantage l'opinion stationnaire, puisqu'elle voudrait pouvoir éteindre les ardeurs du parti du progrès.

Mais ce n'est pas une raison, paraît-il, de s'abstenir d'adresser des reproches à la démocratie pensante, et l'on ne s'en fait pas défaut. Ne nous en plaignons pas, nous qui attachons tant de prix aux excitants.

Formulons donc les principales critiques à l'adresse

de la Révolution et de ses penseurs; cela pourra nous servir à déterminer mieux leur rôle nécessaire.

Le parti du vieux droit reproche amèrement, et d'une manière incessante, à l'esprit nouveau de n'être qu'une force exclusivement et fatalement destructive. Il a comparé la Révolution à une boule de feu qui toujours roule, qui jamais ne s'arrête, portant l'incendie et la dévastation partout où elle passe...

A toute personne à peu près saine d'esprit, que cette définition toucherait, on peut faire la question suivante :

« Croyez-vous que la société présente, malgré les crises terribles par lesquelles l'a fait passer la contre-révolution, soit moins forte, moins riche, moins savante, moins active, moins prospère, moins influente, moins généreuse, moins vivante, enfin, qu'elle ne l'était avant 89? »

Poser la question de cette manière, c'est la résoudre en faveur de l'état nouveau. Et Dieu sait ce qu'il serait en mieux, sans les obstacles incessants que lui suscitent et le vieil esprit et les vieux intérêts!

Assurément la Révolution est destructive; elle l'est de toutes les institutions artificielles au moyen desquelles on comprimait les aspirations de la société. Elle l'est, en un mot, de tout ce qui contredit son principe. Au point de vue du progrès, on peut dire qu'elle est destructive de l'ancien ordre de choses, comme le train à vapeur est destructif de la diligence...

Beaucoup de gens, tout en repoussant l'idée que la Révolution soit une force purement négative, sont néanmoins disposés à reporter l'accusation sur l'action générale des libres penseurs. Ceux-ci ne seraient que des démolisseurs de l'ordre moral; s'attaquant aux croyances, sans pouvoir les remplacer, ils ne sauraient que faire le vide dans les âmes.

Cette opinion, dont j'ai entendu mille fois l'expression sortir de la bouche de personnes sensées et assez peu croyantes, demande, à la fin, une exemplaire justice.

Lorsqu'on ouvre les fenêtres d'une maison pour établir des courants d'air dans toutes les chambres, y fait-on le vide? non : on facilite tout simplement le remplacement d'un air vicié par un air pur.

C'est là précisément ce que font les libres-penseurs. Ils n'ont rien tant à cœur que d'ouvrir les esprits à la lumière, pour qu'elle en chasse naturellement les ombres, — l'ignorance, les préjugés, — comme l'air pur du dehors chasse naturellement l'air vicié du dedans lorsqu'un courant est établi.

Le reproche aurait cependant quelque fondement si les libres penseurs s'en prenaient aux vieilles croyances sans conclure à la diffusion des lumières acquises à l'esprit humain. Mais s'il est, dans la société moderne, un parti qui se montre passionné pour la vulgarisation des connaissances humaines, qui soit ardent à l'œuvre de la propagation des idées, qui lutte avec une indomptable énergie pour renverser tout

boisseau sur la lumière, c'est bien, à coup sûr, celui des libres-penseurs.

Je reconnais pourtant à une opinion une apparence de droit à formuler le reproche dont il s'agit : c'est celle qui pose en principe que toute lumière vient directement de Dieu, et qu'il n'est pas donné à l'homme de trouver lui-même la loi de ses destinées et la règle de sa conduite en ce monde. A ce point de vue, on semblerait être en droit de dire que, si le libre penseur parvient à éteindre dans une âme une croyance révélée par Dieu en personne, il ne peut avoir qualité pour la remplacer ; que, par conséquent, il a fait le vide en cette âme.

A cette opinion, que j'ai partagée, et dont je me suis fait raison, on peut opposer certain argument qui lui enlèverait sa base. Je le réserve pour une meilleure occasion. Ici, je dirai seulement : en s'appliquant à développer toutes les puissances de la raison, les libres penseurs ne provoquent, en définitive, qu'à l'examen des croyances. Or, s'il était vrai qu'en développant les esprits, et en les portant à l'examen, il y eût danger pour la pensée divine, il faudrait en conclure, comme certain parti, que la diffusion des lumières humaines est fatale aux idées religieuses, et que plus l'homme sera capable de raisonner, plus il s'éloignera de Dieu... Ce qui serait de toutes les impiétés la plus énorme.

Les libres penseurs s'attaquent exclusivement aux préjugés, ou du moins à ce qu'ils considèrent comme

préjugés. Ils peuvent se tromper, et je ne mets pas en doute qu'ils n'usent du droit : protestant contre la prétention à l'infaillibilité de la puissance sacerdotale, ils ne sauraient se croire infaillibles. Mais, si l'erreur se glisse dans leur enseignement, on peut dire aussi que celui-ci porte le remède au mal qu'il peut faire, puisqu'en développant les facultés intellectuelles, et en provoquant l'esprit à ne rien recevoir que sous bénéfice d'inventaire, il met en garde contre l'erreur même qu'il propagerait.

Je dis qu'il serait injurieux envers Dieu de penser qu'ayant créé l'homme libre et intelligent, celui-ci chasserait de son âme la pensée divine s'il se prenait à examiner ses croyances... Ou ce qu'on nous donne pour la vérité religieuse, est la vérité vraie ; et plus l'homme usera de son esprit et de son libre-arbitre, plus il sera disposé à lui rendre hommage ; ou, s'il la rejetait après mûr examen, c'est qu'elle ne serait pas la vérité vraie...

Si donc nous ne sommes des obscurantistes de parti pris, au lieu de nous laisser aller à de niais reproches, reconnaissons au contraire, à la gloire des libres penseurs, que leur action générale ne peut conclure qu'à brûler le boisseau placé sur la lumière...

IV

Une autre critique, commune aux opinions opposées à la nôtre, et qui a, disons-le, des échos au sein de la démocratie même, est celle qui peut se résumer à peu près ainsi :

« Le parti de la Révolution a pour état-major une foule d'esprits sans boussole, allant chacun à la dérive, qui d'un côté, qui de l'autre, et ne pouvant, en conséquence, se mettre jamais d'accord sur la tendance à suivre. Quiconque est sérieusement disposé à les écouter ne sait bientôt plus auquel entendre. Ils donnent le véritable spectacle de la confusion des langues; ils offrent exactement l'image de la Babel... »

Cette critique, on peut la passer au parti rétrograde. Mais, de la part d'amis du progrès, elle est tout simplement une grosse erreur, doublée et chevillée de bêtise.

Nous allons voir :

A un point de vue très-général, il y a, dans la société, deux sociétés : l'une qui prétend s'éclairer de la pure lumière divine ; l'autre qui s'inspire simplement de la raison humaine.

Or, voici le fait : la société qui se prétend éclairée par la lumière divine voit si peu clair dans les choses de ce monde que, bon gré, mal gré, elle se laisse traîner à la remorque de l'autre société, laquelle a pour

guide réel, sinon officiel, la démocratie militante. En sorte que c'est la prétendue Babel qui mène le monde moderne.

Mais où le mène-t-elle? pensera-t-on.

Elle le mène directement, incontestablement, à un accroissement indéfini de vie intellectuelle, morale et physique;

Et elle l'y mènerait bien plus vite, si l'ancienne société, en se laissant remorquer, ne gênait énormément sa marche progressive.

Nous pourrions nous en tenir à cette justice sommaire de la critique en question; mais nous ferons mieux en démontrant brièvement : d'abord que le personnel de la prétendue Babel a un programme commun; ensuite, que la diversité des vues et des recherches est une condition absolue de progrès.

A ceux donc qui sont disposés à douter du premier point, on peut poser la question suivante :

« Connaissez-vous, parmi la démocratie militante, un seul de ses membres, — un seul! — qui n'ait pour devise la grande devise de la Révolution? qui ne rêve d'affranchir l'espèce humaine de tout ce qui l'amoindrit? qui ne veuille l'homme libre, égal en droit civil à son semblable; l'homme frère de l'homme? »

Assurément, on trouverait plutôt des noix sur un cerisier qu'on ne trouverait parmi la démocratie militante un seul de ses membres qui n'eût pas pour idéal celui que nous venons de formuler.

Elle a donc un programme et un idéal communs.

Mais nous avons déjà vu maintes fois que le programme du parti du progrès soulève de lui-même une série de formidables problèmes, dont la solution définitive exigera les efforts d'une longue suite de générations. Cela étant, le malheur n'est pas que les esprits se divisent sur les voies et moyens de réalisation progressive de l'idéal; le malheur serait bel et bien que, pour le besoin d'une unité sans justification possible, ils se missent à la suite de l'un d'eux, si éminent qu'il fût, et ne pensassent plus que par lui. Outre que ce seraient autant de valeurs intellectuelles stérilisées, l'initiateur lui-même deviendrait fou d'orgueil, poserait en révélateur, et ferait inévitablement dérailler à sa suite tous les ouvriers du progrès.

Aussi bien, dois-je faire remarquer qu'ici nous ne sommes pas au point de vue de la politique pratique; mais à celui du travail intellectuel.

Ce n'est pas sans raison supérieure, j'imagine, que l'homme est doué tout à la fois, et d'aptitudes qui lui sont communes avec tous ses semblables, et d'aptitudes toutes particulières. Par les premières, se fait l'unité de tendances; par les secondes, la diversité nécessaire du travail social.

C'est d'ailleurs la condition faite au genre humain, qu'une idée lumineuse ne lui est ordinairement acquise qu'au prix des plus persévérants efforts, et après des tâtonnements inouïs. Et jamais une idée n'est tirée à clair pour la raison, c'est-à-dire jamais une aspiration instinctive de la société ne se traduit définiti-

vement sans le concours d'un nombre immense d'intelligences : l'idée est, de sa nature, essentiellement démocratique.

D'autre part, l'esprit humain est toujours à la piste de quelque formidable problème; et de sa solution même, lorsqu'elle est trouvée, il en naît toujours, et inévitablement, un plus difficile. Depuis quatre siècles au moins, le parti du progrès, en France, cherchait la solution que 89 a trouvée; et nous savons quels nouveaux et plus immenses problèmes s'imposent à notre intelligence depuis, et par le fait même de cette solution!...

Est-il étonnant, après cela, que les chercheurs se divisent, et que chacun mette en jeu ses aptitudes particulières?

On peut comparer un parti de penseurs cherchant la solution d'un problème social à une tribu cherchant un trésor caché dans une immense et sombre forêt. Il est facile de comprendre que, si toute la tribu marchait à la queue leu leu, à la suite de son chef, imitant en cela les moutons de Panurge, elle aurait beaucoup moins de chances de trouver l'objet de ses recherches, que si elle se divisait par groupes, et se subdivisait même à ce point que chaque individu pût céder à son inspiration particulière. Il suffit, pour que toute la tribu fasse son profit affirmatif ou négatif des efforts de chacun de ses membres, qu'elle établisse des points de ralliement.

C'est ainsi que, tout naturellement, procèdent les

penseurs qui cherchent la solution des problèmes soulevés par l'esprit de la Révolution. Une fois établie leur base d'opération et déterminés les points de ralliement, chacun n'a plus qu'à suivre sa propre inspiration. Si bien que, plus le parti du progrès comptera de chercheurs intrépides, plus il offrira aux moutons de Panurge l'image d'une Babel...

Ce fait de la division, toujours nécessaire, du grand travail humain est ici d'autant mieux justifié, que les militants de la Révolution ne tiennent pas du Verbe divin une doctrine toute faite ; qu'aucun d'eux n'a caractère pour imposer ses propres conceptions à ses contemporains; la raison démontrant, d'ailleurs, que la doctrine nouvelle devra être un peu l'œuvre de tout le monde.

Mais les systèmes tenus pour révélés n'échappent pas eux-mêmes à cette loi de la division du travail pour leur confection. Après la mort du Christ, le parti chrétien se montra, tout aussi divisé sur l'interprétation de la doctrine, que peut l'être, sur le pur esprit de la Révolution, le parti né pour en poursuivre les développements. Les représentants de toute la chrétienté, réunis au concile de Nicée (325), offrirent aussi à la fausse sagesse l'image d'une Babel ; car ils eurent d'interminables discussions sur tous les points de doctrine, et surtout sur le point fondamental, celui de savoir si Jésus était réellement une incarnation divine ou bien un sublime inspiré. La divinité a été décrétée à une majorité beaucoup moins considérable

que celle de la Convention proclamant la reconnaissance de l'Être suprême. Bref, la doctrine catholique, qui n'est pas de tous points celle de l'Évangile, est l'œuvre anonyme d'une foule de générations de penseurs chrétiens; et elle ne s'est faite qu'après plusieurs siècles de discussions, de tiraillements, c'est-à-dire de batailles spirituelles, qui devaient fort scandaliser la niaise sagesse de ces temps.

Pour en revenir à nos pionniers de la pensée, sans doute ils peuvent se tromper, et ils se trompent souvent même. Celui-là s'égarera au point de retomber dans quelque vieille route autrefois battue, qu'il prendra pour la route du progrès, alors qu'elle ramènerait au point de départ de l'humanité... Un autre voudra proposer à la société de se jeter follement dans des voies inexplorées, sans issues, ou pleines de dangereux écueils. Mais les erreurs des uns sont toujours et inévitablement redressées par les autres; sans compter les effets de la critique sans merci des nombreux adversaires du parti du mouvement. Les pionniers de la pensée peuvent se fourvoyer, dis-je; mais, outre qu'ils sont utiles, même lorsqu'ils se fourvoient, puisqu'ils font une expérience dont peut profiter la raison publique, depuis quand trouve-t-on sans chercher? et depuis quand l'homme trouve-t-il sans chercher longtemps, et sans s'égarer souvent?

Qu'on ne s'y trompe pas, d'ailleurs : je ne prêche pas l'anarchie; je constate seulement le phénomène de la recherche ordinaire de la vérité, et l'absolue né-

cessité de la division du travail. Nous avons vu que, tout aussi bien que le parti de la Révolution chrétienne, celui de la Révolution moderne a un programme commun et un commun idéal; j'ajoute que, si grande que puisse être la diversité des vues de détail, il n'y a pas anarchie possible là où toutes les intelligences convergent vers un but unique.

Ce qui dispose beaucoup de gens à critiquer la division des esprits en travail, au sein de la démocratie, c'est qu'on redoute que, ce parti, étant appelé à gouverner, la société ne soit exposée à de funestes tiraillements et à des expérimentations périlleuses.

Ces craintes ne sont pas absolument dénuées de fondement; elles sont fort exagérées, toutefois; et la résistance au progrès, que ces craintes déterminent, cause elle-même les plus funestes tiraillements; elle grandit le mal qu'elle veut empêcher, en provoquant les crises révolutionnaires.

Et puisque l'occasion se présente laissons-nous aller à une courte digression sur un point essentiel de doctrine démocratique.

Naturellement convaincu qu'il ferait grand bien à la société, le parti du mouvement aspire toujours à gouverner. Mais cette aspiration est-elle légitime? Non, tant que la majorité de la nation n'a pas accepté l'article principal de son programme. Oui, quand cet article principal est entré comme un besoin dans la pensée générale.

Ainsi, le suffrage universel était, en 1848, l'essen-

tiel du programme de la démocratie militante. L'expérience a clairement démontré que cette grande extension du droit politique était acceptée avec pleine satisfaction par l'immense majorité de la société. Par conséquent, le parti qui, de longue main, avait préparé cette radicale réforme, et l'avait réalisée, était, par là même, apte à gouverner. Il avait élevé au niveau du sien le tempérament moyen de la société; et comme il est de principe que tout gouvernement doive exprimer le tempérament moyen, c'est-à-dire la volonté du grand nombre, la minorité réformiste qui avait voulu et réalisé le suffrage universel, ayant conquis à son idée la majorité, était naturellement appelée à gouverner. Mais de ce jour aussi elle cessait d'être le parti d'avant-garde. Cela est tellement dans la nature des choses, qu'une nouvelle minorité se reforma immédiatement pour pousser plus loin.

Mais les événements ayant enlevé la direction officielle aux représentants de l'opinion démocratique, ils se retrouvent tous, modérés ou avancés, aptes ou inaptes à gouverner, dans le parti d'avant-garde. Il n'en est pas moins vrai qu'il y a, dans la démocratie militante, deux éléments distincts : l'un, ne voulant réellement rien qui puisse dépasser la capacité moyenne; l'autre, ayant des aspirations qui vont de beaucoup au delà de celles du gros de la société. Celui-ci, du reste, est en minorité dans le parti.

Il y a donc lieu de distinguer : l'aptitude gouvernementale, acquise à la majorité, ne saurait l'être à la

minorité. On ne peut pas être à la fois l'avant-garde et le centre; représenter l'opinion la plus avancée et l'opinion moyenne. De deux choses l'une : ou la minorité, étant au pouvoir, abandonnerait son rôle pour se mettre au niveau du tempérament moyen, où elle lui ferait violence. Dans le premier cas, elle abdiquerait une fonction très-nécessaire, pour en remplir une qui lui siérait mal. Dans le second cas, tout ce qu'elle tenterait contre le vœu général serait nul de soi, tout en déterminant des crises déplorables.

Il n'est qu'une marche rationnelle et féconde à suivre pour la minorité avancée : c'est de s'efforcer de gagner successivement à elle la majorité, ainsi que l'ont fait, de 1830 à 1848, les partisans du suffrage universel.

Toute autre manière d'entendre les principes du droit nouveau serait antidémocratique. La théorie de la « souveraineté du but, » par exemple, que certaines fractions du parti révolutionnaire ont caressée en d'autres temps, et même essayé de mettre en pratique, n'a eu d'autre résultat que de créer d'énormes résistances au mouvement. Cette théorie est essentiellement négative de la souveraineté du peuple; elle jure de trouver accès dans la pensée d'amis de la Révolution; mais c'est justice de dire qu'elle est aujourd'hui rejetée par la presque unanimité du parti. En sorte que la crainte des funestes tiraillements et des dangereuses expérimentations est de moins en moins fondée.

Mais je rappelle que c'est particulièrement au point de vue du travail intellectuel que je me suis placé pour apprécier la valeur des critiques à l'adresse des penseurs de la démocratie. Et je conclus, d'une manière générale, que la discipline, absolument nécessaire dans ce qu'on peut appeler la tactique d'un parti s'affirmant devant un autre, ou devant la nation tout entière, est sans nécessité, est même déplorable, quand il s'agit de l'élaboration des idées. La discipline spirituelle n'est qu'une manière d'interdire aux intelligences enrégimentées de mettre en lumière les trésors que chacune pourrait tirer elle-même de la mine commune.

Donc, gloire à la prétendue Babel!

Elle donne, dit-on, large prise à la critique? Eh bien! que la critique use à son égard de toutes ses sévérités : nous savons qu'elles tourneront au profit du progrès.

Elle est, rabâche-t-on, le refuge de tous les esprits sans boussole, de toutes les folles imaginations, de toutes les vanités maladives, de toutes les ambitions désordonnées? Soit! cependant le monde est à sa remorque, et c'est par elle que s'ouvrent toutes les nouvelles perspectives...

Oui, gloire à la Babel! car, si elle a ses grands enfants terribles, elle a aussi ses audacieux remueurs d'idées, dont rien ne peut intimider, ni assouplir, ni décourager l'esprit! Gloire à la Babel! car elle attire invinciblement à elle tous les esprits osés, tous les hé-

ros de l'intelligence; et si nous avons à nous plaindre d'une chose, c'est de n'en pas compter un assez grand nombre, et que leurs débats ne soient pas cent fois plus animés, touchant plus hardiment le fond des choses, et retentissant mieux au dehors!...

CHAPITRE V

L'INSTINCT ET LA RAISON.

I

De tout ce qui précède concernant les tendances du peuple et l'esprit de son état-major, que conclure?

Un fait des plus intéressants, d'une importance capitale, et qui demande d'autant plus à être mis en lumière que, sans être explicitement contesté, il est généralement méconnu par le monde savant, et même par la fraction de ce monde qui devrait connaître et affirmer le plus hautement ce fait, c'est-à-dire par nos libres penseurs.

J'ai pris assez carrément le parti de ces derniers, je l'espère, pour qu'ils me permettent de signaler une

tendance erronée, qui leur est commune, et qui, fort innocente en elle-même, peut avoir pourtant de déplorables effets. Je la veux signaler et combattre parce qu'elle est la cause première des malentendus qui peuvent avoir lieu entre la tête et le corps de la démocratie, et que, par suite, elle amoindrit considérablement la puissance attractive du parti.

Constatons d'abord le fait capital qui ressort des considérations précédentes; nous nous demanderons ensuite pourquoi la plupart de nos libres penseurs semblent le méconnaître.

J'entends dire que l'Instinct joue un rôle immense dans la marche progressive de l'humanité; — et que, dans les expansions de la Révolution, particulièrement, il a joué, jusqu'à ce jour, le principal rôle.

Le fait est que celle-ci puise bien plus sa force dans l'Instinct que dans la Raison.

Or, l'erreur commune au monde savant, et dont nos libres penseurs ne savent pas assez se défendre, est de croire le contraire de ce que je viens d'affirmer. L'Instinct n'aurait pas de part, ou n'en aurait qu'une insignifiante dans l'œuvre de progrès; c'est à la Raison pure qu'il en faudrait reporter tout l'honneur.

Cette manière de voir les choses est tout simplement le résultat d'une petite faiblesse, propre aux penseurs qui ont lutté ou qui sont disposés à lutter pour les droits de la Raison : ils lui font la part d'autant plus belle qu'ils l'aiment davantage, et que, d'ailleurs, ils sont ses privilégiés... Cependant, qu'ils

y prennent garde! En voulant l'élever trop haut, ils lui enlèveraient et son caractère démocratique, et, — ce qui est bien plus grave, — le moyen d'être féconde.

La Révolution française qui a déjà tant fait, et qui fera plus encore pour assurer à la Raison la plénitude de ses droits, n'a pas entendu, je suppose, que celle-ci, enivrée par ses courtisans excessifs, deviendrait une précieuse, affichant les plus ridicules prétentions aristocratiques; une bégueule, affectant de tenir à distance la multitude illettrée, et entendant n'être accessible qu'aux gymnastes intellectuels. C'est telle pourtant, si l'on n'y mettait ordre, qu'on nous ferait la jeune et belle émancipée!...

J'ai dit que, de plus, elle deviendrait stérile. Voici comment : Ses adorateurs et servants exclusifs feraient de la Raison une sorte d'immaculée, croyant se féconder d'elle-même, ou s'imaginant entretenir commerce direct avec la Divinité... Or, il n'est pas vrai qu'elle puisse se suffire à elle-même, ni qu'elle entretienne un commerce direct avec la Divinité : c'est l'Instinct seul qui la peut féconder; et, si elle s'y refuse, elle sera stérile. Il lui faut donc, de toute nécessité, à cette reine, sous peine de ne porter aucun fruit, un prince époux; et je l'ai nommé. Si elle enfante, c'est grâce à l'Instinct, qui lui communique, en quelque sorte malgré elle, pendant son sommeil, le germe de toute vérité. Mais c'est pour cela précisément que sa gestation n'est pas aussi puissante que

si l'acte générateur était un fait d'entière connaissance et de pleine liberté...

L'Instinct, pris par son grand côté, n'est autre chose que la loi providentielle agissant sur l'humanité, et se manifestant par les énergiques et persistantes aspirations de certains peuples ou de certaines fractions de peuple. — La Raison, c'est la liberté humaine, s'appliquant à deviner, à traduire, à préciser successivement le sens des aspirations instinctives, et à en faire son profit.

Dans notre cas particulier, l'instinct du progrès social, *agissant sur toutes les classes*, trouve néanmoins son expression la plus énergique dans le peuple politique de Paris; — et l'œuvre de la raison, *à laquelle tout le monde prend part*, est plus spécialement faite par la classe des libres-penseurs.

Étant bien entendu que nulle catégorie n'est destituée des facultés instinctives ni de celles de raisonnement, mais seulement que les premières sont, de fait, prédominantes dans certaine classe, et que les secondes le sont dans certaine autre classe, il suit de là qu'une division naturelle du travail s'établit pour l'émission successive des vérités nécessaires à l'humanité.

De même que, dans l'ordre industriel, il y a les préparateurs de la matière première, puis, les ouvriers qui la façonnent et mettent le produit en circulation, de même, dans l'ordre des conceptions sociales, il y a un monde fournisseur des données premières,

puis un autre, qui les tire à clair, les formule, et les approprie à nos communes facultés spirituelles.

Ainsi, au point de vue social, et en ce qui concerne l'émission des idées, c'est au sentiment populaire que nos libres penseurs doivent aller demander leurs inspirations. C'est là qu'est la source où ils peuvent puiser sans jamais la tarir; elle aura même d'autant plus à donner qu'on lui demandera davantage. Plus les ouvriers intellectuels seront exacts traducteurs et *bons conducteurs* de l'aspiration instinctive, plus sera fécond ce mariage de l'Instinct et de la Raison.

II

J'ai parlé de ce phénomène comme d'un fait incontestable. J'avoue que j'aurais une triste opinion de toute personne qui le voudrait contester. Depuis qu'il m'a frappé, et que j'en ai la pensée pleine, j'éprouve le besoin d'en parler à mes amis, et je n'ai encore rencontré que de chaleureuses adhésions : ce qui me fait espérer que nos libres penseurs ne refuseront pas la leur, d'autant que je ne suis pas l'auteur de la découverte, si c'en est une de constater un fait qui exerce si universellement son empire. En tout cas, ce serait à l'un des plus illustres et des plus profonds penseurs contemporains qu'il faudrait en reporter l'honneur : à M. Michelet lui-même.

Cet éminent publiciste a écrit, il y a une vingtaine

d'années, un livre intitulé *le Peuple*; et, dans ce livre, que je regrette de n'avoir pas relu dès que je commençais mon travail sur le même sujet, se trouve toute une théorie sur l'Instinct. Il y est considéré comme la source précieuse où la Raison doit s'alimenter.

« Les classes riches et spécialement cultivées s'ima-
« ginent, dit M. Michelet, qu'elles n'ont rien à voir
« avec l'instinct du peuple ; que leur science des livres
« suffit à tout; que les hommes d'action ne leur ap-
« prendraient rien. Il m'a fallu, pour les éclairer, ap-
« profondir ce qu'il y a de fécond dans les facultés
« instinctives et actives. Cette route était longue, mais
« légitime, et nulle autre ne l'était. »

Ainsi, je peux m'appuyer sur cette grande autorité, non-seulement en ce qui touche le fond de la question; mais encore en ce qui concerne la disposition des esprits cultivés à dédaigner d'apprendre à lire dans ce livre vivant qu'on appelle la foule.

Toutefois, du point de vue où s'était placé notre libre penseur, il ne croyait pas que le peuple de Paris fût le livre vivant dans lequel l'observateur dût chercher la lumière. Tout en professant pour lui la plus profonde sympathie, M. Michelet le trouve trop raisonneur pour que sa nature instinctive ne soit pas amoindrie. « Défiguré par ses maux, dit-il,
« altéré par son progrès même, j'ai dû, pour trouver
« son génie (celui du peuple en général), l'étudier
« spécialement dans son élément le plus pur ; le peuple

« des enfants et des simples... C'est là que Dieu nous « garde le dépôt de l'instinct vivant, le trésor d'éter« nelle jeunesse... »

Sans doute, c'est là qu'il faut aller lorsqu'on veut étudier l'humanité naïve, abstraction faite de toute préoccupation économique, politique ou religieuse. Mais, précisément, ce sont ces préoccupations, incessantes en moi, qui m'ont poussé à chercher le secret de cette classe ouvrière, qui elle-même préoccupe si fort le monde économique, le monde politique et le monde religieux. J'ai donc dû, tout en partant de la donnée générale du maître, m'écarter ensuite de sa route en prenant pour sujet d'études la classe populaire même qui semble la plus éloignée des simples et des enfants. Il le fallait absolument, et c'est ce qui me justifie un peu d'oser écrire sur le Peuple après M. Michelet.

Aussi bien, du point de vue où je me place, ne trouvé-je pas que l'instinct de notre classe populaire soit altéré; il pourrait être plus énergique, à coup sûr; mais personne ne contestera qu'en fait d'aspirations sociales, nulle autre catégorie de notre population n'en a ni de si accentuées, ni de si persistantes. D'ailleurs, s'il est vrai que l'ouvrier de Paris soit, relativement, un raisonneur pour qui l'étudie individuellement ou par petites collections, ce caractère disparaît complétement lorsque l'observation porte sur les grandes masses. C'est alors l'aspiration instinctive qui domine; et si elle est tenue en haleine par quel-

ques grandes causes intéressant la Révolution, il s'en dégagera une puissance mystérieuse, qui exercera irrésistiblement son action sur la masse de la société, et particulièrement sur le monde politique avancé. En ce cas, ce sont des indices révélateurs qui se proposent d'eux-mêmes à la sagacité de la classe qui ambitionne d'exercer la direction politique ou intellectuelle.

Concluons donc que c'est dans ce livre vivant que doivent s'appliquer à lire toutes les personnes qui ont à cœur de faire progresser la science sociale ; que c'est dans ce livre, particulièrement, que doivent apprendre à bien lire les membres de l'état-major de la démocratie, s'ils ont à cœur, —.ce qui n'est pas douteux, — d'éviter les tiraillements, et d'augmenter, d'une manière indéfinie, la puissance d'entraînement du parti. J'appuie sur cette nécessité, parce que j'en connais et l'étendue et les effets, et parce que j'ai la conviction profonde que tout virtuose du progrès chantera faux, qui dédaignera de se mettre au diapason populaire.

Cela n'implique pas le moins du monde l'obligation d'être servile envers le peuple, et de louer indifféremment ce qui est du revers ou de l'endroit de sa médaille ; assurément, ce ne peut être là ma conclusion. Il faut savoir distinguer l'endroit du revers, les grandes et persistantes aspirations des petits appétits passagers. Ce peut être, en certaines crises, un travail difficile, alors que, sollicité en sens divers par ses conseillers officieux, le peuple penche tantôt dans un sens,

tantôt dans l'autre. Mais où serait le mérite de nos penseurs s'ils n'avaient pas à déployer beaucoup de pénétration pour dégager la lumière des ombres? Et où serait le mérite des hommes qui voudraient être les inspirateurs de la foule, s'ils ne savaient pas plonger au fond de son âme, pour y saisir ce qui y est à l'état de vague instinct, et l'y faire retourner à l'état de vérité précisée?

Au temps présent, il est facile d'y plonger; et pourtant que d'opinions singulières j'entends exprimer, révélant la méconnaissance de l'âme populaire!

Mais je ne veux pas récriminer, d'autant que je m'exposerais à être injuste envers plusieurs de nos notabilités démocratiques, dont les sentiments, pour n'avoir pas été formulés nettement dans des livres, sont au fond ceux que je voudrais voir partagés par l'unanimité de nos libres penseurs. Si je cherchais bien, j'aurais plus d'un nom illustre à joindre à celui de M. Michelet. Il en est un, au moins, que je puis citer sans hésitation, celui de M. Carnot. Dans des causeries qui me sont précieuses à tous égards, le large et ferme esprit dont je viens de dire le nom, a toujours reconnu, à l'occasion, la nécessité, pour les initiateurs du parti du progrès, de chercher leurs premières données dans l'âme du peuple... J'en pourrais citer d'autres; mais je désignerais à la critique, par cela même, ceux que je ne citerais pas.

Je ne veux pas récriminer, dis-je; j'aime mieux rappeler encore une fois à l'état-major de la démocratie

le fait de la division des fonctions, et l'engager à remplir fructueusement la sienne. Ce n'est ni la capacité, ni le dévouement qui lui manque, c'est la pleine conscience du vrai rôle. Puissé-je contribuer à la lui donner! Quant au peuple, il n'a pas tant besoin d'avoir conscience de sa fonction, à lui, par ce qu'elle est particulièrement instinctive. Cependant il gagnerait beaucoup à savoir que les essentielles données de la Révolution se dégagent de son instinct collectif. Cette connaissance lui viendra sans doute si son état-major se rapproche plus intimement de lui; si la tête et le corps pénètrent réciproquement.

En attendant, et pour résumer d'un mot tout ce qui a été énoncé dans cette partie touchant la politique, disons du peuple de Paris que s'il n'est pas encore, autant qu'il est appelé à le devenir, l'intelligent ouvrier du progrès, il en est du moins, — et ce n'est pas peu dire, — l'homme de peine.

QUATRIÈME PARTIE

LA RELIGION DU PEUPLE

QUATRIÈME PARTIE

LA RELIGION DU PEUPLE



CHAPITRE PREMIER

LE PEUPLE ET L'ÉGLISE. — L'ÉGLISE D'AUTREFOIS. — LA TRADITION RÉVOLUTIONNAIRE DU PEUPLE. — LE PROTESTANTISME. — COMMENT LE PEUPLE EST CHRÉTIEN.

I

L'immense majorité de la classe ouvrière de Paris appartient, par le baptême, à la religion catholique.

Mais si la pratique régulière du culte, si la croyance en l'efficacité des sacrements, si la préoccupation constante du salut de l'âme sont les conditions absolument nécessaires pour avoir qualité de catholique, — et c'est bien ainsi que l'entend l'Église, — il nous faut avancer que cette qualité manque tout à fait à la population ouvrière de Paris, et particulièrement à la classe qui est l'objet de cette étude.

Cependant s'il est un peuple pour lequel les expan-

sions d'un culte extérieur soient un besoin de premier ordre, c'est celui de Paris; et s'il est un culte qui, par ses splendeurs, puisse agir sur une population sentimentale, artiste, nerveuse, comme la nôtre, c'est bien le culte catholique. Mais on sait de reste qu'il n'exerce plus rien de sa puissante attraction d'autrefois sur elle. J'ignore si elle en a jamais compris le symbolisme; elle ne le comprend pas du tout aujourd'hui. Les cérémonies catholiques sont lettres mortes pour notre peuple. Aussi, ne fréquente-t-il plus les églises qu'accidentellement, pour des naissances, des mariages ou des enterrements; et l'attitude froide ou distraite qu'il y montre atteste suffisamment que le culte n'a plus d'effet sur son âme. En assistant encore à certaines cérémonies religieuses, il ne fait plus que payer un tribut à de vieilles habitudes; encore faut-il ajouter qu'il tend chaque jour à s'en affranchir. N'étaient les femmes qui persistent plus que les hommes, la population ouvrière de Paris s'abstiendrait presque absolument. C'est donc par les femmes, et surtout pour les enfants, que se conservent encore quelques faibles liens entre le peuple et l'Église.

La classe populaire de Paris, qui, dans le passé, formait la clientèle la plus ardente du sacerdoce catholique, et qui lui fut parfaitement fidèle jusqu'aux premiers temps de la Révolution, est maintenant, et à beaucoup près, de toutes les populations de la France, celle qui est la plus insoumise. On est anticlérical à ce point, dans l'atelier parisien, que les

très-rares fidèles qu'y peut compter l'Église n'y sont pas moins exposés aux sarcasmes que les très-rares réfractaires à la démocratie. L'ouvrier type de Paris est un apprenti libre penseur.

Peut-on conclure, de cette manière d'être, que le sentiment religieux s'éteint au cœur de notre peuple? Les observateurs superficiels et le parti dévot affirment le fait. Ils se trompent : le sentiment religieux est indépendant de toute pratique de culte extérieur.

Il serait absurde, d'ailleurs, de croire qu'une population aussi impressionnable, aussi chercheuse de l'idéal, aussi désintéressée de son bien propre et intéressée au bien général, ne fût pas mue par un profond sentiment religieux. Comment supposer, en effet, qu'un peuple, dont l'imagination est si ardente, qui est si porté à voir dans les grandes œuvres de l'homme un rayonnement de l'esprit divin, puisse être dénué du sentiment religieux? Le bon sens interdit absolument une pareille supposition.

Disons donc que, malgré son apparente indifférence en matière de religion, notre classe ouvrière est admirablement prédisposée aux croyances religieuses.

D'où vient donc qu'après avoir été pendant des siècles le plus catholique des peuples, celui de Paris est aujourd'hui de tous les peuples catholiques le plus mal disposé pour l'Église?

A cette question, le parti dévot tient une réponse toute prête :

« Il est si mal disposé pour l'Église, parce qu'il a été perverti de longue main par les idées subversives des libres penseurs et des révolutionnaires. »

Cette explication, invariablement donnée, est des moins acceptables.

D'abord, il va de soi, que nous ne saurions accorder que la population dont nous étudions le caractère soit pervertie. Et les ardents catholiques sont bien malhabiles, en vérité, de saisir toute occasion de lui jeter à la face cette calomnie; car elle a pour effet d'accroître de plus en plus la désaffection des masses populaires pour l'Église.

Quant aux idées propagées par les libres penseurs, ou par les révolutionnaires, — ce qui est tout un, — il est hors de doute qu'elles sapent l'autorité ecclésiastique; mais il n'est pas prouvé qu'elles pervertissent. La vérité est, je l'ai déjà dit, qu'elles font surtout appel à la raison, et qu'elles la prémunissent contre tout préjugé. Prémunir n'est pas précisément pervertir.

Mais, bonnes ou mauvaises, je n'accorde pas que les doctrines de la philosophie anticatholique aient eu sur le peuple la sérieuse influence qu'on leur suppose. Je ne prétends pas, certes, que la critique philosophique soit pour rien dans le délaissement de l'Église par les masses ouvrières; mais, à vrai dire, elle y est pour bien peu. Et encore la critique des choses religieuses qui a eu quelque action sur l'esprit de notre classe n'est-elle pas celle qui est positivement

négative des principes mêmes de la religion. L'esprit populaire n'a guère donné accès qu'à celle qui s'attaque à l'influence abusive de la caste sacerdotale, ou, pour mieux dire, à celle qui fait comprendre l'écart entre la pure doctrine chrétienne et la manière générale d'être du clergé.

Remarquons bien que les doctrines négatives du fond de la religion chrétienne n'ont presque point pénétré dans l'atelier parisien. On y entend bien rarement professer le matérialisme ou le panthéisme; et, dans tous les cas, ceux qui, par exception, font profession de l'une ou de l'autre doctrine, prêchent dans le désert. Le matérialisme et le panthéisme sont des fantaisies que peuvent se passer, par esprit de réaction, certaines catégories de personnes savantes; mais le bon sens populaire répugnera toujours, soit à supprimer Dieu, soit à le noyer dans toute la nature. Le peuple demeure donc spiritualiste, quoi qu'on veuille dire, et malgré son abstention de culte extérieur.

Mais, tout spiritualiste qu'il soit, il ne donne pas la moindre prise à l'Église pour ressaisir l'ancienne et décisive influence qu'elle eut autrefois sur lui; et voici comment il échappe à son action :

On sait que l'un des traits saillants de notre caractère, au point de vue économique, c'est l'imprévoyance personnelle. Au point de vue religieux, cette espèce d'imprévoyance est encore plus prononcée; elle est presque absolue. Rien ne préoccupe moins

l'ouvrier type de Paris que le salut de son âme en l'autre monde. Quoique, dans sa jeunesse, il ait reçu l'enseignement catholique, et que cet enseignement soit assez habilement fait pour laisser aux jeunes âmes une empreinte profonde et durable, surtout en ce qui touche les peines de l'enfer, il se comporte exactement comme s'il n'y avait pour lui, au delà de ce monde, ni enfer ni ciel; ou, du moins, comme si l'Église ne pouvait rien pour lui.

Cette disposition fera dire à bien des gens, attachés aux anciennes croyances, qu'elle révèle précisément l'effacement complet de tout sentiment religieux. Il semble, en effet, à la société catholique, et même à la société protestante, qu'on ne puisse « connaître, aimer et servir Dieu, » qu'en se préoccupant sans cesse du salut personnel... J'espère pouvoir démontrer qu'on peut être parfaitement religieux sans faire incessamment sa cour à Dieu, et sans se préoccuper de son salut, à soi.

En attendant, il est bien clair qu'étant donnée cette disposition, le clergé n'a plus de prise sur l'âme du peuple, au moins par les moyens ordinaires, c'est-à-dire par la perspective des supplices éternels, ou par celle de la céleste béatitude.

Et ce fait, que je constate, on peut le constater, un peu moins accentué, dans l'ensemble de notre population française. Or, il n'est pas dans l'ordre des choses humaines qu'une société retourne à des croyances qu'elle a délaissées. On a vu de ces retours de la part

de quelques individus : je ne pense pas que jamais nation en ait offert un exemple.

L'Église eût pu toucher le peuple d'une autre manière; en s'associant à sa pensée intime; en se mettant tout entière, et sans arrière-pensée, au service de la justice sur terre, de la justice telle qu'on commence à l'entendre aujourd'hui, et telle d'ailleurs qu'elle est définie par l'Évangile. Mais l'Église a une tout autre manière de voir et de faire.

On avait pu croire, immédiatement après les journées de février 1848, que le clergé français avait trouvé le secret de toucher le cœur des classes populaires. Pour ne parler que de celui de Paris : appelé par la population même qui venait de faire la révolution à bénir sur cent points différents de la capitale les arbres symboliques de la liberté, il déféra de bonne grâce à ce vœu. Il vint au milieu de la foule ardente, et fraternisa avec elle. S'associant moralement à l'œuvre révolutionnaire, le clergé revendiqua, au nom du Christianisme, les principes mêmes que la République renaissante venait de proclamer; il glorifia chaleureusement les sentiments chrétiens et humanitaires du peuple.

« ..... Citoyens, » disait le curé de la Madeleine, « en plantant cet arbre de liberté, en nous le faisant « bénir, vous voulez élever un monument qui atteste à « jamais les sentiments qui vous animent, sentiments « aussi religieux qu'ils sont patriotiques..., » etc.

Le curé de Saint-Germain l'Auxerrois disait :

« Chers concitoyens, c'est avec bonheur que la reli-
« gion, appelée par vous, vient de bénir cet arbre de
« la liberté. Cette liberté, le plus bel attribut de
« l'homme, avait été gravée par Dieu lui-même, dès
« le commencement, dans le cœur de sa créature. En
« vain, avec le temps, on voudrait l'étouffer au fond
« de ce cœur ; les racines indestructibles que Dieu y a
« plantées lui feront toujours porter des fruits... La
« liberté, pour être vraie, doit être ce que Dieu l'a
« faite pour l'homme, c'est-à-dire sainte, pure, res-
« pectueuse pour les droits de tous, et ne faisant de
« tous les enfants de Dieu qu'une seule et même fa-
« mille constituée dans l'égalité et dans la fraternité,
« base solide que Jésus-Christ, fils de Dieu, est venu
« développer, compléter parmi les hommes, et sanc-
« tionner au prix de son sang, répandu sur la croix
« pour le salut de tous... Vivent donc, au milieu de
« nous, et la liberté, et l'égalité, et la fraternité,
« selon l'Évangile de Dieu ! Vive la République, qui
« les aura consacrées au milieu de nous pour tou-
« jours !... » etc.

« ..... Vous avez eu une grande et belle idée, » di-
sait ailleurs le curé des Batignolles, « en plaçant sous
« la protection de la croix l'arbre symbolique de l'af-
« franchissement du monde. De la croix sont tombées
« ces sublimes paroles : Foi, espérance, amour. De
« l'arbre de la liberté descendent sur nous ces mots
« non moins sublimes : Liberté, égalité, fraternité...
« Honneur à ce peuple magnanime qui a conquis la

« liberté, il nous l'a donnée à nous-mêmes. Comme « le peuple, nous étions des parias : aujourd'hui nous « sommes citoyens. Vous nous avez vus près des cer- « cueils des héros de la liberté, demandant à Dieu, « pour eux, la palme des martyrs après le combat... « Vous nous trouverez près de l'arbre de la liberté « pour qu'il la féconde[1]..., » etc.

On ne pensera pas, je l'espère, des prêtres qui parlaient ainsi, qu'ils cédaient lâchement à une pression populaire. La révolution de Février fut pure de toute manifestation hostile au clergé ; elle montra, au contraire, pour lui, une déférence extrême. Elle le mit respectueusement en demeure de faire sa paix, si faire se pouvait, avec l'esprit moderne. Tout ce que les prêtres dirent alors officiellement sur la place publique, ils le dirent librement ; et tout ce qu'ils disaient était tenu par la foule enthousiaste et confiante pour expression sincère de leur pensée.

Je ne veux pas savoir si ceux-là, qui ont alors si chaleureusement glorifié les principes de 89 et le peuple qui en poursuit le triomphe, ont tous reculé depuis, et sont retournés au camp des adversaires de la Révolution. Je veux dire seulement qu'ils avaient su toucher un moment la corde sensible, et trouver l'unique moyen de s'attirer la sympathie populaire.

[1] Les nombreux, éloquents et démocratiques discours prononcés à cette occasion par l'élite du clergé de Paris ont été recueillis sur place par la sténographie, insérés au *Moniteur* et dans la plupart des journaux du temps. On en trouvera de longs extraits dans l'*Histoire de la révolution de 1848*, par Garnier-Pagès, t. VII, p. 166 et suivantes.

On sait que ce moment de bonne entente a été de courte durée; et l'on sait aussi que ce n'est pas le peuple qui s'est dédit : c'est le clergé qui a reculé... D'ailleurs, le pape a témoigné à ce dernier la vive affliction que lui avait causée « l'entraînement » dont nous venons de parler. Depuis ce temps, la querelle entre l'Église et la Révolution n'a fait que s'envenimer; et tels sont les progrès de l'écart entre les deux puissances, que le peuple, qui tient pour la Révolution, voulût-il replanter des arbres symboliques, ne demanderait certainement plus au clergé de les bénir...

Tout semble donc faire croire à l'impossibilité de ressouder le lien moral qui attachait si puissamment autrefois la classe populaire à l'Église catholique.

Cependant, s'il est dit que la rupture est définitive, il faudrait se garder de conclure que notre peuple ne tient rien de son caractère social à l'enseignement religieux qu'il a reçu depuis tant de siècles; il en tient au contraire plusieurs de ses traits les plus saillants et les plus honorables.

Sans doute, une grande partie de ce que l'Église avait semé dans son cœur ne s'y est pas développé; et c'est la partie précisément que le sacerdoce catholique aimerait le plus à voir fructifier, parce que c'est celle-là qui assurerait son autorité sur les âmes; c'est-à-dire ce qui a trait à la vie future. Tout ce qui avait autrefois germé, en ce sens, dans l'âme populaire se trouve aujourd'hui à peu près complète-

ment étouffé par un prodigieux développement d'aspirations ayant pour objet exclusif les choses de ce monde.

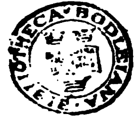
J'appelle l'attention sur ces derniers mots, parce que nous aurons plus loin à les expliquer.

Ce qui a fortement germé du vieil enseignement catholique, c'est l'esprit de solidarité universelle, le sentiment de fraternité des hommes et des nations; l'espérance de la terrestre rédemption morale, intellectuelle et physique du genre humain...

C'est sur ce germe précieux que s'est greffé le principe de la civilisation nouvelle.

Car si l'on veut faire la part des entraînements de l'autorité sacerdotale et celle de la pure doctrine, on reconnaîtra que c'est la gloire immortelle de celle-ci d'avoir disposé le monde à l'œuvre humanitaire de la Révolution. En effet, le pur esprit chrétien, bravant les préjugés les plus enracinés, a comblé les abîmes entre les races humaines et brisé les frontières entre peuples. Il a ébauché l'Humanité, et la Révolution complétera l'œuvre grandiose... Prise à ce point de vue, la pensée catholique était, avant 89, le terme le plus élevé où fût parvenu l'esprit humain. Et tout ce qu'il y avait de grand, de fécond, et par cela même de divin dans l'avoir du catholicisme, s'est versé dans la Révolution, et constitue une bonne part de son actif.

Il est donc rationnel que le peuple qui a été le plus largement catholique soit maintenant le plus déterminé révolutionnaire.



II

« On ne peut pas servir deux maîtres à la fois. » Ainsi le dit l'Évangile; ainsi le veut la logique humaine.

Or l'Église, saisissant toute occasion d'affirmer bien haut qu'on ne peut être en même temps pour elle et pour la Révolution, le peuple, à la fin, se l'est tenu pour dit. Ne voulant et ne pouvant se détacher du nouveau principe rédempteur, il devait nécessairement délaisser l'Église.

Ce n'est pas de gaieté de cœur, toutefois, qu'il se sépare d'elle; il serait même charmé qu'elle pût se transformer; mais il ne croit pas à la possibilité de ce miracle. S'il n'a plus foi en elle ni d'amour pour elle, il éprouve néanmoins, en s'en écartant, cette sorte de malaise qu'on ressent à délaisser une personne épuisée, chancelante, qu'on a longtemps vénérée, et de laquelle on a reçu autrefois de grands services. Quoique les siècles aient passé sur eux, et que l'Église semble avoir à cœur de les faire oublier, ils pèsent encore évidemment sur l'âme populaire, et atténuent considérablement l'envers de la médaille cléricale.

Le peuple se comporte avec l'Église comme on se comporterait envers un vieillard devenu chagrin et atrabilaire par le sentiment de son impuissance crois-

sante; mais qui aurait eu une jeunesse héroïque, dont le souvenir est comme une auréole appelant encore le respect de ceux même que ce vieillard repousse.

Et, à ce propos, s'il est de notre droit de justifier le choix du peuple entre « les deux maîtres, » il est de notre devoir aussi de rafraîchir dans sa mémoire les incontestables titres de l'Église d'autrefois à sa gratitude : remplissons-le donc brièvement.

C'est une belle et grande histoire que celle de l'institution catholique, depuis sa fondation jusqu'à son apogée, c'est-à-dire jusqu'à cette époque du moyen âge (douzième et treizième siècle), où, entraînée à se constituer en théocratie, elle a soulevé successivement contre elle toutes les puissances civiles de l'Europe chrétienne. Et même, à compter de cette époque, où les princes ont coupé court à ses tendances à la domination universelle, jusqu'à nos jours, c'est-à-dire pendant sa période de décroissance, il ne serait pas juste de dire que, vue dans son vaste ensemble, il y a plus à porter à son passif qu'à son actif.

On peut dire de l'Église, à partir du moyen âge, qu'en général sa politique a été moins que scrupuleuse; que les mœurs de son aristocratie ont trop souvent scandalisé les peuples; que la plupart de ses milices monacales, d'abord si actives dans l'œuvre de civilisation, avaient fini par s'engraisser dans l'oisiveté la plus méprisable; et surtout que sa peur des hardiesses de l'esprit l'a portée bien souvent à se faire boisseau sur la lumière... Bref, son passif est énorme.

Mais son actif le couvre largement, et la société moderne, malgré les grands griefs qui justifient son irremédiable divorce, n'est pas quitte de reconnaissance envers l'Église d'autrefois.

Pour apprécier l'œuvre de celle-ci, il faut se reporter au temps où elle a commencé à diriger le mouvement de renaissance sociale en Europe, c'est-à-dire vers les troisième, quatrième et cinquième siècles, pendant lesquels s'opéra cet immense et mystérieux amalgame de peuples, qu'on appelle l'invasion des barbares, et qui eut pour effet de submerger la civilisation gréco-romaine. C'était alors le règne de la force brutale dans toute sa sauvage énergie. Pour si peu qu'on puisse se faire une idée de la société européenne en ce temps-là; du droit public et de celui des personnes; de la condition des masses populaires vouées toutes au travail servile; de l'état de la science, de l'art et de l'industrie; en un mot, lorsque, partant de la noire nuit de cette époque, on se reporte au grand jour du seizième siècle, et qu'on compare, on est frappé de l'immense distance parcourue. Or, ce qui est incontestable, c'est que, pendant toute cette longue période, l'Église a été la directrice morale et intellectuelle de la société.

Sans doute, l'élément laïque peut revendiquer une large part de ce qui a été fait, et particulièrement aux derniers siècles de la longue période dont nous parlons. Mais n'oublions pas que l'Église comprend tous les croyants; que toute la société était croyante alors,

et que, si l'élément laïque a sa part du bien qui a été fait, il a aussi sa part de responsabilité du mal. L'Église enseignante était puissante par cela seulement que l'Église enseignée était fervente dans sa foi et son obéissance. La première n'était, en définitive, que la plus haute expression de l'autre.

Il est bien clair que l'institution catholique n'a pas tenu toutes ses promesses, tant s'en faut! C'est précisément parce qu'elle ne les a pas tenues toutes que la Révolution s'est faite; mais ce n'est pas une raison pour que la postérité soit dispensée de lui être reconnaissante des promesses tenues. Aussi bien la grande partie de la société européenne qui a échappé, par le protestantisme, à l'influence de l'Église n'a-t-elle pas pris énormément, ce semble, les devants sur le monde catholique. D'ailleurs, ce n'est pas une société protestante qui est l'initiatrice de la rénovation du monde moderne : on ne fera pas que la Révolution ne soit française.

Si l'action, incontestablement utile, de la critique protestante n'a pu provoquer, dès le seizième siècle, la révolution qui s'est produite à la fin du dix-neuvième, cela ne prouve pas, du reste, contre le protestantisme; cela prouve seulement que le progrès s'opère lentement dans le monde, et qu'il fallait encore plusieurs siècles à l'esprit humain pour passer des données catholiques et protestantes aux données vagues encore de l'ère que nous inaugurons.

De même que les chrétiens des premiers siècles

étaient loin de pouvoir préciser le caractère vrai de la révolution qu'ils commençaient, de même, nous qui sommes ou qui nous croyons si bien affranchis, spirituellement parlant, nous n'avons pas su préciser encore le caractère vrai de la révolution que nous faisons, et dont nous poursuivons les développements... Et lorsque, dans quelques siècles, la critique s'exercera rétrospectivement sur le parti démocratique actuel, qui est l'Église de la Révolution, elle pourra s'étonner qu'il ait mis tant de temps à élaborer sa doctrine. Elle pourra peut-être reprocher aussi au parti démocratique de n'avoir pas tenu toutes ses promesses. Car, de même encore que nous comprenons bien plus largement aujourd'hui qu'on ne comprenait autrefois les promesses de l'Évangile, de même on comprendra un jour bien plus grandement que nous ne comprenons aujourd'hui tout ce que contiennent les principes de notre Révolution.

Ne soyons donc pas trop dédaigneux à l'égard des générations passées, et efforçons-nous de faire notre œuvre de manière que les générations futures ne soient pas non plus trop dédaigneuses à l'égard de la nôtre.

Le rationalisme moderne, sans nier l'action providentielle, repousse l'idée de l'incarnation divine dans un individu, et peut s'appuyer sur de très-solides raisons; mais, dans le passé, l'intervention directe de la Divinité dans les choses humaines était universellement admise, tantôt sous une forme, tantôt sous une

autre. L'Église catholique s'est fondée sur cette donnée; et s'il est vrai que celle-ci a pu gêner considérablement, vers la fin du moyen âge, l'essor de l'esprit humain, il faut reconnaître aussi qu'elle a été très-utile à la révolution qu'opérait le Christianisme. Grâce à cette croyance universelle que l'Église était d'institution divine, le premier homme venu du peuple, sacré clerc, pouvait commander le respect au patricien le plus puissant. Il faut songer à ce qu'était alors un homme de la plèbe par rapport au patricien, pour comprendre toute la portée révolutionnaire de ce fait.

Car, c'était parmi les classes infériorisées que l'Église primitive recrutait particulièrement sa milice; et si celle-ci n'eût pas eu, dans l'opinion générale, un caractère sacré, loin d'être respectée et obéie par la classe brutale des dominateurs, elle eût été, au contraire, parfaitement méprisée, et même impitoyablement châtiée, à cause de sa tendance démocratique; et cette première grande étape dans la voie de la rédemption terrestre des multitudes opprimées n'eût pas été fournie...

Il faut donc y regarder à deux fois avant de conclure qu'il eût mieux valu que l'Église se donnât comme étant d'institution purement humaine. D'un autre côté, il ne serait pas raisonnable de supposer que généralement elle ne croyait pas avoir le caractère qu'elle s'attribuait. Elle y a cru comme toute la société catholique. Or il serait illogique de penser

que le bien se puisse faire dans le monde au moyen de l'erreur et de la fraude. Nous disons que, de la part de l'Église, il n'y avait pas fraude, au fond; et, pour ce qui semble erreur, il est peut-être telle explication que le rationalisme moderne accepterait sans trop de peine.

J'oserai en proposer une moi-même, en temps et lieu. En attendant, reconnaissons que l'Église a préparé le terrain que féconde la société moderne. Elle a passé la première et la plus longue partie de son existence à favoriser la vie active et progressive; puis elle s'est arrêtée, et elle aurait voulu que tout s'arrêtât avec elle. Il était trop tard. L'esprit de vie, à mesure qu'il quittait l'Église, passait à la société civile, et celle-ci continuait ses développements. C'est là ce qui cause l'écart grandissant à vue d'œil entre le monde qui s'inspire de l'esprit de Rome et le monde qui s'inspire de l'esprit nouveau.

Concluons donc, sur ce premier point, que, si la société moderne entend briser les lisières au moyen desquelles l'Église la voudrait maintenir, c'est grâce à ces lisières que la société d'autrefois a appris à marcher. La nation prédestinée qui a fait la Révolution, qui a inauguré l'ère nouvelle, cette nation catholique jusqu'en 1789, et plus tard encore, témoigne qu'elle n'était pas, pour cela, inférieure aux nations religieusement affranchies. Le Catholicisme a fait au peuple français la courte échelle pour qu'il pût s'élever à la Révolution.



III

L'Église, qui déplore si amèrement les dispositions révolutionnaires de la population française, et qui en attribue le développement à l'action des libres penseurs, est au moins injuste envers elle-même; car ces dispositions datent de fort loin, et c'est elle qui les a encouragées. Elles remontent, en effet, à une époque où le clergé exerçait l'influence la plus incontestée : au temps de la révolution dite des communes. Le peuple de Paris n'eut pas l'honneur de prendre part à ce grand travail d'affranchissement qui dura trois siècles; mais il n'était pas en arrière des populations qui revendiquaient ailleurs les franchises communales. La part considérable qu'il prit à l'essai de révolution dont Estienne Marcel était l'initiateur, et d'autres tentatives dans le courant des quatorzième, quinzième et seizième siècles, attestent qu'en 89 le peuple de Paris n'en était pas à son coup d'essai.

Mais les amis de l'Église aussi bien que ses adversaires qui voudraient savoir la tradition populaire, et s'assurer que la protestation contre les exploiteurs des masses laborieuses date de plus loin encore, n'auraient qu'à s'en aller sur le parvis Notre-Dame lire, dans un grand livre, ouvert à tout venant depuis sept siècles, la pensée la plus audacieusement révolutionnaire qui

se soit jamais écrite, et qui était celle du peuple de ce temps reculé, puisqu'il l'a écrite lui-même.

Sur le parvis se dresse cette merveille du génie humain, la cathédrale; majestueux chef-d'œuvre dont la population de Paris peut revendiquer la gloire pour ses ancêtres. Si le plan général n'est l'œuvre que de deux ou trois grands artistes, les figures et les ornements innombrables qui donnent la vie à ce monument grandiose sont l'œuvre de plusieurs générations de travailleurs.

C'est au portail principal que se trouve ce livre ouvert à tout venant dont je veux parler; mais devant lequel prêtres et laïques, croyants et incrédules, passent depuis des siècles sans y voir autre chose que « des dentelures et ciselures sur pierre, des scènes grotesques, révélant le talent naïf et fantaisiste des compagnons tailleurs d'images d'autrefois. » Nous allons voir ce qu'il y avait au fond de ces « naïves fantaisies. »

Il y a là plusieurs grands bas-reliefs. L'un représente la résurrection générale. C'est une renaissance à la vie active. Je n'ose m'arrêter à celui-là, tant il mène loin; tant il ouvre à l'âme d'autres perspectives que celle de l'immobilité contemplative dans ce qu'on appelle le ciel... Le bas-relief qui est au-dessus de celui-là représente le « pèsement des âmes » dans la balance de la justice divine. C'est celui-ci qui contient la pensée hardie de l'époque encore trop peu connue à laquelle nous nous reportons.

Au centre de ce grand bas-relief se trouve l'ange

qui tient la balance de la Justice; à sa droite sont les élus; à sa gauche, les réprouvés.

A quelle classe appartiennent les élus? Aucune distinction ne l'indique : ils sont du commun.

A quelle classe appartiennent les réprouvés? Des signes certains l'indiquent : ils sont tous, — tous! — des puissants. C'est un pape, c'est un roi, un évêque, un baron féodal, un abbé, une abbesse; c'est-à-dire tous ceux qui, à des titres divers et de diverses manières, ont exercé le pouvoir et en ont abusé...

Est-ce que jamais la protestation des opprimés contre les oppresseurs s'est exprimée d'une manière plus énergique?

Est-ce que jamais la réprobation des abus de pouvoir s'est traduite d'une façon aussi sensible et aussi solennelle, aussi audacieuse et aussi durable?

Car cela n'est pas caché dans un coin du monument, ou formulé d'une manière douteuse; cela se présente à l'entrée principale, par des figures presque de grandeur naturelle; et les signes distinctifs du caractère des personnages ne peuvent échapper à personne.

Ce n'est pas tout. Si l'on se complaît à suivre les damnés, livrés aux démons, on sera encore plus frappé des hardiesses de la critique d'alors. Ce qui attire l'œil d'abord, au point le plus saillant des voussures du portail, c'est un démon qui foule sous ses pieds, avec une volupté suprême, trois personnages. Quels sont-ils? Le premier est tonsuré, le deuxième est mitré, le troisième couronné : un moine, un évêque, un

roi... A côté, d'autres leçons non moins terribles : tous les damnés punis par où ils ont péché. L'orgueilleux dominateur, un bandeau sur les yeux, est emporté dans l'abîme par un infernal coursier. Un moine, en punition d'habitudes monstrueuses, subit un supplice que la plume se refuse de décrire... Tout le reste révèle cette même audace d'esprit critique.

Voilà ce qu'osaient, au treizième siècle, les compagnons sculpteurs de Paris. Ils écrivaient sur les murs de ce vaste monument, et sous mille formes variées, toute leur pensée morale et sociale. Mais, pour revenir au jugement des âmes, les compagnons tailleurs d'images eussent-ils eu l'audace de placer au rang des réprouvés les puissants de la terre, exclusivement, s'ils ne se fussent sentis appuyés par l'opinion, et si, d'autre part, le clergé ne se fût associé à leur pensée? D'ailleurs, cette terrible leçon donnée aux oppresseurs était, de la même manière, au portail de la plupart des autres cathédrales du même temps; par conséquent, il est bien permis de dire que l'Église française d'alors avait le tempérament révolutionnaire, et qu'elle ne demandait pas mieux, — ce que nous venons de voir le prouve, — que de le communiquer.

Ce tempérament du clergé n'a pas persisté, il est vrai. Après le treizième siècle, on ne trouve plus guère de ces hardis jugements solennellement inscrits en lettres presque vivantes sur le portail des cathédrales, ou dans les verrières. Après le quatorzième siècle, on ne se permet plus du tout de pareilles au-

daces. On sent, en suivant l'affaiblissement de la puissance dans l'art, la décadence de l'idée vivifiante dans l'Église. Si bien qu'en descendant la pente, nous arrivons à voir le clergé se dédire à ce point de mépriser, et même de mutiler les œuvres d'art qu'il avait autrefois inspirées, ou tout au moins encouragées... Témoins ce bas-relief de Notre-Dame de Paris et celui de la résurrection, et des milliers d'autres, qui ont été mutilés aux seizième, dix-septième et dix-huitième siècles par le vandalisme clérical, imcomparablement plus que par les protestants iconoclastes.

Que les chefs-d'œuvre de l'art catholique soient tombés un jour dans la déconsidération la plus grande aux yeux du parti qui réagissait directement contre le catholicisme, cela s'explique, sans se légitimer; car ils étaient en même temps les chefs-d'œuvre de l'art national; mais qu'ils aient été également déconsidérés par le clergé catholique, c'est là un fait singulièrement accusateur d'abaissement d'esprit.

Et, ce qui est bien remarquable! ce sont des libres penseurs qui, en ce siècle, où l'on a l'amour de l'archéologie, ont sauvé nos monuments historiques du vandalisme en robe noire ou en habit civil. C'est la société imbue de l'esprit de la Révolution qui est intervenue entre le clergé et le marteau destructeur pour protéger les grandes œuvres architecturales de nos ancêtres. C'est elle qui, souvent contre le vœu des prêtres, restitue aux monuments catholiques leur caractère primitif; et ce sont les artistes de notre temps,

libres esprits s'il en fût, qui initient le clergé, sans grand succès, au symbolisme de l'art catholique. Signe du temps!

C'est donc grâce à l'intervention de l'artiste moderne, restaurant avec amour et vénération les œuvres à la fois si hardies et si splendides de nos ancêtres que nous devons de pouvoir saisir le caractère osé de la société pensante et laborieuse de cette époque reculée, et trop peu connue encore, malgré tout ce qu'on en a dit[1].

J'ai appelé l'attention sur l'œuvre d'art réputée la plus pure du moyen âge, non-seulement pour montrer que le sentiment de réprobation contre les puissants date de loin; que le peuple artiste de Paris savait l'exprimer énergiquement, et de la façon la plus compréhensible pour la foule; que le clergé partageait ce sentiment, et l'excitait même autrefois; mais encore pour que les générations nouvelles protégent contre tous les vandales possibles ce monument, qui atteste si haut et l'esprit social et le génie artistique de nos ancêtres.

IV

On peut se demander maintenant comment il se

[1] Voyez *Dictionnaire raisonné d'Architecture*, par M. Viollet-Leduc; *Revue archéologique*, articles sur Villart de Hennecourt, et *Entretiens d'Architecture*, par le même. Paris, Bance, éditeur.

fait que notre peuple, si frondeur, si prêt à prendre les devants, à partager toute pensée hardie, ne se soit pas associé au mouvement de la réforme protestante, et non-seulement qu'il ne s'y soit pas associé, mais même qu'il ait très-ouvertement pris parti contre les protestants.

Il y a beaucoup de raisons pour expliquer sa manière d'être au temps de la réformation. D'abord, il ne comprenait que très-imparfaitement le fond de la querelle entre les deux partis; puis elle lui semblait tenir à la politique bien plus qu'à la religion; puis encore il ne voyait engagé dans le mouvement protestant que des seigneurs et leurs clients immédiats; et le personnel, ainsi composé, n'avait rien assurément qui pût l'attirer.

Que dirai-je de plus? Il avait encore pleine et entière la foi catholique; et le bas clergé, régulier ou séculier, n'avait pas tout à fait cessé ses prédications hostiles aux exploiteurs de la multitude laborieuse[1].

Enfin, disons-le nettement: le protestantisme ne va pas au peuple français; encore moins à la classe populaire dont il s'agit particulièrement. La Réforme a certainement contribué à l'affranchissement de l'esprit humain; elle a excité et surexcité la vie intellectuelle au seizième siècle, et ce n'a pas été, certes, sans grand profit. Si elle n'a pu attirer à elle qu'une partie de la société catholique, elle a fouetté du moins la ma-

[1] Voir *les Libres-prêcheurs*, par A. Méray; 1 vol. Paris, 1860.

jorité qui demeurait provisoirement fidèle; et quand celle-ci aura passé tout entière du catholicisme au rationalisme, on pourra dire que la longue agitation intellectuelle des seizième et dix-septième siècles avait déposé dans l'esprit des populations catholiques le germe de cette grande et décisive révolution.

Mais vu, en lui-même, abstraction faite de sa critique des abus et des désordres de l'Église romaine, le protestantisme dogmatique n'est pas un progrès. Pour qu'il en fût un, il eût fallu qu'il ajoutât à la donnée catholique une donnée plus haute; qu'il fût une augmentation du catholicisme, tandis qu'il n'en a été qu'une diminution pure et simple.

Nous verrons plus loin que l'esprit moderne tend à remplir la condition que le protestantisme n'a pas remplie. La preuve, d'ailleurs, que nécessité n'était pas de passer par la doctrine de Luther ou celle de Calvin pour arriver à l'esprit nouveau, c'est que la société française fait en ce moment l'évolution, et je suis convaincu que les autres sociétés catholiques la feront également sans passer par la transition protestante : il n'y aura, de leur part, que des velléités en ce sens.

Né d'une réaction contre le luxe effréné de l'Église catholique, le protestantisme devait, par la pente naturelle à toutes les réactions, passer à l'excès contraire, et affecter une si austère simplicité que l'art devait être proscrit de ses temples : il le fut en effet. La société protestante semble regretter maintenant

d'être allée trop loin. Mais s'il n'est jamais trop tard pour s'amender, il est trop tard pour elle d'essayer d'introduire un peu d'art dans son culte, pour le rendre plus attrayant. L'austère simplicité de celui-ci peut bien être supportée par une classe de personnes aisées, qui trouvent, au dehors, des distractions de toutes sortes. Mais si l'ouvrier, dont la vie est si pénible, la demeure si humble, l'atelier si triste; dont le cœur a tant besoin d'être reconforté et l'œil réjoui, ne trouve dans le temple que les quatre murs, et n'y entend que des jérémiades, il s'enfuira, et n'y remettra plus les pieds. Quand le culte splendide de l'Église catholique ne lui dit plus rien, ce n'est pas celui des protestants qui l'attirera. C'est le théâtre qui seul a maintenant des attraits pour le peuple, parce qu'il satisfait, dans une certaine mesure, ses besoins expansifs. Au drame mystique du culte catholique, le populaire préfère avec passion le drame compréhensible de nos scènes théâtrales; et nous savons que c'est beaucoup moins un plaisir frivole qu'il y cherche, que des émotions où son âme puisse se retremper; car les représentations qui le flattent le plus sont celles où sont mises en jeu, sinon avec goût, du moins avec profusion, les puissances de l'héroïsme humain.

D'autre part, le protestantisme ne répond pas mieux que le catholicisme aux aspirations de la société moderne. Sauf l'idée salutaire de la persistance de l'âme que l'un et l'autre développent et entretiennent de leur mieux, ils ne savent l'un et l'autre que dire à l'homme,

sous mille formes plus ennuyeuses les unes que les autres : « Tu es poussière, et tu retourneras en poussière; » ou : « La bonne vie n'est qu'une préparation à la mort. » Bref, le pasteur et le prêtre ne savent que nous conseiller de porter le deuil de la vie, et demander à l'homme de creuser sa tombe. J'entendais tout récemment un prédicateur protestant s'écrier en chaire : « Si le chrétien n'était de la plus extrême légèreté, il passerait toute son existence à pleurer la faute originelle... »

Or, moins que jamais, l'homme n'est disposé à porter le deuil de la vie. Il sait aussi bien que le prêtre et que le pasteur qu'il mourra ; mais il veut vivre grandement; il est dévoré du besoin d'entreprendre; jamais il n'avait conçu de si grands projets, tant compté sur l'avenir; et, comme il a plus besoin d'être encouragé que découragé, il ferme son esprit à des enseignements qui, pris au sérieux, détendraient tous les ressorts de l'âme, et feraient de l'homme un malade à perpétuité...

Non, à moins qu'il ne s'inspire du sentiment moderne, le protestantisme n'est pas fait pour s'attirer le peuple. Un catholique désenchanté pourra bien, de temps à autre, pour faire pièce au prêtre, demander au pasteur de le marier, ou d'évangéliser ses enfants; mais c'est un mouvement critique et non un élan religieux qui le détermine.

En résumé, je ne sais pas si le peuple de Paris a bien ou mal fait, au temps de l'agitation pour la ré-

forme religieuse, de prendre parti pour l'Église contre la religion réformée. Si l'on concluait qu'il a été mal inspiré, j'invoquerais comme circonstances très-atténuantes, ce que j'ai déjà dit, savoir : que le protestantisme, soit dans son personnel aristocratique, soit dans sa doctrine maussade, soit dans son culte d'une rèche austérité, n'avait rien qui pût séduire la classe populaire, et lui faire troquer sa foi, alors très-vive. Et maintenant qu'elle est à peu près éteinte, et que sa grande préoccupation est celle du *salut commun sur terre*, elle répugne, d'instinct, à tout enseignement qui fait de ce monde un lieu d'exil que l'âme doit être impatiente de quitter. Or, le protestantisme, étant pour l'exil, comme le catholicisme, il ne peut répondre davantage aux aspirations du monde moderne. Pour y répondre, il faudrait qu'il se transformât si radicalement qu'il ne serait plus lui-même.

V

Le délaissement de l'Église par le peuple et sa préoccupation à peu près exclusive du salut commun sur terre, n'ont pas le moins du monde altéré son sentiment chrétien.

Je sais tout ce qu'une pareille assertion pourrait soulever de protestations de la part de la société mystique. Je ne veux pas perdre le temps à les discuter par avance. Je ne me ferai pas même un appui de ces

discours du clergé de Paris, au temps de la plantation des arbres de la liberté, dans lesquels discours on glorifiait si haut le sentiment essentiellement chrétien de ce peuple.

Évidemment ce dernier n'est chrétien ni comme l'entend l'Église orthodoxe, ni comme l'entendent les Églises protestantes. Celle-là et celles-ci sont pour le salut individuel et la rédemption en l'autre monde; et, je ne saurais trop le redire, le peuple est pour la rédemption en ce monde-ci, sans préjudice de ce qui peut être du ciel. Selon le sentiment populaire, tout ira bien dans le ciel pour l'humanité, si tout va bien pour elle sur la terre; et c'est, par conséquent, d'ici-bas qu'on se préoccupe particulièrement, pour ne pas dire exclusivement.

La doctrine religieuse de notre classe ouvrière se résume dans l'Oraison dominicale, et même dans cette simple invocation à Dieu : « Que votre règne arrive! que votre volonté soit faite sur la terre comme au ciel! » Or, quelle est, d'après le Christ, cette volonté de Dieu qu'il s'agit de voir obéie en ce monde?

Est-ce de se livrer à des jérémiades perpétuelles sur le péché originel? de se confondre dans l'humilité? de solliciter incessamment Dieu de nous garder une place dans le paradis?

Cela s'enseigne dans toutes les Églises, réformées ou non; mais cela n'est pas recommandé dans l'Évangile... Quant aux dévotions par la prière, voi

qu'en dit Jésus, dans le fameux Sermon sur la Montagne :

« Ne ressemblez pas aux hypocrites, qui affectent « de prier en se tenant debout dans les synagogues et « au coin des rues, pour être vus des hommes. Je « vous le dis, en vérité, ils ont reçu leur récom« pense.

« Mais lorsque vous voudrez prier, entrez dans « votre chambre, et la porte en étant fermée, priez « votre Père dans le secret; et votre Père qui voit ce « qui se passe dans le secret, vous en rendra la ré« compense.

« N'affectez pas de parler beaucoup dans vos « prières, comme font les païens, qui s'imaginent que « c'est par la multiplication des paroles qu'ils méri« tent d'être exaucés...

« Vous prierez donc de cette manière : Notre « Père, etc. »

Voilà qui est simple, voilà qui est clair, et qui, pour être interprété, n'appelle ni le secours du prêtre, ni le secours du pasteur, ni même celui du philosophe.

Ce n'est pas, certes, le peuple de Paris qu'on accusera d'imiter, par les dévotions ostensibles, les païens ou les hypocrites qui ont reçu leur récompense. Évidemment, à prendre le sens net de la recommandation de Jésus, la société dévote, rien qu'au point de vue de la prière, est moins dans la pensée chrétienne que notre classe populaire. D'ailleurs, si celle-ci ne

formule pas règulièrement la simple oraison recommandée, son sentiment et ses aspirations y suppléent parfaitement.

Puisque nous en sommes sur ce point de la recommandation de Jésus, relative aux dévotions, remarquons bien qu'il n'en résulte pas le moins du monde que l'homme doive se considérer comme un transporté, et qu'il y ait lieu pour lui de se préoccuper, comme les Églises diverses le lui conseillent, de son recours en grâce par les prières et les adorations.

Ce n'est donc pas, aux termes précis de l'Évangile, par les pratiques dévotes qu'on se montre désireux de faire régner la volonté de Dieu sur la terre.

Comment alors peut-on travailler à amener ce règne?

Il y a dans le Nouveau Testament certains passages qui prêtent à des interprétations différentes, et d'autres qui semblent se contredire. Mais le peuple ne connaît, des Évangiles, qu'une série de préceptes qui se sont dégagés à la longue de l'ensemble, et qui ont fini par se graver dans la pensée générale, comme formant l'essence de la doctrine chrétienne. Or tout ce qui est entré dans la circulation intellectuelle peut se résumer en ceci :

Un seul Dieu régit le monde; les hommes de toutes races et de toutes couleurs sont égaux devant lui. Tous doivent s'entr'aider, et se considérer comme frères. Le pouvoir social est un service public, et ceux qui l'exercent sont les serviteurs de la société...

Voilà ce qui s'est dégagé d'essentiel, pour le peuple et pour toute la société moderne, de la doctrine évangélique, ou plutôt, voilà, réduite à sa plus simple expression, toute la doctrine chrétienne.

Et quiconque, philosophe, prêtre ou pasteur, oserait dire à la face de la société que telle n'est pas la pensée principale du Nouveau Testament, serait traité d'imbécile ou de fourbe.

D'ailleurs, tous les prédicateurs catholiques ou protestants commencent leurs sermons par l'affirmation de la fraternité humaine; d'autre part, le suprême préposé au gouvernement de l'Église se qualifie de « serviteur des serviteurs de Dieu, » ce qui est l'affirmation parfaitement claire que le pouvoir est un service public, et non un privilége; un devoir, et non un droit.

De sorte que celui-là ferait preuve d'un bien courageux cynisme qui, jouissant de sa raison, prétendrait hautement que la doctrine, telle qu'on l'entend généralement, et telle en définitive qu'elle a été entendue dans tous les temps, mais très-peu pratiquée, n'est pas la vraie, la pure doctrine chrétienne.

Eh bien, cela étant, à quel esprit sérieux, connaissant un peu le peuple dont nous parlons, ferait-on croire que celui-ci n'est pas plein de cette doctrine? Je dis plus: on ne trouverait pas, dans toute la chrétienté, une classe, sans excepter les corps sacerdotaux, qui soit aussi chaudement, aussi largement et aussi fructueusement chrétienne que celle à laquelle le monde dévot voudrait contester ce titre...

Mais ce monde dira : « La première condition pour être chrétien, et sans laquelle on n'a aucun droit à ce titre, c'est de croire au caractère divin de Jésus. Le peuple y croit-il, oui ou non? »

Je confesse qu'il m'est impossible de répondre *oui* ou *non*. Mais qu'il y croie peu ou qu'il n'y croie point, l'essentiel n'est pas là, quoi qu'en disent les dévots; l'essentiel est qu'il ait à cœur de voir s'étendre et se pratiquer dans toute leur ampleur les principes sociaux du Christ. Or, comme on ne peut contester son passionné désir de les voir triompher, on ne peut, par conséquent, lui contester la qualité de chrétien.

Par exemple, en adoptant et en propageant avec ardeur le système d'un réformateur, on sert bien plus à souhait celui-ci qu'en idolâtrant sa personne; et il serait bien plus flatté du zèle des propagateurs de sa pensée que des stériles hommages que d'autres lui rendraient directement. Les natures supérieures sont ainsi faites. Abaissera-t-on la sublime figure du Christ au niveau de ces personnalités follement orgueilleuses, dont la suprême volupté serait de voir le monde se prosterner à ses pieds? Estimons donc qu'en servant l'idée chrétienne, comme il la sert, le peuple est plus l'ami du « Fils de l'homme » que s'il se confondait en dévotions en son honneur...

CHAPITRE II

L'ORTHODOXIE DU SENS COMMUN.

Le moment est venu d'essayer l'explication dont j'ai parlé plus haut, lorsqu'il s'agissait du caractère de la mission que s'attribue l'Église. C'est-à-dire qu'il s'agit de dire s'il est bon de croire que Dieu intervient dans les affaires humaines; et, dans le cas de l'affirmative, d'expliquer de quelle manière il est probable que cette intervention a lieu.

L'entreprise est fort délicate, et sera trouvée très-ambitieuse de ma part; mais j'ai intérêt autant que personne à être fixé sur cette grande question, et autant que personne j'ai droit de dire tout haut mon opinion. Si je m'égare, j'aurai pour me consoler la pensée que de fortes têtes philosophiques se sont éga-

rées avant moi ; et si, au contraire, la grande question se trouve quelque peu élucidée par ce qui va suivre, cela prouvera une fois de plus qu'il n'est pas absolument nécessaire d'être bourré d'érudition théologique et philosophique pour voir un peu clair dans cet ordre de choses.

L'explication que je vais essayer ne sera du goût ni des catholiques purs, ni des protestants purs, ni des panthéistes déterminés, ni des matérialistes obstinés. Je serai un hérétique pour les partisans de toutes ces opinions. Mais, en compensation, j'espère demeurer dans l'orthodoxie du sens commun, et rendre ma manière de voir acceptable par le nombreux parti qui n'a de dévotion que pour la vérité. J'ai d'ailleurs la parfaite conviction que, à la forme près, mon explication répondra exactement au sentiment populaire. Mon travail eût donc été incomplet si je m'étais abstenu de traiter la question dont s'agit.

Quand je dis que je cherche avant tout l'approbation du grand parti qui a la dévotion de la vérité, je m'impose l'obligation de dire aussi, et tout d'abord, ce que c'est, à mon sens, que la vérité, du point de vue où nous sommes.

Pour le genre humain, elle est toute relative ; elle est aussi progressive. C'était, au commencement, une toute petite lumière tremblotante ; c'est déjà un soleil aujourd'hui, grâce aux rayons nombreux que, d'âge en âge, la raison humaine a ajoutés au premier rayon.

En ce qui regarde le genre humain : tout est dans l'ordre de la vérité qui conclut à une augmentation de la puissance de l'homme moral, intellectuel et physique. Tout est faux qui conclut à une diminution de la valeur humaine, ou seulement à un obstacle à son développement[1].

C'est avec cette règle bien simple que je vais apprécier brièvement les principaux systèmes qui sollicitent notre adhésion.

I

Exécutons-en d'abord deux : celui qui destitue Dieu, purement et simplement, et celui qui le noie dans toute la nature.

La longue compression exercée sur l'esprit humain, au nom de Dieu et au profit d'intérêts plus ou moins injustifiables, a déterminé, depuis longtemps déjà, une réaction de la part des travailleurs spirituels; et, comme toujours, nombre de ceux-ci ont dépassé la mesure. Les deux systèmes dont je veux dire quelques mots sont nés de cette réaction contre les prétendants au rôle de mandataires de la Divinité; et l'on a vu une foule de savants de premier ordre se livrer à des recherches extrêmement persévérantes pour démontrer que le monde n'a que faire de Dieu, unique

[1] Voir dans *le Monde marche*, de M. E. Pelletan, une éloquente démonstration du progrès par l'accroissement de la puissance de l'homme.

ment pour conclure qu'à plus forte raison il n'a que faire du prêtre.

La réaction dont je parle implique l'idée que c'est le prêtre qui fait la disposition religieuse de la foule, tandis que c'est, au contraire, l'aspiration religieuse de la foule qui lui donne la raison d'être.

Rendons-nous compte d'abord de ce qu'on appelle la religiosité. Ce n'est pas autre chose que le besoin de plonger dans le monde extérieur, et d'en sonder les mystères, afin de conformer sa pensée, à soi, à la pensée de l'Intelligence suprême, s'il en est une. La religiosité est une force instinctive, par conséquent naturelle, par conséquent vraie, agissant de plus en plus sur les facultés de raisonnement, pour les exciter à deviner les lois générales de la vie et de la destinée humaines. C'est-à-dire que c'est l'instinct même qui a poussé et qui pousse encore tant de savants à percer les ombres, fût-ce pour prouver qu'il n'y a pas de Dieu. Sans s'expliquer ce qu'ils font, c'est Dieu même qu'ils cherchent en cherchant la vérité.

Ils sont donc mal inspirés quand ils déplorent la disposition des « masses ignorantes » à s'élancer en esprit dans ce qu'on appelle le ciel. On a pu abuser déplorablement de cette invincible aspiration des âmes; mais autant vaudrait penser à supprimer l'humanité que de penser à supprimer ce fond de religiosité, générateur de ce besoin qui pousse à la connaissance des lois du monde. L'aspiration religieuse est une

force naturelle, absolument nécessaire au progrès; et la déplorer c'est faire une double faute : premièrement, parce qu'elle est indestructible; secondement, parce qu'elle est le principe de toutes les grandes œuvres de l'homme, l'inspiratrice de toutes les heureuses hardiesses de l'esprit humain.

Maintenant je dis que, si le sens commun a toujours cherché Dieu, pour se mettre en rapport avec lui, c'est que Dieu existe, et qu'il existe extérieurement au monde physique. Tous les savants seraient là pour contredire ma raison d'affirmer Dieu, qu'ils échoueraient parfaitement. Je les respecte fort, même quand ils essayent de prouver que le monde peut se passer d'une suprême Intelligence, ou qu'ils trouvent ingénieux de l'identifier avec toute la nature; mais je respecte bien plus le sens commun; et toutes les fois que certains viendront nous dire dédaigneusement que telle constante et universelle aspiration du genre humain est le fruit de l'ignorance, ils me feront l'effet que me ferait un homme qui, avisant un poirier chargé de ses fruits naturels, dirait : « Ces fruits sont faux; c'est une culture inintelligente qui les a produits. Au lieu de poires, ce sont des concombres qu'il devrait porter. »

Les partisans des deux doctrines en question n'admettent que des forces dans le monde. Or la langue humaine est une force, j'espère, et bien naturelle. Elle est à l'esprit humain ce que le fruit est à l'arbre; elle est l'expression de ce qui est au fond de l'humanité.

Si l'on en comprenait bien le sens, elle donnerait des secrets précieux qu'on cherche vainement dans les brouillards de la métaphysique. Elle est à la fois le moyen et le juge de toutes les opinions; elle est toute une révélation, parce qu'elle est née de l'instinct.

Eh bien, forcés de la prendre pour s'affirmer, c'est par elle précisément que le matérialisme et le panthéisme s'infirment. Il est impossible, en effet, d'user de la langue sans que l'instinct humain s'y traduise, et sans impliquer en nous les deux principes, le spirituel et le matériel, et, de plus, la dualité constante entre les deux. On peut mettre au défi un matérialiste ou un panthéiste de parler pendant cinq minutes sans affirmer vingt fois la doctrine qu'il combat, et sans infirmer autant de fois, par conséquent, celle qu'il nous voudrait faire accepter. Si le matérialisme avait pour lui la vérité, ou que ce fût le panthéisme, la langue, au lieu de les contredire, ne contredirait que la doctrine spiritualiste, c'est-à-dire celle qui sépare l'esprit de la matière, et admet les deux principes dans l'univers comme dans l'homme; la seule qui, par suite, soit affirmative du libre arbitre, comme de la responsabilité et de la persistance de l'âme. C'est, au contraire, cette dernière que la langue affirme à tout propos. Donc le matérialisme et le panthéisme sont deux belles et bonnes erreurs, malgré l'appareil scientifique dont s'efforcent de les revêtir leurs apôtres.

J'ajoute que toute doctrine qui, directement ou par

voie de conséquence, nous amène à ne voir dans le monde qu'une vaste machine allant d'elle-même, et dans laquelle le rôle de l'homme n'est que celui d'un pauvre petit rouage entraîné dans le mouvement universel — rôle par conséquent négatif du libre arbitre et de la responsabilité — est une doctrine décourageante, démoralisante, abrutissante, par conséquent méprisable. Elle amoindrit la vie au lieu de l'augmenter; elle ferme avec brutalité toute glorieuse perspective au génie de l'homme; elle éteindrait l'humanité si par impossible l'humanité pouvait y croire.

Ainsi le matérialisme et le panthéisme, en essayant, par la science prétendue positive, de nous sauver de la superstition et de la domination des castes sacerdotales, ne nous sauveraient d'un danger que pour nous créer un danger plus grand peut-être.

II

Passons maintenant au camp tout opposé, où l'on professe non-seulement la foi en Dieu, mais encore la foi en l'intervention directe et sensible de la Divinité par l'incarnation de son Verbe dans un homme, et par les miracles.

Quelle personne sensée, croyant en l'Être suprême, songerait à limiter ce qui est de soi illimité en puissance? Aucune assurément ne voudrait contester à Dieu le pouvoir de se manifester aux hommes comme

bon lui semble. Et quant au mode d'intervention, on peut dire, d'une manière générale, que rien n'est impossible à Dieu, si ce n'est d'être inintelligent.

Par exemple, on défend, ou du moins on commence à défendre aux servantes et aux instituteurs du jeune âge de troubler l'esprit des enfants avec des histoires de revenants et autres rabâchages impliquant l'idée de puissances surnaturelles. C'est là une preuve de bon sens de la part des parents. Ils montrent par là qu'ils ont à cœur de ne point troubler les facultés naissantes de leurs enfants. Serait-ce, par hasard, une impiété de penser que Dieu ne peut pas avoir moins de bon sens que les parents dont il s'agit?

On dira : « Mais si Dieu n'intervenait pas directement en s'incarnant dans une personne humaine, comment ferait-il connaître sa volonté aux hommes? Comment répondrait-il aux vives aspirations des âmes? Car l'homme ne comprend que ce qui lui est dit par la parole. Il faut donc que le Verbe divin prenne un corps pour nous parler, pour nous enseigner nos devoirs, sans quoi nous ne saurions jamais rien, puisque nous ne pouvons tirer aucune lumière de notre propre fonds. »

Je connais d'autant mieux cette théorie, que, dans un autre temps, où j'avais plus d'ardeur que d'expérience, je la tenais pour la plus solide qui fût. Je ne voyais pas qu'elle mettait des limites à l'Illimité, puisqu'il ne pouvait se faire comprendre de l'homme qu'en se faisant homme lui-même.

Je dois dire que cette doctrine n'est pas exactement celle de tous les raisonneurs qui admettent la révélation directe. Le plus grand nombre même, si je suis bien informé, admet que les rapports entre Dieu et l'homme n'exigent pas nécessairement l'incarnation du Verbe divin. C'est seulement une minorité qui prétend que nous ne pouvons rien tirer de notre propre fonds; ni le langage, ni un accroissement quelconque d'une parole révélée. Cependant, par contradiction, cette minorité ne se refuse pas plus que la majorité des partisans de la révélation directe de croire à une action de la Providence sur le monde par voie d'inspiration. Toute la société religieuse, sans excepter les croyants esprits forts, y croit donc fermement.

C'est aussi ma croyance, et je puis dire qu'elle est bien celle de notre peuple.

Mais il est évident que si Dieu peut inspirer de bonnes pensées, de bonnes résolutions, à l'esprit humain par cette action indirecte et insensible qu'on appelle l'inspiration, on ne voit pas qu'il soit besoin au Maître du monde de troubler l'ordre établi par lui-même en faisant intervenir d'abord le Saint-Esprit pour féconder le sein d'une femme, ensuite en s'incarnant lui-même dans le fruit de cette femme.

Il est bien entendu que je ne conteste pas la possibilité du fait; mais seulement j'estime que le résultat voulu de Dieu pouvait être obtenu par la simple voie d'inspiration. Et s'il faut dire net ma pensée, il n'y a pas eu d'autre miracle que celui-là. Ce point de

vue, généralement admis par la libre pensée du siècle, n'exclut pas une sorte d'incarnation du Verbe de Dieu. Tout souffle divin qui agit sur un cerveau humain ou sur l'instinct d'un peuple est, par le fait, une incarnation du Verbe.

Mais l'Église et ses fidèles, de même que les purs protestants, n'entendent pas la question de cette manière, tant s'en faut! L'Église surtout tient essentiellement aux interventions miraculeuses, transgressant l'ordre naturel des choses, confondant la raison de l'homme et déroutant toute science humaine.

Et c'est précisément ce qui fait que la raison et la science sont en pleine révolte contre la théorie de l'Église, théorie qui la passionnait peu dans la grande période catholique; mais qui est venue au premier plan de ses préoccupations dès que l'esprit, dépassant les horizons officiels, a menacé de s'insurger. En sorte qu'entre elle et la raison émancipée la lutte est engagée à fond. Il semble que l'une ne puisse jouir de la plénitude de sa puissance que par l'effacement de l'autre.

Si l'Église eût eu, depuis quatre ou cinq siècles, une foi plus large et une plus grande confiance en l'esprit humain, elle lui eût laissé toute liberté, se disant que l'homme, en se développant intellectuellement, ne pouvait que se rapprocher de la vérité. Mais la foi et la grandeur d'âme ont évidemment manqué au sacerdoce catholique depuis des siècles; il a craint d'être sapé à sa base par la raison éman-

cipée, et il s'est efforcé par tous moyens, — même par les plus violents, — de la tenir en tutelle. C'est de cette lourde faute que sont nées les insurmontables difficultés actuelles de l'Église, c'est de là que vient l'écart irremédiable qui se fait entre elle et la société moderne.

Si, faisant abstraction de toute pratique contradictoire, nous jugeons en elle-même la doctrine qui veut confondre la raison et la science, il nous sera facile de voir qu'elle conclut directement à un énorme amoindrissement de vie, qu'elle démoraliserait positivement ceux qui y croiraient. Mais, de même que les matérialistes et les panthéistes, en théorie, se contredisent dans la pratique, de même, les ennemis de la raison, en théorie, lui rendent, dans la pratique, un complet hommage : ils croient à la leur, s'ils nient celle de leurs adversaires.

Il n'est pas moins vrai que, malgré les contradictions entre dire et faire, les doctrines acceptées produisent toujours un certain effet. Or, vouloir nous persuader que notre entendement est extrêmement faillible, qu'il peut nous tromper, que nous devons nous en méfier ; c'est tout simplement nous dénier la faculté essentielle à l'exercice de notre libre arbitre ; c'est, par le fait, détruire notre liberté morale ; c'est, par conséquent, nous décharger de toute responsabilité.

Quand je suis sollicité, d'une part, par le prêtre, et, de l'autre, par le libre penseur, je peux me tromper tout aussi bien en allant au prêtre que si j'allais au

main des préjugés et de la superstition, c'est-à-dire de toutes les conceptions artificielles qui ont pour effet de créer de puissants intérêts imaginaires.

Il y a donc certainement malentendu entre les hommes qui sont pour la Révolution et ceux qui sont pour l'Église. Mais tels esprits qui partent de là pour conclure à la possibilité de la conciliation ne font qu'ajouter eux-mêmes un nouveau malentendu à l'ancien. D'ailleurs, plus on cherche les éléments de la conciliation, plus on constate, sans le vouloir, l'inconciliabilité des deux puissances.

Toutefois, l'opinion qui voudrait accorder l'Église et la Révolution étant considérable par le caractère de ses principaux organes, il y a lieu d'examiner brièvement ici la valeur des arguments à son usage.

Ce qui me frappe d'abord, et ce dont je sais gré à ces partisans de l'accord des deux principes, c'est qu'ils sont bien plus préoccupés des intérêts de la Révolution que de ceux de l'Église.

Voici, du reste, comment ils raisonnent :

« L'Église et la Révolution ont chacune un domaine « particulier. L'une répond aux aspirations de l'âme, « l'autre aux besoins du corps. L'une est essentielle- « ment spirituelle, et n'a qu'à préparer les âmes à « mériter devant Dieu ; l'autre est essentiellement « temporelle, et n'a à s'occuper que de l'améliora- « tion des conditions de la vie présente. Le catholi- « cisme, c'est la science de l'économie céleste, et la « doctrine démocratique est la science de l'économie

« terrestre. Les deux puissances ne s'excluent donc « pas nécessairement.

« Elles ne s'excluraient que si chacune voulait con- « trarier l'action légitime de l'autre; et la guerre a « éclaté, ajoute-t-on, parce que l'Église a la prétention « de se mêler de ce qui ne la regarde pas, c'est-à-dire « de l'économie terrestre; et que, de son côté, la Ré- « volution empiète illégitimement sur le domaine de « l'économie céleste. C'est là qu'est la cause du mal- « entendu. Que l'Église se renferme dans sa spécialité, « la Révolution dans la sienne, et les deux puissances « étant chacune dans son rôle normal, chacune aussi « reconnaîtra la légitimité de l'autre : la paix sera « faite. »

Cela est bel et bien; mais si ce raisonnement manquait par la base? Si l'économie céleste, telle que l'entend l'Église, obligeait absolument celle-ci à s'opposer à l'économie terrestre telle que l'entend la Révolution, que deviendrait tout cet échafaudage conciliateur?

C'est ce qu'il nous faudra voir bientôt.

Il est un autre groupe de conciliateurs dont nous devons donner aussi, sans plus tarder, les arguments principaux :

« Qu'est-ce, en définitive, que le catholicisme? » dit-on dans ce groupe. « C'est le christianisme orga- « nisé pour s'étendre à l'universalité du genre humain. « — Que veut le christianisme, considéré dans sa plus « haute expression? La fraternité universelle...

« D'un autre côté, quel est le but le plus élevé, le

« but définitif de la Révolution? La fraternité uni-
« verselle...

« Donc, par le seul fait que les deux puissances « tendent au même but, elles peuvent et doivent s'ac-« corder; elles doivent se seconder mutuellement « pour l'atteindre, chacune ayant d'ailleurs besoin « de l'autre pour mettre l'humanité sur la bonne « voie.

« Mais l'entente cordiale entre elles est d'autant « plus nécessaire et rationnelle que c'est la première « qui a engendré la seconde. C'est dans l'histoire de « l'Église, pendant la phase ascendante, que la Démo-« cratie moderne a puisé ses principes essentiels. Il est « donc contre nature que la fille méconnaisse sa mère, « ou que la mère repousse sa fille; et c'est faire œuvre « de haute moralité que de les rapprocher... »

Cette opinion, qui m'avait séduit autrefois, avait sa grandeur. Elle était une généreuse illusion. Elle allait assez bien, du reste, au tempérament d'une société en voie de transition; elle faisait pont au monde catholique pour passer à la Révolution; et si quelques âmes troublées l'ont passé en sens inverse, il a servi à un bien plus grand nombre, qui sont venues rendre hommage aux nouveaux principes. La doctrine à laquelle je fais allusion était d'ailleurs beaucoup plus révolutionnaire que catholique.

Elle m'avait séduit, moins par sa propre valeur, qui échappait alors à mon inexpérience, que par le caractère élevé et sympathique du groupe d'hommes

qui la développaient et la propageaient[1]. Ils voulaient placer si haut les principes de la Révolution, que toutes les opinions résistantes fussent à la fin obligées de s'effacer devant elle. Ce fut cette considération qui m'entraîna. Je n'en suis point honteux.

Cependant, si cette phalange réformatrice facilita le passage d'un bord à l'autre de l'abîme qui sépare l'Église de la Révolution, elle ne put que constater l'impuissance de ses efforts à fermer cet abîme; car il s'agrandissait à vue d'œil, au contraire.

Quelques-uns des partisans de la conciliation ont fini par comprendre qu'il ne serait pas possible de révolutionner l'Église sans qu'elle succombât à l'épreuve, ni de *catholiciser* la Révolution sans la dénaturer : je suis de ceux-là.

Entre l'Église et la Révolution, la paix ne serait possible, à mon sens, qu'à l'une des deux conditions suivantes : ou de s'amoindrir l'une et l'autre par des concessions réciproques; ou que l'une fasse acte authentique de renonciation au profit de l'autre. Or, ni

[1] Au moment où je dois dire publiquement mon renoncement à des illusions que j'ai longtemps partagées, je saisis avec bonheur l'occasion de témoigner de ma haute estime et de mon inaltérable reconnaissance pour l'école réformatrice dont j'entends parler. S'il est dit qu'elle s'est trompée en voulant accorder ce qui est inconciliable, elle a porté juste en bien d'autres choses. D'ailleurs, son illusion a favorisé la transition. Et puis, quelle autre école pourrait se flatter d'avoir été exempte d'erreurs plus ou moins grandes? Je me tiens pour très-heureux de pouvoir dire que j'ai suivi les enseignements de celle dont M. Buchez était l'initiateur. Elles comptaient toutes, assurément, de nobles cœurs et de grandes intelligences; mais j'estime que nulle autre ne m'eût donné ni de meilleurs maîtres ni des amis plus dévoués.

l'Église ni la Révolution ne se prêteront à la première condition, encore bien moins à la seconde.

Mais cette considération ne nous dispense pas d'examiner brièvement la valeur des arguments en faveur de la conciliation.

I

L'engendrement des principes de la Révolution par ceux de l'Église d'autrefois paraît incontestable à qui sait un peu l'histoire de l'Église, et à qui n'ignore pas la tradition démocratique de ses milices inférieures. Admettons donc que la Révolution, considérée de haut, est fille de l'Église, fille reniée par sa mère toutefois, comme si elle était le fruit d'un péché de jeunesse.

Mais le *Nouveau Testament* est, au même titre, un engendrement de l'*Ancien*. Cela a-t-il pu faire que le peuple fidèle à l'Ancien Testament et le peuple acquis au Nouveau pussent s'entendre?

Jésus disait : « Je ne suis pas venu détruire la loi; mais l'accomplir. » — Cela a-t-il pu faire que les prêtres juifs et les apôtres chrétiens pussent se mettre d'accord?

Et puisqu'on se sert de l'image de la mère et de la fille, n'est-il pas naturel que la fille succède à la mère? Est-il dans l'ordre des choses que la cause et le plein effet coexistent?

« Mais, va-t-on dire, la Révolution n'a pas qualité « pour succéder au catholicisme. Elle n'a trait qu'aux « conditions de la vie présente; elle n'a pas la préten- « tion de répondre aux besoins de l'âme. Par consé- « quent, elle peut et elle doit admettre la coexistence « de l'Église. »

Cela n'est peut-être pas exact, et la Révolution répondra probablement mieux aux besoins de l'âme qu'on ne le suppose. Si cela était démontré, le phénomène de succession qui s'accuse si ouvertement serait parfaitement légitimé. La Révolution n'a pas encore dit son dernier mot. D'ailleurs l'Église ne péricliterait pas sous les efforts de l'esprit nouveau, s'il n'y avait là évidemment l'effet inévitable d'une loi supérieure. Qu'en vertu de notre libre arbitre, nous puissions contribuer à l'accroissement de l'action providentielle ou la contrarier, cela n'est pas douteux; mais, aidé ou gêné, le phénomène qui nous occupe est plus fort que nous. La Révolution empiète sur le domaine de l'Église; et la substitution pour s'opérer lentement ne s'opère pas moins irrésistiblement.

Du reste, il est bon que la mère — puisque mère il y a — vive jusqu'à ce que la fille ait atteint les développements nécessaires pour remplir sa grande tâche. Mais sans en avoir conscience, fatalement, l'Église stimule, autant qu'elle le peut, la Révolution pour qu'elle se hâte de prouver au monde toutes les vertus qu'elle tient en germe.

philosophiques, M. Buchez, tout en assignant à l'activité de l'âge présent, comme l'un de ses devoirs, de réaliser la fraternité universelle, dit souvent que l'humanité accomplit dans le monde une fonction en dehors de ce qui se rapporte à elle-même[1] ; et je ne crois pas qu'aucun autre philosophe ait appelé avec une persistance plus tenace l'attention des penseurs sur le « but extérieur d'activité. » C'est donc une puérilité de croire que le genre humain n'agit qu'en vue de fraterniser un beau jour.

La fraternité des peuples ne peut être que le moyen pour l'humanité d'accomplir mieux sa fonction générale. Il est clair que si le genre humain est prédestiné à une œuvre terrestre, bien mieux vaut que ses divers membres vivent en paix que de s'entre-déchirer.

Si les ouvriers chargés de cultiver un domaine se chamaillent continuellement, le travail se fera mal. Il se fera d'autant mieux qu'ils vivront en bon accord. Mais c'est le bon travail qui est le but, et le bon accord le moyen.

Ainsi donc, pour la Révolution comme pour l'Église, la fraternité, même universelle, est chose secondaire.

D'autre part, la société née de 89 n'entend pas le moins du monde qu'il y ait encore lieu pour le genre humain d'expier ce qu'on appelle le péché originel. Qu'elle se trompe en cela, ou qu'elle ne se trompe pas, le fait est qu'elle est, de sentiment, parfaitement fixée.

[1] *Introduction à la Science de l'Histoire.*

Par conséquent, il n'y a pas identité de but entre la Révolution et l'Église.

III

Voyons maintenant ce que vaut l'argument consistant à dire : « Si l'Église s'enfermait dans son domaine, et la Révolution dans le sien, chacune pourrait faire son œuvre sans gêner l'autre. »

Cela se dit tous les jours; mais il est tout à fait naïf de croire que les deux puissances aient chacune un domaine séparé, sur lequel elles puissent se tenir sans empiéter nécessairement l'une sur le terrain de l'autre. Je dis plus : l'économie de l'une est diamétralement opposée à l'économie de l'autre.

En effet, aux termes de l'enseignement de l'Église, la terre étant pour l'homme un lieu d'exil sur lequel il ne doit point chercher à fonder, sa préoccupation constante doit avoir le ciel pour objet. En un mot, la doctrine orthodoxe, prise au sérieux, recommande expressément la prévoyance des intérêts célestes, en même temps que l'imprévoyance des intérêts terrestres.

Au contraire, l'esprit de la Révolution commande, sinon expressément, du moins implicitement, l'imprévoyance des intérêts célestes, et la prévoyance des intérêts terrestres.

Le désaccord est on ne peut plus formel entre les

deux tendances. Il n'est donc pas vrai de dire que chacune des deux puissances peut faire son œuvre sans gêner l'autre. En fait, la Révolution trouble l'Église d'une manière assez sensible, je pense, pour qu'on n'essaye pas de discuter mes assertions; et l'Église réprouve assez énergiquement les tendances de la Révolution pour qu'on abandonne ce rêve d'accorder ce qui est si formellement contradictoire.

Ce ne sont pas, certes, les militants du parti clérical qui contesteraient ces conclusions, qui s'imposent d'elles-mêmes, d'ailleurs. L'inconciliabilité, ils l'ont proclamée mille et mille fois; ils la crient tous les jours par-dessus les toits. Mais comme ils reprochent à la Révolution d'être essentiellement matérialiste, de détacher les âmes de toutes les préoccupations célestes, d'appeler les hommes à se vautrer dans les jouissances positives, ils prendront pour un aveu d'enfant terrible ce que j'ai dit de la tendance qu'elle imprime à l'activité humaine, et ils essayeront de s'en faire une arme contre le parti dans lequel elle s'incarne. Je les préviens que cette arme, on pourrait la briser comme verre entre leurs mains. Nous verrons bien d'ailleurs. En attendant, nous sommes parfaitement fondé à dire qu'entre l'Église et la Révolution l'accord est impossible. D'ailleurs cette impossibilité ressortira encore plus frappante de tout ce qui va suivre.

CHAPITRE IV

LA LETTRE ET L'ESPRIT.

I

Il n'est pas d'adolescent, au jour de sa première communion, qui ne connaisse aussi bien que le prêtre la condition faite à l'homme par Dieu, d'après la doctrine officielle. Il n'est pas d'enfant d'une douzaine d'années, qui, initié par l'Église, ne puisse témoigner de ce fait, qu'elle subordonne complétement et hautement la prévoyance des intérêts terrestres à celle des intérêts célestes... Nous n'avons tous, tant que nous sommes, qui avons reçu cet enseignement, qu'à nous recueillir pour nous en rappeler les termes essentiels et caractéristiques.

Dieu, nous a-t-on enseigné, nous donne la vie char-

gée d'un péché commis par le premier homme; et le genre humain n'a point d'autre fonction à remplir sur terre que d'expier la faute originelle. Nous sommes, en ce monde, des transportés à vie.

La faute originelle, réversible sur toute l'humanité, s'expie par le repentir, les mortifications, la prière et les bonnes œuvres envers le prochain, c'est-à-dire par l'assistance morale et matérielle.

Au delà de cette conception du rôle terrestre de l'homme, rien. Le travail nous est imposé à titre de punition. L'obligation de travailler est le signe de notre chute, la marque de notre indignité. « Si tu veux vivre, » a dit Dieu à l'homme, « tu travailleras à la sueur de ton front. » Mais il ne lui a commandé aucun travail qui ne se rapportât point à l'homme lui-même, ni aucun qui fût le moyen de sa rédemption. Il n'est donc tenu de travailler que pour vivre, et il ne vit que pour expier.

Bien que l'Église nous dise à chaque instant : « Vous êtes sur terre pour connaître, aimer et servir Dieu, » et que le mot *servir* implique particulièrement une fonction active, une sorte de collaboration avec la Divinité; bien qu'elle nous rappelle souvent ces mots de la Genèse : « L'homme est fait à l'image de son créateur, » c'est-à-dire doué de facultés créatrices; elle repousse cependant comme inspiration détestable, comme fruit d'un fol et coupable orgueil la supposition, de la part de l'homme, qu'il puisse *servir effectivement* Dieu en ce monde.

D'après l'enseignement officiel, la manière dont Dieu veut être *servi* consiste à l'implorer, à l'adorer, à le glorifier sans cesse.

Quant à la terre, le genre humain devrait la considérer comme une caravane considérerait un territoire pestilentiel qu'elle aurait à traverser pour atteindre une terre promise.

Aussi, tout ce qu'a fait ou préparé l'homme pour modifier son lieu d'exil est-il indifférent à Dieu. Aussi toutes les œuvres de la force, de la persévérance et de la science humaines sont-elles sans valeur aucune aux yeux du Créateur. Elles sont pour lui ce que sont pour nous les tas de sable amassés par les petits enfants, aux heures de récréation, et destinés à disparaître sous l'action du balai, quand l'heure du jeu est passée... Oui, les œuvres de l'homme, et celles précisément dont il est le plus fier, sont absolument inutiles à Dieu. Oui, l'homme bâtit sur le sable, et Dieu se rit des efforts puérils et de la vaine prévoyance de l'être qu'il a créé à son image. Les monuments qu'élève celui-ci ne sont que châteaux de cartes destinés à disparaître sous le premier souffle divin. Aussi les plus gigantesques travaux, fût-ce ceux qui relient les deux mondes par un câble électrique, ou ceux qui doivent réunir deux mers en coupant tout un continent, ces héroïques entreprises, qui donnent au génie humain une si haute idée de lui-même, ne pèsent pas tant dans la balance des mérites que le moindre acte de contrition...

Oui, c'est de cette manière sombre et mortifiante que nous devrions voir, aux termes de l'enseignement de l'Église, toutes les agitations de ce monde. Si nous le prenions à la lettre, nous abandonnerions dédaigneusement tous ces travaux que, dans notre fol orgueil, nous qualifions de glorieux; et, nous appliquant à refouler comme tentations dangereuses nos vives aspirations à la connaissance et nos appétences de toutes sortes, nous devrions vivre de la vie la plus humble, la plus sobre, la plus stérile possible; en un mot, vivre le moins possible pour échapper plus tôt aux dures et humiliantes conditions de la vie terrestre...

Qui voudrait dire que tel n'est pas exactement le fond de l'enseignement de l'Église?

II

Si les premières générations catholiques avaient pris tout à fait à cœur cet enseignement, la société à laquelle nous succédons ne se fût, à coup sûr, jamais formée. Elle serait morte presque en naissant. Nous savons, d'ailleurs, que si le mariage est légitimé par la doctrine, il n'est pas recommandé; et que le fidèle gardant la chasteté est l'ami de Dieu par excellence.

Cependant la société catholique a vécu; elle s'est développée; elle a dépassé de beaucoup, et à tous égards, celles qui avaient échappé à l'influence du mouvement catholique.

Comment donc expliquer qu'ayant pour doctrine le renoncement au monde, elle ait plus activement travaillé que ses contemporaines à s'approprier le monde? Comment expliquer qu'avec un système dédaigneux du travail terrestre, on ait développé la vie laborieuse? Qu'un système essentiellement négatif du besoin de connaître ait permis et encouragé le progrès des connaissances humaines? Qu'une doctrine glorifiant l'humilité et le mépris de l'art ait inspiré l'art le plus splendide qu'ait jamais connu le genre humain? En un mot, comment se fait-il qu'une théorie menant droit à la mort ait déterminé un réel et considérable accroissement de vie?

Cette contradiction, grosse comme le monde, n'est explicable que par une maxime profonde, dont l'Église elle-même fait souvent usage pour se défendre contre les textes qu'on lui oppose : « La lettre tue, et l'esprit vivifie. »

L'enseignement qui porte l'homme à une sorte de suicide mystique, c'est la lettre. Ce qui a fait la fécondité et la grandeur de la révolution chrétienne, c'était une force morale qui résidait bien plus dans les aspirations instinctives de la société en voie de régénération que dans l'enseignement dogmatique.

C'est encore une preuve, et des plus concluantes, en faveur de la révélation anonyme.

Mais voyons comment s'est fait le désaccord entre l'esprit et la lettre.

Nul ne peut savoir à quel point les documents re-

cueillis, triés, expurgés, et réunis, fort longtemps après la mort du Christ, sous le titre de Nouveau Testament, contiennent tout l'esprit de la révolution chrétienne. Les Églises protestantes croient qu'il y est tout entier; mais l'Église catholique est d'un avis contraire. Elle prétend même garder par devers elle des vérités essentielles qui ne sont point, ou qui sont très-insuffisamment énoncées dans les Évangiles.

Le fait est qu'il y a des différences très-notables entre l'enseignement que l'Église distribue et celui qui ressort de la lecture attentive du Nouveau Testament.

D'abord, autant le Christ recommande formellement d'être sobre d'invocations à Dieu, et discret dans la manière de l'invoquer, autant l'Église recommande la multiplicité des prières et des pratiques du culte extérieur.

Il est vrai que Jésus recommande instamment à ses disciples de ne point songer à se faire des trésors sur la terre; mais de s'en faire dans le ciel. Ce qui semblerait conclure nettement contre la prévoyance des intérêts de ce monde au profit de la prévoyance des intérêts célestes... Mais, outre que cela peut s'expliquer quand cela s'adresse à des gens qui doivent tout quitter pour suivre le réformateur, si l'on se demandait comment on peut, aux termes de l'enseignement évangélique, amasser des trésors dans le ciel, ce serait, assurément, de faire tout ce que le Christ recommande.

Or, que recommande-t-il? Ce ne sont certainement pas les pratiques mystiques. Rappelons-nous, d'ailleurs, qu'il proscrit le culte extérieur. Ce qu'il veut, c'est la bonne vie. Et comment l'entend-il? Il l'entend active, productive, et sanctifiée par le dévouement de chacun à tous. Il s'élève contre l'abus de l'homme sur l'homme; contre l'interdiction de travailler le jour du sabbat, ce qui est une manière d'honorer le travail; et, ce qui est une autre, et plus directe, c'est que, de la *parabole des Talents* ressort clairement l'obligation pour l'homme de tirer parti de toutes les facultés dont l'a doué le Créateur... Si bien que, en se conformant à l'enseignement du Christ, tel que les Évangiles nous le transmettent, la société, au lieu d'aller tout droit à un amoindrissement de vie, et même à la mort complète, irait droit, au contraire, à une prodigieuse augmentation d'existence.

Ce qui autorise parfaitement à croire que, si le Christ n'était l'incarnation divine, il était, du moins, le traducteur le mieux inspiré du sentiment que Dieu soufflait au révélateur anonyme, c'est-à-dire au parti révolutionnaire du temps, à la pensée duquel le Jésus fut initié par saint Jean-Baptiste.

On ne saurait admettre que l'Église garde par devers elle des documents qui soient contraires au texte formel de l'Évangile. Cependant sa manière d'être est souvent tout à fait opposée à celle que recommande Jésus-Christ. Reconnaissons pourtant que quelques-

unes des plus importantes dérogations ont été inspirées par un très-large esprit.

Par exemple, en ce qui touche le culte : Jésus ayant vu de quelle manière honteuse les prêtres de son temps faisaient métier et marchandise de la religion, et ayant vainement essayé de les chasser du temple, conçut un moyen plus radical d'en finir avec l'exploitation du peuple par la caste sacerdotale : il supprima le temple, la prière en commun, et dit à ses adhérents : « N'imitez point ces hypocrites, etc. Mais quand vous voulez prier, enfermez-vous dans votre chambre ; et, la porte en étant close, dites seulement ces paroles : Notre père, » etc.

C'est bien là la suppression radicale de tout culte extérieur et en commun. Il n'y a pas d'interprétation qui puisse, sans injurier l'entendement, changer le sens du texte.

Eh bien, je n'hésite pas à dire que Jésus cédait à l'indignation du moment ; qu'en réagissant contre l'hypocrisie des exploiteurs religieux il ne répondait qu'à une nécessité temporaire, et que l'Église fit bien de rétablir plus tard le culte extérieur dans le temple, parce qu'il répond à l'un des plus impérieux besoins de l'âme. Lorsqu'un culte spécial devient lettre morte, c'est que la doctrine d'où il est né est elle-même devenue lettre morte. Ils sont étroitement solidaires. Tant vaut la doctrine, tant est réconfortant le culte.

Il est, d'ailleurs, une considération qui doit nous porter à féliciter le sacerdoce catholique d'avoir con-

trevenu à un texte de l'Évangile. Dans le monde païen, les multitudes n'entraient pas dans le temple : l'Église voulut qu'elles y entrassent, et qu'elles naquissent à la vie morale.

L'immense majorité des populations était esclave, et vivait dans la condition où vit la masse asservie dans les États révoltés de la fédération américaine. L'Église exigea des maîtres que leurs esclaves auraient un jour par semaine, le dimanche, pour assister aux enseignements du culte. C'était le premier pas, — plus hardi qu'on ne le suppose, — vers leur affranchissement.

En sorte que si, en refaisant un culte public, l'Église a contrevenu à la lettre de l'Évangile, c'était pour se mieux conformer à son esprit émancipateur.

Autre exemple : l'un des grands bienfaits de la civilisation chrétienne, c'est assurément la réhabilitation de la femme. Elle y est l'égale de l'homme, tandis qu'autrefois elle était une esclave, presque une chose. La polygamie, admise à peu près partout, ne faisait des femmes que des servantes de leur mari et maître. L'Évangile interdit, il est vrai, la polygamie; mais, sauf le passage douteux où Jésus, chez Marthe et Marie, semble prédire un rôle plus élevé pour la femme, on n'en trouve pas d'autre exprimant la pensée de l'affranchissement de cette moitié du genre humain. Jésus même, il faut bien le dire, se comporte avec sa mère d'une manière qui blesse le sentiment de la société présente, et qui révèle bien le cas que les

meilleurs esprits faisaient même de la femme à laquelle ils devaient la vie. Un jour qu'il était avec ses disciples, dans une maison, on vint lui dire que sa mère et ses frères le demandaient. « Qui est ma mère, et qui sont mes frères? » dit-il. Et, étendant sa main vers ses disciples : « Voici ma mère et mes frères... » Aux noces de Cana (saint Jean, chap. II, v. 4) la mère de Jésus lui ayant fait l'observation que le vin allait manquer : « Femme, lui dit-il, qu'y a-t-il de commun entre vous et moi? »

De ces textes, qui ne sont nullement contredits par d'autres, il ne résulte pas, à coup sûr, que la « Vierge » eût le caractère que l'Église lui attribue aujourd'hui; mais, aux premiers siècles, la vénération profonde qu'on avait pour le fils s'étendit à la mère; d'autre part, un grand nombre de femmes, partageant la foi du parti chrétien, et s'associant à son œuvre, poussèrent souvent l'héroïsme jusqu'au martyre. Ce fut là l'origine véritable de leur rédemption. Par le culte qu'elle rendit à la « mère de Dieu, » et par la grande part qu'elle fit à la femme autour du sanctuaire et dans la société, l'Église de la première phase a été la principale ouvrière d'un immense progrès. En ce qui regarde la femme, l'esprit a donc encore dominé la lettre.

Malgré donc que l'Église ait contrevenu plus d'une fois au texte de l'Évangile, on peut dire que, dans la première phase de son existence, ç'a été beaucoup moins pour en rétrécir l'esprit que pour l'agrandir.

Tant qu'elle a gravi la pente, tant qu'elle a marché à la conquête de la haute direction de la société, l'esprit de vie dominait en elle la lettre de la doctrine. Tout en recrutant pour le ciel, elle favorisait le mouvement d'appropriation terrestre; tout en recommandant la prévoyance des intérêts futurs, elle appelait l'homme à la prévoyance des intérêts de la vie présente. Son instinct aidant beaucoup, elle se comportait comme si notre monde n'était pas indigne de faire partie du domaine de Dieu, et comme si le genre humain y était à une autre fin qu'à celle d'expier...

III

Mais, arrivée plus haut qu'elle n'avait espéré, l'Église fut prise d'une ambition désordonnée, qui eut pour effet d'altérer son caractère chrétien. De démocratie pure, elle se transforma en monarchie absolue, quoique élective; et le « serviteur des serviteurs de Dieu » ne tendait pas à moins qu'à devenir le maître des maîtres des peuples, non pour émanciper ceux-ci; mais pour attirer à lui la suprême puissance humaine. Quand l'esprit chrétien persistait encore vigoureusement dans le corps de l'Église, la tête, ne gardant que la lettre de la doctrine et ne s'en servant que comme moyen de domination, n'affectait plus que les allures de l'impérialisme païen. Jamais roi, voulant fasciner les yeux de la multitude par le déploiement des pom-

pes humaines, et se faire diviniser, n'a pu égaler le faste du « serviteur des serviteurs de Dieu. »

L'esprit, s'éteignant à Rome, ne pouvait manquer de s'altérer à la longue parmi toute l'Église enseignante.

Les puissances temporelles de l'Europe ayant résisté avec succès à l'absorption de la puissance universelle par la papauté, et l'Église, étant forcée de renoncer à ses rêves de théocratie et de domination terrestre, chercha sa compensation dans le royaume céleste. Plus on la fit reculer de ses prétentions sur le monde, plus elle se retrancha naturellement sur son droit à ouvrir ou fermer les portes de l'autre... Depuis qu'elle est sur cette pente, elle ajourne à l'autre vie la rédemption des multitudes infériorisées. Le sentiment humain se retire d'elle, en même temps que l'âme chrétienne. Et, ce qui est bien remarquable, c'est que sur cette pente, la lettre domine d'autant plus l'esprit que les pontifes paraissent être mûs par une ardente foi!...

De sorte que, plus l'esprit s'éteint, plus s'affirme hautement la doctrine de la chute et de l'expiation; et cela en même temps que se développe dans la société moderne un sentiment répulsif de cette donnée décourageante...

Vis-à-vis d'une société raisonneuse comme la nôtre, qui commence à se rendre compte de tout ce qu'elle croit, de tout ce qu'elle fait, la doctrine de la chute pourrait peut-être répugner moins, si on lui donnait un sens très-élevé. L'esprit d'ailleurs ne peut se refu-

ser au fait de la solidarité des générations qui se suivent. Mais la société d'aujourd'hui repousse instinctivement et invinciblement le moyen du rachat proposé, non par l'Évangile, mais par l'Église. Or, est-il supposable que celle-ci vienne jamais dire à la société : « Je me suis trompée : le travail n'est pas la marque « de l'indignité de l'homme ; mais le moyen suprême « de sa rédemption. Qui travaille prie ; qui cherche, « par la science, à dérober à Dieu ses secrets, cherche « par là même à le *connaître ;* qui glorifie la création « et se dévoue à l'humanité, *aime* Dieu ; et qui travaille « à augmenter la puissance de l'homme sur ce monde, « *sert* Dieu... » Non, l'Église ne peut pas se dédire à ce point. Les confessions protestantes elles-mêmes ne le pourraient sans se suicider, puisqu'elles professent également le mépris du monde. Le prêtre ni le pasteur n'en viendront jamais, croyons-le bien, à prêcher l'amour de ce monde et la rédemption par les œuvres de la science, de l'art ou de l'industrie : le ministre du culte ne peut voir ailleurs qu'au pied de l'autel le moyen du salut.

Une Église fondée sur des données purement humaines peut parfaitement se modifier au fur et à mesure des progrès de la pensée générale. Mais ces évolutions rationnelles sont absolument interdites à une doctrine qui se donne pour révélée par Dieu même. Bien que l'œil le moins pénétrant y reconnaisse tous les tâtonnements de la raison humaine, et qu'il soit fort désirable qu'on renonce à imputer à l'Intelli-

gence infinie les conceptions d'intelligences limitées, l'Église ne peut plus se départir de son rôle. On sait, d'ailleurs, la formule qu'elle oppose à toutes les mises en demeure que lui fait l'esprit moderne : « Je ne peux. »

Elle a fait son œuvre dans la mesure que comportait le tempérament humain; et, peut-être, sommes-nous trop engagés dans la lutte contre elle pour pouvoir lui rendre pleine justice. Cependant, nous ne pouvons fermer les yeux à l'évidence : l'esprit de vie n'est plus avec l'institution catholique. Elle est comme un grand arbre qui, après avoir, pendant des siècles, nourri de ses fruits et protégé de son ombre des milliers de générations, a perdu presque toute sa sève. Son feuillage est rare; ses maîtresses branches se cassent successivement sous l'effort du vent; son tronc se creuse à vue d'œil, et l'on pressent bien que sa haute tige, quoiqu'elle se dresse encore majestueusement, ne tiendra pas contre la première grande tempête.

L'image ne s'applique, bien entendu, qu'au caractère officiel de l'Église, à son pouvoir. Comme opinion religieuse, pure et simple, le Catholicisme peut durer encore longtemps. Le Judaïsme dure bien encore! Le rôle des diverses confessions chrétiennes n'est pas fini d'ailleurs. Dans une époque de transition comme celle où nous sommes, il y a beaucoup d'esprits déroutés qui ne savent plus que croire, et qui sont fort disposés à penser que toutes les prescriptions morales

doivent avoir le même sort que les anciennes données religieuses. Sans doute, celles-ci étant suspectes, n'auront pas d'action directe sur cette classe d'esprits ; mais elles en auront une indirecte, en ce sens que leurs partisans se feront de ce désarroi une arme contre le parti de la Révolution, et que celui-ci, sentant le défaut de sa cuirasse, s'efforcera d'y parer. Il ne faut pas qu'une société demeure longtemps dans cette situation critique d'une vieille foi qui s'éteint quand le flambeau de la foi nouvelle ne jette encore qu'une lueur indécise. Dans cette demi-nuit, il arrive trop souvent que l'homme, laissant détendre ses ressorts moraux, se fait le serviteur de sa bête.

Cette réflexion ne détruit pas ce que j'ai dit plus haut à propos de l'action prétendue dissolvante des libres penseurs. L'extinction lente de l'antique foi est un fait dont la responsabilité remonte au-dessus d'eux. Ils y ont aidé, sans doute, comme les premiers réformateurs chrétiens ont aidé au fait providentiel de l'extinction de la foi judaïque ou païenne. Mais il n'est pas moins vrai que le phénomène plus ou moins lent d'une rénovation religieuse ne s'opère jamais sans déterminer une crise morale.

C'est pourquoi le parti de la régénération nouvelle doit prouver, dans le moindre délai possible, qu'il est vraiment le parti du progrès, et qu'il peut répondre mieux que la donnée catholique et que les timides dérivées de celles-ci aux aspirations les plus hautes de l'humanité. Il doit prouver que, s'il subordonne la

prévoyance des intérêts célestes à la prévoyance des intérêts terrestres, contrairement à la doctrine de l'Église, c'est en vertu d'une idée qui, bien plus que l'idée catholique, grandit le Créateur dans la pensée de sa créature de prédilection. Il faut enfin que ce parti, qui reproche à l'Église de vouloir étouffer le génie humain, lui ouvre la plus glorieuse carrière, et que, répondant au reproche d'athéisme souvent formulé contre lui, il fasse que l'homme soit plus saisi que jamais du besoin de connaître Dieu, et de deviner ses desseins, pour s'y conformer.

Mais ce qui domine toutes ces considérations, et ce que nous avions à expliquer dans ce chapitre, c'était l'énorme contradiction entre le fait de l'accroissement immense de vie dans la société catholique, et la doctrine du mépris de la vie. L'explication rationnelle est que la société n'a grandi et ne s'est développée, malgré la *lettre* qui la poussait au suicide, que par l'*esprit* vivifiant du révélateur anonyme, le Verbe divin agissant sur l'instinct, ou, si l'on aime mieux, le sentiment de la société chrétienne.

CHAPITRE V

L'INSTRUMENT DE TRAVAIL HUMAIN.

I

Nous savons jusqu'où va l'indifférence de notre peuple pour les béatitudes célestes que lui promet l'Église, s'il veut revenir à elle, ou pour les châtiments éternels, dont elle le menace, s'il la délaisse définitivement. Nous savons aussi qu'en se fermant ou en affrontant les perspectives que lui ouvre la religion officielle, il n'aspire ardemment qu'à voir s'élargir les horizons de ce monde...

Quelle induction philosophique, morale et même religieuse tirer de là? Cherchons.

Il est à remarquer, d'abord, que cette disposition

du peuple lui est commune, à de rares exceptions près, avec tout le parti militant de la démocratie; qu'elle lui est même commune, dans une forte mesure, avec la grande masse de la société, laquelle est beaucoup plus pénétrée qu'elle ne le croit de l'esprit nouveau. En effet, quoiqu'elle aille encore un peu à la messe ou au prêche, tant par un restant d'habitudes que pour des raisons plus ou moins politiques ou mondaines, elle se montre, dans la pratique de la vie, incomparablement plus prévoyante de ses intérêts terrestres que de ses intérêts célestes. Il est hors de doute que plus la société se développe, plus elle manifeste clairement son attachement au monde. Plus elle va, plus elle se comporte comme si elle avait la certitude profonde qu'elle ne bâtit pas sur le sable, ainsi que le lui enseigne la doctrine de l'Église.

Pour ce qui est du peuple, en particulier, s'il n'était pas déterminé, guidé par « l'irrésistible instinct » qui parle en lui; s'il demandait tout à la fois à l'Église et à la société civile sa règle de conduite, il se trouverait dans le plus grand embarras; puisqu'elles se contredisent de la manière la plus complète dans leurs tendances.

En effet, pendant que l'Église, voulant affirmer la sienne avec un éclat qui confonde l'esprit moderne, béatifie ce mystique mendiant qui avait nom Labre, la société civile glorifie la vie active exclusivement. Pendant que l'une nous recommande de fréquenter souvent le temple, l'autre nous recommande de quitter le

moins possible l'atelier. Tandis que la première nous appelle à la prière, la seconde nous dit : « Qui travaille, prie. » L'une accorderait toutes ses indulgences à l'individu qui n'aurait pas manqué un seul jour d'aller faire ses dévotions au pied des autels; l'autre donnerait une prime d'encouragement à l'individu qu'on aurait pu voir au travail tous les trois cent soixante-cinq jours de l'année.

Entre ces deux tendances contradictoires, l'homme du peuple pourrait donc être, on le voit, fort embarrassé. Mais supposons qu'il ait quelque velléité de modeler sa conduite sur celle de la classe sacerdotale plutôt que de demander ses inspirations à la société civile : son embarras sera encore plus grand. Car il est à remarquer que le clergé infirme d'un côté ce qu'il affirme de l'autre. Si, dans son enseignement dogmatique, il prêche exclusivement la prévoyance des intérêts célestes; dans sa pratique, il est évidemment dominé par la préoccupation des intérêts de ce monde. Non-seulement le prêtre, en général, paye, plus qu'on ne le fait dans la société civile, le tribut personnel aux vanités mondaines, — et je ne lui en fais pas un reproche; j'en prends acte seulement; — mais encore, ce qui vaut beaucoup mieux, tout en protestant contre le fol orgueil de l'esprit moderne, il s'efforce de ne pas se laisser trop distancer dans la recherche qui tend à dérober à Dieu ses secrets. L'Église, en effet, a toujours compté et compte encore bon nombre des siens qui aident au mouvement

scientifique; et elle est très-heureuse, très-fière de pouvoir, à l'occasion, étaler à nos yeux une longue liste de clercs ayant contribué au progrès de la science; c'est-à-dire ayant aidé la société laïque à s'ouvrir les plus vastes horizons, et à se détacher en réalité du monde mystique pour s'attacher davantage au monde sensible, ou compréhensible. D'où nous concluons que, si l'enseignement du mépris des choses d'ici-bas se trouve souvent sur les lèvres du prêtre, l'amour de ces choses est invinciblement au fond de son cœur, puisqu'il se manifeste dans tous les actes de sa vie. En sorte que, l'enseignement dogmatique du renoncement est contredit, non-seulement par la manière d'être de la société laïque, mais encore par la conduite de la société ecclésiastique. Ce qui domine, en réalité, et en dépit de la lettre enseignée, c'est l'instinct humain, ce révélateur anonyme, qui commande la prévoyance des intérêts terrestres.

Ainsi donc les aspirations populaires sont celles de toute la société. Seulement, ni la tête ni le corps de la démocratie ne se contredisent. Ils ne renoncent pas au monde, en théorie, pour s'y cramponner en pratique. Et, pour ce qui regarde le peuple particulièrement, on ne dira pas de lui, je l'espère, qu'il délaisse le ciel pour se vautrer dans les joies de la terre. Quelles que soient ses tendances, elles sont désintéressées, à coup sûr.

Non, ce n'est pas à lui que peut s'adresser le reproche, formulé récemment par l'un des plus célè-

bres prélats, de caresser « la molle idée du paradis sur terre. » Ce peuple, qui s'est montré sceptique aux promesses du socialisme, ne rêve certainement pas le retour de l'âge d'or. Il y a eu, sans doute, dans le monde socialiste, quelques groupes qui ont caressé cette idée; mais c'était le très-petit nombre; et les rêveurs d'un moment sont aujourd'hui parfaitement éveillés. Le reproche ne peut donc s'adresser ni au peuple, ni au parti démocratique, pris en masse, ni même à la société, dont l'irrésistible tendance est de fonder sur terre.

Non-seulement l'esprit moderne ne caresse pas la molle idée du paradis en ce monde; mais il s'insurge même contre l'idée plus molle encore du paradis céleste, par cela que les âmes y jouissent de la béate immobilité. Déjà plus d'un libre penseur a protesté hautement contre cette donnée paradisiaque, selon laquelle l'âme, essentiellement active, serait, « pour son bonheur, » condamnée à une éternelle contemplation [1].

Quant au paradis terrestre de la légende, il va si peu à notre tempérament, que si, par miracle, on pouvait le retrouver, et y placer ceux qui le rêvent, à condition d'y vivre dans « l'état d'innocence » imposé à Adam, ils s'en feraient tous chasser, et avec bonheur, au bout d'un jour... Oui, si, par impossible, on nous donnait à choisir : ou l'existence telle quelle,

[1] La protestation qui a eu le plus d'éclat est celle de M. J. Reynaud.

hérissée de difficultés, limitée par la mort; ou l'existence éternellement paresseuse du paradis terrestre, ce serait à peine si nous consentirions à un essai de changement; et nous redemanderions bientôt, à grands cris, la faveur de retourner sur la « terre ingrate. » Ici du moins c'est la vie, parce que c'est le travail; parce que c'est le devoir pour l'homme de conquérir la terre et d'asservir les forces de la nature; tandis que là, ce n'est que l'apparence de la vie; l'homme y serait l'égal du mollusque.

L'un de nos libres penseurs disait récemment dans une conférence politique : « Que je rends grâce à Ève « de l'excellente idée qu'elle a eue de tenter son mari! « C'est à elle que l'humanité est redevable d'être en« trée dans la vie laborieuse, progressive, héroïque, « où l'homme doit manifester toutes ses énergies et « toutes les ressources du génie dont il est doué!... » En prenant à la lettre la légende, nous rendrions tous grâce à Ève.

Non, la société moderne ne se désintéresse pas du ciel idéal pour caresser la molle idée du paradis sur terre. Et si la classe populaire dont nous nous occupons est l'expression la plus désintéressée, la plus franche et la plus ardente de cette tendance à la prévoyance exclusive des choses de ce monde, que faut-il en induire? Je pourrais le dire immédiatement ; mais je trouve meilleur de faire sortir l'induction de l'observation des faits. Étudions-les donc.

II

La plus superficielle étude des phénomènes humains ne peut laisser échapper que les générations travaillent plus que pour elles-mêmes. Si chacune hérite de ses devancières, chacune aussi augmente l'héritage qu'elle a reçu, et qu'elle transmet à la génération suivante. Cette transmission, on le sait, se fait irrégulièrement, puisqu'il y a des sociétés où elle s'arrête. Mais là où elle cesse, cesse aussi la vie réelle. Cependant d'autres groupes humains reprennent ce qui était acquis à ceux dont la séve est épuisée, et continuent l'œuvre de transmission progressive.

Aussi, le progrès dans l'humanité ne peut-il se constater que par l'accroissement successif des acquisitions de l'homme. C'est ce qui permet à la société présente de faire son profit de toutes les acquisitions connues des sociétés passées; mais nous verrons qu'elle n'en peut faire son profit qu'en augmentant elle-même l'héritage des générations à venir. En sorte qu'aucune ne travaille réellement pour elle-même. Dans une société en progrès, l'œuvre de chaque génération est de marquer son passage par une plus savante préparation du terrain sur lequel la suivante déploiera son génie.

Ce phénomène, tout le monde le connaît; ce dont on ne se rend pas compte, c'est de la nature de l'hé-

D'ailleurs l'homme n'a pas seulement que des forces morales et intellectuelles à dépenser nécessairement; ses forces physiques veulent être également dépensées, et cela sous peine de maladie : toutes les énergies veulent être mises en valeur. Que l'homme laisse successivement à la machine les travaux abrutissants, rien de si convenable; mais cela n'empêchera point que ses trois ordres de facultés ne doivent se développer et s'employer de mieux en mieux et de plus en plus. L'un des caractères du progrès dans l'humanité n'est pas seulement l'accroissement de la vie active; c'est encore le développement du besoin de vie héroïque dans le travail. La grande préoccupation de l'homme moderne, préoccupation progressive elle-même, est de s'ouvrir des horizons de plus en plus étendus, et de se passionner pour toutes les conceptions hardies... Je ne me dissimule pas ses mobiles superficiels : il cherche la fortune, sans doute : il cherche encore plus la gloire. Dans tous les cas, il lui est absolument interdit de rapporter à lui-même tout le fruit de son labeur. Mais les mobiles ne sont pas le fond de la question. Il est en ceci, qu'en grandissant, l'homme grandit en activité, en audace, et que rien n'est plus contraire à son tempérament et à la marche des choses que le rêve de la vie paresseusement contemplative. C'est pourquoi « le séjour des bienheureux

motrice de onze millions de chevaux-vapeur. Cette force peut [...] le travail de soixante-dix-sept millions d'ouvriers. » Or, l'Anglais [...] jamais tant travaillé!...

lui fût-il ouvert, il hésiterait à y entrer ; et il y serait très-malheureux s'il n'y trouvait — ce que la religion ne lui fait pas entrevoir — un emploi convenable à son dévorant besoin d'agir.

III

Ainsi le plus grand, le plus significatif des phénomènes de la vie, celui qui nous aidera le mieux à percer le mystère de la destinée de l'homme, est la constitution progressive de l'instrument de travail, et l'augmentation également progressive de l'action humaine sur le monde. Il y a là tout une révélation. On peut tirer de ce phénomène, parfaitement appréciable, un principe de certitude devant lequel pâlissent tous ceux qu'on lui opposerait.

L'homme, ajoutant de jour en jour à sa puissance sur le monde, et travaillant plus que pour lui, est évidemment au service de quelque puissance extérieure et supérieure à lui-même.

Si nous repoussions la croyance en une direction suprême, nous tomberions dans la déroute la plus complète; nous ne pourrions plus du tout nous expliquer le pourquoi de ce phénomène de transmission de l'instrument progressif du travail humain, puisque nous ferions de l'homme une *intelligence dépendante de forces aveugles;* ce qui est absurde, ce qui nous

ferait tomber dans le plus inextricable gâchis possible...

Pour éviter cette chute, revenons à l'Être suprême, comme s'il n'avait jamais été mis en doute, et comme si l'on n'avait pas odieusement abusé de lui.

La Genèse, le catéchisme et l'opinion commune nous disent que Dieu a créé l'homme à son image... Qu'est-ce que cela veut dire? Que le Créateur a doué l'homme de facultés créatrices. On n'imaginerait pas comment la créature pourrait autrement être faite à l'image du Créateur.

De quelque manière que cette haute idée de lui-même soit venue à l'homme, elle témoigne qu'il pressentait depuis bien longtemps le grand rôle auquel il était appelé, et qu'il a rempli tant mal que bien, sous l'incitation de son instinct, en attendant que sa raison, mûrie, pût lui en donner la pleine conscience.

Créé à l'image du Créateur suprême, l'homme serait donc un créateur en sous-ordre. Il serait, par conséquent, dans la mesure des facultés dont il est doué, le collaborateur de Dieu, son fermier en ce monde.

A ce point de vue, la terre ne serait plus un lieu de déportation pour le genre humain; mais un domaine à transformer. Elle ne serait plus un bagne où il expierait éternellement un péché originel; mais un atelier ouvert à son actif génie. Ce n'est plus en nous mortifiant, en nous amoindrissant, et par d'incessants appels en grâce, que nous pouvons être agréables à

Dieu; mais en développant toutes nos facultés et en les appliquant à l'œuvre transformatrice du milieu où nous sommes, conformément à l'irrésistible instinct qui nous y pousse. Enfin l'obligation de travailler n'est plus la marque de notre déchéance, c'est, au contraire, le signe de notre grandeur.

C'est toute une révolution dans la manière de comprendre la vie.

Il ne me semble pas qu'un esprit vraiment religieux puisse s'élever contre cette conclusion. Il ne me semble pas qu'on puisse la repousser sans commettre par cela même une impiété; car ce serait bien positivement amoindrir Dieu dans la pensée humaine que de persister à nous le montrer comme un fantaisiste redoutable, qui crée l'homme actif, lui insuffle l'irrésistible besoin de se rendre compte de toutes choses, et qui, ensuite, lui défend, sous peine de mort, de chercher à connaître!... Que dirait-on d'un chef de famille qui environnerait ses enfants de toutes les tentations possibles, uniquement pour se donner le plaisir de les punir s'ils cèdent à leurs aspirations naturelles?... A un autre point de vue : que dirait-on d'un père qui, ayant mis des outils aux mains de ses enfants, leur défendrait de s'en servir? Nous dirions de ce père qu'il est insensé. N'est-ce pas une impiété de supposer que Dieu a pu se jouer ainsi de sa créature de prédilection? Car nos facultés, nos forces vives, sont nos premiers, nos plus précieux outils, à nous. Devons-nous les laisser se rouiller, de peur de

déplaire à Dieu si nous nous en servons? Mais ne méprisons-nous pas l'ouvrier qui laisse rouiller les siens?

Il vaut beaucoup mieux croire que nous ne comprenons pas le sens caché de la légende, que de prendre à la lettre une doctrine qui prête à l'Intelligence suprême une manière d'être que nous trouverions souverainement insensée dans l'homme. En attendant qu'on nous donne une explication rationnelle de la tradition biblique, répétons hautement que c'est une impiété au premier chef de supposer à Dieu la pensée de n'avoir fait l'homme que pour le tenter; de ne lui avoir donné le désir insatiable de connaître que pour lui imposer le devoir de le réfréner; enfin, de ne l'avoir placé sur terre que pour la lui faire mépriser. Ce sont là d'inqualifiables fantaisies qu'a pu prêter à Dieu l'intelligence intimidée des hommes d'autrefois, et dont les meneurs des sociétés humaines ont pu se faire un moyen de domination; mais contre lesquelles se révolte la raison de la société moderne.

Au reste, je sais déjà que des catholiques réformistes admettent volontiers la conclusion de l'esprit nouveau. Quelques-uns même, qui tiennent autant, sinon plus, à la Révolution qu'au catholicisme, m'ont affirmé que l'idée d'élever l'homme au rôle de collaborateur de Dieu se retrouve, assez claire, dans plusieurs des Pères de la primitive Église. Acceptons; car si cette idée est vraie entre toutes; si elle est au fond de l'instinct humain; si dès les temps les plus reculés l'homme avait pu croire qu'il était créé à l'image du

Créateur, cette idée de la collaboration avec la Divinité pouvait bien se faire jour de temps à autre ; et il est tout simple qu'on en puisse trouver des lueurs dans les écrits de quelques-uns des fondateurs du christianisme. Elle est même assez clairement formulée dans la fameuse parabole des talents (saint Matthieu, ch. xxv). Il y est dit, en effet, que celui qui aura tiré parti des capacités dont il était doué « entrera dans la joie du Seigneur, » et que celui qui aura enfoui son talent, de peur d'être réprimandé s'il s'efforçait d'en tirer parti, sera traité de mauvais serviteur et jeté « dans les ténèbres extérieures. »

On sent bien que l'idé poussait; cependant elle n'était pas au premier plan des préoccupations des Pères de l'Église.

Disons donc que le génie humain l'a lentement couvée, que la société chrétienne, en dépit de la doctrine officielle, en a particulièrement préparé l'éclosion, et qu'il est réservé à la société née de la Révolution de la mettre en pleine lumière, en faisant d'elle le fondement de la foi nouvelle.

C'est la religion naturelle qui s'inaugure; c'est le sens humain qui, après des tâtonnements infinis, devenu plus maître de lui-même, comprend mieux les grands intérêts de la vie, épure ses notions morales et religieuses, et qui, en fin de compte, rejetant la conception artificielle du passé, provoque l'homme à justifier plus glorieusement que jamais qu'il est bien fait à l'image de Dieu.

CHAPITRE VI

BASE DE CERTITUDE.

I

Il n'est pas de conception touchant la destinée humaine qui ne laisse beaucoup à désirer; parce que nous aspirons toujours à connaître plus que nous n'avons saisi, et qu'une vérité trouvée détermine le besoin d'en trouver une plus haute. Il serait donc peu raisonnable d'exiger d'une doctrine, pour la déclarer acceptable, qu'elle satisfasse pleinement notre besoin de percer tous les mystères de la vie. La meilleure, relativement, est celle qui, tout à la fois, donne l'explication la plus satisfaisante des phénomènes humains, et répond le mieux à nos persistantes aspirations.

La donnée qui fait de notre monde un vaste atelier, et de l'homme un ouvrier au compte de l'Être suprême, est-elle, plus qu'aucune autre, dans cette condition de perfection relative? Ce qui est hors de doute, c'est que, mieux qu'aucune autre, elle donne et l'explication des aptitudes humaines, et celle de l'agrandissement progressif de l'instrument de travail. Non-seulement elle est dans la conscience de la société moderne; mais encore elle est sur les lèvres de presque tous nos libres penseurs. Elle est même plus ou moins explicitement formulée dans une foule d'écrits contemporains. Elle opère en ce temps-ci son passage du sentiment à la raison. C'est, ainsi que je le disais tout à l'heure, la donnée morale et religieuse de la Révolution qui commence à s'affirmer.

Les esprits difficiles voudront qu'on leur définisse la fonction terrestre; le but précis de l'activité humaine. « L'homme peut se tromper et être trompé, diront-ils; les preuves ne sont que trop éclatantes! Comment saura-t-il qu'il emploie bien ou mal ses facultés? A quel signe reconnaîtrons-nous que l'homme se conforme aux vues de l'invisible ingénieur en chef, ou qu'il les contredit? »

Ces questions-là, chacun de nous a un intérêt immense à se les poser et à pouvoir les résoudre d'une manière satisfaisante.

D'abord, c'est à la source même d'où vient la donnée première qu'il faut aller demander la lumière sur les applications, c'est-à-dire au sentiment

humain, ou, pour dire plus juste, à son assentiment.

Prenons-le, cet assentiment, là où nous pouvons le saisir : autour de nous, dans la société où nous sommes. Nous serons d'autant moins exposés à l'erreur que nous opérerons sur la fraction la plus développée de l'humanité, c'est-à-dire sur celle qui exprime le mieux le sens humain.

Nous pouvons dire avec certitude que toute action de l'homme qui appelle irrésistiblement l'estime sérieuse de la société moderne, ou qui provoque son admiration soutenue, est une action conforme aux vues de l'Intelligence suprême.

Or, d'une manière générale, quelles sont les actions qui appellent irrésistiblement l'estime sérieuse ou qui provoquent l'admiration soutenue du monde moderne? Si nous y regardons bien, nous verrons clairement que ce sont, d'une part, toutes celles qui tendent à augmenter la valeur morale, physique et intellectuelle de l'homme; et, d'autre part, toutes celles par lesquelles l'homme prouve sa puissance transformatrice, son génie inventif, son audacieux besoin de percer les mystères du monde...

Il est impossible, sans doute, de définir d'une manière précise la fonction humaine, autant qu'il est impossible de dire à quel point l'homme en est de son savoir; mais les erreurs persistantes ne doivent pas amoindrir la valeur des lumières acquises, et c'est déjà beaucoup d'avoir la base de certitude que nous donne l'assentiment humain.

Les erreurs passagères de l'opinion générale n'amoindrissent en rien cette base de certitude. Car l'observation approfondie donnerait certainement la preuve que, en accordant son estime ou son admiration à une action d'une moralité contestable, l'opinion générale croyait y voir le bon côté qui, peut-être, n'y était pas. Les erreurs de ce genre ne sont jamais que passagères, et se rachètent d'ailleurs par l'intention qui est toujours de glorifier dans l'homme le courageux lutteur ou l'heureux créateur.

Qui donc, en définitive, n'a pas compris que ce sont les héros de la science, de l'art, de l'industrie; en un mot, les héros de la vie active, qui occupent la première place dans l'estime de la société moderne?

Pendant que l'Église béatifie le mendiant Labre, l'opinion moderne rejette de son idéal Panthéon non-seulement les apôtres du suicide ascétique, mais toutes les personnes dont la grandeur a consisté à tenir le monde en une tutelle écrasante. Elle y place ceux-là seulement qui, ayant notablement agrandi l'instrument de travail humain, ont, par cela même, glorieusement témoigné qu'ils sont les collaborateurs de Dieu.

Quels sont, en effet, dans les drames que représentent nos théâtres, les personnages historiques jouissant du privilége d'intéresser la foule et de provoquer ses élans sympathiques? Ce sont les martyrs de la pensée, les grands inventeurs et les puissants artistes; ce sont les intrépides explorateurs du globe, les savants qui nous révèlent les phénomènes du vrai ciel,

et qui nous ouvrent ainsi des horizons incommensurables...

N'y a-t-il pas, dans ce fait indéniable, une indication très-lumineuse?

Mais voici qui est encore plus significatif :

Les noms les plus vénérés dans la classe populaire ne sont pas, ainsi qu'on le croirait, ceux des hommes dont les heureux efforts ont eu pour résultat d'augmenter les ressources alimentaires, ou d'améliorer autrement la condition matérielle des classes laborieuses; non. Nous leur sommes reconnaissants ; mais ils n'occupent qu'une place très-secondaire dans notre estime : la première y est occupée par les noms des hommes dont les travaux frappent le plus l'imagination, et qui ont accru, non pas notre bien-être, mais le sentiment de notre puissance.

Cette préférence est d'autant plus remarquable, que nous ne pouvons guère apprécier les œuvres des hommes que nous glorifions ainsi, et que les mystères percés par la science demeurent encore longtemps mystères pour nous... C'est l'élection du Génie par l'Instinct.

Ces indications, fournies par l'assentiment général, me paraissent tellement concluantes, prouvent tellement que l'humanité travaille plus que pour elle-même, révèlent si bien la grandeur de son rôle, que je n'imagine pas ce qu'une intelligence saine pourrait leur opposer.

Qu'on veuille bien remarquer, d'ailleurs, que cette

donnée coupe court aux abus : Ici, pas de puissance intermédiaire entre l'homme et Dieu ; personne qui ait mission divine de lier ou de délier l'âme humaine. Les devoirs et les droits parfaitement saisissables à l'esprit.

Rien de si facile que de déduire de là une morale, une politique et une économie politique.

Tout ce qui a pour effet d'accroître notre valeur morale, physique et intellectuelle, c'est-à-dire tout ce qui peut augmenter notre puissance sur le monde, est dans l'ordre du bien ;

Et tout ce qui fait obstacle au développement de nos facultés, c'est-à-dire tout ce qui amoindrit en nous le créateur en sous-ordre, est dans l'ordre du mal.

Ainsi, le moraliste, l'homme d'État, l'économiste et le socialiste peuvent avoir une règle certaine pour gouverner ou conseiller; comme nous-mêmes, de la foule, en avons une pour juger nos gouvernants et nos éducateurs. Tout ce qui, de leur part, contrarierait le développement et l'application des aptitudes humaines, serait une violence faite à l'humanité et un vol commis envers Dieu.

Dans l'ancien système, le monde étant donné pour un lieu d'exil, où le genre humain n'avait qu'à expier le péché originel, le prêtre et le roi présidaient à l'œuvre expiatoire : ils étaient les gardiens de l'immense chiourme. L'un tenait de Dieu la mission de rappeler incessamment à l'homme son indignité, et de provo-

quer en lui le repentir, la mortification, l'appel en grâce, et surtout l'obéissance aux puissances de droit divin ; — l'autre avait pour mission particulière de maintenir l'ordre dans le bagne, et de faire sentir la pointe du glaive à ceux des expiants qui osaient douter de la légitimité du système.

Sans doute, cette manière de gouverner était une énorme dérogation à la pensée chrétienne ; sans doute aussi le système n'a pas été appliqué dans toute sa rigueur. Cependant les sanglantes répressions des schismes et des hérésies d'autrefois prouvent que les préposés, de droit divin, à l'œuvre expiatoire ont parfois lugubrement pris au sérieux la mission qu'ils s'attribuaient.

Je ne reviens ici sur cette donnée du passé que pour lui opposer la féconde donnée de l'esprit moderne. Ici, la lettre, qui commence à se formuler, est en parfait accord avec l'esprit ; c'est l'aspiration naturelle qui se fait doctrine ; et l'attachement de l'homme à la terre trouve sa haute légitimation. Le lieu d'exil devient de plus en plus le domaine que doit modifier le génie humain ; le bagne se transforme en champ de travail ; et les gardes-chiourme en chef sont appelés par la raison épurée au rôle bien plus noble de chefs d'atelier.

Le prêtre de l'avenir, moraliste pur et simple, tirera son autorité de sa valeur personnelle, exclusivement. Il enseignera toujours, sans doute, à « connaître, à aimer, à servir Dieu ; » mais comme l'entend l'esprit

moderne, et non plus comme l'entendait le système d'expiation. — Il n'aura plus à cœur d'infirmer indirectement notre libre arbitre, en infirmant, de parti pris, notre raison, au profit de quelque conception artificielle : il excitera, au contraire, en nous, le besoin d'élargir progressivement le cercle de notre liberté morale, en nous inculquant une plus ferme conscience de ce que nous pouvons tirer de notre propre fonds... Il ne nous prêchera plus de mépriser le monde présent; mais bien, au contraire, de nous y attacher et d'y mériter de Dieu, en employant toutes nos énergies selon les indications que peuvent nous fournir et l'aspiration instinctive et la science acquise. Par conséquent, au lieu de considérer comme son devoir suprême de nous faire porter le deuil de la vie, il considérera comme suprême devoir de nous en faire porter le triomphe, en nous excitant à la rendre fructueuse.

Ainsi, autant l'ancien système, pris à la lettre et appliqué dans toute sa rigueur, eût mené droit à la mort, autant le système inspiré par l'esprit de la Révolution mène droit à l'accroissement indéfini de la vie; — autant celui-là eût été stérile, autant celui-ci doit être fécond; — autant l'un refoulait nos aspirations naturelles et persistantes, autant l'autre veut leur donner ample satisfaction; — autant le premier concluait à étouffer le génie du créateur en sous-ordre, autant le second conclut à développer toutes ses ressources; — autant, enfin, l'ancien eût abaissé, humilié, annihilé le collaborateur de Dieu, autant

le nouveau le relève, le réconforte, et le glorifie!...

« Soit! » diront certains catholiques, ou protestants, ou philosophes spiritualistes; « mais nous ne « sommes pas moins soumis à la mort. Or, que de« vient, dans ce système, l'âme, immortelle et respon« sable? Demeure-t-elle clouée à la terre, renaissant « dans notre humanité? ou va-t-elle, reprenant un « corps nouveau, habiter successivement d'autres « sphères? Y a-t-il une existence supérieure pour les « âmes qui ont bien mérité, et une expiation pour « celles qui ont démérité? Enfin, les âmes élues sont« elles toujours actives, toujours libres, et, partant, « responsables? Peuvent-elles déchoir? Celles qui ont « démérité peuvent-elles se relever? » etc., etc.

Questions graves, assurément, et dont l'esprit ne peut se désintéresser, quoi qu'il fasse. Le champ des hypothèses est ouvert, et chacun peut s'y élancer; mais je m'en garde. Les indications que je trouve dans les tendances de la société, et plus particulièrement dans la constante préoccupation du peuple, ne me mènent pas à ces hauteurs où le vertige pourrait me prendre. Je laisse aux esprits compétents le soin de méditer sur ces questions délicates. Nous savons déjà que plusieurs de nos philosophes les ont abordées hardiment[1]. Mais, lors même que la libre pensée contem

[1] M. Henri Martin a bien voulu m'écrire la note suivante sur le système de l'auteur de *Ciel et terre*. Je regrette de n'être pas en mesure de donner ici pareille note sur chacun des principaux systèmes qu'a pu produire la libre pensée du siècle :

« Mon cher ami, — voici approximativement, non pas le résumé mé-

poraine ne pourrait répondre d'une manière tout à fait satisfaisante à cette curiosité bien légitime, il suf-

thodique du livre dans lequel J. Reynaud a entrepris d'exposer la philosophie religieuse de notre temps; mais à peu près les données les plus générales auxquelles il est arrivé.

« Le genre humain vit moralement de deux idées, qui résultent de la nature même de son esprit :

« 1° *Dieu*, ou la cause suprême, intelligente, volontaire et toujours active, dont la notion est allée se précisant de religion en religion jusqu'au christianisme;

« 2° L'*âme*, ou la notion de l'homme, en tant que principe d'action, que orce simple, indissoluble, non atteinte par le phénomène de la mort, qui n'est que la dissolution du groupe de forces subordonnées, servant d'organes à l'âme ou à la personnalité.

« Ces deux idées constituent la religion. Les religions positives ne sont que les formes imparfaites et perfectibles dont l'homme revêt les vérités éternelles.

« Il faut se rattacher aux traditions; mais en les reliant les unes aux autres, et en développant progressivement tout ce qui s'y trouve contenu en germe, en vertu du principe de la perfectibilité, qui est la loi universelle des êtres créés.

« Ce principe de perfectibilité, qui avait déjà fait de grandes, mais incomplètes apparitions dans les religions de l'antiquité, est la révélation capitale des âges modernes et le dogme générateur de l'avenir.

« La destinée de l'homme et celle de l'univers sont régies par ce principe. L'homme, l'âme ou la personne, — ce qui est la même chose, — créé d'abord dans un état inférieur, et pour ainsi dire dans un état embryonnaire, est destiné à se perfectionner sans limite dans une succession d'existences sans fin, quoiqu'il ne doive jamais atteindre la perection absolue, ce qui serait devenir Dieu, et ce qui est impossible.

« L'idée du péché originel est vraie; seulement chacun de nous a été, pour ainsi dire, Adam et Ève. Nous avons déjà existé avant de venir sur cette terre, et nous y apportons les facultés et les tendances résultant de nos chutes et de nos progrès passés. Nous n'avons pas la mémoire de notre existence antérieure, parce que nous n'avions pas encore une conscience assez forte de nous-même pour qu'elle ait survécu à la mort. Nous retrouverons la mémoire dans une autre vie, quand nous aurons mérité d'atteindre ce degré de lumière et de moralité où la créature échappe au mal et aux ténèbres pour toujours, c'est-à-dire ce que les religions nomment le ciel, et que l'on peut nommer l'état d'*immortalité*,

CONCLUSION GÉNÉRALE

Ai-je embrassé plus que ne comportait mon sujet; et, sous prétexte de faire connaître le secret du peuple, n'ai-je cherché qu'une occasion de dire le mien? On pourra le croire, et ne se faire faute de le dire. On aurait tort. Non, je n'ai pas embrassé plus que ne comportait mon sujet; car je ne suis pas allé au delà du point où me portaient les préoccupations populaires; et, d'autre part, je prête si peu gratuitement au peuple mes tendances personnelles, que j'ai laissé voir, en plusieurs endroits, les modifications considérables que l'étude patiente de ses aspirations avait opérées sur mes propres croyances. A mesure que j'ai pénétré plus avant dans son âme, j'ai communié plus intimement avec lui. J'ai tiré de son fond des indications que je tiens pour très-lumineuses;

[illegible] un miroir dans [illegible] qu'il pût se regarder, parce qu'il [illegible] une plus haute conscience de lui-même.

J'ai dû glisser sur ce que notre peuple a de commun avec toutes les grandes agglomérations, et insister sur ce qui le distingue des autres classes populaires et constitue sa vigoureuse originalité. J'avais pris d'ailleurs, et d'une manière formelle, l'engagement de montrer autant qu'il me serait possible, « l'irrésistible instinct qui le pousse à se préoccuper avant tout des intérêts généraux, et lui fait saisir les aspects les plus grandioses des formidables questions soulevées par l'esprit du siècle, alors même qu'il n'en comprend pas les détails et qu'il en méconnaît les dangers. » Il me fallait donc au moins essayer de faire toucher ces aspects grandioses que saisit l'imagination populaire. J'ai peut-être mal étreint; mais [illegible] à embrasser.

D'ailleurs, avant de conclure, récapitulons brièvement, pour montrer que mon sujet ne me permettait d'éluder aucune des grandes questions qui émeuvent la société moderne.

Nous savons que notre classe ouvrière a une répugnance marquée à se laisser river aux intérêts terre à terre de la vie professionnelle; que, par suite, les règlements du travail qui lui sourient le plus sont ceux qui semblent devoir la dispenser mieux du souci de la prévoyance personnelle.

D'où vient cette disposition? On le sait d'avance. Pen-

dant que notre ouvrier type fonctionne dans son atelier spécial, sa pensée voyage au dehors. Or, l'important, pour nous, étant de connaître le secret de cette pensée, il nous fallait bien la suivre. Où nous a-t-elle mené? Partout où s'étend l'influence de la Révolution; partout où le droit humain est méconnu, refoulé; partout où il y a une juste cause à défendre. Hier, c'était en Italie; aujourd'hui, c'est en Pologne; demain ce sera un autre peuple qui appellera particulièrement la vive sollicitude du nôtre; car « il a un embrassement « immense... Son unique pensée est de délivrer le « monde. Il ne veut pas qu'il y ait sur la terre un « homme sans patrie. Il couve en lui-même, avec une « divination profonde, ce que nous appelons aujour- « d'hui l'idée des nationalités[1]... »

Nous savons où nous conduirait cette idée : au désarmement général, à la paix bien garantie, à l'alliance féconde des peuples, à la restitution au travail des forces vives et des ressources innombrables que l'antagonisme actuel absorbe et annihile à mesure qu'elles se produisent.

Ces considérations sur le caractère et les tendances politiques du peuple ne nous ont donc pas fait déserter le terrain du travail, au contraire, puisque nous aboutissons à une idée qui offrirait à l'activité générale les plus puissants moyens et lui ouvrirait les plus admirables perspectives.

[1] Victor Hugo.

Cela nous prouve que la manière d'être instinctive du peuple, [illegible] un être seul et beaucoup de cas, nous livre [illegible] à pénétrer les passions par le gros bout, et à saisir des solutions que la timidité des classes aisées, et même des hommes politiques, ajournerait indéfiniment.

Je ne devais pas plus m'interdire de préciser les aspirations religieuses du peuple que ses tendances politiques. Il nous fallait avoir le secret de son désintéressement singulier des choses du ciel et de sa préoccupation constante des intérêts supérieurs de ce monde. Je l'ai cherché : et l'on a pu voir qu'ici encore son [illegible] se résolvait en une question de travail.

[illegible] et en nous laissant porter sur les ailes de l'aspiration populaire, nous n'avons quitté le tout [illegible] que pour nous élever à la conception de l'atelier universel...

En allant de l'infiniment petit à l'infiniment grand, nous n'avons fait, en définitive, que passer de l'ouvrier au compte de l'homme à l'ouvrier au compte de Dieu.

Et, maintenant, que conclure de toutes les considérations provoquées par la recherche du secret du peuple ?

Que c'est dans l'instinct populaire, compris par ses grands poètes et confirmé par l'instinct général, que les intelligences cultivées et amies du progrès doivent aller chercher toutes les indications nécessaires pour développer successivement la pensée de la Révolution;

Que cette pensée, sortie de cette révélation anonyme et permanente qui s'exprime par les aspirations de la société la plus avancée, renouvellera le monde civil et religieux, et complétera l'œuvre ébauchée par le Christianisme, c'est-à-dire la rédemption terrestre de tous les abaissés et de tous les opprimés d'une manière quelconque;

Que, repoussant l'idée décourageante de l'expiation, la pensée de la Révolution transforme le lieu d'exil en un domaine à exploiter, le bagne immense en un immense atelier; et que, relevant l'homme de son indignité prétendue, elle l'élève au rôle glorieux de collaborateur de Dieu;

Enfin, que, par cela même qu'elle provoque l'homme à manifester utilement toutes les ressources de son génie, toutes les énergies de son caractère, toutes les merveilleuses facultés créatrices dont il est doué,

LA RÉVOLUTION INAUGURE L'AGE HÉROÏQUE DU TRAVAIL.

Le secret du peuple est d'être la force instinctive qui pousse aux développements du nouveau principe rédempteur.

FIN

TABLE DES MATIÈRES

DEUXIÈME PARTIE.

LA [illegible] DU TRAVAIL SELON LE PEUPLE.

TROISIÈME PARTIE.

LA POLITIQUE DU PEUPLE.

QUATRIÈME PARTIE.

LA RELIGION DU PEUPLE.

PARIS. — IMP. SIMON RAÇON ET COMP., RUE D'ERFURTH

A. CORBON

LE SECRET DU PEUPLE DE PARIS



PARIS
PAGNERRE, LIBRAIRE-ÉDITEUR
18, RUE DE SEINE, 18

1863

PARIS. — IMP. SIMON RAÇON ET COMP., RUE D'ERFURTH, 1.



